



pose la création  
ronnementale  
à la création des risques

## La rupture du pacte avec Bolloré fragilise Bouygues

VINCENT BOLLORÉ a annoncé, mercredi 25 novembre, qu'il rompt le pacte le liant pour cinq ans à la famille Bouygues et limitait sa participation au capital du groupe de BTP et de communication à 14 %. Le conflit qui oppose les deux principaux actionnaires de Bouygues entre dans une nouvelle phase. Chaque camp, opposé notamment sur la stratégie de développement dans le téléphone mobile, retrouve sa liberté. Vincent Bolloré peut aujourd'hui augmenter sa participation, trouver d'autres alliés, ou vendre s'il le souhaite. Le groupe Bouygues se trouve ainsi sous la menace d'une OPA (Offre publique d'achat) et son avenir redevient incertain. La Bourse ne s'y est pas trompée, l'action Bouygues enregistrant mercredi matin au début des cotations une forte hausse de plus de 7 %.

Lire page 19

## Cette misère que nous ne voulons pas voir

● La France compte 500 000 sans-abri ou sans domicile fixe pour 15 000 places d'hébergement d'urgence ● « Le Monde » a suivi l'errance nocturne de Karim, à Paris ● M<sup>me</sup> Aubry : « Chaque Français doit ouvrir les yeux » ● Selon M. Jospin, la précarité commence dans l'entreprise

LA PRÉCOCITÉ du froid, qui a fait plusieurs victimes ces derniers jours, a relancé le débat sur la prise en charge des sans-abri. En France, on estime à environ 500 000 le nombre de personnes sans domicile fixe ou vivant dans des logements de fortune. Les 15 000 places d'hébergement d'urgence permettent de faire face à peu près correctement à l'afflux de demandes hivernales. Mais les solutions durables sont rares. Les associations demandent la construction de petites structures avec accompagnement social.

S'exprimant, mercredi 25 novembre, devant le conseil des ministres, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a déclaré que « la solidarité ne peut être seulement nationale » et que « chaque Français doit ouvrir les yeux ». Interrogé sur France-Info, mardi, Lionel Jospin a expliqué que l'exclusion met en cause une « société, telle qu'elle a été conduite pendant dix à quinze ans, (...) où les idées dominantes étaient celles du libéralisme, du chacun pour soi ».



faut poser le problème de la précarité dans l'entreprise », a-t-il dit, ajoutant : « Comment s'étonner que la précarité dans l'entreprise débouche sur la précarité dans la rue ? » Le gouvernement a mis à l'étude un système de « bonus-malus » pour limiter le développement de l'emploi précaire. « Quand la croissance se consolide, recourir à l'intérim ou au travail précaire, ce n'est pas normal », a dit M. Jospin. La « consolidation » de la croissance est mise en cause par l'enquête de l'Insee sur l'investissement, publiée mercredi : les chefs d'entreprise, s'ils confirment leurs engagements pour 1998 (en augmentation de 8 % par rapport à 1997 dans l'industrie), ne laissent prévoir aucune augmentation, en revanche, en 1999. Menée en octobre, au moment de la crise sur les marchés financiers, cette prévision, si elle se confirmait, ruinerait l'estimation de croissance du gouvernement pour 1999, soit 2,7 %.

Lire page 11 et nos autres informations pages 8 et 9

## L'affaire Pinochet

■ Un casse-tête juridique pour la Grande-Bretagne

■ Les témoignages de deux victimes espagnoles sur les années noires du Chili

■ La France lance un deuxième mandat d'arrêt contre l'ancien dictateur

■ L'Eglise chilienne prêche la réconciliation

Lire pages 2 et 3

## Les révisionnistes chinois lancent la querelle des sentiments brisés

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine est en train de s'offrir une furieuse controverse qui, contrairement à ses éruptions de fureur passées, ne fait heureusement couler que de l'encre. La polémique fait rage dans les milieux éclairés de la presse, de l'université et des praticiens des questions familiales en attendant peut-être de percer le tamis de l'Assemblée nationale populaire (ANP). Objet de la querelle : le divorce. Le débat : faut-il, oui ou non, donner un tour de vis à une pratique qui a littéralement explosé à la faveur de la réforme économique, passant d'un taux de 3,5 % en 1978 à 12 % en 1997 (avec des pointes supérieures à 25 % dans les grandes villes) ?

C'est une offensive de cercles conservateurs militant pour le durcissement de la législation existante qui a mis le feu aux poudres. Selon ces « révisionnistes », on divorcerait actuellement en Chine avec une excessive légèreté. « Sur un coup de tête ! », s'insurge la professeur de droit Wu Changzhen. Et de citer une anecdote : à Harbin (Nord-Est), un jeune

couple s'est disputé à la sortie de la mairie où il venait de se marier. Il a aussitôt tourné les talons et, une heure après, il obtenait le divorce.

Afin de prévenir une telle « dérive », M<sup>me</sup> Wu et ses partisans souhaitent inscrire deux garde-fous dans la loi sur la famille de 1980, jugée par eux trop « vague ». En premier lieu, il conviendrait de retenir comme critère justifiant le divorce le constat quasi-clinique d'un « arrêt de la relation conjugale ». Seule une enquête établissant la réalité de la séparation physique (trois ans), de l'adultère, de mauvais traitements ou d'une « infirmité mentale grave » pourrait valider les candidatures au divorce. Jusqu'à présent, l'unique critère des « sentiments brisés » suffisait. Au grand dam de M<sup>me</sup> Wu qui juge cette notion « fort peu scientifique » et « très idéologique ». D'autre part, ces conservateurs veulent mettre l'adultère hors-la-loi. Selon eux, les « unités de travail » devraient s'ériger - comme sous l'ère Mao - en véritable police des mœurs habilitée à prononcer des sanctions administratives contre les « pêcheurs ».

Ce projet de révision n'en est qu'à ses balbutiements. Mais les fuites qui se sont répandues dans la presse ont suffi à déclencher les passions. « Régression », « provocation », s'indigne Li Yinhe, sociologue à l'Académie des sciences sociales. Au sein de cette institution qui est le bastion du camp des progressistes, certains chercheurs refusent tout net le débat au point d'être taxés d'« extrémistes » par les conservateurs. « Lorsque j'ai appelé l'Académie des sciences sociales pour solliciter son avis, je me suis fait traiter de chien puant », raconte Tian Ying, journaliste « révisionniste » au quotidien de la Fédération des femmes : « Comme sous la révolution culturelle ! », s'alarme-t-elle.

L'émol transpire aussi sur le réseau Internet où des sondages donnent un avantage certain aux partisans du statu-quo. S'il est toujours interdit de débattre en Chine de la nature du régime politique, on peut donc s'y affronter sur bien des sujets de société. Reconsidérer le divorce n'est pas subversif, à condition bien sûr de ne pas vouloir divorcer du Parti.

Frédéric Bobin

Lire page 24

## Des morts d'El Niño au mystère La Niña

LE PREMIER bilan d'El Niño est sévère : 21 700 morts, 33,9 milliards de dollars de dégâts. L'édition 1997-1998 de ce phénomène climatique périodique a provoqué des incendies gigantesques en Indonésie et au Brésil, des inondations catastrophiques en Amérique latine et sur le continent africain. Par sa violence, elle a dépassé le « record » enregistré en 1982-1983. En dépit du progrès des techniques d'observation, les scientifiques n'ont pas su prévoir la rapidité de son arrivée et sa virulence. Ils tirent les leçons de cet échec au moment où s'installe La Niña, phénomène contraire à El Niño et encore plus mal connu que ce dernier.

Lire page 24

## Pièges et belles pages du cinéma



ALEXANDRE SOKOUROV

DANS une semaine cinématographique particulièrement dense, où les nouveaux films de Pierre Jolivet et Karim Dridi montrent une nouvelle fois les dangers d'un cinéma formaté par la télévision, on retiendra surtout *Pages cachées*, treizième long métrage du maître russe Alexandre Sokourov, inspiré de *Crimes et châtiments*, de Dostoïevski.

Lire pages 28 à 30

International	2	Tableau de bord	22
France	8	Aujourd'hui	24
Société	11	Météorologie, Jeux	27
Cronique	13	Culture	28
Régions	14	Guide culturel	30
Horizons	15	Kiosque	31
Entreprises	19	Abonnements	32
Communication	21	Radio-Télévision	31

## Ce drôle d'espion britannique

David Shayler, ancien membre des services secrets britanniques réfugié en France, ne sera pas extradé. Notre enquête au cœur d'un scandale d'Etat provoqué par un « rebelle né » p. 15 et la chronique de Pierre Georges p. 33

## L'Europe et la « vache folle »

L'annonce de la prochaine levée de l'embargo sur la viande de bœuf britannique suscite de vives réactions des professionnels et des consommateurs. p. 33 et notre éditorial p. 18

## Vers Amsterdam

Les anti-européens sont marginalisés à l'occasion du débat sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Dans un point de vue, Daniel Cohn-Bendit et six députés Verts défendent l'idée d'une « révolution démocratique européenne ». p. 10 et 17

## Les juges de la République

Pour le procès du sang contaminé, magistrats professionnels, sénateurs et députés ont choisi de porter la robe noire des magistrats correctionnels. Cette décision relance le débat sur la place symbolique de la Cour de justice de la République. p. 12

Allemagne, 2 DM ; Autriche-Guyane, 8 F ; Belgique, 25 KTS ; Brésil, 45 R\$ ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 16 KRON ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 1 F ; Singapour, 800 F S\$ ; Suède, 10 KRON ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Dir ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1126 - 7,50 F



Cartier



Montre Pasha C  
Acier massif.  
Mouvement automatique  
Élance jusqu'à 100 mètres.

En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés.  
Informations au 01 42 18 55 16

## POINT DE VUE

## Au-dessous du volcan

par Nicolas Baverez

La précarité embelle des marchés financiers ne doit pas faire illusion : la crise, qui est née en juillet 1997 en Asie puis s'est propagée à l'ensemble des pays émergents puis aux pays développés, constitue le premier choc moyen de la mondialisation. Ce choc n'est ni achevé ni maîtrisé. Il résulte de quatre déséquilibres majeurs : l'épuisement du militarisme économique japonais, dont l'organisation féodale, hiérarchique et clientéliste, se révèle incompatible avec le fonctionnement d'une économie ouverte ; les limites atteintes par le mode de développement des pays émergents, fondé sur la priorité à l'exportation au détriment du marché intérieur et le financement par des capitaux privés extérieurs de préférence à la mobilisation de l'épargne locale ; le chaos russe issu de la libéralisation, sans transition ni constitution préalable d'un Etat de droit, d'un système productif et d'une société organisée durant près de soixante-quinze ans - soit trois générations - selon une logique de guerre totale ; la résorption de la bulle spéculative qui s'était construite sur les marchés d'actions des pays développés, entraînant une surévaluation des cours de l'ordre de 25 %.

Aucun de ces points de tension n'a trouvé de solution. Le Japon multiplie les plans de relance et d'assainissement financier dont l'impact réel est inversement proportionnel aux spectaculaires effets d'annonce. Les dragons asiatiques relancent leur activité en dopant leurs exportations par des dévaluations compétitives, au risque d'aggraver la surproduction et les surcapacités mondiales. D'une part, les difficultés de la Chine et la pression sur le yuan, d'autre part. La Russie retourne à l'état de nature et à l'économie de troc. Enfin, l'actuel rebond des principales places boursières s'effectue en contradiction complète avec le ralentissement de la croissance - qui sera divisée par deux en 1998 par rapport à 1997 et en 1999 par rapport à 1998 - et avec la baisse des profits des entreprises qui en découle - sensible depuis le printemps.

Lire la suite page 16

Nicolas Baverez est historien et économiste.



**CHILI** Assigné à résidence à Londres depuis le 16 octobre à la suite d'un mandat d'arrêt international et d'une demande d'extradition déposés par les autorités judi-

ciaires espagnoles, le général Augusto Pinochet devait être en principe fixé sur son sort mercredi 25 novembre. Les cinq juges de la Chambre des lords devaient se pro-

noncer sur l'immunité souveraine reconnue à l'ancien dictateur par la Haute Cour de justice britannique. ■ PLUSIEURS PAYS EURO- PÉENS, dont la France, ont égale-

ment réclamé l'extradition de l'ancien dictateur. Les plaintes se fondent sur les témoignages de vic- times ou de leurs proches. Le Monde publie les récents de deux d'entre eux,

recueillis en Espagne. ■ L'ÉGLISE CHILIENNE, sous l'égide de l'archevêque de Santiago, Mgr Errazuriz, voudrait entreprendre un vaste processus de réconciliation nationale.

## Affaire Pinochet : les victimes racontent les années de dictature

La Chambre des lords britannique devait se prononcer, mercredi 25 novembre, sur l'immunité de l'ancien chef de la junte chilienne. Pour les adversaires du général, l'épisode de Londres aura en tout état de cause permis de mettre en lumière les exactions du régime

**MADRID** de notre correspondante. Immunité. Ce mot même d'immunité, tant de fois répété et sous-entendu ces dernières semaines à propos d'Augusto Pinochet, lui paraît incongru et arrache un demi-sourire douloureux à cette femme grave et digne qui s'est juré, dans son témoignage, de « ne pas céder au sentimentalisme pour ne relater que les simples faits ». Et ils sont accablants.

Il y est question d'immunité aussi, mais d'immunité bâfoyée, celle de son mari, Carmelo Soria, fonctionnaire international au service des Nations unies, froidement torturé et assassiné lors de la dictature. Et, pendant plusieurs heures, Laura, la Chilienne établie par force à Madrid depuis vingt-deux ans, la veuve combattive qui n'hésite pas, en pleine dictature, à porter plainte contre la DINA, la police secrète de Pinochet, racontera devant un café, avec la précision mathématique de ceux qui ont renoncé à faire le compte de leurs souffrances, un destin tronqué parmi tant d'autres : celui de ce jeune idéaliste espagnol aux idées républicaines qu'elle avait épousé et qui, pour échapper au régime franquiste, en 1947, s'était réfugié, sans le savoir, dans ce qui deviendrait l'endroit le pire : le Chili.

Salvador Allende : le père de Laura, écrivain de renom, le connaissait très bien, Carmelo un peu moins, mais comme beaucoup d'autres réfugiés espagnols à qui la gauche chilienne avait tendu la main, c'est tout naturellement qu'ils l'ont soutenu dans ses campagnes électorales. Littérature, milieux intellectuels (Carmelo avait été aussi éditeur), famille (ils ont trois enfants) : l'univers des Soria est sans histoire, elle est médecin, lui travaille pour les Nations unies.

Et puis le 11 septembre 1973, avec le coup d'État, tout bascule. L'ONU propose à Carmelo Soria d'aller à la FAO (l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture) à Rome, pensant qu'il aura peut-être des ennemis à Santiago. Lui préfère rester : après tout, n'est-il pas protégé par cette fameuse « immunité » ? Dans les jours qui suivent, lui et sa femme, qui vient d'être - première mesure vexatoire - radiée des hôpitaux publics, attendent quand ils le peuvent amis et connaissances menacés à trouver un refuge et à s'échapper, mais ils n'entreprennent aucune action politique ou militante.

Et puis un soir, le 14 juillet 1976, Carmelo, « qui n'arrivait jamais avec plus de cinq minutes de retard sans prévenir », ne rentre pas. Le

lendemain, on retrouve sa voiture, loin de la ville, dans le canal de Carmen dont l'eau arrive seulement à mi-portière. Le corps n'y est pas. Ce qui n'empêche pas la presse de titrer : « Tragique accident de voiture d'un fonctionnaire international ».

Le 16 juillet, en présence de la police et de la DINA, le canal est asséché. Détail atroce, on demande aux enfants qui ne comprennent pas, munis de petites pelles, de chercher eux aussi. Le corps est finalement retrouvé, sous un pont du même canal. Comment est-il parvenu là alors que les portières sont fermées ? Mystère. La radio de la voiture elle aussi a disparu. Dans la poche du mort, figure une lettre qui dit : « Carmelo, je te confirme que tu m'as trompé. Ton ami de toujours ». Le montage est grossier, mais la radio, aux ordres, explique que M. Soria « s'est suicidé par déception sentimentale ».

Laura, brisée mais déterminée, se rend à la morgue. Elle est médecin, elle examine le corps de son mari. Pas d'eau dans les poumons, les côtes et la gorge sont totalement écrasées, comme par des pneus de voiture : une pratique de la DINA pour achever les supplices et camoufler les traces de torture.

Aussi, quand spontanément un chauffeur de taxi l'appelle pour dire qu'il a vu son mari en train de rentrer chez lui, le soir de sa disparition, elle n'a plus de doute : Carmelo a été enlevé à quelques mètres de chez eux, et assassiné. Le lendemain, elle est chez le ministre de la Justice, ancien ami de sa famille, et accuse la DINA. Elle

contrainte, admette à son tour que Carmelo Soria a bien été assassiné, mais « par des inconnus », et tout reste en suspens. Dix ans plus tard, Augusto Pinochet perd son plébiscite. Patricio Alwyn prend les rênes du pays, il ouvre en 1991 une commission Vérité et Réconciliation pour s'occuper des morts et des disparus. Quatre mille cas sont

à son tour la « brigade Munchen » dans le cas Soria. Les noms donnés sont les mêmes que ceux fournis par Luz Arce. Des noms que Laura n'oubliera jamais : presque tous sont dans l'entourage direct de Pinochet.

Devant pareille accusation, les juges se déchargent sur la justice militaire. Mais, face au scandale, le Tribunal suprême établit que la « brigade Munchen » est bien responsable mais que ses membres « ne peuvent être identifiés ». Et ainsi, à chaque fois, les documents disparaissent, il y a vice de forme, les témoins sont ignorés, on conteste même l'immunité de Carmelo en dépit des traités internationaux signés par le Chili. Laura se verra même proposer 1 million de dollars pour créer une « fondation au nom de son mari ».

« Quelle force sordide ! dit-elle. Mais finalement j'ai presque de la chance, mon mari a obtenu justice dans la rue devant l'opinion publique, tous les noms, tous les faits sont connus. J'ai vu son cadavre, j'ai mis dans son cercueil. Mais pensez à tous ceux qui luttent contre l'oubli et ne savent rien de leurs disparus. Ceux là crient encore justice ! »

Marie-Claude Decamps

### En dépit des traités internationaux signés par le Chili, l'immunité de Carmelo a été bâfoyée

dépose une plainte officielle en septembre. Sa situation devient alors intenable : chaque nuit, des inconnus pénètrent dans son jardin et agitent les persiennes, les menaces au téléphone se multiplient, les enfants n'osent plus aller à l'école. Tous partent définitivement pour l'Espagne le 24 septembre.

A quarante ans, commence alors un long calvaire politico-judiciaire, qui n'a toujours pas trouvé sa fin. En 1977, les Nations unies, qui ont conclu à « l'assassinat », l'aident à faire avancer sa plainte. Il faudra attendre deux ans pour que la justice chilienne,

présentée, soit retenue, dont celui de Carmelo Soria. Nouveau procès, nouvel arrêt de procédure. Et puis, coup sur coup, surgissent des éléments nouveaux. Luz Arce, ex-agent de la DINA, décide de parler, après une crise mystique. Elle accuse la « brigade Munchen », spécialisée dans le traitement des personnalités étrangères, d'avoir enlevé et tué Carmelo Soria.

En 1993, c'est au tour d'un américain, Michael Townley, lui aussi au service du régime, qui, extradé aux États-Unis pour l'assassinat d'Orlando Letelier, ministre des affaires étrangères d'Allende, accuse

## Un casse-tête juridique pour les Britanniques

**LONDRES** de notre correspondant. « Immunité souveraine » ou non ? Quelle que soit la direction juridique - traditionaliste ou novatrice - qui devrait être adoptée mercredi 25 novembre, dans l'après-midi, par les « lords de justice », anglais, l'ancien dictateur chilien n'en a probablement pas entièrement fini avec la justice britannique. Si le verdict des pairs du royaume est définitif et sans appel au regard de la loi, celui-ci concerne exclusivement la validité de « l'immunité souveraine » telle qu'elle fut accordée le 28 octobre par la Haute Cour de Londres.

En clair, explique M. Helen Duffy, avocat-conseil de l'Organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, « même si les lords reconnaissent à Pinochet l'immunité souveraine accordée aux chefs d'État et anciens chefs d'État, il ne devrait pas être quitte pour autant ». De fait, plusieurs procédures engagées à Londres, dont une par la France, concernent des faits criminels antérieurs à l'autonomisation du général comme chef de l'État chilien - donc, non couverts par une éventuelle immunité - et d'autres, comme les disparitions de personnes non retrouvées, peuvent être considérées comme « crime continu », concept juridique obligeant théoriquement la Grande-Bretagne, de par les conventions internationales qu'elle a signées, à le poursuivre. « Ces procédures suivent leur cours devant les tribunaux », rappelle M. Duffy, « et il serait inadmissible qu'elles n'aient pas à leur tour ».

■ **INSULTE AUX VICTIMES** D'ailleurs, et c'est la première hypothèse, il n'était pas du tout exclu que les lords se rangent à l'avis de la Haute Cour sur l'immunité souveraine de Pinochet tout en recommandant à la justice, eu égard à « la gravité des crimes en cause », relevée à plusieurs reprises par les magistrats suprêmes, de prendre en compte les éléments nouveaux apportés de France, de Suisse et d'ailleurs depuis le 28 octobre. Dans ce cas, le maintien du dictateur sous contrôle judiciaire pourrait être étendu de quelques jours. « Un ou deux », selon M. Duffy.

Seconde hypothèse : les lords contredisent la Haute Cour et rejettent « l'immunité souveraine ». L'extradition vers l'Espagne n'en serait pour autant ni immédiate ni automatique. Pinochet devra alors comparaître le 2 décembre devant le magistrat du tribunal de Bow Street - celui qui autorisa l'arrestation de l'ancien dictateur - qui décidera si les crimes reprochés à l'ancien dictateur sont ou non de nature « extraditable ».

A partir de là, les avocats de Pinochet, comme d'ailleurs ceux des parties civiles ou celui du ministre public qui représente la Couronne et défend la cause du juge espagnol Baltasar Garçon, peuvent contester la décision de Bow Street et retourner en appel auprès de la Haute Cour. Celle-ci sera alors libre de rendre son verdict immédiat ou de choisir un délibéré de plusieurs semaines.

A tout moment, au fil de cette grande première et ultime manche juridique, le ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, peut intervenir. Quand bien même les lords auraient entériné l'immunité de Pinochet, le ministre peut décider de le retenir à Londres pour permettre aux autres procédures en cours d'aboutir. « Il faut, espère M. Duffy, que le pouvoir admette que celles-ci soulèvent des problèmes qui n'ont rien à voir avec celui traité par les lords ».

Autre possibilité, le ministre peut décider, même si les lords ont refusé l'immunité, de renvoyer l'ancien dictateur au Chili pour des « raisons humanitaires ». Interrogé sur ce point par les conservateurs, Jack Straw a déjà

dit en octobre que, le moment venu, il tiendrait compte, « entre autres, des considérations humanitaires ».

■ **Au regard de la gravité des crimes en cause et compte tenu des obligations internationales de la Grande-Bretagne**, signataire de toutes les conventions réprimant les crimes contre les droits de l'homme, « ce serait scandaleux, une insulte à la mémoire des vic- times », estime Helen Duffy. A en

### Plusieurs procédures judiciaires

Le juge d'instruction parisien Roger Le Loire a lancé, le 12 novembre, un deuxième mandat d'arrêt international contre Augusto Pinochet, concernant les cas de deux Français dont la disparition est imputée à la junte chilienne, a-t-on appris, mardi 24 novembre, de source judiciaire. Georges Klein, l'ancien médecin personnel du président chilien Salvador Allende, est l'un de ces deux victimes. Cette nouvelle démarche française s'ajoute à celles de l'Espagne (où le juge Baltasar Garçon est à l'origine de l'arrestation d'Augusto Pinochet), de la Belgique, de l'Italie, de la Suède et de la Suisse, pays qui ont tous commencé des procédures judiciaires à diffusion internationale.

Le juge Le Loire, saisi d'une information judiciaire contre X... pour « séquestrations accompagnées ou suivies de tortures » avait délivré, le 2 novembre, un premier mandat d'arrêt à l'encontre de l'ancien chef de la junte chilienne. Celui-ci avait servi de base légale à la demande d'extradition formulée par la France le 12 novembre.

Le juge par ce qui s'est passé jusqu'ici - notamment le silence complet imposé par Tony Blair à ses ministres sur cette affaire - et en dépit de l'embaras diplomatique indubitable que « l'affaire du patient chilien » cause au gouvernement, la chose apparaît assez peu probable.

Mais Jack Straw peut théoriquement s'opposer à l'extradition de l'ancien dictateur, dès lors qu'il jugerait le transfert « injuste » ou « oppressif ». Le cas s'est déjà produit, en mars, lorsque le ministre a refusé, pour raisons médicales, l'extradition vers l'Allemagne d'une jeune militante irlandaise de l'IRA, Roisin McAuliffe, accusée d'avoir participé en 1996 à une attaque au mortier contre une base britannique en Allemagne. En tout état de cause, Jack Straw ne peut pas faire ce qu'il veut. La loi précise qu'il ne peut exercer sa discrétion que « raisonnablement », c'est-à-dire, selon M. Duffy, « sa décision doit être bien motivée ». Mission quasi impossible.

Patrice Claude

### « Il incarne la mort et la destruction humaine »

**MADRID** de notre correspondante. Les coups, la torture, l'arbitraire. Et surtout cette mort psychologique et morale - qu'il répète « la rupture absolue de la condition humaine » - engendrée par le coup d'État militaire au Chili. Marcos Roitman a connu tout cela. Le 11 septembre 1973 - il avait dix-sept ans - il était emmené avec ses compagnons de l'université au stade Víctor-Jara, puis au stade Chile avec 5 000 à 10 000 personnes, pour finir ensuite, après une sévère « sélection », au tristement célèbre stade Nacional de Santiago. Jusqu'au mois d'octobre.

Il y a tout vu, tout supporté, l'état d'hébété des uns et l'hystérie des autres en voyant les enfants obligés d'assister au supplice de leurs parents. Militant de gauche dès l'âge de treize ans, « parce qu'au Chili, avec la pauvreté et les problèmes sociaux, il est très difficile de ne pas prendre parti et de ne pas participer très tôt », il a essayé de comprendre, durant ces journées atroces, ce qui peut pousser des êtres humains comme lui à « tuer juste pour changer de gouvernement et à nous traiter de criminels parce que l'on défendait le gouvernement constitutionnel ». De tout cela, de toute cette brutalité enfouie au

plus profond de son intimité blessée, Marcos préfère ne pas parler. La blessure de la société chilienne, en revanche, le préoccupe en permanence. « Qu'est-ce que c'est, être la victime de Pinochet ? Au-delà de ceux à qui l'on a appliqué des électrodes et qui ont souffert dans leur choix, c'est toute la société chilienne qui a été victime de Pinochet, dit-il, contrainte à avoir peur et à se sentir surveillée, hors du monde normal. »

### Militant dès 13 ans, Marcos Roitman a connu l'horreur à 17

Pour lui, la peur a disparu en 1974 lorsqu'il a quitté le Chili pour venir en Espagne, le pays d'origine de son père. Mais au lieu de poursuivre ses études pour devenir ingénieur ou astronome comme il le souhaitait, Marcos est devenu sociologue, dans la plus grande université madrilène. « A cause de la dictature, explique-t-il, pour essayer encore de comprendre le fondement même de l'homme et de son comportement. » Et d'homme - Pinochet, à ses yeux, n'en a pas le nom : « C'est un dictateur très personnel, à part Strossner au Para-

guay, il n'y en a pas eu d'autre. Au fond c'est quelqu'un sans visage, quelqu'un qui incarne seulement, en son temps, la mort et les principes de la destruction humaine, les qu'on pu les incarner Hitler, Mussolini ou même Le Pen chez nous. Faut-il absolument le juger ? Oui, dit-il, mais seulement le s'agit pas de demander pardon, juger Pinochet c'est un problème d'éthique et de dignité humaine et internationale. De plus, au Chili, il n'y aura pas de transition réelle sans réconciliation, et se réconcilier c'est faire que ceux qui ont commis des crimes en acceptent ouvertement la responsabilité. Sans cela il n'y aura au Chili qu'une haine tempérée de circonstance et un manque de confiance permanent. »

Marcos Roitman ajoute : « Pinochet nous a volé la mémoire, et aussi la pensée. La transition, c'est aussi une chance de recommencer à penser. Avec Pinochet on ne pensait plus, on avait peur, ce qui est le contraire de la démocratie. Je sais que dans le monde occidental existe une double morale, mais pourquoi faudrait-il toujours renoncer à mettre un peu d'éthique en politique ? Refuser l'immunité de Pinochet, c'est la seule chance de fermer avec dignité l'époque du coup d'État. »

M.-C. D.

### « La démocratie n'est pas en danger »

Isabel Allende a contesté, mercredi 25 novembre, l'affirmation selon laquelle des poursuites engagées par plusieurs pays contre le général Pinochet mettraient la démocratie en danger au Chili. Elle a répété qu'elle attendait que « justice soit faite ». Selon la fille de l'ancien président Salvador Allende, chassé du pouvoir en 1973 par un coup d'État dirigé par Augusto Pinochet, les partisans de l'ancien dictateur chilien représentent actuellement 25 à 30 % de la population chilienne. « Ils font beaucoup de bruit, mais ils ne sont qu'une minorité », a-t-elle déclaré. « Notre démocratie n'est pas en danger. Ce qui met en danger la démocratie, c'est le manque de justice », a-t-elle assuré.

Isabel Allende a rappelé que des milliers de Chiliens ignorent toujours ce que leurs proches, disparus sous le régime de Pinochet (1973-1990), étaient devenus. - (AFP)

**SOLEIL D'HIVER**  
DEPARTS 15, 22 et 29 Janvier 99

**SRI LANKA**  
Circuit 10 jours  
en pension complète 6990F

**ILES MALDIVES**  
SEJOURS 10 jours  
Meerufenfushi\*\*  
en pension complète 6990F

Kuramathi\*\*  
un demi-pension 7990F

Bi Ya Doo\*\*\*  
en pension complète 8990F

A ce prix là, Kuoni vous en donne plus.

01 45 49 41 41 / 01 42 85 62 35  
36 15 KUONI (2,33 F/mnt) et agences de voyages

**SOLEIL D'HIVER**  
SEJOURS 9 jours  
du 03/01 au 03/02/99

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

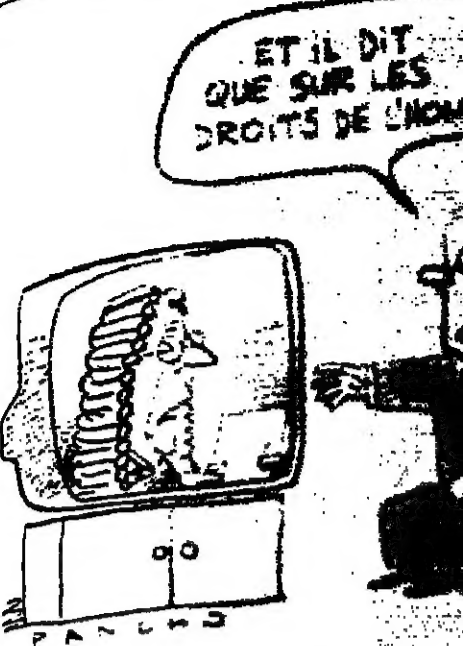
Metro Golf y Marina\*\*\*\*  
en demi-pension 5990F

Hodelpa Bavaro\*\*\*\*  
formule tout compris

Melia Bavaro Resort\*\*\*\*\*  
en petit déjeuner 6990F

A ce prix là, Kuoni vous en donne plus.

01 45 49 41 41 / 01 42 85 62 35  
36 15 KUONI (2,33 F/mnt) et agences de voyages



Un pay  
par ses anciennes

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

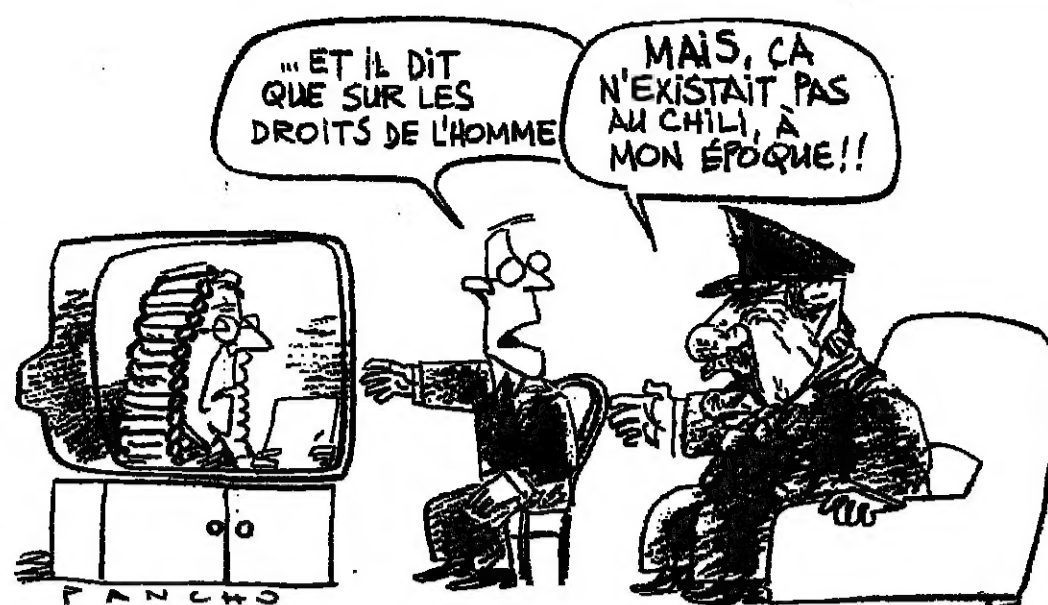
La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.

La mise en œuvre de la loi relative aux droits de l'homme, telle qu'elle est définie dans la Constitution, est une tâche complexe. Elle nécessite une coopération étroite entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les autorités doivent veiller à ce que les droits fondamentaux de tous les citoyens soient respectés, sans exception. Cela implique également de renforcer les mécanismes de contrôle et de sanction en cas de violation.





## Un pays taraudé par ses anciennes fractures politiques

LA MISE aux arrêts, à Londres, du général Pinochet a fait resurgir les clivages traditionnels de la société chilienne. Le pays est subitement sorti de sa léthargie : feignant de vivre dans la normalité, il croyait pouvoir faire l'économie d'une explication avec son passé. Mais, faute d'avoir poursuivi les responsables des crimes commis sous la dictature, Augusto Pinochet apparaît une fois de plus comme un facteur de division et le principal obstacle à la consolidation d'une démocratie que le président démocrate-chrétien Eduardo Frei a lui-même parfois qualifiée d'imparfaite.

Signe d'un malaise récurrent, de violents incidents avaient marqué, le 11 septembre, le 25<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État de 1973 malgré de multiples appels à la réconciliation sous l'égide de l'Église. Alors que tout rassemblement avait été interdit devant le palais présidentiel de la Moneda, 2 personnes ont été tuées et 400 autres arrêtées au cours d'affrontements à Santiago entre manifestants de gauche et la police anti-émeutes. En vertu d'un accord entre le général Pinochet et le sénateur Andrés Zaldívar, candidat de la démocratie-chrétienne à l'élection présidentielle de 1999, la célébration du putsch sera désormais remplacée le premier lundi de septembre par une « journée de l'unité nationale ».

À peine connue, l'interpellation de l'ancien dictateur aura aussitôt rallumé les passions, ravivant souvenirs douloureux pour la gauche et vieux réflexes anti-communistes pour la droite. Depuis lors, manifestations rivales se succèdent au Chili, les adversaires du général Pinochet réclamant son jugement et ses partisans protestant contre sa détention. Visiblement mal à l'aise et toujours soucieux de ne pas heurter de front les militaires, le gouvernement de coalition réunissant démocrates-chrétiens et socialistes a invoqué « l'immunité » du sénateur à vie autoproclamé pour tenter d'obtenir son élargissement quitte à accentuer ses propres divisions. Des divergences sont également apparues au sein même du Parti socialiste, tiraillé entre ses responsabilités gouvernementales et sa loyauté envers la mémoire de Salvador Allende.

### UN PANORAMA ANALOGUE

Aux élections législatives de décembre 1997, démocrates-chrétiens et socialistes avaient recueilli ensemble 50,5 % des voix contre 36 % à la droite plus ou moins proche de Pinochet et 7,5 % aux communistes. Dans un pays longtemps considéré comme l'un des plus politisés d'Amérique latine, l'un des traits saillants du scrutin avait été la montée en force d'un nouveau bloc, celui des « sceptiques et des mécontents », soit 40 % des électeurs qui ont préféré s'abstenir ou exprimer leurs réticences en déposant un bulletin blanc dans l'urne (16 %).

Au-delà des séquelles de dix-sept ans de dictature, le panorama politique chilien présente toujours des analogies avec les tendances qui s'étaient dégagées lors de l'élection de Salvador Allende à la présidence de la République. Vainqueur du scrutin du 4 septembre 1970, le candidat de la coalition de gauche de l'Unité populaire l'avait emporté avec 36,3 % des voix contre 34,9 % à son rival de droite, Jorge Alessandri et 27,8 % au démocrate-chrétien, Radomiro Tomic. La campagne électorale avait été l'une des plus acharnées et des plus violentes de l'histoire du Chili.

À l'époque, peut-être plus encore que d'autres pays d'Amérique latine, le Chili se ressentait des effets de la

guerre froide et de l'exacerbation des luttes idéologiques depuis la révolution cubaine. Fondé en 1965, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) était passé, dès 1968, à la clandestinité et s'était distancié de la stratégie électoraliste de l'Unité populaire. À l'extrême droite, des groupes armés violent le jour et se préparent à l'inévitabilité de l'affrontement.

Au lendemain de la victoire électorale d'Allende, le pays est divisé en deux camps : ceux qui acceptent son accession à la présidence et ceux qui veulent l'empêcher à tout prix. Jusqu'à la ratification du choix des électeurs par le Congrès le 24 octobre, intrigues et pressions se multiplient pour barrer la route à l'Unité populaire. Craignant pour leurs intérêts, les États-Unis s'activent en coulisses mais ce n'est que quinze mois plus tard que des révélations de la presse américaine apporteront la preuve des manigances de la multinationale ITT pour tenter d'empêcher Allende d'entrer en fonction. L'incident le plus grave aura été l'assassinat, à l'instigation d'un groupe conspirateur de droite et d'officiers à la retraite, du commandant en chef de l'armée, le général René Schneider. L'indignation suscitée par ces attentats, à deux jours de la réunion du Congrès, est cependant telle que la démocratie-chrétienne se résigne à confirmer l'élection d'Allende.

Les apparences étaient sauves. Investi le 4 novembre, Salvador Allende pouvait tenter d'appliquer son programme de transformation économique et sociale dans la légalité. Mais les pouvoirs législatif, militaire, judiciaire, économique et financier ainsi que les médias restent en grande partie aux mains de ses adversaires. Aussi se heurte-t-il à de vives résistances pour mettre en œuvre ses grands projets de nationalisation du cuivre, de réforme agraire et d'étatisation des banques. Se sentant lésés dans leurs intérêts, les États-Unis poussent à la déstabilisation économique du nouveau gouvernement. La polarisation s'accroît à mesure que se dégrade la situation. Au Congrès, la Démocratie chrétienne fait cause commune avec la droite pour torpiller la politique d'Allende.

Des actes de sabotage et de terrorisme s'ajoutant à la désorganisation de l'approvisionnement par des grèves récurrentes des camionneurs contribuent à installer le désordre dans le pays jusqu'à la paralysie progressive de l'économie. Dans le même temps, Allende est harcelé dans son propre camp par ceux qui contestent ses options légalistes. Avec le consentement, sinon les encouragements plus ou moins tacites, de la Démocratie chrétienne et de l'Église, le rapport de forces bascule quand, le 11 septembre, faisant fi des traditions démocratiques dont s'enorgueillissait le Chili, l'armée exécute froidement son coup d'État.

### DES AIRS DÉJÀ CONNUS

Les déboires de l'ancien dictateur à Londres n'ont pas manqué de ressusciter des airs déjà connus. Comme il y a vingt-cinq ans, la droite et le patronat se sont mobilisés en brandissant le spectre de l'« ingouvernabilité » qui pèserait soudain sur le pays et en mettant en garde contre « la fragilité de la démocratie ». Les forces armées ont fait chorus et d'anciens tortionnaires de la police politique sont sortis de l'ombre pour profiter des menaces de mort contre leurs adversaires. Pêcheurs en eau trouble, certains secteurs de la Démocratie chrétienne croient pouvoir exploiter ce climat délétère en faveur de leur candidat à

la présidence, Andrés Zaldívar. Ministre des finances à l'époque de la victoire d'Allende, il s'était alors distingué en lançant un appel à peine voilé aux militaires pour « éviter le chaos ».

Aujourd'hui, il est président du Sénat. Coïncidence ou pas, à la mi-septembre, avant de partir pour Londres, le général Pinochet avait déclaré qu'Andrés Zaldívar « ferait un bon président ».

Jean-Claude Bührer

## L'Eglise veut jouer un rôle prépondérant pour la réconciliation nationale

SANTIAGO de notre envoyée spéciale « Les droits de l'homme sont sacrés. » Cette affirmation vaillamment défendue en 1973 par le cardinal Raúl Silva Henríquez, dès le lendemain du coup d'État contre Salvador Allende, va-t-il être reprise aujourd'hui par la très puissante Église catholique chilienne, pour résoudre l'« affaire Pinochet » ?

Un quart de siècle a passé. Le cardinal, qui osa défier le général Augusto Pinochet pendant les dix-sept années de la dictature militaire, est désormais un vieil homme malade, parti à la retraite. Dans les dédales des couloirs de l'épiscopat, à Santiago, tout le monde désigne aujourd'hui Mgr Francisco Javier Errazuriz comme le prêtre le mieux placé pour se convertir en apôtre d'une réconciliation sociale, souhaitée ardemment par le gouvernement.

La soixantaine déboussée, des yeux malicieux derrière ses lunettes rondes, l'archevêque de Santiago du Chili a toutes les cartes en main. Il a été en poste au Vatican et en Allemagne. Il appartient à l'une des familles les plus illustres et les plus riches du pays. Son frère est un brillant homme d'affaires qui milite au sein du parti de droite, Rénovation nationale, ce qui ne l'empêche pas d'être le meilleur ami du président

démocrate-chrétien Eduardo Frei. Charismatique, Mgr Errazuriz arrive en tête, bien avant tous les politiciens, dans les sondages mesurant l'habileté avec laquelle a été appréhendée la « crise Pinochet ». Avant l'arrestation à Londres de l'ancien dictateur, le 16 octobre, l'archevêque de Santiago s'était déjà proposé comme conciliateur, tout en condamnant fermement l'absence de justice. Mais depuis, les militants des droits de l'homme reprochent à Mgr Errazuriz d'avoir mis de l'eau dans son vin.

### « NÉCESSITÉ DE PARDONNER »

Au cours de la conférence épiscopale qu'il a présidée le 20 novembre, il a en effet insisté sur la « nécessité de pardonner ». En matière de justice, le document épiscopal recommande aux tribunaux de prendre en compte « les cas les plus significatifs », une discrimination rejetée par les familles des disparus.

Parmi les milliers de victimes de la dictature, figurent six prêtres dont le père André Jarlan, prêtre-ouvrier du quartier de La Victoria, tué le 4 septembre 1984 au cours d'une manifestation. Bien que l'Église chilienne soit traditionnellement conservatrice – le Chili est un pays où le divorce n'est pas autorisé –, un secteur majoritaire a cependant joué un rôle important

pendant la dictature militaire, en dénonçant les graves violations contre les droits de l'homme.

Sous la houlette de Mgr Raúl Silva Henríquez, l'Église a comblé le vide laissé à l'époque par les partis politiques, qui étaient interdits. Le cardinal créa notamment le Comité pour la paix au Chili, un mouvement œcuménique qui fonctionnait comme une structure d'accueil et de protection pour les familles de détenus-disparus. Après la dissolution du comité par Pinochet, Mgr Silva Henríquez forma alors le Vicariat de la solidarité qui, pendant quatorze ans, s'occupa de recueillir des informations et des témoignages sur les violations des droits de l'homme.

Pour illustrer la position ambivalente de l'Église, les Chiliens rappellent la visite à Santiago de Jean Paul II en avril 1987. Pour saluer la foule, le pape sortit aux côtés du général Pinochet sur le balcon du palais présidentiel de La Moneda, où l'on voyait les impacts de balles et de boulets de canons tirés lors du coup d'État de septembre 1973. On dit que le pape aurait été trompé par Pinochet : le pontife cherchant la porte de sortie de la pièce où se déroulait l'entretien, Pinochet l'aurait malicieusement conduit vers la fenêtre ouvrant sur le balcon...

Christine Legrand





Sergueï Kovalev, défenseur des droits de l'homme

## « La Russie est à un tournant dangereux de son histoire politique »

Anden dissident, Sergueï Kovalev, soixante-huit ans, est une figure emblématique de la défense des droits de l'homme en Russie. Il explique pourquoi le meurtre de

Galina Starovoïtova, dont les obsèques ont eu lieu mardi 24 novembre à Saint-Petersbourg en présence de cinq mille personnes, marque un tournant de la vie politique.

« En quoi l'assassinat de Galina Starovoïtova, députée réformatrice, bouleverse-t-il le paysage politique russe ?

— Je pense, comme tous les gens sensés, qu'il s'agit d'un meurtre politique commandité. J'ai d'ailleurs peur qu'il ne soit jamais résolu, comme tous les crimes précédents, et je n'ai pas assez de doigts pour les compter. La mort de Galina Starovoïtova est un signal terrible de l'évolution politique en cours. Je crois que la Russie se trouve, aujourd'hui, à un tournant dangereux de son histoire. Je ne vois pas de véritables possibilités pour les démocrates de progresser, et je constate le climat déplorable qui règne dans la société. Nous avions commencé à avancer sur le chemin de la création d'une société civile dans ce pays, mais nous ne sommes pas allés très loin.

« Des forces politiques très influentes, le Parti communiste et les nationalistes-patriotes, utilisent aujourd'hui cette tragédie. Ils demandent l'instauration d'un état d'urgence et multiplient les attaques contre la presse. Remarquez qu'il y a désormais un front uni entre les communistes et tous les amoureux de « l'ordre ».

« Quels sont les autres signaux du « tournant politique » que vous décrivez ?

— La composition du gouvernement n'est-elle pas un signe évident ? Qui est Evgueni Primakov [le premier ministre, ancien haut responsable du KGB, qui est l'ami de Masloukov [premier vice-premier ministre, communiste, ancien chef du Gosplan], quel est leur passé ? Et il faudrait parler d'autres ministres... N'est-ce pas suffisant ? Je pense que ces gens, qui ont fait leur carrière

dans le système soviétique, ont peu changé, peu appris. Boris Eltsine, par exemple, a démontré qu'il demeurerait un maître en matière de méthodes communistes.

« Autre signe : les pressions sur les médias augmentent et, malheureusement, ils se laissent facilement faire. Par exemple, le suis désormais interdit d'antenne sur la chaîne de télévision ORT [première chaîne du pays]. La presse est formellement libre, mais elle est victime des pressions du pouvoir et des oligarques qui la contrôlent. Cette dépendance est devenue un facteur politique très important. Les communistes, quant à eux, exigent la mise en place d'un comité de contrôle et de vigilance.

### « La responsabilité de l'Occident est immense »

— Estimez-vous que l'influence du Parti communiste (KPRF) grandit ?

— Non, je ne le pense pas. Mais les communistes mènent une propagande terriblement efficace auprès de tous les mécontents, avec des messages répugnants sur les politiques menées par les réformateurs. Ils rassemblent ainsi un vote protestataire. Par exemple, lorsqu'ils expliquent qu'ils ne sont pas antisémites, ils mentent. L'antisémitisme a eu les traits d'une politique d'Etat pendant des dizaines d'années. Il n'y a que les idiots qui ne veulent pas le voir. Le délire antisémite du député communiste Albert Makachov, personnage bête et méchant, ne m'inquiéterait pas s'il n'avait sur la

langue ce que M. Ziouganov [leader du KPRF] a dans la tête. Mais ce que je trouve le plus effrayant est l'attitude de la Douma, qui a refusé de dénoncer l'un de ses membres.

« Libéraux et réformateurs peuvent-ils parvenir à une union ?

— C'est un problème tragique. Les forces démocratiques demeurent très divisées malgré des tentatives d'unification. En 1994-1995, j'ai prêché seul dans le désert pour cette union. Je crains, qu'une fois de plus, les démocrates ne démontrent leurs ambitions politiques personnelles plus que leur sens des responsabilités.

« Nous avons en fait la « démocratie » de nos « démocrates ». Anatoli Tchoubais [ancien chef de file des « jeunes réformateurs » qui séjournent au gouvernement] a organisé en 1996 la réélection de Boris Eltsine, sur commande de nos oligarques et avec leur argent. C'était une erreur presque criminelle de sa part. Aujourd'hui, nous avons à la place du président une étrange poupée et, comme gouvernement, un cabinet rouge.

« Ce parti sur Eltsine des réformateurs russes, avec le soutien de l'Occident, a été perdu. La responsabilité de l'Occident est d'ailleurs immense. Bill Clinton et Helmut Kohl avaient, par exemple, les moyens politiques de faire cesser la guerre en Tchétchénie. Ils ne l'ont pas fait, persistant à penser qu'Eltsine était le seul garant de la démocratie. Mon grand ami Andréi Sakharov disait : « Mon pays a besoin de soutiens mais aussi de pressions. » L'Occident, par hypocrisie et couardise, a toujours eu peur de faire pression.

Propos recueillis par François Bonnet

## La Roumanie s'enlise dans la crise économique et monétaire

Le leu a perdu plus de 25 % de sa valeur depuis le début de l'année. L'opposition et les syndicats dénoncent la politique d'austérité du premier ministre, Radu Vasile, et réclament des élections anticipées

BUCAREST

de notre correspondant

Armé d'une vieille pelle, Marin, à la retraite depuis cinq ans, s'efforce de nettoyer la neige devant son immeuble, une HLM des années 70 qui ne conserve plus grand-chose de sa première jeunesse. Cette année, les intempéries ont pris de court les autorités locales. La plupart des rues de Bucarest sont bloquées et des unités de l'armée s'emploient à apporter les premiers secours aux milliers de personnes dispersées sur les routes recouvertes de neige glacée.

« Tout est bloqué ici, dit Marin, sur un ton résigné. Mais la neige, ça va, je peux m'en débarrasser. Ce sont les politiciens qu'on a du mal à chasser. »

Un mouvement d'humeur similaire a gagné les partis d'opposition en Roumanie, qui ont quitté le 20 novembre le Parlement, après l'échec d'une motion de censure qu'ils avaient déposée contre le président, Emil Constantinescu. L'appareil législatif est ainsi déserté par ce que l'on surnomme à Bucarest le « triangle rouge » : l'ensemble formé par le Parti de la démocratie sociale de Roumanie (PDSR), emmené par l'ancien président Ion Iliescu, le Parti de la Grande Roumanie (PRM), extrémiste et xénophobe, et le Parti de l'unité nationale des Roumains (PNUR), réputé pour son nationalisme.

Ces trois formations, qui contrôlent 134 sièges sur 471 au Parlement, avaient déposé le 18 novembre une motion de censure contre M. Constantinescu, élu en novembre 1996, qu'ils accusent d'être incapable de sortir le pays de la crise. L'initiative a notamment permis à l'ex-président Ion Iliescu de réaffirmer son rôle de chef de file de l'opposition.

Ces protestations interviennent

au moment où le leu, la monnaie nationale, continue de chuter (25,2 % de dépréciation depuis le début de l'année), tandis que les mouvements sociaux ont pris de l'ampleur. Depuis trois semaines, la majorité des syndicats sont descendus dans la rue pour protester contre les mesures d'austérité annoncées par le premier ministre, Radu Vasile. « Nous avons atteint le désespoir », s'insurge Dumitru Costin, président du Bloc national syn-

clite de chrétiens-démocrates, libéraux, sociaux-démocrates et de représentants de la minorité hongroise, n'a en réalité jamais eu de programme commun. Les chrétiens-démocrates se voient accusés de manquer, dans leurs rangs, de spécialistes compétents en économie. Les libéraux se cantonnent à un discours social, et la minorité hongroise se concentre sur sa principale revendication, l'ouverture d'une université d'Etat en langue

### Croissance ralentie en Europe de l'Est

La croissance dans les pays d'Europe de l'Est ralentira en 1998 pour la troisième année d'affilée, selon les prévisions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Dans un rapport, publié lundi 23 novembre, la Banque affirme que la croissance en Europe centrale, orientale et dans les pays baltes s'établira, en 1998, à 3 %, contre 3,6 % en 1997 et 5,5 % en 1995. Le fossé se creuse, relève la BERD, entre cette zone et la Communauté des Etats indépendants (CEI, ex-URSS moins les pays baltes). La Russie connaît un recul de son produit intérieur brut de 5 % cette année, puis de 7 % en 1999, estiment les analystes. L'Ukraine et la Roumanie également « font face à de difficiles paris pour la stabilisation ». La Banque souligne les « vulnérabilités » de certains pays, faute de réformes institutionnelles accompagnant la libéralisation économique.

dical, qui compte 800 000 adhérents : le premier ministre nous demande un moratoire sur six mois. Pour qu'il continue à promouvoir des incriminations selon des critères politiques ? La classe politique a perdu toute crédibilité. En Roumanie, on change souvent de vitesse mais on roule tout le temps en marche arrière. Les privatisations ? Elles ne reviennent qu'à transférer des biens publics dans les poches de quelques-uns. »

Cette opinion, qui fait l'unanimité parmi les leaders syndicaux, a abouti ces derniers jours à une revendication formulée par l'opposition, à savoir la tenue d'élections anticipées. La coalition au pouvoir depuis deux ans, mélange hétéro-

magare à Cluj, en Transylvanie. Le président Emil Constantinescu a la possibilité, en vertu de la Constitution, d'entamer une procédure de dissolution de l'Assemblée, mais la démarche est lente et complexe. Une autre solution est avancée par les syndicats : la formation d'un gouvernement d'« union nationale » dont l'objectif serait d'organiser des élections anticipées. Celles-ci risqueraient toutefois d'apporter une autre surprise, selon les analystes : un taux d'abstention record, sans changement majeur de la configuration politique, et de nouveaux retards dans les réformes économiques.

Mirel Bran

## La PAC réformée aiderait moins les gros agriculteurs

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Jean Glavany, le ministre de l'Agriculture, envisage de jouer sur la modulation, voire sur le plafonnement des aides fournies aux paysans, pour éviter que la politique d'économies à laquelle la France s'est ralliée, au plan européen, n'aboutisse à des résultats inéquitables. « Mon souci, c'est qu'à travers la réforme de la PAC qui est en discussion, on puisse épargner les exploitations petites et moyennes. »

Refusant le financement des dépenses agricoles, c'est-à-dire la prise en charge par les trésors nationaux d'une partie des aides actuellement financées par l'Europe — « parce que cela porte en germe la fin de la PAC » —, la France propose, comme solution alternative pour diminuer la contribution de l'Allemagne et des autres pays qui estiment, comme elle, trop verser au budget communautaire, de stabiliser les dépenses au niveau de 1999, ou

même à un niveau inférieur. Il en résulterait une réduction très substantielle des moyens disponibles pour soutenir l'Europe verte (13 milliards d'euros, soit 85,8 milliards de francs en 2006 d'après les projections de la Commission).

Pour atteindre cet objectif, la France estime, de manière sans doute présomptueuse, que l'Union peut faire l'économie d'une réforme de l'économie laitière. Au-delà, a expliqué en substance M. Glavany à ses collègues, il serait souhaitable que l'effort d'économie soit supporté principalement par les gros exploitants. Il reste à voir si la Commission, puis le Conseil, seront prêts à avaliser ce que le ministre français qualifie lui-même de « choix politique ».

M. Glavany s'est dit plutôt encouragé par les contacts bilatéraux qu'il a eus avec ses collègues.

Philippe Lemaître

## Les juristes américains antitabac s'en prennent aux vendeurs d'armes

WASHINGTON

de notre correspondant

Les marchands d'armes américains font face à une offensive juridique inédite inspirée de celle conduite contre les fabricants de cigarettes. Le maire de La Nouvelle-Orléans, Marc Morial, a assigné en justice quinze fabricants d'armes, trois associations commerciales et plusieurs monts-de-piété et marchands de fusils. Il leur reproche de commercialiser sciemment des produits « extrêmement dangereux » car dépourvus des mécanismes de sécurité indispensables. Il leur réclame des millions de dollars pour couvrir les frais de lutte contre la violence armée, le coût du recrutement de policiers supplémentaires, le financement des centres d'urgence dans les hôpitaux et des programmes destinés aux jeunes. « Quelqu'un devait se dresser contre (...) le terrible pouvoir d'intimidation du lobby des armes », a-t-il déclaré. Il a obtenu le concours d'avocats spécialisés dans la lutte contre les magnats du tabac, qui se paieront sur les dommages-intérêts.

A Chicago, le maire, Richard Daley, réclame 433 millions de dollars (près de 2,5 milliards de francs) à trente-huit fabricants d'armes (dont Colt, Smith & Wesson, Beretta...), distributeurs et détaillants pour violation de l'ordre public : il les accuse d'avoir sciemment manufacturé et vendu des armes qui tombent entre les mains des criminels de la ville.

« TEST NATIONAL »

Chicago est en effet un cas à part, car la vente des armes y est interdite mais les marchands des comtés voisins sont accusés d'en inonder la ville. Le maire a donc envoyé des policiers déguisés en malfrats acheter des armes en indiquant clairement qu'ils en-tendaient s'en servir. Un vendeur complaisant a conseillé un type de balle qui reste dans le corps de la cible et ne risque pas de blesser un enfant qui passerait par là. Chicago entend faire de sa plainte un « test national », qui devrait être rapidement suivi par des dizaines de municipalités.

La riposte ne s'est pas fait attendre. Le porte-parole de la Na-

tional Rifle Association (NRA), l'association des détenteurs d'armes à feu, nous a déclaré que « ces tentatives pour rendre légalement responsables des tierces parties innocentes sont un défi au bon sens et à la jurisprudence américaine ».

Les armes sont le meilleur moyen de lutter contre la criminalité, ajoutent d'autres partisans du lobby des armes. Il n'existe pas encore de moyens efficaces pour empêcher les criminels ou les enfants d'utiliser des armes qui ne leur appartiennent pas. « Les maires devraient faire attention aux risques politiques », a menacé Richard Feldman, qui dirige le Conseil américain pour les sports de tir. « Quand elles sont utilisées comme prévu, les armes ne font courir aucun risque à personne, mais chaque fois que vous fumez vous endommagez votre santé. Un policier ne dit pas : hait les mains ou j'en allume une ! », a expliqué très sérieusement le porte-parole de la société Sturm, Ruger and Co.

Patrice de Beer

## Vous êtes Gabonais...

... vous avez plus de 18 ans, vous résidez en France, et vous souhaitez participer à l'élection présidentielle des 6 et 20 décembre prochains.

Dimanche 6 décembre, 1.0 bureaux de vote vous seront ouverts à travers la France à Amiens, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Poitiers, Reims, Rennes et Strasbourg. Pour connaître l'adresse de votre bureau de vote, adressez-vous à l'Ambassade du Gabon ou au consulat le plus proche de chez vous.



ELECTION PRÉSIDENTIELLE 98  
POUR LE GABON, VOTEZ !

## Bassorah survit péniblement à l'étouffoir de l'environnement

Au problème des infrastructures de la capitale du Sud-ouest, s'ajoute la dramatique pollution

BASSORAH (SUD DE L'IRAQ)

de notre correspondant

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer.

### REPORTAGE

Les effets de la reconstruction

« pétrole »

contre l'écologie

tendent à se faire sentir

Il y a dix ans, Bassorah était une ville moderne, une capitale du Sud-ouest de l'Irak. Elle avait des infrastructures modernes, des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Mais depuis dix ans, elle est en train de s'effondrer. Les infrastructures sont en train de disparaître, les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber. La ville est en train de devenir une zone désertique.

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer. Les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber. La ville est en train de devenir une zone désertique. Les effets de la reconstruction « pétrole » contre l'écologie tendent à se faire sentir.

### CARENCE EN MEDICAMENTS

Région de la capitale du Sud-ouest de l'Irak

Les médicaments sont en train de disparaître.

Les effets de la reconstruction « pétrole » contre l'écologie tendent à se faire sentir.

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer.

Les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber.

La ville est en train de devenir une zone désertique.

Les effets de la reconstruction « pétrole » contre l'écologie tendent à se faire sentir.

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer.

Les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber.

La ville est en train de devenir une zone désertique.

Les effets de la reconstruction « pétrole » contre l'écologie tendent à se faire sentir.

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer.

Les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber.

La ville est en train de devenir une zone désertique.

Les effets de la reconstruction « pétrole » contre l'écologie tendent à se faire sentir.

Les infrastructures de la capitale du Sud-ouest de l'Irak sont en train de s'effondrer.

Les routes sont en train de se désintégrer, les ponts sont en train de tomber.

La ville est en train de devenir une zone désertique.



مكتبة

## Bassorah survit péniblement à l'étouffoir de l'embargo

Au problème des infrastructures dévastées de la capitale du Sud chiite irakien s'ajoute la dramatique pollution des eaux

BASSORAH (sud de l'Irak)

de notre envoyé spécial  
Les trois faucons sont descendus les premiers du ferry Jebel-Ail. Portés par un émir venu en Irak pour

### REPORTAGE

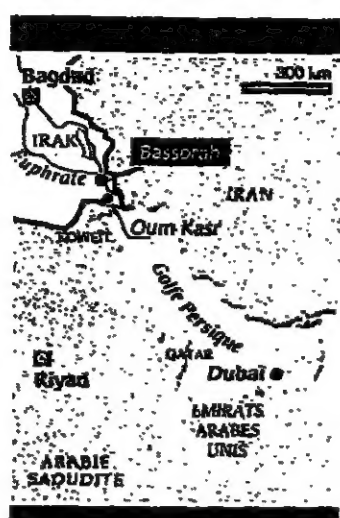
Les effets de la résolution  
« pétrole contre nourriture »  
tardent à se faire sentir

profiter de la saison de la chasse, ils ont majestueusement dodonné de la tête au rythme de ses pas, jusqu'au véhicule tout-terrain qui les a emportés vers leurs proies. Derrière eux, cela n'a pas été la cohue. Pour son troisième voyage, le bateau ne contenait en effet que dix-sept passagers pour une capacité de cinq cents places. Une fois par semaine, depuis le 9 novembre, le *Jebel-Ail* relie Dubaï, aux Emirats arabes unis, au port irakien d'Oum Kasr, à une heure de voiture de Bassorah. Il en coûte 185 à 350 dollars pour parvenir, au bout de trente-six heures de mer, à cette pointe d'Irak qui jouxte le Koweït et que surveille en permanence une petite escouade des Nations unies.

Le port, jonché de carcasses de navires de guerre rouillés, a repris un peu de vie en 1997 grâce à la résolution « pétrole contre nourriture ». Oum Kasr constitue l'un des quatre points de transit des marchandises de ce programme que contrôle la compagnie Lloyd's. La nouvelle ligne maritime devrait tromper également la monotonie des grandes rues immobiles des docks. Mais les premiers résultats ne sont guère encourageants. Pour ses deux premiers voyages, le ferry n'a transporté que onze puis trente-trois passagers. La capitale du sud irakien, Bassorah, que dessert ce port, n'incite guère. Il est vrai, à l'euphorie.

### CARENCE EN MÉDICAMENTS

Rongée par les bombardements lors de la longue guerre contre l'Irak, la ville tente de survivre vaillamment à l'étouffoir de l'embargo, avec des infrastructures en miettes. Comme Mossoul, au nord du pays, Bassorah souffre des délestages fréquents décidés par les autorités pour l'alimentation de Bagdad, qui rendent l'approvisionnement en électricité critique. Cet été, particulièrement torride, la ville n'a guère pu bénéficier que de deux à



trois heures de courant par jour, parfois au milieu de la nuit. La situation dans le domaine de l'eau est plus critique encore, puisqu'il n'existe plus de traitement des rejets qui se déversent directement dans le Châh El Arab, le fleuve qui longe Bassorah, où est pompée toute l'eau consommée dans cette ville de un million et demi d'habitants.

Les maladies apportées par cette eau alimentent les drames quotidiens de l'hôpital pédiatrique Ibn Razouane. « Il y a toutes ces morts que l'on pourrait éviter si facilement si l'on pouvait seulement travailler avec les moyens qui étaient les nôtres avant l'embargo », déplore le docteur Feras Abdel Abbas. « Il y a aussi cette malnutrition que j'avais étudiée dans les manuels parce qu'elle n'existait pas ici, alors qu'il présent elle constitue mon quotidien », ajoute ce jeune médecin de trente et un ans. Le directeur de l'hôpital pour enfants regrette, pour sa part, la parcimonie de l'approvisionnement en médicaments, également prévu par la résolution « pétrole contre nourriture ». « Nous ne recevons pas toujours ce qui est adapté à nos méthodes de travail. Et surtout, nous ne recevons pas tout : il nous manque des vitamines, des antibiotiques, et plus encore des antidouleurs. »

### GROUPES ARMÉS

L'hôpital Ibn Razouane compte pourtant parmi les mieux préservés : la climatisation y est encore vaillante, les portes et les vitres sont le plus souvent à leur place et il ne manque pas trop de néons. Rien à voir avec l'hôpital central de 600 lits que restaure actuellement une équipe de l'organisation française Première Urgence. « Nous avons gardé la carcasse, parce que notre budget était insuffisant pour raser et reconstruire, mais il a fallu refaire toute l'eau et l'électricité, réparer les lits et les fenêtres et réinstaller une véritable climatisation », racontent Jean-Yves Troy et Jean Javogues, qui supervisent ce projet de 6 millions de francs.

L'eau de Bassorah, plus que l'administration du gouvernement, pourtant peu efficace, constitue pour eux également le plus grand des soucis, car la nappe phréatique affleure à une cinquantaine de centimètres sous le niveau du sol. C'est justement au bord des marais, qui s'étendent au nord de la ville, que l'organisation va mener une nouvelle action : la restauration d'un petit hôpital dans le gros bourg voisin de Midayna.

Les autorités locales n'ont émis aucune réserve, même si les marais comptent toujours parmi les zones qui échappent épisodiquement à leur contrôle. A vrai dire, l'activisme des groupes armés d'opposition chiite n'a guère de limites dans la région et la route du nord est déconseillée la nuit tombée aux visiteurs, à cause des « brigands », selon la terminologie officielle donnée aux miliciens chiites. Le long de cette route, les postes de garde sont pourtant très nombreux. Mais il ne peut être question d'opposition intérieure. Le discours des autorités ne reconnaît à la limite qu'un véritable ennemi : le voisin iranien, désigné du doigt par les statues lugubres d'officiers irakiens érigées le long de la corniche du Châh El Arab.

Gilles Paris

## La France et la Grande-Bretagne livreront des missiles de croisière aux Emirats arabes unis

Une « première » au Moyen-Orient qui devrait susciter des critiques américaines

Matra et BAe Dynamics ont reçu de leurs gouvernements respectifs l'autorisation d'équiper Abou Dhabi de missiles air-sol et air-air ultra-

modernes. Le contrat est d'une valeur estimée de 12 milliards de francs. Les Etats-Unis devraient reprocher à Paris et Londres de s'être af-

franchis du traité RTCM, qu'ils ont signé et qui prévoit un autocontrôle des ventes de missiles par les pays exportateurs.

ACCÉDANT à la requête des Emirats arabes unis (EAU), la France et le Royaume-Uni ont autorisé le « missile » franco-britannique qui regroupe Matra et BAe Dynamics à vendre des missiles de croisière air-sol Black Shaheen et des missiles air-air Mica ultra-modernes pour armer les 63 avions de combat Mirage 2000-9 commandés par Abou Dhabi. Ce contrat, sur lequel le fournisseur et le client préfèrent garder le silence, est estimé à 12 milliards de francs, qui s'ajoutent aux 18 milliards de francs engendrés par l'achat de 30 Mirage 2000-9 et la modernisation, sur la base de ce même modèle, des 33 Mirage 2000 déjà en service aux Emirats. Il comprend aussi la livraison de systèmes de contre-mesures électroniques. De fait, un tel contrat est une double première au Moyen-Orient pour les deux pays fournisseurs. Et, dès lors qu'il aboutit à introduire un armement d'une technologie très sophistiquée dans une région aussi peu stable, il devrait provoquer des demandes d'explications des Etats-Unis.

D'abord, les EAU, et singulièrement Abou Dhabi, qui est l'émirat chargé de la défense de la fédération, possèdent déjà des missiles air-air Mica, dans la version électromagnétique, à bord des premiers Mirage 2000 de défense aérienne, opérationnels depuis 1996. Mais les Emirats viennent de commander, en complément, la version infrarouge du Mica. Il s'agit là de la première vente à l'exportation d'un missile qui peut équiper aussi bien le Mirage 2000 que le Rafale, un avion qui est aussi proposé à Abou Dhabi face au F-16 Block 60 américain. Ensuite, les EAU ont sélectionné, après une compétition internationale qui a duré plusieurs années et à laquelle les industriels américains ont participé, le missile air-sol de croisière Black Shaheen franco-britannique. C'est la première fois que ce missile est exporté par Matra-BAe Dynamics, et c'est même la première apparition, au Moyen-Orient, d'un système d'armement aussi moderne et performant.

Le Black Shaheen est dérivé d'une famille de missiles de croi-

sière mise au point, pour les besoins de leur armée de l'air et de leur aéronavale respectives, par la France, sous le nom de Scalp EG, et par le Royaume-Uni, sous celui de Storm Shadow. A vitesse proche de celle du son et doté d'une charge explosive unique (éventuellement nucléaire) capable de s'en prendre à des cibles « durcies », ce missile de croisière est guidé de façon totalement autonome, à distance de sécurité des défenses adverses. Sa portée varie entre 250 et 400 kilomètres, selon l'altitude de largage.

### AUTOCONTRÔLE

Face au Black Shaheen, les EAU avaient le choix entre un programme non encore développé du groupe britannique GEC, lequel arme déjà les Mirage 2000 émiratis avec des missiles air-sol Hukim à très courte portée, et des missiles américains, comme les engins AGM-130, emportés par des F-16, ou des armes aérodynamiques dérivées du Harpoon, sur des avions F-18.

Les gouvernements français et britannique ont donné leur accord

à cette transaction avec les EAU. Avec plus d'une vingtaine d'autres pays dans le monde, les deux pays ont signé le traité dit RTCM (régime de contrôle de la technologie des missiles), qui prévoit un autocontrôle des ventes de missiles par les pays exportateurs. Ce traité, dont les spécifications sont très techniques - car il est fondé sur des considérations de « masse » du système d'armes rapportée à sa portée -, est diversement interprété par les signataires. Il réglemente le contrôle des « vecteurs » susceptibles de transporter une charge nucléaire, chimique ou biologique pesant au moins 500 kilos à 300 kilomètres de distance minimale. A Washington, sous la pression des industriels écartés du marché, on pourrait estimer que les deux pays européens se sont affranchis du traité RTCM. Mais, avant même la conclusion de contrat avec les EAU, la France et le Royaume-Uni ont fait savoir que le Black Shaheen n'était, de leur point de vue, pas concerné par le RTCM.

Jacques Isnard

## LE CHÈQUE-VACANCES

une idée qui avance  
un droit qui progresse

Comme son nom l'indique, l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances a pour mission de faire progresser le droit aux vacances pour tous. Aujourd'hui, 4 millions de personnes bénéficient des Chèques-Vacances.

Pour plus d'informations appelez au :

N° Vert 0 800 555 444



# ANCV

Agence Nationale pour les Chèques-Vacances



## La trêve politique au Cambodge offre une chance de redressement national

Un accord a été trouvé sous le parrainage du roi Sihanouk

Le prince Norodom Ranariddh a été élu, mercredi 25 novembre, président de l'Assemblée nationale, tandis que son rival Hun Sen doit of-

ficialiser la nomination de son gouvernement la semaine prochaine. Quatre mois après les élections, un accord a pu être trouvé sous le parrainage du roi Sihanouk.

Le pays devrait bénéficier d'une trêve politique, sept ans après la fin de la guerre.

**PHNOM PENH**  
de notre envoyé spécial

Norodom Sihanouk, soixante-seize ans et opéré d'un cancer de la prostate voilà cinq ans, peut enfin se soigner en paix en Chine. La trêve politique que le roi a imposée à la veille de son départ pour Pékin, le 14 novembre, devrait assurer au moins quelques mois de tranquillité au Cambodge. En a témoigné, mercredi 25 novembre, l'élection, avec 105 suffrages sur les 115 exprimés, de l'un de ses fils, le prince Norodom Ranariddh, à la présidence de l'Assemblée élue le 26 juillet. Après trois mois de disputes, émaillées d'insultes et de bouffées de violence, la classe politique cambodgienne en est donc revenue à des comportements plus amènes.

Certes, après deux mois d'absence, le retour de Sam Rainsy, désormais leader d'une opposition parlementaire réduite à quinze députés sur 122, s'est déroulé la veille sous haute surveillance policière.

« Je suis un peu sceptique mais j'espère que cela va marcher », a déclaré celui qui qualifie de « fraudeurs » le scrutin du 26 juillet et qui demeure l'adversaire le plus déterminé de Hun Sen. Ce dernier est ainsi destiné à diriger un gouvernement formé par son propre Parti du peuple cambodgien (PPC, 64 députés) et le Funcinpec de Ranariddh (43 élus), aux termes d'un accord passé le 13 novembre sous le parrainage du roi.

**CRÉER UN SÉNAT**

Les Cambodgiens ont donc une chance d'être gouvernés. En priorité, il faut dégager des fonds pour couvrir les retards dans les paies des fonctionnaires et des militaires, voter un budget, négocier la restauration d'une aide internationale en partie suspendue depuis juillet 1997 et réintégrer la société internationale avec l'admission au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la récupération du

siège, vacant, du Cambodge à l'ONU.

Le compromis du 13 novembre a permis de sortir d'une impasse liée à une exigence constitutionnelle : aucun parti ne dispose de la majorité des deux tiers nécessaire à l'élection d'un gouvernement ou à l'amendement de la Constitution. Le PPC a donc concédé au Funcinpec la présidence de l'Assemblée nationale et un partage équitable des portefeuilles ministériels. En échange, la Constitution doit être amendée pour créer un Sénat dont le président, qui sera Chea Sim (PPC), assurera l'interim en l'absence de Sihanouk du royaume. Le PSR (Parti Sam Rainsy), qui a mené une campagne virulente contre Hun Sen l'été dernier, n'a pas été invité par le monarque à participer à l'élaboration de l'accord.

Hun Sen doit présenter officiellement son gouvernement le 30 novembre. Un répit s'annonce. Hun Sen domine ce gouvernement et le

PPC tient l'armée et la police. On est loin de la situation qui prévalait lors des élections en 1993, quand les Khmers rouges demeuraient en dissidence armée et que les forces armées royales ne formaient qu'un amalgame d'unités d'obédiences politiques diverses.

Sam Rainsy s'est engagé à ne pas recourir à la « provocation » et, de toute façon, Hun Sen devrait disposer d'un peu de temps pour élaborer une politique de redressement. Après vingt ans de guerre, l'accord de paix de 1991 et les élections de 1993 avaient permis un premier départ. L'affaire avait tourné court en 1996, le gouvernement « à deux têtes » (Ranariddh et Hun Sen) se retrouvant paralysé. En 1997, le second avait limogé le premier en son absence. Si personne ne s'aventure à parier sur la durée de la trêve, une occasion se présente aujourd'hui de sortir le Cambodge de son bourbier.

Jean-Claude Pomonti

## Son immunité diplomatique protège M. Kabila en Belgique

BRUXELLES. Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Laurent-Désiré Kabila, qui est arrivé mardi 24 novembre à Bruxelles, est protégé par son immunité diplomatique contre d'éventuelles poursuites de la justice belge. M. Kabila, a déclaré le ministre belge des affaires étrangères Erik Derycke, « bénéficie normalement » d'une telle immunité.

Cette précision fait référence à deux plaintes déposées à Bruxelles par des opposants congolais contre le président de la RDC, notamment pour « crimes de droit international » et « crimes contre l'humanité ».

Les partis politiques seront autorisés en République démocratique du Congo (RDC) « dans les deux mois », a déclaré mercredi le président de la RDC, Laurent-Désiré Kabila, peu après son arrivée à Bruxelles. (AFP)

## Tribunaux d'exception et arrestations massives au Pakistan

KARACHI. Des centaines d'activistes du Mouvement national uni (MQM) qui rassemblent des Mohajirs, musulmans qui ont quitté l'Inde lors de la partition de 1947, ont été arrêtés à Karachi depuis le début du mois et devraient être jugés par des tribunaux militaires, ont annoncé, mardi 24 novembre, des sources officielles. « La répression s'amplifie et, ces dernières 24 heures, plus de 130 de nos partisans ont été arrêtés », a affirmé un responsable du MQM. « Le gouvernement affirme avoir arrêté plus de 500 personnes, mais nous pensons que le chiffre est beaucoup plus élevé », a dit A.M. Jalli, un dirigeant de ce parti. Le premier ministre Nawaz Sharif a annoncé vendredi la mise en place de tribunaux militaires pour juger « les terroristes et les meurtriers » à Karachi, où la violence a fait plus de 3 500 morts en trois ans. Un responsable de l'administration a affirmé que ces tribunaux « auraient le pouvoir de prononcer des condamnations à mort ». (AFP)

## La Russie a trouvé un accord avec ses créanciers

MOSCOU. La Russie a finalement trouvé un accord avec ses créanciers pour restructurer sa dette en bons du Trésor, dont les remboursements avaient été gelés le 17 août au premier jour de la crise financière, a rapporté mercredi 25 novembre l'agence Itar-Tass. Le ministre des finances Mikhail Zadornov a annoncé que 10 % des 250 milliards de roubles de dette seraient remboursés en liquide en roubles, et 20 % restructurés en nouveaux bons. Une question toutefois non réglée concerne les modalités de rapatriement du liquide en roubles par les créanciers étrangers. (AFP)

## Le président Milosevic limoge le chef d'état-major de l'armée

BELGRADE. Le président yougoslave Slobodan Milosevic a démis, mardi 24 novembre, le général Miroslav Perisic de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée yougoslave, qu'il exerçait depuis fin 1993, selon un communiqué de l'agence Tanjug. Un mois après avoir limogé le chef des services secrets, Jovica Stambic, M. Milosevic se sépare ainsi d'un autre homme de confiance avec lequel il a mené la guerre en ex-Yougoslavie. Le limogage du général Perisic pourrait être lié aux accords conclus en octobre entre M. Milosevic et la communauté internationale. L'armée a été contrainte de réduire ses effectifs au Kosovo et de désactiver ses systèmes de défense anti-aérienne, ce qui semble avoir suscité de vifs remous au sein de la hiérarchie militaire. Le général Perisic, nommé conseiller chargé des questions de défense auprès du premier ministre yougoslave Momir Bulatovic, a été remplacé à la tête de l'armée par le général Dragoljub Ojdanic, qui commandait la 1<sup>re</sup> armée (région de Belgrade et nord de la Serbie). (AFP)

### DÉPÊCHES

■ ARGENTINE : L'ancien amiral Emilio Eduardo Massera, soixante-trois ans, a été placé en détention par un juge fédéral, mardi 24 novembre à Buenos Aires, pour vol d'enfants de femmes en détention. L'ancien numéro deux de la junte militaire en Argentine, en 1976, rejoint ainsi en prison son ancien chef l'ex-général Jorge Rafael Videla, emprisonné depuis le 9 juin pour « appropriation illégale d'enfants nés en captivité ». Le délit d'enlèvement d'enfants n'est pas couvert par les lois d'amnistie de 1989 et 1990 dont ont bénéficié tous les militaires jugés et condamnés en 1985 pour les nombreuses atrocités commises pendant la dictature. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : L'Attorney General (ministre de la justice), Janet Reno, a annoncé, mardi 24 novembre, qu'elle ne demanderait pas la nomination d'un procureur indépendant pour enquêter sur le rôle du vice-président Al Gore, en relation avec le financement de la campagne électorale démocrate en 1995-96. « J'ai trouvé qu'il n'existait pas de raison pour prolonger l'enquête », a indiqué M<sup>me</sup> Reno dans un communiqué, après une enquête préliminaire de 90 jours. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS/IRAN : La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright souhaite que l'Iran soit retiré de la liste des pays qui ne coopèrent pas dans l'effort international de lutte contre la drogue. Le président Bill Clinton devrait annoncer « prochainement » une décision à ce sujet, a indiqué, mardi 24 novembre, un porte-parole du département d'Etat. (AFP)

■ RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : Le chef militaire de la rébellion congolaise, Jean-Pierre Ondebane, a déclaré que 600 rebelles aient trouvé la mort sur le lac Tanganyika, lors d'un bombardement de l'aviation zimbabwésienne. Il a reconnu le bombardement de la ville de Kalambe, mais a précisé qu'« il n'y a eu qu'un militaire blessé » et qu'« aucun objectif militaire n'a été touché ». (AFP)

■ CHINE : Pékin va se porter candidat pour l'organisation des Jeux olympiques de 2008, a annoncé, mercredi 25 novembre, le porte-parole du Comité olympique chinois (COC), Wei Hongquan. Le maire de Pékin, Jia Qingling a remis officiellement mercredi la candidature chinoise à Wu Sazu, président du COC, lequel se réunira en janvier pour en discuter. (AFP)

## Ankara n'espère plus l'extradition vers la Turquie d'Abdullah Öcalan

ANKARA. La Turquie a lâché du lest, mardi 24 novembre, en évoquant pour la première fois la possibilité que Rome extrade vers un pays tiers le chef rebelle kurde, Abdullah Öcalan. « L'issue politique en Italie ou une extradition vers la Turquie sont tous deux improbables », a déclaré le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, devant les députés de son parti de la Mère Patrie. « Il est possible qu'il soit extradé vers l'Allemagne ou envoyé dans un pays tiers », a-t-il ajouté. L'extradition vers l'Allemagne semble toutefois très improbable.

A Paris, le président Jacques Chirac a assuré mardi le président du Conseil italien Massimo D'Alema de la « solidarité » de la France dans cette crise. « La France, comme l'ensemble de l'Union européenne, est totalement solidaire de la position italienne que nous comprenons et que nous soutenons », a déclaré le chef d'Etat à l'issue d'un entretien de plus d'une heure à l'Elysée avec M. D'Alema. (AFP)

Vous verrez, 2496 est une année bissextile.



Réf. 3750  
Le chronographe automatique Da Vinci avec calendrier perpétuel et indication des phases de la lune.  
FRF 100100.-

IWC

International Watch Co. Ltd. Schaffhausen, Switzerland  
Since 1868

Notre catalogue général vous sera envoyé gratuitement sur simple demande à BCM/IWC S.A.  
90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. 01/42 89 65 51 • Belgique: 0031/20/672 33 33 • Suisse: 0041/52/635 65 65  
<http://www.iwc.ch>

Spécial 1998



مكتبة من الكتب

# Immunité diplomatique M. Kabila en Belgique

Le président de la République démocratique du Congo, M. Kabila, est arrivé mardi 24 novembre à Bruxelles. Il a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. De Weert, et le ministre de la Défense, M. De Weert. M. Kabila a déclaré qu'il était en Belgique pour discuter avec les autorités belges de la situation en République démocratique du Congo. Il a également déclaré qu'il était en Belgique pour discuter avec les autorités belges de la situation en République démocratique du Congo.

## Unaux d'exception restations massives au Pakistan

Le Pakistan a connu une série d'attaques terroristes massives ces dernières semaines. Les autorités pakistaises ont déclaré qu'elles étaient en train d'enquêter sur ces attaques. Elles ont également déclaré qu'elles étaient en train d'enquêter sur ces attaques.

## Russie a trouvé un accord avec ses créanciers

La Russie a trouvé un accord avec ses créanciers pour le paiement de ses dettes. L'accord a été signé par le ministre des Finances, M. Gerasimov, et les représentants des créanciers. L'accord a été signé par le ministre des Finances, M. Gerasimov, et les représentants des créanciers.

## Le président Milosevic limogé chef d'état-major de l'armée

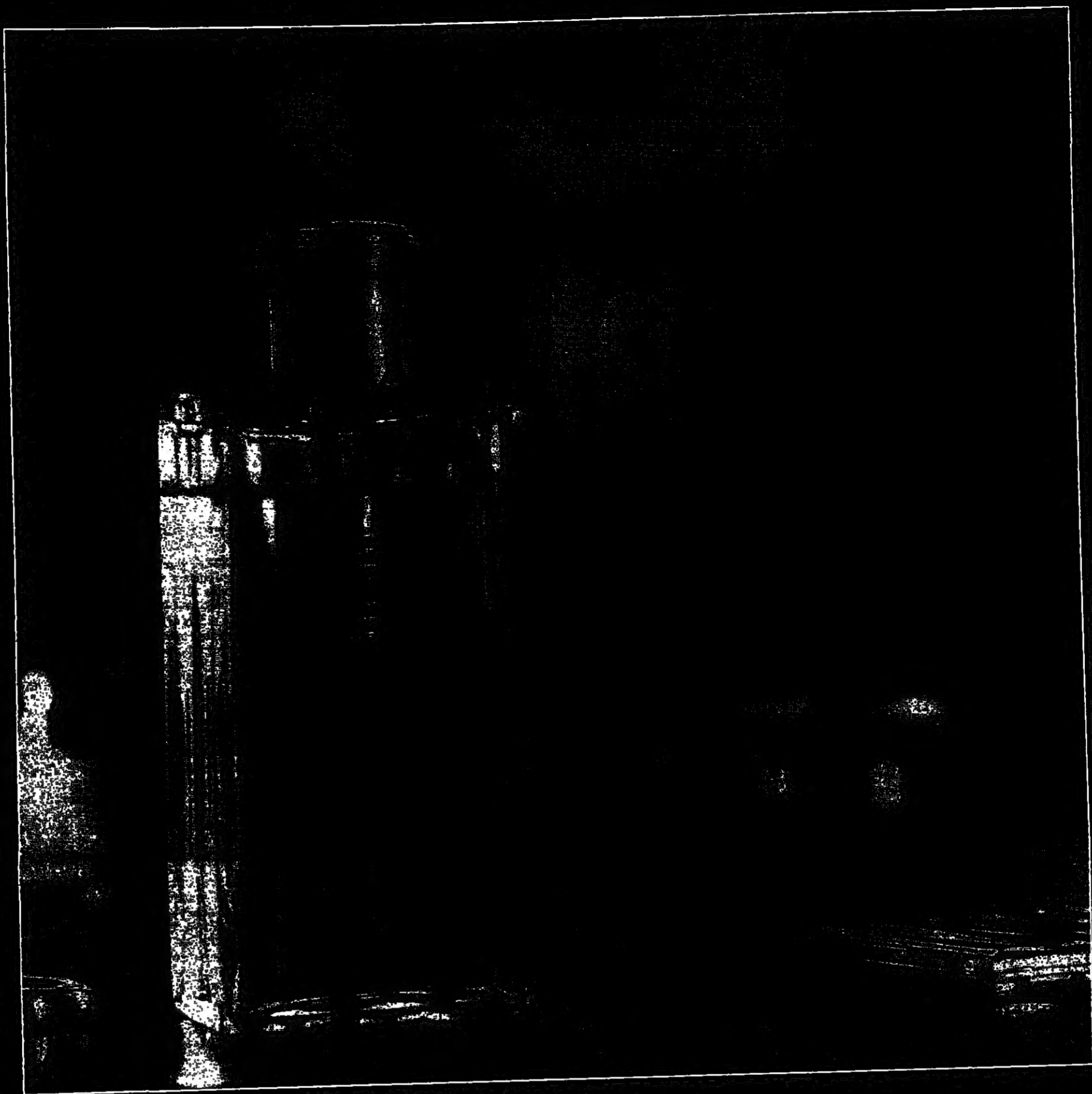
Le président Slobodan Milosevic a été limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée. Le président Slobodan Milosevic a été limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée.

Le président Slobodan Milosevic a été limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée. Le président Slobodan Milosevic a été limogé de son poste de chef d'état-major de l'armée.

## Ankara n'espère plus l'extradition vers la Turquie d'Abdullah Öcalan

Le gouvernement turc a déclaré qu'il n'espérait plus l'extradition d'Abdullah Öcalan vers la Turquie. Le gouvernement turc a déclaré qu'il n'espérait plus l'extradition d'Abdullah Öcalan vers la Turquie.

(Publicité)



*Pour mieux cadrer ceux qui recherchent la qualité.*

**RADIOMUST**  
LE COUPLAGE  
EUROPE 1 - EUROPE 2 - RFM  
"INCOMPARABLE"





**CONJONCTURE** Alors que Lionel Jospin, au cours d'un entretien sur France-Info, mardi 24 novembre, s'est montré confiant sur l'évolution de la conjoncture économique, l'Insee

a publié, mercredi, une étude qui contredit l'optimisme du gouvernement. ● L'INVESTISSEMENT dans l'industrie, selon cette enquête auprès des chefs d'entreprise, enregistrerait

une croissance nulle en 1999, après une progression de 8 % en 1998. Cette estimation est beaucoup plus faible que celle défendue par Bercy, qui escompte une progression de 9 %

de l'investissement industriel l'an prochain. Cette prévision risque de relancer la polémique sur la crédibilité de l'estimation officielle de croissance du ministère des finances (2,7 % en

1999). ● L'EMPLOI PRÉCAIRE est dans le collimateur du gouvernement, qui réfléchit à un système de « bonus-malus » pour freiner l'usage des CDD et des missions d'intérim.

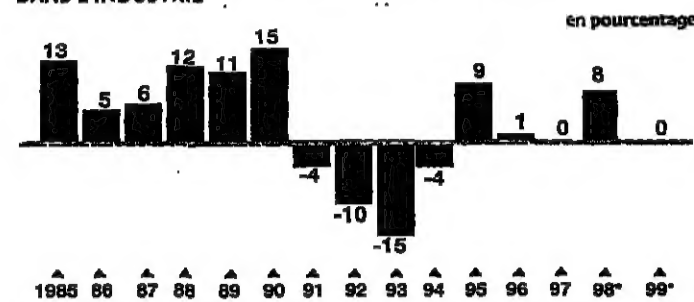
## L'optimisme de M. Jospin est démenti par les prévisions de l'Insee

Alors que le ministère des finances escomptait une croissance de 9 % de l'investissement industriel en 1999, l'Insee révèle qu'en réalité la croissance pourrait être nulle. Le premier ministre assure, pourtant, que « le plus grave » de la crise « est maintenant jugulé »

AVANT qu'il ne se lance, mardi 24 novembre, en fin de journée, sur France-Info, dans une longue défense et illustration de sa politique économique et sociale, avec des accents fortement optimistes, Lionel Jospin a-t-il été prévenu que l'Insee publierait, le lendemain matin, une enquête qui ruinerait une partie de sa démonstration ? C'est peu probable et, pour le premier ministre, c'est évidemment une coïncidence qui tombe mal. M. Jospin s'est, en effet, appliqué à démontrer que le pessimisme ambiant de ces derniers mois n'est plus justifié. Soulignant que « le plus grave de la crise financière est maintenant jugulé », il s'est réjoui que la plupart des grands indicateurs soient maintenant bien orientés, parlant péle-mêle du chômage qui « recule fortement », de la « reprise de la consommation » ou encore de la « reprise de l'investissement ». Dans ce dernier cas, il a juste ponctué son propos d'une petite phrase de prudence : « J'espère que cela durera. »

Il a donc repris la thèse que défend le ministère de l'économie,

Le mouvement de vagues des dépenses d'équipement  
TAUX DE VARIATION ANNUEL DE L'INVESTISSEMENT EN VALEUR DANS L'INDUSTRIE



L'évolution à partir de 1990 porte sur les montants d'investissement, y compris crédit-bail. Auparavant, il s'agissait des dépenses d'investissement non financées par crédit-bail.

des finances et de l'industrie depuis un peu plus de deux semaines. En clair, si le pessimisme, durant l'été, était justifié, sous le coup des turbulences mondiales, celles-ci se sont apaisées. De surcroît, les moteurs internes de la croissance française que sont la consommation des ménages et l'investissement des entreprises tournent à plein régime. Condu-

sion : contre l'avis de nombreux experts, qui évoquent une prévision moyenne de 2,4 % de croissance de l'économie en 1999, Bercy défend une estimation de 2,7 %.

Or, l'enquête de l'Insee publiée mercredi matin laisse, à l'inverse, supposer que l'un des deux moteurs de la croissance, celui de l'investissement, pourrait brutale-

ment « caler ». Pour 1998, l'estimation est, certes, optimiste : la hausse de l'investissement en valeur dans l'industrie pourrait atteindre 8 %, soit un très bon niveau, même s'il est en retrait sur l'estimation de l'enquête précédente, réalisée en avril (+9 %). Ce chiffre suggère que le gouvernement a de bonnes chances d'atteindre les 3,1 % de croissance qu'il escomptait pour l'année en cours, ce que devraient également confirmer les comptes nationaux pour le troisième trimestre, qui seront publiés jeudi matin par l'Institut.

### PÊCHÉ D'OPTIMISME

En revanche, pour 1999, c'est la douche froide. Alors que le gouvernement a retenu pour hypothèse une hausse de 5,7 % de l'investissement des entreprises, dont +9 % dans l'industrie, l'enquête de l'Institut évoque une croissance nulle pour l'industrie. « En 1999, affirme l'enquête, les projets d'investissement des chefs d'entreprise correspondent à une stabilité de l'investissement industriel et à une très faible progression dans le secteur manufacturier (1 %). Cette quasi-stabilité recouvrerait toutefois une progression assez sensible dans le secteur de l'automobile. »

Faut-il en conclure que, l'investissement risquant d'être beaucoup plus faible que prévu, la croissance elle-même devrait être revue à la baisse et que le gouvernement a pêché par excès d'optimisme ? C'est évidemment la thèse que défendent les économistes de banque, beaucoup de dirigeants de la droite ou encore le patronat, qui n'ont cessé de dire depuis le début de l'automne que Bercy minimisait les effets de la crise financière internationale.

Le ministère des finances, lui, persiste à penser que c'est un

mauvais procès qu'on lui fait et peut, pour défendre sa position, avancer plusieurs arguments. L'enquête d'octobre de l'Insee est, par construction, assez fragile, dans le volet qui traite des évolutions de l'année suivante (lire ci-contre). A ce stade, les réponses des chefs d'entreprise reflètent plus leur sentiment sur la conjoncture présente que leurs projets réels d'investissement.

Or, dans la conjoncture mondiale, octobre a été un mois-charnière. Après les très fortes secousses de l'été, liées à la crise asiatique, au chaos russe, à la menace d'effondrement du Brésil, et

tobre et les 10 % restants (essentiellement les plus grosses entreprises) dans les jours suivants. Quoi qu'il en soit, Bercy peut faire valoir que, si la conjoncture donnait déjà des signes de redressement, la tendance était encore trop récente pour que les industriels n'en prennent véritablement la mesure. En clair, l'enquête de l'Insee serait devenue obsolète avant même qu'elle ne soit publiée et la prochaine prévision, qui sera réalisée en janvier, devrait le confirmer.

On l'aura donc compris : le gouvernement n'a nulle intention de prendre en compte les enseigne-

### L'inflation la plus faible depuis quarante ans

Selon l'indice définitif publié, mercredi 25 novembre, par l'Insee, les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en octobre. L'indice provisoire (Le Monde du 11 novembre) évoquait une fluctuation comprise entre 0 % et -0,1 %. Sur un an, l'inflation s'élève donc à seulement 0,4 %. Le record à la baisse de janvier 1998 (-0,5 % en glissement annuel) est donc battu. Il faut remonter au mois de mai 1957 (-0,3 %) pour trouver un chiffre encore plus bas. Le recul des prix pétroliers (-5,9 % sur un an), cumulé à une inflation interne faible (+1,1 % pour l'inflation dite « sous-jacente »), explique ce résultat historique.

plus généralement aux turbulences financières mondiales, la situation n'a commencé à se stabiliser qu'à cette époque. La Bourse de Paris a, par exemple, atteint son point bas le 8 octobre et n'a engagé qu'après cette date sa très forte remontée.

Les industriels, eux, ont répondu au questionnaire de l'Insee tout au long du mois. Selon l'Institut, les premières réponses lui sont parvenues dès le début octobre, au plus fort de la crise, mais l'enquête n'a été achevée que dans les premiers jours de novembre. Précisément, 90 % des réponses ont été effectuées en oc-

tobre et les 10 % restants (essentiellement les plus grosses entreprises) dans les jours suivants. Quoi qu'il en soit, Bercy peut faire valoir que, si la conjoncture donnait déjà des signes de redressement, la tendance était encore trop récente pour que les industriels n'en prennent véritablement la mesure. En clair, l'enquête de l'Insee serait devenue obsolète avant même qu'elle ne soit publiée et la prochaine prévision, qui sera réalisée en janvier, devrait le confirmer.

On l'aura donc compris : le gouvernement n'a nulle intention de prendre en compte les enseigne-

Laurent Mauduit

### Une fiabilité relative

L'enquête de l'Insee sur les investissements de l'industrie suscite une polémique, certains experts estimant qu'elle est faible, d'autres non. Voici dans quelles conditions cette enquête est réalisée :

● Qui est interrogé ? Trois enquêtes sont réalisées chaque année : en janvier, avril et octobre. Ne sont interrogés que les chefs d'entreprise dans l'industrie, qui réalisent en moyenne 30 % de l'investissement total. Ce sondage ne donne donc qu'une vue partielle des dépenses

d'équipement ; mais le secteur de l'industrie a un rôle-clé dans l'économie, et ses évolutions sont souvent très révélatrices. L'enquête d'octobre 1998 porte sur 2 513 chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière et 220 dans l'agroalimentaire. ● L'enquête est-elle fiable ? Les dépenses d'équipement engagent une entreprise pour longtemps, et un patron y regarde à deux fois avant de le budgétiser. Cela étant, les résultats de l'enquête de l'Insee réalisée en octobre pour l'année suivante sont, évidemment, plus fragiles que les suivantes portant sur le même

exercice. Voici l'évolution de l'investissement industriel constatée au cours des dernières années, comparée à la prévision avancée au mois d'octobre précédent par l'Insee : 9 % en 1995 (pour une prévision de 9 %), 1 % en 1996 (pour une prévision de 13 %), 0 % en 1997 (pour une prévision de 2 %), 8 % en 1998 (pour une prévision de 3 %). Les écarts entre les estimations et les réalisations sont donc assez sensibles mais, logiquement, plus on avance dans l'année, plus les réponses des industriels aux questionnaires de l'Insee sont fiables.

## Le Medef maintient que l'hypothèse du gouvernement est « imprudente »

« LES INCERTITUDES liées à la demande étrangère risquent de pénaliser l'investissement (...). La poursuite du mouvement - bien amorcé - de reprise de l'investissement pourrait être remise en cause. Dans les grandes entreprises industrielles, les projets de dépenses d'équipement ont été revus à la baisse ; la hausse de 15 % prévue en janvier a été ramenée à 11 % », estimait l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) dans le numéro de novembre de sa revue Actualités. La principale fédération patronale de l'industrie, qui compte parmi ses adhérents les fabricants de biens d'équipement, est, de fait, particulièrement attentive à l'évolution de l'investissement productif. Sa prudence traditionnelle - souvent exagérée - pourrait cette fois être validée puisque l'Insee, dans l'enquête de conjoncture rendue publique mercredi 25 novembre, parle d'une croissance nulle pour l'investissement industriel en 1999.

Quelles sont, pour les patrons de l'UIMM, les causes de ce coup de froid ? Le fléchissement de la demande extérieure pour l'essentiel, à laquelle s'ajoutent des anticipations de prix de vente toujours orientées à la baisse et la dépréciation du dollar, qui « ne peuvent que restreindre la rentabilité des entreprises à un moment où leur compétitivité sera mise à rude épreuve par les pays asiatiques ayant fortement dévalué leur monnaie ».

En octobre, cette fédération industrielle jugeait ainsi « un peu décalatoire » la prévision de l'Institut de conjoncture économique Rexecode, proche du patronat. « Rexecode croit toujours à une reprise de l'investissement, en tablant sur une progression de l'investissement productif de 5,6 % pour 1999 », notaient-ils, tout en réservant, en

pointant à rebours le « signal négatif » que constitue la « contraction des carnets de commande étrangers ».

Mercredi 25 novembre, le Medef (ex-CNPF) soulignait que « les entreprises sont aujourd'hui plus pessimistes que les ménages car elles sont en première ligne au niveau international ». « Elles sont les premières à ressentir les effets de la crise mondiale », souligne l'organisation patronale, en indiquant que les industriels, traditionnellement plus exposés à la conjoncture internationale que les services, ont désormais intégré la détérioration de l'environnement extérieur dans leurs perspectives d'investissement.

Dans ce contexte, soulignait le Medef, plus politique, « toutes les annonces récentes, qu'il s'agisse des 35 heures, du durcissement des procédures de licenciement, du doublement de l'amendement Delalande [pénalité pour les entreprises qui licencient des salariés âgés de plus de cinquante ans], la taxation des contrats à durée déterminée incitent encore moins à investir ». Mercredi 25 novembre au matin, recevant ses homologues allemands du BDI, le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a une nouvelle fois affirmé que l'hypothèse de 2,7 % de croissance retenue par le gouvernement dans son projet de loi de finances pour 1999 était « imprudente ». Il a estimé que la croissance réelle en 1999 serait « inférieure à 2,5 % ». Selon M. Seillière, les entreprises ressentent la décelération de l'activité. « On observe déjà, dans le secteur des biens intermédiaires, un affaiblissement de la demande », a-t-il indiqué.

Caroline Monnot

## « La reprise économique se traduit par un recul du chômage »

Invité de France-Info, mardi 24 novembre, M. Jospin a notamment déclaré : « On ne peut pas admettre que des gens meurent de froid. Il faut agir dans l'urgence, lutter contre les exclusions et avoir une approche économique et sociale qui ne produise pas de la précarité. (...) Cette société, telle qu'elle a été conduite pendant dix à quinze ans, est une société où les idées dominantes étaient celles du libéralisme, du chacun-pour-soi. On se rend compte aujourd'hui des conséquences. (...) On sait que la dérive commence par la précarité en matière de logement, mais il faut élargir la vision. Il faut poser le problème de la précarité dans l'entreprise. La reprise économique se fait trop souvent par un recours aux emplois précaires. Comment s'étonner que la précarité dans l'en-



VERBATIM

treprise débouche sur la précarité dans la rue. C'est toute une vision de la société qu'il faut travailler. »

Interrogé sur une éventuelle législation visant à limiter les licenciements, le premier ministre a d'abord relevé que « la reprise économique se traduit par un recul du chômage de plus de 160 000 chômeurs en un an », mais, a-t-il continué, « les entreprises embauchent sur des contrats à durée déterminée, voire des contrats précaires ». « Quand la croissance se consolide, recourir à l'intérim ou au travail précaire, ce n'est pas normal. C'est pourquoi Martine Aubry a annoncé que nous serions amenés à prendre des mesures, après un dialogue avec les partenaires sociaux et la majorité. Le système du « bonus-malus » fait partie de l'éventail des mesures possibles. » Quant au contrôle administratif des licenciements, réclamé par le PS, « il est une façon d'autoriser les licenciements.

Dans plus de 90 % des cas, l'autorisation était accordée. Faut-il agir sous cette forme ? Il est possible que nous soyons amenés à légiférer, mais ce n'est pas encore décidé. (...) Je ne veux pas incarner un gouvernement qui agit dans l'urgence, mais plutôt qui instaure une certaine stabilité dans la vie et dans le travail. »

Enfin, le premier ministre juge que « le climat économique est quand même meilleur qu'il ne l'était avant juin 1997 ». « Nous espérons faire 2,7 % de croissance (en 1999), a-t-il dit. Affirmer une perspective, si elle est raisonnable, mais en même temps si elle est un peu volontariste, c'est aussi se donner plus de chances de l'atteindre. (...) Le plus grave de la crise internationale est maintenant jugulé. Pour lutter contre le chômage, la croissance ne suffira pas. Donc, nous utiliserons l'arme des 35 heures. Sept cents accords ont déjà été signés. Ils concernent 77 000 salariés. Une vraie dynamique de négociation sociale est engagée. »

« Idée » fait partie d'un éventail de mesures possibles », a-t-il précisé, estimant, comme Martine Aubry, que, « quand la croissance se consolide, et c'est le cas, alors recourir systématiquement à l'intérim, au travail précaire, ce n'est pas normal ».

Sur les licenciements collectifs, comme sur le travail précaire, le chef du gouvernement souhaite engager le dialogue « avec les partenaires sociaux, et aussi avec les partis de la majorité ». Il a implicitement confirmé qu'il n'y aurait pas de grande loi sur le droit de licenciement, et encore moins de rétablissement de l'autorisation administrative, tout en admettant que des ajustements législatifs sont possibles afin de renforcer le contrôle de l'administration du travail sur les plans sociaux présentés par les entreprises.

La proposition de certaines entreprises à licencier ou à recourir aux emplois précaires lui a permis de leur faire porter une partie de la responsabilité de l'exclusion. « Si l'on retrouve tous ces hommes et ces femmes dans la rue, a-t-il indiqué, c'est que l'ensemble du salariat a été plus précaire. » M. Jospin, qui refuse d'enfermer sa politique « dans l'assistance, dans l'urgence, dans le social », a plaidé pour la « stabilité » du salariat, ce qui n'exclut pas, selon lui, de la « souplesse » pour les entreprises. Le premier ministre s'est félicité de la dynamique des négociations sur les 35 heures, sans s'en prendre au patronat.

« COMBAT D'ARRIÈRE-GARDE » Quelques heures avant l'intervention du premier ministre, M. Aubry avait adopté un ton plus polémique. Dans le cadre d'un colloque organisé par La Tribune et l'Édition Formation Entreprise (EFE), elle a opposé une fin de non-recevoir au président de la commission sociale du Medef, Georges Jollès, qui lui demandait un report de la date d'entrée en

vigueur des 35 heures. Après avoir fustigé le « combat d'arrière-garde du patronat contre les 35 heures », elle a précisé qu'elle était prête à trouver, par la négociation, « des modalités particulières pour certains secteurs ».

Selon un dernier bilan sur les 35 heures, publié mardi, 701 accords d'entreprise ont déjà été signés (76 000 salariés concernés). Ce sont « les plus importants », a souligné la ministre, confirmant que la seconde loi sur la réduction du temps de travail, prévue fin 1999, ne s'appliquera pas sur « les accords de branche préparés en chambre ». M. Aubry a annoncé qu'elle réfléchirait à un double système pour les heures supplémentaires : le contingent annuel (130 heures) pourrait être « plus faible » pour les entreprises modulant leurs horaires sur l'année et « plus élevé » pour les autres.

Jean-Michel Bezat

## Lionel Jospin re et la continui

Selon le premier ministre, l'impact

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

Face aux critiques du gouvernement et à la démission de M. Jospin, le premier ministre a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement

AUX ALLIÉS... M. Jospin a déclaré, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement



## Lionel Jospin revendique la durée et la continuité de son action

Selon le premier ministre, « l'impatience est du côté des commentateurs »

Face aux critiques qui s'expriment et à l'« impatience » des « observateurs », Lionel Jospin a affirmé, mardi 24 novembre, sur France-Info, que le gouvernement ne

ralentit « en rien le rythme de [ses] réformes ». Il revendique la durée et la continuité d'action d'un gouvernement de long cours.

AUX ALLIÉS qui regimbent et à ceux qui, parfois, jugent que l'action gouvernementale souffre de lenteur, Lionel Jospin oppose une notion simple : le temps. « Pas d'impatience ! », a-t-il lancé, mardi 24 novembre, sur France-Info. Nous agissons de façon positive et nous ne ralentissons en rien le rythme de nos réformes. Apparemment peu affecté par des sondages moins enthousiastes et préférant s'appuyer sur les résultats des trois élections législatives partielles du 22 novembre précédent — « On constate une progression des candidats socialistes par rapport à juin 1997 », le premier ministre a déclaré : « Il faudra que les observateurs acceptent l'idée qu'un gouvernement, au bout de dix-sept mois, puisse encore bénéficier d'un appui significatif dans l'opinion, puisse avoir vocation à travailler dans la durée pour gérer les problèmes du pays. » L'impatience, a-t-il ajouté, est le plus souvent du côté des commentateurs.

Ce temps revendiqué, M. Jospin assure l'utiliser à la mise en œuvre de son projet, qui, outre la lutte contre le chômage et la recherche d'une plus grande justice sociale, vise à la « réforme de la société française, sa modernisation ». « On retrouve cela dans la réforme de la justice ou celle de la parité, a-t-il assuré, la volonté de lutte contre le cumul des mandats, ainsi que dans le pacte civil de solidarité. » Installé à Matignon depuis juin 1997, potentiellement dans la place jusqu'en 2002, M. Jospin plaide pour la continuité de l'action : « Il faut

accepter qu'il y ait un début, où l'on pose les fondations et indique les grandes orientations. Après, on gouverne, parce que nous avons été élus pour cela. » D'où la formule, en guise de conclusion, sur ce thème : « Nous sommes un gouvernement de long cours. »

### IMPLÉMENTABLE

Inhabituel dans la bouche d'un premier ministre sous la V<sup>e</sup> République, ces mots ont été soigneusement pesés. Ils visent à réintroduire une idée de stabilité, disparue du champ politique depuis que Michel Rocard avait été « viré » par François Mitterrand en 1991. M. Jospin juge que sa situation politique personnelle l'autorise à se projeter dans l'avenir. Il se refuse donc à modifier quoi que ce soit dans sa gestion du dossier des sans-papiers. « Nous avons régularisé quatre-vingt mille hommes et femmes, a-t-il expliqué. C'est un geste extrêmement fort. Nous avons fait exactement ce que nous avions dit que nous ferions. » Quant aux soixante mille déboutés de leur demande, et pour lesquels une partie de la majorité réclame une régularisation, M. Jospin demeure inflexible : « Nous allons faire en sorte que ces personnes, qui ont vocation à quitter le territoire national, le quittent progressivement. Si on veut faire l'intégration, il faut maîtriser les flux migratoires. Si l'on ne les maîtrise pas, on ne pourra pas faire l'intégration. »

Un même souci de continuité s'est exprimé à propos de la candidature de Daniel Cohn-Bendit aux

élections européennes. « Non, il ne m'agace pas, a assuré le premier ministre. Il a l'air plutôt sympathique, il a ce qu'on appelle du bagout. » Mais que les écologistes ne s'imaginent pas qu'un éventuel bon score puisse bouleverser la composition politique du gouvernement ! « Ce qui est en cause, a assuré M. Jospin, c'est le nombre de parlementaires que chaque formation enverra au Parlement européen. La modification des équilibres politiques du gouvernement sera réglée aux prochaines élections législatives. »

Interrogé sur Roland Dumas, M. Jospin a répondu : « En tant que premier ministre, je ne peux pas m'exprimer sur ce sujet. C'est au président et aux membres du Conseil constitutionnel, qui, eux, savent ce qui pourrait ou non affecter le fonctionnement du Conseil, de s'exprimer. » Quant au jugement à porter sur l'action de François Mitterrand, M. Jospin assure l'avoir fait « du vivant » de l'ancien président. « Je l'ai même fait quand il était au pouvoir, avec quelques conséquences. » La déclaration de M. Rocard, jugeant que François Mitterrand « n'était pas un honnête homme », lui a inspiré ce commentaire : « Je ne me suis retrouvé ni dans l'expression de cet ami ni dans les réponses que plusieurs lui ont apportées. » Derrière l'équilibre apparent, M. Jospin laisse paraître une inclination : malgré la virulence de son jugement, M. Rocard demeure, pour le premier ministre, un « ami ».

Jean-Michel Aphatie

## La droite réitère son accusation d'« immobilisme »

L'ALLIANCE POUR LA FRANCE a choisi le soir de l'intervention de Lionel Jospin sur France-Info pour rappeler « son attachement au principe d'une réforme globale de la justice ». Dans la ligne des indications données à l'Elysée (Le Monde du 21 et 22 novembre), elle fait « toutes réserves » sur sa position en cas de présentation au Congrès du projet de loi constitutionnel relatif au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) « avant que ne soit acquis » le principe d'un vote sur la présomption d'innocence et les relations entre la chancellerie et le parquet.

Pour Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, le premier ministre « s'est contenté d'égrener des mesures que nous connaissons déjà et dont l'efficacité n'est pas encore démontrée ». Son homologue de Démocratie libérale, José Rossi, a déclaré que M. Jospin « entre dans une phase de relatif immobilisme ». Sur LCI, François Fillon, porte-parole du RPR, a reproché à M. Jospin de ne pas vouloir que les sans-papiers non régularisés « reviennent

dans leur pays d'origine » et de créer ainsi « un appel d'air formidable ».

Pour Alain Kérivin, porte-parole de la LCR, « entre les victimes et les artisans de l'exclusion, il faut choisir son camp ». Le MRAP « s'élève » contre « le refus persistant » de M. Jospin de procéder à la régularisation des sans-papiers. Sur ce sujet, Dominique Voynet a déclaré sur LCI : « M. Jospin est premier ministre, il arbitre, il choisit, il prend ses responsabilités. » Considérant que « le débat n'est pas clos », la ministre de l'environnement a précisé qu'elle garde ses convictions.

Sur RTL, mercredi, Daniel Cohn-Bendit a affirmé que « ce n'est pas tailler en pièces la solidarité gouvernementale que d'essayer de faire réajuster une politique », en distinguant la loi sur l'immigration, non critiquée, et la circulaire sur les sans-papiers. De son côté, M<sup>me</sup> Voynet a averti M. Cohn-Bendit qu'« il est toujours dangereux de partir trop tôt » en campagne et souligné que « le travail des Verts ne se réduit pas au brio et au bagout de leur tête de liste aux européennes ».

## Les syndicats de médecins libéraux à la recherche d'une stratégie de mobilisation

ALERTE l'opinion ? Saisir les élus, de droite de préférence, mais aussi communistes ? Battre le pavé ? Fermer les cabinets en fin d'année ? Depuis plusieurs semaines, les syndicats de médecins libéraux, en majorité hostiles aux nouveaux mécanismes de maîtrise des dépenses médicales et à la formule d'abonnement de l'assuré chez un généraliste (« médecin référent »), cherchent la meilleure stratégie à opposer à la politique du gouvernement Jospin.

Avant d'adopter des mesures plus radicales, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF) organisent, mercredi 25 novembre, des « actions d'information et de sensibilisation » des assurés et des élus, afin de les prévenir des « dangers qui pèsent sur notre système de santé ». Les sujets de mécontentement de ces trois syndicats sont nombreux.

Ils s'opposent à la « clause de sauvegarde économique » inscrite dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999, qui prévoit deux contrôles de l'activité des médecins en cours d'année (avril et août) et une contribution financière en fin d'année en cas de dépassement de l'objectif de dépenses fixé par le gouvernement. Les trois syndicats

dénoncent également le « médecin référent », formule d'abonnement volontaire d'un assuré chez le généraliste de son choix, qui est au cœur de la nouvelle convention approuvée par le syndicat MG-France (Le Monde du 24 novembre).

### ORPHELINS POLITIQUES

Les présidents de ces organisations devaient être reçus par des conseillers de Jacques Chirac et au Sénat. Dans chaque département, les médecins devaient interpellier le préfet et les élus locaux et, parfois, manifester devant la caisse d'assurance-maladie. Ils étaient aussi invités à sensibiliser leurs patients aux « risques du rationnement des soins », et à leur faire signer une pétition nationale. Dans un entretien publié par Le Quotidien du médecin, mardi, le secrétaire général adjoint du Conseil national de l'ordre des médecins a prévenu que « les médecins ne peuvent pas se servir de leur métier pour faire de la "retape" syndicale ou politique ».

La CSMF souhaite donner une suite à cette journée. Son président, Claude Maffioli, a annoncé, le 18 novembre, qu'il appellera l'ensemble des médecins libéraux à « cesser leur activité à la fin de l'année », sauf pour les urgences. « Ce sera peut-être le 20, le 23 ou le 30 décembre, a-t-il précisé. A ce

moment-là, on dira aux patients de revenir le 2 janvier. » Le SML, quant à lui, s'est déclaré hostile à cette proposition.

Depuis l'annonce du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale, le 15 novembre 1995, les praticiens libéraux ne savent plus à quel saint politique se vouer. L'ancien premier ministre continue de déclarer que sa réforme était nécessaire. Et M. Chirac, qui a reçu à deux reprises une délégation du Centre national des professions de santé depuis le changement de majorité, ne l'a pas contredit.

Ne disposant plus de relais politiques ni d'une logistique, notamment au RPR — seule Démocratie libérale dénonce l'« étatisme » du système de soins —, les professionnels de santé ont perdu leur capacité de mobiliser 150 000 manifestants dans les rues de Paris, comme ils l'avaient fait en 1991 et 1992. Au sein des caisses de « Sécurité », ils ne peuvent même plus compter sur la bienveillance de FO, qui a perdu une partie de son influence, ni sur celle du patronat, qui prône désormais une politique active de maîtrise des dépenses. Cette situation nouvelle n'a pas échappé à Martine Aubry, qui ne désespère pas de ramener les spécialistes à la table des négociations.

J.-M. B.

# LA VÉRITÉ SUR UN HÉROS

Pierre Péan

Vies et morts de Jean Moulin

726 pages  
160 F

De Gaulle, les communistes, les femmes, Caluire...  
Un livre événement !

L'Express

FAYARD



# La droite confirme ses divisions sur la révision constitutionnelle préalable à Amsterdam

Les anti-européens de droite comme de gauche semblent marginalisés à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale devait achever, mercredi 25 novembre, l'examen du projet de révision de la Constitution préalable à la ratification du traité

d'Amsterdam. Mardi, le débat a fait ressortir l'embarras ou l'isolement des opposants à la construction européenne ainsi que les divisions

entre le RPR et l'UDF. L'exception d'irrecevabilité et la question préalable ont été rejetées par les députés.

MATIGNON dormait sur ses deux oreilles. A l'ouverture du débat sur le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, mardi 24 novembre à l'Assemblée nationale, l'entourage du premier ministre se voulait confiant : sur les sujets relatifs à la construction européenne, les difficultés sont à droite, assurait-on. Quant aux divergences de la majorité « plurielle », expliquait-on, elles avaient de toute façon été affichées publiquement avant juin 1997.

De fait, le gouvernement a pu observer, avec intérêt, la fragilité des digues construites au sein de l'opposition. C'est le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, qui a ouvert le feu en défendant, pendant une heure, l'exception d'irrecevabilité. Le député de Vendée a affirmé que si les députés votent le projet de révision de la Constitution, ils autoriseront un abandon de souveraineté. Et il n'a pas hésité à déclarer que la France se retrouverait dans la situation du régime de Vichy en 1940. Il a martelé : « Nous ne sommes pas devant des transferts de compétences, mais devant des aliénations de souveraineté. Or, la Constitution nous interdit absolument d'y consentir ».

Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, avait pourtant longuement plaidé, auparavant, que « transfert » ne signifie pas « abandon » de compétence. « Le peuple français délègue des compétences qu'il va exercer en commun et en accord avec ses partenaires... C'est pour les exercer mieux qu'il les délègue. » Répondant à M. de Villiers, la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, s'est employée à corriger les « outrages » d'un « langage de fin du monde destiné à faire peur ». Elle a reçu le soutien de Pierre Leclercq (RPR, Paris), qui a rappelé que « ce dont il s'agit, c'est d'exercer en commun des compétences, dans le cadre d'une souveraineté que nous n'abandonnons pas ». Même Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne) a récusé un discours trop ouvert-



ment « nationaliste », tout en demandant « que l'on ne s'oublie pas trop ». L'exception d'irrecevabilité n'a recueilli qu'une dizaine de voix. Le baroud d'honneur du président du groupe communiste, Alain Bocquet, réclamant un référendum (lire ci-dessous), a, de nouveau, donné l'occasion à la droite de faire la preuve de ses états d'âme. Alors qu'au sein du RPR, certains, comme Charles Pasqua, demandent également un référendum sur le traité d'Amsterdam, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a refusé de voter la question

préalable des communistes. Didier Quentin (Charente-Maritime) a expliqué que le traité devrait faire franchir de « nouvelles étapes » à la construction européenne, en ce qu'il permettra de mieux lutter contre l'immigration illégale et la grande criminalité et qu'il améliorera la politique sociale et l'emploi. La question préalable a, à tout, été rejetée.

Charles Pasqua redoute que le RPR ne « dérive »

Absent, samedi 21 novembre, de la réunion du comité politique du RPR – dont il est, en titre, le numéro deux –, Charles Pasqua prend, chaque jour, un peu plus ses distances avec son mouvement. Après avoir fustigé, lundi, les « jeux florentins des partis » qui laissent « le référendum dans l'album des souvenirs gaullistes », le sénateur des Hauts-de-Seine est revenu à la charge, mardi 24 novembre, en assurant que les amendements du RPR au projet de révision constitutionnelle « auraient pour conséquence de rompre l'équilibre des institutions de la V<sup>e</sup> République en accordant au Parlement un pouvoir concurrent de celui du président de la République et du gouvernement pour la négociation et l'adoption des traités internationaux ». « Je n'imagine pas, ajoute M. Pasqua, que le RPR puisse finalement s'engager dans la voie d'une pareille dérive institutionnelle à moins de vouloir jeter le bébé avec l'eau du bain : la V<sup>e</sup> République avec la souveraineté nationale. »

## Les communistes réduits à l'impuissance

AVEC QUEL EMBARRAS, mardi 25 novembre, les communistes se sont engagés dans l'examen de la loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam ! La question préalable du président du groupe communiste, Alain Bocquet, n'a duré qu'un quart d'heure – à la grande joie du gouvernement. Onze députés seulement étaient présents en séance : ni Robert Hue, ni André Lajoinie, ni Jacques Brunhes, questeur communiste, n'ont assisté au débat. Enfin, pour éviter de se placer en situation encore plus délicate, les députés communistes ne devraient pas présenter d'amendements.

Le malaise du PCF s'était manifesté, mardi matin, à la réunion du

groupe parlementaire. Opposé à la ratification d'Amsterdam, le PCF entend néanmoins mener, après le mois de mars 1999, une campagne résolument « euroconstructive », comme l'a rappelé Alain Bocquet dans sa question préalable. Mais, en même temps, les députés sont divisés : les fondateurs ne sont pas hostiles à un transfert de souveraineté et souhaitent s'abstenir sur la réforme constitutionnelle. A la réunion, l'idée est évoquée de ne pas prendre part au vote de l'élargissement de l'article 88-4, qui renforce le contrôle du Parlement sur la politique européenne. D'autres élus communistes estiment cependant que la seule manière d'exprimer leur « insubordination » serait de vo-

ter contre les réformes des articles 88-2 et 88-4. Comme pour mieux démontrer leurs hésitations et leurs divergences, les députés communistes ont, pour l'heure, arrêté aucune position avant le vote de la révision constitutionnelle prévu mardi 1<sup>er</sup> décembre. Pour tenter d'échapper à ce débat maudit, le Parti communiste sort finalement son traditionnel joker : la consultation populaire. Pour M. Bocquet, la consultation des Français par voie de référendum est le « préalable » nécessaire à la ratification d'Amsterdam. « C'est le chant du cygne ! », commente, sarcastique, un élu chevronné.

Jean-Baptiste de Montvalon et Raphaële Rivais

## Quand la petite troupe des « anti » est envahie par le blues...

BRAYEMENT, la petite troupe des « anti » est venue montrer ses rangs clairsemés. Un maigre bataillon à gauche de l'hémicycle, quelques soldats à droite, rien au centre, et dans les tribunes du public, raide et digne comme un dernier vestige, Marie-France Garaud... La rumeur court que le sénateur Charles Pasqua a promis de venir assister, en spectateur, à ce premier round d'une bataille qu'il croit pouvoir mener jusqu'aux élections européennes. Chacun le cherche. En vain. De temps en temps, un « anti » sort dans les couloirs pour redire à une presse lassée que « la France signe la son dernier abandon de souveraineté ».

Il y a quelque chose de pathétique à voir cette petite troupe combattre encore. Elle le fait avec des mots terribles, tout entière imprégnée de l'idée d'un inéluctable déclin qu'elle serait la seule à voir. « On est battus, c'est clair, constate le RPR Jacques Myard, mais au moins, je prends date. Lorsqu'on s'aperçoit que la France n'existe plus, on verra que j'avais prévu. » Alain Bocquet est passé vers 15 heures, tenant les quelques feuillets de

la motion de procédure qu'il défendra plus tard. Il suppose déjà qu'il rassemblera sur son banc, outre les communistes, les voix les plus hétéroclites : quelques gaullistes, Philippe de Villiers et l'UDF Christine Boutin. Haussement d'épaules : « On se retrouve peut-être là-dessus, mais au-delà d'Amsterdam, chacun reste dans son camp. » Georges Sarre ne dit pas autre chose. Certes, le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement a bien reçu, la semaine précédente, M. Pasqua. « Mais croyez-vous pour autant que les clivages droite/gauche ne subsistent pas ? »

LE SOUVENIR D'UNE CONFÉRIENCE

En 1992, les anti-Maastrichtiens en étaient presque arrivés à former une confrérie. Six ans plus tard, ils prennent à peine un café entre eux. Ce sont les RPR qui paraissent les plus fragiles. Certes, le président du groupe gaulliste, Jean-Louis Debré, s'est montré « nickel », assure M. Myard, en laissant à tous ceux qui le réclamaient cinq minutes de temps de parole. Certes aussi, les « anti », plus mobilisés, ont toujours été les plus actifs

dans le comité de réflexion sur Amsterdam mis en place par le groupe parlementaire. Mais au moment du vote final, ils savent qu'ils se comptent sur les doigts des deux mains.

« Nous ne sommes plus qu'une dizaine, parce que tout le monde se sent contraint par le président de la République », explique le « pasqualien » Jean-Jacques Guillet. « Moi, je suis entré au RPR au moment de l'appel de Cochin, explique Thierry Mariani. Alors là, évidemment, je me retrouve dans un passage délicat, je soutiens toujours Chirac... mais c'est lui qui a changé. » La difficulté supplémentaire tient à la très faible mobilisation des électeurs sur le sujet. « Il y a six ans, j'étais coprésident du comité anti-Maastricht dans le Val-de-Seine, se souvient encore M. Mariani. Ah, nous en avions des militants ! Près de 50 % de « non » au référendum, c'était quelque chose ! » Aujourd'hui, très rares sont ceux qui osent lancer une réunion publique contre le traité d'Amsterdam... de peur de devoir la tenir devant une assemblée déserte.

Raphaële Bacqué

# Les sénateurs proposent de réformer autrement la taxe professionnelle

Le gouvernement a défendu en vain son projet

LE SUJET avait déjà beaucoup fâché les députés. La plupart d'entre eux, élus locaux de droite ou de gauche, se sentaient lésés par la réforme de la taxe professionnelle imaginée par Dominique Strauss-Kahn et, surtout, par le système de compensation par l'Etat des pertes financières entraînées par cette réforme pour les collectivités locales. Logiquement, cette colère s'est exprimée, mardi 24 novembre, au Sénat, où est examinée la partie recettes du projet de budget pour 1999. Les sénateurs ont voté une modification des dispositions relatives à la suppression de la part salariale dans l'assiette de la taxe professionnelle, changeant ainsi le système d'indemnisation prévu par l'Etat.

Dans le projet initial, l'Etat devait compenser les pertes de recettes des collectivités par une dotation budgétaire, qui devait, à terme, être intégrée sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux collectivités. Le Sénat a préféré adopter un système de dégrèvement, proposé par la commission des finances et par son rapporteur général, Philippe Marini (RPR) : les entreprises continueraient à déclarer les salaires versés, et les collectivités locales à voter un taux d'imposition sur ces déclarations, mais le versement de l'impôt serait pris en charge par l'Etat.

Secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter a bien tenté de s'opposer au système conçu par le

Sénat, mais la compensation budgétaire, qu'il défendait, s'est heurtée à une quasi-unanimité. « Vous créez une nationalisation rampante de la taxe professionnelle (...) et vous coupez les liens entre les collectivités locales et leurs entreprises », a déclaré Yves Fréville (Un, centr., Ile-et-Vilaine). « La réforme de la taxe professionnelle va faire prendre en charge par l'Etat plus de 60 % des recettes de taxe professionnelle », a regretté Paul Loridant (MDC, Essonne), estimant, lui aussi, que le « problème de l'autonomie des collectivités locales est posé ». Les sénateurs socialistes, moins virulents que leurs collègues, ont aussi fait part de leurs réserves.

Gardiens des intérêts des collectivités locales, le Sénat avait également modifié, dans la matinée, les dispositions concernant l'exonération de TVA pour les particuliers achetant des terrains à bâtir – un des rares amendements obtenus par les communistes de l'Assemblée nationale. Tout en affichant leur accord sur le principe, les sénateurs ont relevé que, dans certains cas, l'exonération de TVA pouvait paradoxalement conduire à augmenter le prix du terrain. Après une longue discussion, les sénateurs ont adopté un texte permettant de résoudre le problème en autorisant les collectivités locales à faire « bénéficier le contribuable du régime le plus favorable » – TVA à 20,6 % ou droit de mutation à 4,8 %.

R. Ba.

## Les futurs fonds de pension prennent forme

LE GOUVERNEMENT devrait tenir, en mars 1999, une grande conférence avec les partenaires sociaux, afin de négocier l'introduction d'un système de fonds de pension, annonce Libération dans son édition du 25 novembre. Avant la rentrée, au plus tard le 31 mars, du rapport sur les retraites commandé à Jean-Michel Charpin, commissaire au Plan, le gouvernement peut déjà s'appuyer sur une note de Jérôme Cahuzac, député PS du Lot-et-Garonne. A l'exception de FO, un consensus minimal pourrait se dégager entre les partenaires sociaux. La note préconise des fonds de pension « à la française », gérés par des professionnels, mais sous la surveillance des partenaires sociaux. Elle suggère la création de fonds sur une durée de dix ans. La loi imposerait un mécanisme permettant aux bas salaires de bénéficier d'un système de retraite par capitalisation.

### DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES** : une liste de l'Alliance RPR-UDF-DL conduite par Philippe Séguin devancera une liste PS emmenée par François Hollande aux élections européennes selon deux sondages, BVA pour Paris-Match du 26 novembre (réalisé du 19 au 21 novembre auprès de 982 personnes), et CSA pour L'Événement du jeudi (réalisé les 18 et 19 novembre auprès de 1 004 personnes). Une liste Séguin obtiendrait 33 % des intentions de vote selon BVA, 30 % d'après le CSA, contre respectivement 28 % et 24 % à la liste du PS. Viendrait ensuite le Front national (12 % et 16 %), puis, selon BVA, la liste PC de Robert Hue (8 %) et celle des Verts (7 %). Le CSA place les Verts (9 %) devant le PCF (8,5 %). La liste LO-LCR obtiendrait entre 6 et 6,5 %, celle de Philippe de Villiers entre 4 % et 6 %.

■ **FRONT NATIONAL** : le meeting contre le traité d'Amsterdam que le Front national devait tenir mercredi 25 novembre, à Paris, a été annulé faute de salle. Le parti d'extrême droite a pris cette décision, le 23 novembre, après l'annulation, par les Salons Vianey, de la réservation accordée au FN. L'Espace Austerlitz avait lui aussi annulé une première location.

■ **POLÉMIQUE** : François Hollande va écrire à Michel Rocard pour lui exprimer ses regrets après ses déclarations sur François Mitterrand. Mardi 24 novembre, au bureau national du PS, Paul Quilès a souhaité une telle intervention, en estimant que les propos de M. Rocard ont provoqué le « contentement des croisés de droite et de gauche de l'antimitterrandisme ».

■ **VERTS** : Dominique Voynet met en garde Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, en indiquant qu'« il est toujours dangereux de partir trop tôt » en campagne. Invitée, mercredi 25 novembre de LCI, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a ajouté que M. Cohn-Bendit « aura du mal à tenir la distance s'il prétend commenter jour après jour la vie politique française ».

■ **RÉFÉRENDUM** : le bureau national du Parti socialiste a « pris acte », à l'unanimité, mardi 24 novembre, de la difficulté d'organiser un référendum interne, demandé par la Gauche socialiste et d'anciens po-

### Publication judiciaire

« Par arrêt de la 1<sup>re</sup> chambre de la cour d'appel de Paris en date du 6 mars 1997, M. Jean-Marie COLOMBANI, directeur de publication, et M. Erich INCYAN, journaliste, ont été condamnés respectivement en qualité d'auteur et de complice pour offense au roi du Maroc, Hassan II, s'agissant d'articles publiés en première et deuxième pages du journal Le Monde du 3 novembre 1995, concernant l'exportation de hashisch. »

### Comment préparer

Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion

224 PAGES - 120 F.

Sciences Po

384 PAGES - 130 F.

Groupe Sigma Communication

18 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris

(\*) = 20 F. de port par correspondance

**EXCLUSION** La précocité et la dureté du froid, qui a provoqué le mort de plusieurs personnes sans domicile fixe ces derniers jours, a relancé le débat sur la prise en

# A Paris, la longueur des valeurs négatives, Karim en

A QUELQUES semaines de la fin de l'année, une météo d'hiver a provoqué la mort de plusieurs personnes sans domicile fixe ces derniers jours, a relancé le débat sur la prise en

charge des personnes sans domicile fixe. Karim en

La PITE

ANALYSE

Breve période

générale pour efficher sa bonne volonté

jusqu'à son

Les décrets

d'une diffé

de la perte d



500 000

# SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 26 NOVEMBRE 1998

**EXCLUSION** La précocité et la dureté du froid, qui a provoqué la mort de plusieurs personnes sans domicile fixe ces derniers jours, a relancé le débat sur la prise en

charge des sans-abri. ● À PARIS, KARIM, quarante ans, erre toute la nuit, par zéro degré, entre la halte Paris-Lyon, les épiceries et l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. « Je veux la

paix », dit-il au psychiatre. ● EN FRANCE, ON ÉVALUE le nombre de sans-abri, de sans domicile fixe et de personnes disposant de logements de fortune à environ

500 000. Le nombre de places en hébergements d'urgence est de 15 000. ● PLUS QUE LES PLACES D'URGENCE, la France manque de solutions durables qui permettent

aux exclus d'échapper au va-et-vient incessant entre la rue et les dispositifs à durée limitée. La récente loi sur l'exclusion ne pourra répondre seule à ce problème.

## A Paris, la longue errance nocturne de Karim, sans-abri, par zéro degré

La précocité et la dureté du froid a relancé le débat sur la prise en charge des exclus. La nuit, tandis que le thermomètre affiche des valeurs négatives, Karim erre de la halte Paris-Lyon aux urgences de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. « Je veux la paix, dit-il, je veux un lit »

A QUELQUES centaines de mètres de la gare de Lyon, une vingtaine d'hommes attendent, sous une voûte ferroviaire, l'ouverture de la halte Paris-Lyon. Jeunes errants, toxicomanes, clochards, travailleurs désargentés, ils font la queue pour un repas chaud, au bout d'une rue où personne ne s'aventure. Dans la file, un grand Kabyle de quarante ans, les traits du visage taillés au couteau, se réchauffe au goulot d'une bouteille de vin en plastique. « Je suis un diamant, murmure-t-il. Un solitaire. » En ce début de soirée, Karim, comme la plupart de ses voisins, ne sait pas encore où il va dormir. La halte, c'est la première étape de son errance nocturne dans la capitale, par zéro degré au-dessus de l'aspic.

Une dizaine de tables de café sont installées à l'intérieur du petit local sans fenêtre. Karim reçoit un ticket plastifié qu'il échange contre un plateau-repas. Hachis-parmentier tiède, banane, pain. « Pour le rab, il faut attendre 22 heures », prévient le cuisinier. Un jeune fait le tour de la salle pour demander leur tranche de pain à tous ceux qui ne l'ont pas mangée. Karim ne se presse pas. Ici, il fait bon, mais quand le repas est terminé, il faut céder sa place.

Seuls les plus vieux bénéficient

d'un répit avant de retrouver la rue. Dehors, la question revient sur toutes les lèvres : « Et maintenant, tu vas où ? » Karim retourne dans les couloirs de la gare de Lyon, son énorme sac de l'assistance publique à la main. « Là-bas, tout le monde me connaît. »

### VISITEURS NOCTURNES

Une armée de visiteurs nocturnes envahit peu à peu les salles d'attente et les galeries souterraines. A peine sorti de la halte, un jeune reprend la manche devant le comptoir des ventes. Un autre

s'endort dans une cabine de Photomaton, une bouteille de vin à la main. Karim entre dans un Relais H et tente maladroitement de voler quelques livres. Un vigile l'aborde, récupère la marchandise et lui demande de sortir. Karim se méfie de tout le monde, et surtout « des flics en civil et des indics ». Il évite les petits groupes de sans-abri, entre dans les cafés, cherche des amis, mais ne les trouve pas. Il sort une bouteille d'after-shave de son manteau et la propose « à moitié prix » à quelques passants. « L'urgent

n'est pas un problème », assure-t-il. De sa bouche, il sort un billet de 50 francs plié en quatre. Karim retourne au Relais H, s'empare d'une poignée de cartes postales à l'entrée de la librairie. Cette fois, personne ne l'a vu. Il sort de la gare, inspecte le parking à la recherche d'un ami. La rue est déserte. Le regard embué par l'alcool, il évoque les vieux cafés rasés autour de la gare, les règlements de comptes à coups de couteau, l'héroïne, la cocaïne et les amphétamines. « J'ai arrêté les drogues dures grâce à l'alcool et au

haschich. » Karim parle de son frère, policier à Lyon, de son père condamné à mort par la France pour avoir fait sauter un pont à Tizi-Ouzou et de sa fille de seize ans. Karim est sorti de prison le 6 novembre, avec une mise à l'épreuve de cinq ans. Cette nuit, pour trouver un lit, il va essayer de se faire hospitaliser. Le médecin a dit qu'il souffrait du cœur. Ses deux côtes cassées lui font mal. « C'est la baston, explique-t-il en dévoilant le bandage qui entoure son abdomen. Ils chassent, ils me sont tombés dessus. » Il traverse la Seine en bus, descend devant l'hôpital de la Salpêtrière, bifurque vers une épicerie arabe encore ouverte sur le boulevard Saint-Marcel « pour chercher à boire ». Le commerçant ne le laisse pas entrer. « Tu me déçois, Karim. Si tu as faim, tu me demandes, je te nourris. Mais ne viens pas comme ça devant les clients. » Karim s'assoit sur le trottoir, fouille dans ses affaires, en sort une paire de chaussures qu'il offre à l'épicier et une grappe de raisin qu'il va remettre sur l'étagère. L'épicier le laisse entrer en lui offrant deux bananes et une orange. Karim en profite pour voler une bouteille de bière. En sortant, il dépose une carte postale sur le comptoir. « Pour ton fils. »

n'en est plus à sa première tentative de suicide. Jacky vient du Pas-de-Calais. La première fois qu'il a été en prison, c'était « pour avoir tapé sur un flic ». Les trois autres éclatent de rire. Jacky ressort « chercher à boire ». Il titube au milieu de la chaussée, ébloui par les phares. « Tu viens chercher du chauffage ? », lui demande l'épicier.

### « JE VEUX UN LIT »

Dans le hall des urgences, Danny se fait expulser par trois vigiles pour avoir « craché partout et insulté les visiteurs ». Un psychiatre vient chercher Karim et le conduit très froidement en salle de consultation. Le Kabyle dévoile son abdomen, explique au médecin qu'il ne peut plus manger et dormir. « Je veux la paix », dit-il. « Nous ne sommes pas en guerre », répond le médecin. « Je veux un lit », soupire Karim. Le psychiatre sort pour appeler le Samu social.

Les bouteilles et les mégots s'accumulent dans le hall, où Jacky s'est endormi sur une chaise. Un vieillard au crâne ensanglanté rejoint le petit groupe. Il ne se souvient plus ce qui lui est arrivé. « Je suis un actionnaire à la Bourse », murmure-t-il. Jacky réapparaît, une bière à la main. Il a escaladé un mur à l'arrière de l'hôpital. Les vigiles n'insistent pas. L'un d'eux s'excuse même de l'avoir un peu brutalisé. « Vous pouvez rester là si vous ne faites pas de bruit et que vous ne dérangez pas les gens, viennent-ils. Et arrêtez de boire et de fumer dans le hall ! »

Vers 1h30 du matin, une camionnette arrive. Tous redoutent d'être emmenés au Centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre, où sont hébergés de force les sans-abri « ramassés » dans la rue. « Si c'est les bleus, je préfère crever dans la rue plutôt que d'aller là-bas », prévient Karim. Soulagement, c'est le Samu social. Le petit groupe de sans-logis est conduit dans un centre d'accueil au cœur de Paris. « À dix heures du soir, tout est complet, déplore un vieil habitué des structures d'accueil. Ce qui est malheureux, c'est de voir qu'il y a de plus en plus de jeunes dans la rue. Et comme il n'y a rien en banlieue, ils viennent tous à Paris. »

### Sans-abri et mal logés

● Sans-abri : faute de statistiques fiables, le nombre de sans-abri, de sans-domicile-fixe et de personnes vivant dans des logements de fortune ne peut que faire l'objet d'estimations, variant du simple au triple (Le Monde du 29 octobre). Le Bureau d'information et de prévision économique (BIPE) évaluait ce chiffre, en 1990, à 202 000 : 98 000 SDF, 45 000 en logement de fortune, 59 000 en centres d'hébergement. A la même époque, la Fédération européenne des associations travaillant avec les sans-abri avançait un total de

627 000 personnes. Comme l'abbé Pierre, beaucoup d'associations situent leur estimation entre 400 000 et 500 000 personnes. ● Mal logés : toujours selon le BIPE, 1 429 000 personnes occupaient des logements hors normes en 1990, 470 000 habitaient des meubles ou des chambres d'hôtel, 147 000 vivaient en caravane. Soit, en ajoutant les sans-abri, un total de plus de deux millions de personnes exclues du logement ou mal logées. ● Hébergement : le nombre de places en hébergement d'urgence est de plus de 15 000 dans toute la France, dont une partie n'est

disponible que l'hiver. S'y ajoutent 30 000 places environ dans les centres de réadaptation sociale et 20 000 places dans le cadre du plan Périssol. ● Décès : avec une dizaine de morts en quatre jours, ce mois de novembre est plus meurtrier que la totalité de l'hiver 1997-1998, marqué par des températures assez douces. Durant l'hiver précédent, 1996-1997, très rigoureux, le froid avait en revanche tué quarante personnes. Ce bilan n'a toutefois rien à voir avec celui d'autres hivers particulièrement rudes : environ 150 personnes étaient mortes en 1985, près d'une centaine en 1987.

## Les limites de l'action d'urgence et de l'émotion saisonnière

LA PITIE à son calendrier, le sentiment de l'urgence sa température. En dessous de zéro, à l'approche de l'hiver, les passants baissent plus volontiers le regard

**ANALYSE**  
Brève période d'auto-culpabilisation générale pour afficher sa bonne volonté

Jusqu'au sol, jusqu'au sans-abri qui dort dans la rue toute l'année mais ne semble y risquer la mort que durant quelques jours. On meurt pourtant en toutes saisons sur les trottoirs ou sous les abris de fortune. L'été, on souffre de la faim parce que nombre de secours alimentaires ont fermé leurs portes. A longueur d'année, on succombe aux violences - qui font sans doute à elles seules davantage de victimes parmi les sans-abri que les rigueurs de l'hiver - aux excès d'alcool, à la toxicomanie. On meurt aussi fréquemment de maladies, pour avoir renoncé à se soigner, et même souvent à porter la moindre attention à son propre corps.

L'indifférence traverse chaque année une période noire : quelques journées durant lesquelles elle est traquée sans relâche dans les reportages et les éditoriaux, dénoncée sans cesse comme vraie responsable des morts de froid. Les responsables politiques n'hésitent jamais alors à lui porter les coups les plus durs en profitant de la brève période d'auto-culpabilisation générale pour mettre en scène leur bonne volonté. Cette année, ce fut par exemple Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, récemment chargé de l'action sociale, qui n'a pas craint la surenchère démagogique en demandant - à coût budgétaire nul - aux personnels hospitaliers d'organiser des rondes autour de leur locaux, après la mort d'un sans-abri derrière l'hôpital Cochin à Paris.

Durant les beaux jours, l'indifférence ne risque pas les mêmes mises en accusation : elle permet de croiser sans s'émouvoir des êtres dont les résistances s'amenuisent, dont les corps s'usent, à cause des carences alimentaires, du manque de sommeil, de la peur. Les grands froids ne font pourtant que sanctionner, chez les plus fragiles, cette déchéance physique,

cet éloignement de la société. L'hiver est alors la saison du trop tard chez ceux pour lesquels il aurait fallu agir bien avant, pendant ces mois où la pauvreté ne mobilise guère.

Les associations, les bénévoles qui luttent quotidiennement contre les effets de la misère s'agacent souvent de cette prise de conscience à date fixe, de cette compassion aussi généralisée qu'éphémère. « On est un scandale que des hommes et des femmes vivent et meurent à la rue en 1998, rappelle-t-il, le 24 novembre, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars) dans un communiqué. Ce n'est pas parce qu'il fait froid que la Fnars le dénonce. Ce scandale n'est ni nouveau ni ponctuel. Il est dramatiquement quotidien. »

Le décès par hypothermie n'est toutefois pas une fatalité dans tous les pays développés. Ainsi l'Allemagne, située entre la France et la Pologne, où trente-huit décès ont été dénombrés depuis une semaine, n'a aucune raison d'être épargnée par la chute des températures. Le pays ne déplore pourtant aucune perte humaine. Les centres sociaux des grandes cités de l'Ouest, mais aussi de l'ancienne RDA, peinent même à se remémorer les derniers décès dus au froid lors des années précédentes. Comment expliquer ce fait, alors que l'Allemagne comptait en 1997 environ 850 000 sans-logis, notion certes moins restrictive qu'en France puisqu'elle rassemble tous ceux qui ne disposent pas d'un logement au moins assuré par un contrat de location ?

Sans doute en partie à cause d'une différence culturelle, « une vie collective et sociale bien plus développée que dans nos quartiers », avance Serge Milano, conseiller pour les affaires sociales près l'ambassade de France à Bonn. Ce « contrôle social » permet de repérer plus rapidement les situations de détresse. Mais il n'expliquerait rien, s'il n'était accompagné d'une aide sociale très efficace, à trois niveaux. « D'abord, résume M. Milano, des mesures de prévention des expulsions permettent notamment la prise en charge du loyer et du chauffage des personnes menacées de perdre leur logement tout qu'elles n'ont pas trouvé de solution adaptée à leur baisse de revenus. Ensuite, si la perte de logement n'a pu être

évitée, les villes disposent d'un parc immobilier conséquent pour reloger les personnes à la rue. Enfin, en période hivernale, « chaque paroisse met au moins une salle à la disposition des sans-logis. Des centres d'accueil de jour et des moyens de transport sont gérés par les associations caritatives, très puissantes ». Ce troisième échelon, celui de l'accueil d'urgence, ne fait pas défaut en France. Son amélioration permet aujourd'hui de faire face, à peu près correctement, à l'afflux de demandes hivernales, sans saturation du système.

### SOLUTIONS PLUS DURABLES

La polémique qui a pris forme autour du SAMU social de Paris (Le Monde du 25 novembre), symbole de cette priorité donnée à l'urgence par son fondateur, Xavier Emmanuelli, témoigne de l'évolution des exigences des associations chargées d'accueillir les sans-abri. Comme si la plupart des acteurs du secteur avaient intégré les progrès quantitatifs de l'urgence et cherchaient désormais les moyens de ne pas s'y laisser enfermer. Ainsi, la remise en cause du système d'accueil à durée limitée montre que les associations sont désormais soucieuses d'ébaucher, le plus tôt possible, des esquisses d'itinéraires qui puissent patiemment rapprocher les plus « abîmés » de la société, des solutions durables qui puissent permettre d'échapper au va-et-vient incessant entre la rue et les dispositifs d'urgence. Pour ce faire, les petites structures avec accompagnement social, aux conditions de séjour beaucoup plus souples, gardent la faveur des acteurs de l'insertion. « C'est en ce qui concerne la sortie de l'urgence, et la mise au point de solutions plus durables que le plus long chemin reste à parcourir », constate l'enquêteur du Crédoc.

Les portes de sortie des dispositifs s'ouvrent ainsi de plus en plus souvent sur du vide. Quant aux entrées, elles n'ont pas encore été verrouillées par des dispositifs de prévention aussi efficaces que ceux qui préservent l'Allemagne des mauvaises surprises hivernales.

La loi de lutte contre les exclusions, actuellement en cours de mise en place sur le terrain, saura-t-elle combler cette lacune ? De l'avis général, elle peut, notamment dans le domaine du logement, éviter à certaines situations de prendre une tournure irréversible. Mais elle ne saurait consti-

tuer un traitement durable des dysfonctionnements qui conduisent à l'exclusion.

Lundi 23 novembre, l'abbé Pierre affirmait qu'« il faut aller à la racine du problème, tout bêtement. L'insuffisance de logements dans la nation française » et que « tant qu'il y aura un manque de logement, on tournera en rond ». Le lendemain, sur France Info, Lionel Jospin déclarait : « Si on a la précarité systématiquement dans les entreprises, il ne faut pas s'étonner qu'un jour la précarité se vive dans la rue ». S'il pouvait cette fois avoir convaincu de l'urgence de mesures de fond qui s'attaquent à la rélegation de fait d'une large part de la société, le subit intérêt national pour les sans-abri n'aurait pas été aussi vain qu'à l'habitude.

Jérôme Fenoglio

Alexandre Garcia

club Med

CROISIÈRES

re-mise

de 50% en fêtant votre anniversaire sur le Club Med 2.

0 801 802 803

Etre-ne



## Après débats, au sein de la Cour de justice de la République, sur le port de la robe de magistrat

Pour le procès du sang contaminé, juges professionnels et parlementaires porteront une robe noire

Au terme d'un long débat, les membres de la Cour de justice de la République - trois magistrats professionnels, six sénateurs et six députés - ont décidé de porter, pendant le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, en février 1999, la robe noire des magis-

trats correctionnels. Cette question vestimentaire d'apparence anodine relance le débat sur la place symbolique de la CIR, créée en 1993.

FAUT-IL siéger en costume d'audience ou en costume civil ? En robe rouge ou noire ? D'apparence anodine, ces questions taraudent depuis plusieurs semaines les membres de la Cour de justice de la République, appelés à juger, en février 1999, les anciens ministres Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé dans l'affaire du sang contaminé. Rien n'a été prévu, dans les textes, pour régler le protocole de cette juridiction d'exception, où siègeront côte à côte, pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, douze parlementaires et trois magistrats professionnels. La délicate question vestimentaire a été écartée de la discussion et tranchée, mardi 24 novembre, par les membres de la Cour lors d'un vote à bulletin secret.

Depuis sa création, en 1993, sur les décomptes de la Haute Cour, la Cour de justice de la République doit tout inventer. Ses contours et ses attributions ont été définis par une loi organique du 23 novembre 1993 mais le texte est resté silencieux sur nombre de détails, qui se révèlent cruciaux à quelques semaines du procès de l'affaire du sang contaminé. La tenue vestimentaire que doivent endosser les juges de la Cour est de ceux-là : alors que le code de l'organisation judiciaire prévoit, jusque dans ses moindres détails, les règles du port de la robe pour les magistrats des juridictions ordinaires, aucun texte ne réglemente ce protocole pour la Cour de justice.

### JURIDICTION MIXTE

Or, la Cour est une juridiction mixte où siègent trois magistrats issus de la Cour de cassation mais aussi six sénateurs et six députés élus par leurs pairs. Ce qui aurait pu être un simple problème d'indépendance est donc devenu une question d'ordre symbolique. Faut-il que les parlementaires endossent la robe, pour sacrifier leur fonction de juge ? Ne serait-il pas préférable qu'ils restent en costume civil, en tant que représentants de la souveraineté populaire ? Doit-on laisser les magistrats siéger en



robe, et les parlementaires en costume civil, au risque de marquer les différences entre les juges et d'accentuer le caractère politique de la juridiction ? Depuis la création de la Cour, ces questions sont débattues entre magistrats et parlementaires, sans que ni les uns ni les autres ne parviennent à s'accorder. Jusqu'au renvoi des trois anciens ministres socialistes devant la Cour de justice, et l'annonce de l'ouverture du procès, début février 1999.

Sommés de se prononcer, les membres de la Cour de justice ont précisé leurs arguments. Dans une note adressée aux parlementaires, le 23 octobre, Christian Le Guéhec, le président de la juridiction, se prononce clairement pour le port de la robe pour tous. « La parité égalité de pouvoir et d'attributions entre les juges de la Cour de justice de la République devrait conduire à ce que rien ne puisse permettre aux protagonistes du procès ou au public de les distinguer lors de l'audience, note le magistrat. (...) Seule une tenue uniforme peut se

concevoir et l'option se limite alors au choix, pour tous, entre la tenue civile ou le costume d'audience traditionnelle des juges. L'objectif de la révision constitutionnelle de 1993 ayant été de doter la Cour de justice de la République d'une procédure aussi proche que possible du droit commun (...), il semble bien que seul le port de la robe, en permettant une véritable uniformité, marquerait l'égalité entre les juges comme il symboliserait leur indépendance. »

### COSTUME CIVIL POUR TOUS

Cet exposé n'a pas convaincu une partie des parlementaires, notamment les députés et sénateurs de gauche, qui restent partisans du port du costume civil. Dans un contre-argumentaire adressé au président de la Cour, François Colcombet (PS, Allier) affirme ainsi que « la solution la plus simple est que chacun des juges porte le costume de la fonction au titre de laquelle il est désigné. (...) Si on tient à ce que tous soient habillés de la même façon, c'est le costume civil

qui doit l'emporter, poursuit le député, lui-même magistrat en disponibilité. Ce n'est d'ailleurs pas la robe qui fait le juge ni même le magistrat (dont les décisions prises « sans robe » sont valables). En toute hypothèse, rien n'autorise le port de la robe rouge de la Cour de cassation par les parlementaires. D'ailleurs, si on entre dans le détail, quelle sera la couleur de la ceinture ? La matière du jabot ? La forme du chapeau ? Combien de galons ? Les non-licenciés porteront-ils l'épingle ? », s'interroge M. Colcombet pour qui « la seule solution légale est de s'en tenir au costume civil pour tous ».

L'après des discussions était telle que le président a décidé de réunir l'ensemble des parlementaires, mardi 24 novembre, au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris, où se déroulera le procès. Pendant plus de deux heures, les trente membres de la Cour de justice - les quinze titulaires et leurs quinze suppléants - ont discuté du bien-fondé du port de la robe ou du costume civil, avant de se départager, par un vote à bulletin secret. Lorsque l'hypothèse de la robe rouge de la Cour de cassation a été écartée, trois solutions ont été soumises au vote : les membres de la Cour endossent tous la robe noire (celle des juges en correctionnelle) ; les magistrats professionnels restent en robe et les parlementaires en civil ; tout le monde revêt le costume civil.

Dans une ambiance tendue, les membres de la Cour ont voté tout à tour. Quelques minutes après, le verdict est tombé. Dix-sept membres se sont prononcés pour le port de la robe noire, neuf pour la solution intermédiaire, et quatre pour le costume civil. La majorité a parlé : pour la première fois dans l'histoire de la République, des parlementaires ont choisi d'endosser les habits de magistrats. Comme si, dans ce procès à hauts risques, le port de la robe, censé gommer les différences entre les magistrats et les parlementaires, valait gage d'impartialité.

Cécile Prieur

## Alain Vivien met l'accent sur la prévention contre les sectes

Il participait au « Grand Débat France-Culture - Le Monde »

PRÉSIDENT de la nouvelle mission interministérielle de lutte contre les sectes (Le Monde du 25 novembre), Alain Vivien sera assisté d'un conseil d'orientation « d'une vingtaine de membres (juristes, psychiatres, députés comme Alain Gest et Jean-Pierre Brard, etc.) et d'un groupe « opérationnel », composé de directeurs des principaux ministères concernés. Ceux-ci pourront alimenter les dispositifs réglementaires ou proposer les modifications législatives de nature à améliorer l'efficacité de la lutte contre les groupes sectaires.

Alain Vivien compte d'abord, annonce-t-il à l'AFP, « poursuivre, parifier et généraliser l'effort de formation » des personnels de l'Etat (magistrats, police et gendarmes). La veille de sa nomination, lundi 23 novembre, lors d'un « Grand Débat France-Culture - Le Monde » animé par Alain Rollat, il avait aussi indiqué qu'il allait porter son effort sur la révision de la loi de 1901, contraignant les associations à davantage de transparence dans leur gestion, ainsi que sur la scolarisation des enfants en dehors des circuits du public ou du privé sous contrat. Pour le nouveau patron de la lutte contre les sectes, « le plus utile est de prévenir, d'informer, d'éduquer, de mettre en garde, pour que les personnes ne tombent pas dans les griffes des sectes et, si elles y sont tombées, de les aider à s'en sortir et à se réinsérer ».

Ce débat France-Culture - Le Monde qui a réuni, les 16 et 23 novembre, les sociologues François Chamon et Nathalie Luca, Jean Vermette, délégué de l'épiscopat aux nouvelles croyances, et Jean-Marie Abgrall, psychologue, membre de la nouvelle mission de M. Vivien, a toutefois mis en lumière certains des risques de la lutte antisectionnelle, au regard des libertés de culte et d'association. La controverse sur le rapport parlementaire de 1996 fut rappelée. Alain Vivien a admis que « deux ou trois erreurs avaient été commises, qui ne remettaient pas en cause le travail accompli ». François Chamon a déploré les insuffisances de ce travail parlementaire, fruit d'investigations policières plus que scientifiques. Mais elle a reconnu que les universitaires ne pouvaient pas non plus prétendre à l'objectivité, s'ils persistaient à refuser de travailler sur les témoignages d'anciens adeptes et d'associations de défense des victimes, sous prétexte

que ceux-ci ont des comptes à régler et ne sont d'aucune utilité dans la recherche de la vérité. L'impossibilité de définir juridiquement le mot de « secte » ou les critères de dangerosité des groupes religieux peut être, en effet, source d'arbitraire. Chacun convient que le religieux n'est qu'un « masque » derrière lequel s'abritent les sectes - comme le montrent les noms mêmes d'Eglise de scientologie ou d'Enfants de Dieu - mais aussi que l'Etat, gardien des libertés et de la laïcité, ne peut à lui seul faire le partage entre la « religion » et la « secte ».

Au nom de la lutte contre les sectes, on risquerait de pénaliser des pratiques d'ascèse morale qui sont, par exemple, celles de tous les monastères. Jean-Marie Abgrall propose donc la notion de « groupe coercitif sectaire », mais cette dernière pêche par la même difficulté, pratique et juridique, de trancher et faire le tri entre les bons groupes et les groupes « coercitifs ». Jean Vermette préfère parler de « tendances sectaires », décelables à l'examen du mode de recrutement d'un groupe, de son financement, de l'autorité de son gourou et de sa relation avec l'environnement.

### « CONNAÎTRE NOTRE DROIT »

Alain Vivien ne fait pas une fixation sur cette question de définition. « Faisons-nous le langage populaire, c'est le bon », dit-il. Pour le nouveau président de la mission interministérielle, le plus urgent est de « commencer par bien connaître notre droit et par l'appliquer ». C'est à ce niveau du débat que le mot de « médiation » est revenu le plus souvent sur l'antenne de France-Culture. La « médiation » d'experts indépendants est souhaitée par François Chamon pour suppléer les pouvoirs publics empêchés d'intervenir contre des groupes à prétention religieuse, en dehors des atteintes évidentes à l'ordre public, au droit social, fiscal ou à la protection des mineurs. Médiation aussi, souhaite Nathalie Luca, pour agir à la « périphérie » des sectes, là où commence l'engrenage. Médiation enfin, dit Jean Vermette, homme d'Eglise, pour qui toute répression serait vaine si la société reste incapable d'offrir, « en amont », aux personnalités fragiles qui se laissent happer par des sectes, « en aval », à celles qui ont réussi à s'échapper, à la fois des moyens et des raisons de vivre.

Henri Tincq

## Vol à main armée au magasin parisien Le Printemps

UNE DIZAINE DE PERSONNES ONT ÉTÉ LÉGÈREMENT blessées, mardi 24 novembre, lors d'un vol à main armée au grand magasin Le Printemps du boulevard Haussmann, à Paris. Un passant a été grièvement blessé par balle et transporté à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. La plupart des victimes, des clients du magasin ou des passants, ont été blessées en se jetant à terre dans la confusion. Un agent de sécurité a reçu un coup de crosse d'une des armes des malfaiteurs. Les faits se sont déroulés en début d'après-midi lorsque deux hommes encagoulés et armés ont pénétré dans le grand magasin pour se diriger vers un bureau de change. Sautant par-dessus le comptoir, ils sont parvenus à dérober une somme estimée à 240 000 francs, avant de réussir à prendre la fuite. C'est en arrivant dans la rue que l'un d'eux a blessé à la tête un passant qui tentait de s'interposer.

### DÉPÊCHES

■ ÉDUCATION : Jacky Simon, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN), a été nommé médiateur de l'éducation nationale, a annoncé le ministère, mardi 24 novembre. L'ancien responsable du plan de lutte contre la violence à l'école coordonnera l'activité d'une équipe de médiateurs académiques, au nombre de treize pour l'instant. Tout usager ou agent de l'éducation nationale pourra les saisir « lorsqu'un différend avec l'administration n'a pas trouvé de solution au niveau du service compétent ».

■ UNIVERSITÉS : plusieurs centaines d'étudiants en éducation physique (Staps) ont manifesté, mardi 24 novembre à Lille, pour demander la création de postes de professeurs de gymnastique. A Montpellier, 800 étudiants de la faculté des lettres, en grève depuis une semaine, se sont rassemblés devant le rectorat pour « protester contre le projet de l'université du troisième millénaire ». A Toulouse, environ 400 étudiants ont manifesté pour dénoncer le rapport Attali sur l'enseignement supérieur.

■ URBANISME : deux maisons, bâties sans permis dans des zones naturelles inconstructibles, ont été démolies d'office, mardi 24 novembre, dans le Var, sur décision du préfet Hubert Fournier. Celui-ci s'est déclaré déterminé à faire respecter « l'état de droit » dans un département qui détient le record de France du nombre d'infractions au code de l'urbanisme.

Acacio Pereira

## Lors du procès d'un réseau international de prostitution, le parquet dénonce l'« arbitraire » du juge d'instruction N'Guyen

LE PREMIER substitut du procureur de Paris, Pascal Le Fur, a requis, mardi 24 novembre, six ans d'emprisonnement à l'encontre de Jean-Pierre Bourgeois, qui comparait devant le tribunal correctionnel pour « proxénétisme aggravé ».

Photographie de charme, le prévenu avait, selon l'accusation, amené à la prostitution des jeunes filles auxquelles il proposait un casting pour une grande marque de cosmétiques et promettait une carrière de mannequin.

Ce réseau international de prostitution de luxe, dont Jean-Pierre Bourgeois aurait été l'un des « rabatteurs », travaillait notamment pour des émir du Golfe et des personnalités du show-business. Parce qu'il ne recrutait « que des prostituées professionnelles », Nazhabdullatif Al Ladi se voit réclamer une peine « légèrement inférieure », ainsi qu'une

interdiction du territoire français. Des peines de prison, « dont la plus grande partie assorties du sursis » et des interdictions de territoire ont été requises à l'encontre de deux intermédiaires suédois.

Mais Pascal Le Fur a consacré l'essentiel de ses deux heures et demie de réquisitoire à répondre aux critiques qui, tout au long de l'instruction, avaient été émises à l'encontre de la première section du parquet de Paris, spécialisée en matière de proxénétisme, accusée de mettre des bâtons dans les roues du juge Frédéric N'Guyen, chargé de l'affaire. « Je vais plaider ma cause, commence-t-il, car je suis dans la position du jambon dans le sandwich et c'est une position inconfortable. » Pour autant, prévient-il, son intention n'est pas de « régler [ses] comptes » avec un juge d'instruction qui « a beaucoup travaillé, sans doute même pendant les week-ends et la nuit, pour réunir 7 000 cotes ».

En soulignant les incohérences du dossier, en dénonçant la médiatisation excessive de l'audition de certains témoins, c'est pour-

tant le travail du juge qu'il bat minutieusement en brèche. Ce « collègue sympathique », a, selon le parquet, « pris de temps en temps des libertés avec le droit et avec la procédure pénale ». Pascal Le Fur n'a notamment pas digéré que le juge d'instruction ait « réglé le dossier sans attendre les réquisitions du parquet ». « Aujourd'hui dans cette affaire, il y a quatre personnes poursuivies et on aurait pu arrêter ce dossier à la cote D700, insiste le premier substitut. Bien sûr on n'aurait pas eu l'audition de De Niro... Une audition qui avait fait beaucoup de bruit. Rappelant qu'en France, depuis une loi de 1946, les clients de prostituées ne sont pas punissables, Pascal Le Fur insiste : « Il ne faut pas confondre ordre moral et droit pénal, sinon on tombe dans l'arbitraire. »

« QUELQU'UN D'EN PEU COMME ». A en croire le premier substitut, le terme colle assez bien aux méthodes du juge N'Guyen. « C'est quelqu'un d'un peu connu dans la maison, il ne laisse pas indifférent.

mais je ne lui en veux pas. Il m'arrive encore de requérir dans son cabinet et je le salue. » Ultime coup de grâce, Pascal Le Fur évoque une vieille anecdote, à l'époque où il était substitut à Créteil. « C'était en 1987, j'étais de permanence, raconte-t-il. Deux cambrioleurs sont interpellés dans une villa du Val-de-Marne. On apprendra qu'il s'agit en fait de deux gendarmes en civil envoyés par un juge d'instruction de Corse (NDLR : Frédéric N'Guyen). Dix ans après, j'ai un dossier de ce collègue qui entre-temps a été déplacé et je ne suis pas prêt à signer des chèques en blanc. »

Très en verve, Pascal Le Fur poursuit son entreprise de démonstration, évoquant d'autres incidents de procédure : la mise en cause d'un ministre plénipotentiaire d'une monarchie du Golfe pour des faits qui ne relèvent pas de la saisine du juge d'instruction ou celle, dans des circonstances curieuses, du capitaine Barril, chargé à l'époque de la sécurité de l'émir du Qatar, alors qu'il n'y a pas un début de preuve qu'il soit proxénète.

Déjà malmenés par Thierry Deromont de Borméon de Lavielle, le président du tribunal, qui n'a pas hésité à interrompre à plusieurs reprises les plaidoiries de certains d'entre eux, les conseils des parties civiles font grise mine : ils étaient les principaux soutiens du juge N'Guyen. De l'autre côté de la barre, les avocats de la défense boivent du petit lait, même s'ils savent que les accusations de Pascal Le Fur n'atténuent en rien la responsabilité de leurs clients.

## BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille  
Les cours actualisés tous marchés  
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)  
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

2,23 Franc

DETAILLANT GROSSISTE  
VEND AUX PARTICULIERS  
FRANCHISE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER  
MATÉLAS & SOMMIERS  
Toutes dimensions - Fixés ou rabattables  
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SHONKS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Cuir - Tissus - Alcantara  
Steiner - Coulon - Duwrier - Sufen - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
MOBECO  
241, rue de Valenciennes - PARIS 19<sup>e</sup> - Téléphone  
01.42.08.71.00 - Fax 01.42.08.71.01

### DISPARITIONS

## Louis Dumont

L'auteur de recherches sur le holocauste

L'ANTHROPOLOGUE Louis Dumont est mort mardi 24 novembre, à l'âge de 89 ans. L'auteur de l'ouvrage « Homo aïé », paru en 1968, et de « L'ethnologie des sociétés humaines », paru en 1971, a été l'un des plus importants chercheurs de l'ethnologie française. Il a été professeur à l'université de Paris et a dirigé le Centre de recherches anthropologiques de l'Institut de l'Homme. Ses travaux ont porté sur la culture indienne d'Amérique du Sud, la culture africaine et la culture asiatique. Il a été l'un des fondateurs de l'ethnologie française et a contribué à la reconnaissance de cette discipline en France. Ses recherches ont été marquées par une approche anthropologique et une ouverture à la culture indienne. Il a été l'un des premiers à introduire en France l'ethnologie et a contribué à la reconnaissance de cette discipline en France. Ses travaux ont été marqués par une approche anthropologique et une ouverture à la culture indienne. Il a été l'un des fondateurs de l'ethnologie française et a contribué à la reconnaissance de cette discipline en France.

## Marc Demotte

Un homme de presse passionné

MARC DEMOTTE, 68 ans, est mort mardi 24 novembre, à l'âge de 68 ans. Il a été l'un des plus importants journalistes de la presse française. Il a été directeur de l'hebdomadaire « L'Express » et a été l'un des fondateurs de ce magazine. Ses travaux ont porté sur la culture indienne d'Amérique du Sud, la culture africaine et la culture asiatique. Il a été l'un des fondateurs de l'ethnologie française et a contribué à la reconnaissance de cette discipline en France. Ses recherches ont été marquées par une approche anthropologique et une ouverture à la culture indienne. Il a été l'un des premiers à introduire en France l'ethnologie et a contribué à la reconnaissance de cette discipline en France.

S'en  
TAHITI  
4900  
VOL AÏER RE  
DEPART DE P

Le Monde  
EN POCHES  
LA CORÉE  
39F  
Chez votre libraire  
MARABOUT







مكة المكرمة



## ENQUÊTE

**L**a chambre, présidée par Marie-Elisabeth Pinoy, en a décidé autrement : le 18 novembre, elle ordonne sa remise en liberté au motif que l'infraction reprochée est par nature politique et d'entre donc, pas dans le champ d'application de la convention européenne d'extradition. Shayler est libre d'aller et venir en France. Libre de parler, aussi. On ne peut imaginer pire camouflet pour Londres.

Ce soir-là, en quittant la Santé, le supporter de Middlesbrough a crié « justice ! » et brandi le poing. « C'est un grand jour pour la justice, mais un jour triste et embarrassant pour le MI5 et le gouvernement britannique », a-t-il ajouté. Depuis, nul ne connaît vraiment ses intentions. Sollicité par *Le Monde*, il ne s'est pas manifesté.

« Je suis prêt à rentrer au pays sans au moins des garanties », a-t-il indiqué en substance au *Mail on Sunday*. « S'il rentre, précise l'un de ses avocats français, M. William Bourdon, il risque deux ans de réclusion dans une prison de haute sécurité. » En attendant, le feuilleton continue et les médias manient l'ironie, à l'image du *Sunday Telegraph*, qui s'interrogeait le 22 novembre : « Pourquoi le MI5 n'a-t-il jamais pris David Shayler au sérieux ? »

Philippe Broussard



## L'économie mondiale au-dessous du volcan

Suite de la première page

Comme lors des chocs pétroliers, la majorité des dirigeants et de l'opinion persiste à analyser comme une secousse conjoncturelle une crise structurelle qui se noue autour de la transition vers une économie ouverte, associée à une régulation libérale des flux de biens et de services, de capitaux et d'informations. La mondialisation, lancée le 15 août 1971 par la décision du président Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or, combine la suppression des frontières économiques (droits de douane moyens de 3 % contre 25 % dans les années 60), la déréglementation, le recours intensif aux nouvelles technologies, qui permettent d'augmenter massivement la productivité dans le secteur des services, le renouveau d'un capitalisme entrepreneurial et patrimonial, orienté vers les actionnaires et non les salariés, privilégiant la gestion des actifs et non les revenus, mû par l'accumulation et non la redistribution, piloté par les marchés et non par les États.

Cette norme libérale recèle un fort potentiel de création de richesses et d'emplois. Elle crée aussi de nouveaux risques, au premier rang desquels les chocs déflationnistes du type de celui de 1929. Au sein des économies fermées et administrées, obéissant à une logique keynésienne, le principal péril résidait dans l'inflation et dans l'ennemi de l'ordre, au sein d'une économie mondialisée et libéralisée, la première menace est à chercher dans la déflation et dans une pénurie de la demande. La crise actuelle démontre que ce risque n'a rien de virtuel et que les hommes de cette fin de siècle n'ont pas su se doter, tant au plan national qu'international, des institutions qui permettraient d'y répondre.

Nombre d'éléments témoignent du retour en force des pressions déflationnistes : retournement de la croissance mondiale avec le basculement de continents et de pays entiers dans la récession (Asie,

comme la mobilisation des gouvernements et des autorités monétaires varient du tout au tout. La crise a au moins pour mérite de rappeler que l'économie ne gouverne pas le monde et que la politique comme la culture lui sont irréductibles. Mais elle souligne en même temps la tragique faiblesse des pouvoirs publics : absence de moyens et discrédit des méthodes du FMI ; contradiction frontale entre la revendication du *leadership* économique et financier par les États-Unis et la perversion d'un système de décision bloqué par le jeu des lobbies et des partis, où le culte des procédures a évincé le sens de la responsabilité et la sagesse ; pouvoir de type féodal du Japon ; absence de dimension politique de l'Union européenne. Pour autant, les choix effectués devant la crise sont très différents et contribuent à dessiner la nouvelle hiérarchie des puissances qui structurera le début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les États-Unis témoignent incontestablement d'une plus grande maîtrise dans la conduite de la guerre économique que dans la codification de la guerre des sexes. La Fed a tiré les conséquences des erreurs commises en 1929, mobilisant tous ses moyens d'action et d'influence pour enrayer la spirale déflationniste : triple baisse des taux de base, afin de couper court au *credit crunch* ; organisation du sauvetage du *hedge fund LTCM* pour 3,65 milliards de dollars ; maintien du dollar à un niveau élevé pendant un an afin de ménager une transition pour la reprise des exportations des économies émergentes, puis dévaluation de 20 % face au yen et de 12 % aux monnaies du futur « euroland » afin de rétablir la compétitivité des entreprises américaines.

Le réglage de la politique monétaire américaine dans les années 90, prudente durant la formation de la bulle spéculative puis souple durant sa résorption, soutenant la croissance interne tout en favorisant la projection de la puissance des États-Unis dans l'économie mondialisée, reste un modèle d'intelligence et d'efficacité dont les Européens gagneraient à s'inspirer.

Le Japon, après de nombreux atermoiements, a élaboré un gigantesque plan d'assainissement financier qui porte sur 50 trillions de yens (425 milliards de dollars), destiné à recapitaliser les banques saines et à nationaliser les établissements en faillite, qui vient s'ajouter à de vastes programmes de grands travaux, sans pour autant s'attaquer à ses difficultés fondamentales : l'archaïsme des structures d'une économie administrée ; l'ennemi de la demande intérieure liée à l'insuffisante consommation des ménages. Au prix de réformes drastiques et de sacrifices sociaux très lourds en termes de chômage et de pauvreté, les économies émergentes d'Asie redémarrent, soutenues par la reprise de leurs exportations, favorisées par des dévaluations compétitives comprises entre 40 et 60 %.

L'Union européenne, emportée par l'euphorie de l'euro et réduite à l'impuissance politique par le déficit démocratique de ses institutions, persiste seule à ignorer la crise mondiale. Loin de prendre en compte les pressions déflationnistes, la politique monétaire européenne a réagi au krach asiatique, le 10 octobre 1997, par une hausse simultanée des taux de la Bundesbank et de la Banque de France de 3,10 % à 3,30 %, et se borne à faire converger vers ce niveau les taux des monnaies du futur « euroland », indépendamment des dévaluations asiatiques et américaine comme du retournement de la conjoncture. Alors même que la réduction de l'ouverture à l'extérieur de 18 % à 9 % devrait contribuer à ouvrir de nouvelles marges de manœuvre pour une politique autonome de soutien à la croissance, l'application rigide du traité de Maastricht, qui fait de la lutte contre l'inflation – totalement anachronique – l'objectif unique de la politique monétaire, conduit à superposer une déflation interne à l'Union à la déflation mondiale. Quand, après une décennie de croissance de 3,5 % en moyenne, les États-Unis s'ingénient à en prolonger l'élan, l'Europe continentale, où la hausse annuelle de l'activité n'a pas dépassé 1,3 %, s'apprête à faire avorter la reprise de 1997 comme celle de 1992. Or, contrairement au modèle déterministe de la théorie de cycles, le retard accumulé en

matière de croissance et d'investissement n'est pas la promesse d'un rattrapage mécanique ; il est un handicap supplémentaire en période de retournement de la conjoncture.

La reprise de l'activité en France, au printemps 1997, a résulté de trois facteurs : hausse du dollar, baisse des taux d'intérêt, stabilisation apparente des prélèvements (les premières ponctions opérées par le gouvernement Jospin portaient principalement sur les entreprises, à la notable exception des familles, frappées de plein fouet par la réduction des allocations et des emplois familiaux). Ces trois facteurs ont été remis en question (baisse du dollar de 12 % depuis l'été 1998, hausse des taux en octobre 1997, augmentation des prélèvements obligatoires jusqu'à 46,3 % du PIB), bloquant la reprise à peine amorcée. La France, première intéressée, devrait donc prendre la tête du combat en faveur d'une baisse des taux en Europe et d'un ajustement rapide des changes de l'« euroland » face à la zone dollar et à l'Asie. Le soutien à la croissance passe par ailleurs par de larges diminutions d'impôt (TVA et impôt sur le revenu) axées vers les salariés du secteur privé et les familles qui ont été systématiquement spolies en terme de pouvoir d'achat depuis la fin des années 80 (moins 1,3 % par an contre plus 3,1 % pour les agents de la fonction publique et plus 2,5 % pour les retraités). Le caractère inquiétant de la politique économique française vient moins du détail de mesures man-

festement inopportunes – les 35 heures ou le durcissement de la fiscalité sur le travail et l'épargne – que de l'orientation fondamentale dont elle relève – partagée, au demeurant, par tous les gouvernements depuis une décennie – : un malthusianisme résolu, se fondant sur la conviction qu'il est impossible de créer des richesses et des emplois nouveaux et que la seule issue consiste à les redistribuer ; une complète ignorance des conséquences de la mondialisation, du grand marché et de la monnaie unique qui vont permettre à chaque ménage et à chaque entreprise, en toute légal-

face-à-face suicidaire entre un État-providence hypertrophié, d'une part, des chômeurs et des exclus livrés à l'anomie et à la violence, d'autre part.

La crise actuelle est à l'économie ce que fut la chute du Mur à l'ordre géopolitique. En 1989, sans même tenter, comme en 1919 à Versailles ou en 1945 à San Francisco, de fonder un système mondial plus pacifique et stable, les démocraties s'empressèrent d'empoigner les dividendes de la paix. Avant de redécouvrir à leurs dépens, de la Bosnie ou Rwanda en passant par le Proche-Orient, l'Algérie ou la Tchétchénie, que le

de centaines de millions d'individus sur quelques hommes. L'issue du choc actuel n'est pas encore jouée. La crise peut être salutaire, si elle oblige à réaliser à chaud les réformes qui auraient dû être élaborées à froid : refonte du système de Bretton Woods autour du FMI, prêteur en dernier ressort des États, de la BRI pour surveiller la liquidité des établissements financiers et les risques de marché au plan mondial, de l'OMC, dont les compétences seraient élargies au contrôle des ententes et positions dominantes ; constitution d'une Union politique de l'Europe pour servir de contrepoids à la BCE et s'affirmer face aux États-Unis aujourd'hui, à l'Asie et à la Chine demain, comme un pôle économique et monétaire à part entière ; réorientation de la politique économique française vers la production et non la rente, vers le développement et non le malthusianisme économique et social, vers la jeunesse et non les seules générations rescapées des « trente glorieuses ». Elle peut être tragique si les gouvernements et les autorités monétaires laissent se déchaîner les forces déflationnistes jusqu'à provoquer une nouvelle catastrophe mondiale, avec son cortège de misère et de violences, de protectionnismes et d'extrémismes. Pour la France et l'Union européenne, qui sont passées à côté de l'expansion des années 90 et de la réunification du continent provoquée, laisser échapper cette occasion de reprendre leur place dans le concert mondial signifierait devenir, au XXI<sup>e</sup> siècle, simple spectateurs et non acteurs de leur histoire.

Nicolas Baverz

**Nombre d'éléments témoignent du retour en force des pressions déflationnistes : retournement de la croissance mondiale ; baisse de 20 % du prix de matières premières ; sortie de un milliard d'hommes de l'économie marchande**

té, de travailler et d'investir, de consommer et d'épargner où et comme bon leur semble. En l'absence d'ajustement par les prix au sein de l'« euroland », la compétitivité relative des différents territoires se traduira par l'exil des Français des cerveaux, des entreprises et des capitaux. Les plus favorisés s'en accommoderont, qui pourront valoriser leurs talents et leurs fortunes sur le marché mondial ; les plus pauvres seront, comme à l'habitude, les véritables victimes des erreurs de politique économique, prisonniers d'un

nouvel ordre mondial ou la fin de l'histoire sous forme d'avènement de la démocratie de marché n'étaient que chimères. En économie, chacun se rua sur les dividendes de la mondialisation – à l'exception de l'Europe continentale, enfermée dans la convergence déflationniste retenue pour la monnaie unique –, sans même considérer la question centrale de la régulation d'une société ouverte et d'un capitalisme patrimonial.

Les crises économiques, comme les guerres, font repenser le destin

**Les États-Unis témoignent incontestablement d'une plus grande maîtrise dans la conduite de la guerre économique que dans la codification de la guerre des sexes**

Amérique latine), voire dans la dislocation (Russie) ; baisse de 20 % du prix de matières premières (moins 40 % pour le pétrole) ; sortie de un milliard d'hommes de l'économie marchande. La perte de quelque 4 000 milliards de dollars sur les marchés financiers – soit environ 10 % du PIB mondial – est à l'origine d'une violente contraction des liquidités, qui provoque à son tour une situation de *credit crunch* (blocage de l'économie par disparition du crédit en raison de la dégradation de la solvabilité des banques) aux États-Unis – où l'écart entre les obligations d'État et les taux offerts aux entreprises se creuse vertigineusement – et au Japon – où les crédits bancaires ont diminué de 47 % en un an tandis que le nombre des faillites augmentait de 18 %.

L'étape ultérieure ? Le rapatriement généralisé des fonds investis à l'étranger, les dévaluations et le renouveau du protectionnisme. Elle a débuté avec la spirale des dévaluations amorcée en Asie et amplifiée par les États-Unis, le moratoire sur la dette russe, le rétablissement du contrôle des changes en Malaisie. Ainsi réapparaissent les trois mécanismes majeurs qui, dans les années 30, transformèrent le krach de Wall Street en déflation mondiale : la crise des liquidités ; les faillites bancaires en chaîne ; l'engrenage des protectionnistes et des dévaluations compétitives.

La prise de conscience de la gravité des risques déflationnistes

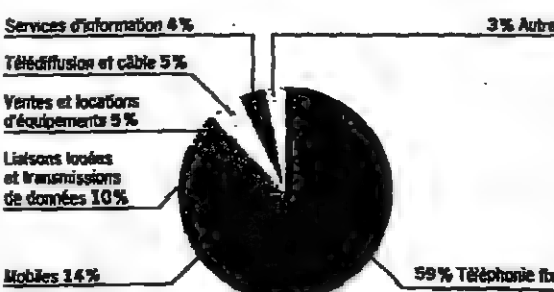
### France Télécom ouvre à nouveau son capital

Avantage Actionnaire n°6

## Une deuxième chance d'entrer dans la première capitalisation française.

### Une entreprise solide.

Chiffre d'affaires*	156,7 MdF	Lignes téléphoniques*	33,7 millions
Résultat net*	14,9 MdF	Abonnés mobiles itinérants**	4 millions
		Abonnés Internet Wanadoo**	300 000
*31 décembre 1997		**31 juillet 1998	



Répartition par activité du chiffre d'affaires au premier semestre 1998

• Des fondamentaux de qualité. France Télécom est une entreprise aux fondements solides. Son chiffre d'affaires qui la classe parmi les premières sociétés françaises, connaît une progression régulière (+3,5 % au premier semestre 1998 par rapport au premier semestre 1997) dans un contexte concurrentiel fort et en dépit d'un vaste programme de réajustement tarifaire.

• Une stratégie de croissance. France Télécom a déterminé et engagée une stratégie claire de développement, fondée sur quatre axes prioritaires : stimuler la croissance du trafic et de l'usage, conforter sa position de leader sur les mobiles, améliorer sa productivité et la qualité de ses services à la clientèle et développer son potentiel à l'international.

• Un objectif : créer de la valeur pour les actionnaires. France Télécom dispose d'une position stratégique dans un secteur porteur où de nombreuses activités connaissent une forte croissance. Les investissements réalisés, tant sur les mobiles qu'à l'international, préparent l'avenir et sont les garants des résultats futurs de France Télécom.

Je tiens à...



## Pour une révolution démocratique européenne

**L'**EUROPE bouscule, dérange, ne respecte pas les frontières politiques de nos partis. Nous le savions depuis Maastricht, nous allons en avoir la confirmation avec le débat sur le traité d'Amsterdam. Sur l'Europe, il n'y a plus une droite mais des droites. La gauche européenne n'échappe pas à cet effet dévastateur. Sa critique de l'Europe se fonde sur des arguments exactement contradictoires.

D'un côté, les anti-européens. Selon eux, l'Europe organiserait le démantèlement des États-providence et servirait de marchepied à la mondialisation sauvage, caractérisée par la libre circulation des marchandises, des capitaux et par le pouvoir absolu des marchés financiers. Face à une Europe qui ne serait qu'un facteur de régression sociale, le cadre national resterait le plus approprié pour défendre les droits des salariés menacés par le capitalisme. De l'autre, les pro-européens, parmi lesquels nous nous rangeons, pour qui l'Europe rend possible le progrès social dans le cadre d'un espace d'intégration supranationale. Pour nous, elle agit comme un bouclier face au libre-échangeisme, prend progressivement la place des États-nations traditionnels dans le domaine social et, à leurs faiblesses, substitue une nouvelle capacité d'action économique et financière.

Le fossé qui s'installe entre ces deux positions antagonistes paralyse la construction d'un véritable rapport de forces sur la question sociale et empêche d'accomplir les mutations de l'économie induites par le développement durable. Parce que la gauche et le syndicalisme européens ne parviennent pas à se projeter dans une dimension transnationale, ils prennent du retard dans la défense réelle des salariés et des exclus de chacun des pays de l'Union. Enfin, la critique pro-européenne de gauche est handicapée par le nanisme politique de ses dirigeants. Ils vont à reculons vers l'Europe, sans projet ni initiative.

Pourtant, avec la monnaie unique, le choix était clair : la fragmentation nationaliste ou une nouvelle avancée politique qui dépasse Maastricht. Amsterdam aurait dû poursuivre cet objectif. Il ne l'a pas fait. Pourtant, il y avait du bon dans le projet d'Amsterdam : accroître l'efficacité des politiques communes en matière de politique étrangère, de sécurité commune, de coopération policière et judiciaire, renforcer les prérogatives de la Cour de justice européenne, rapprocher l'Europe des citoyens, adapter le système institutionnel de l'Union en vue du grand élargissement. Aucun de ces objectifs n'a été atteint. Résultat : avec l'ouverture du processus d'élargissement, le risque est de dis-

soudre l'Union dans une grande Europe molle, sorte de confédération lâche où seuls le néolibéralisme, le monétarisme et les nationalismes trouveraient leurs petits. Nous ne laisserons pas tomber l'Europe dans ces ornières-là.

**Le traité de Rome a fait son temps ; celui d'Amsterdam est déjà dépassé avant d'être appliqué**

C'est parce que nous voulons plus d'Europe que nous ne voterons pas le traité d'Amsterdam. Il accroît l'impuissance face à la montée des périls ; il ne dit rien sur l'harmonisation fiscale, rien sur la défense européenne, là où l'Union devrait constituer une unité autonome, condition d'une réelle indépendance pour pouvoir créer en Europe les bases d'une politique de prévention et de paix. La crise yougoslave a, une fois de plus, démontré l'incapacité de l'Europe à déployer des forces significatives d'interposition par ses propres moyens.

Pendant ce temps, le national-populisme propose une perspective claire : l'Europe des patries, qui se coordonnent à géométrie

variable, selon leurs besoins. Cette Europe-là, à l'égale des États du sud des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, se vit comme continuellement et potentiellement sécessionniste. Elle recule toujours pour ne jamais sauter le pas de la construction politique, car sa vision est arc-boutée sur la défense des acquis nationalistes, très souvent liée au libre-échangeisme en matière économique. Cette vision a été synthétisée par Margaret Thatcher dans son « appel de Bruges », qui a débouché sur le refus britannique d'approuver le volet social du traité de Maastricht.

Face à cette Europe de l'impuissance, la perspective d'une fédération des États et des régions d'Europe est le seul horizon qui vaille. L'Europe ne s'est construite que par des traités, c'est-à-dire par la volonté des États. Ses limites viennent de ses origines. La seule voie envisageable pour que l'Europe devienne l'expression de la volonté des citoyens est celle qui organise la souveraineté démocratique européenne. Ce lien politique indissoluble, c'est la Constitution, c'est-à-dire un texte qui fonde la légitimité du pouvoir politique sur des valeurs des principes et des règles.

Tracer une perspective politique claire suppose un cadre institutionnel qui rompe avec la simple juxtaposition des États-nations soumis à la technocratie

et victimes des dégâts de l'« horreur économique ». Le renforcement de l'unité politique de l'Europe passe, évidemment, par tout ce qui peut renforcer la souveraineté du Parlement européen, notamment dans ses fonctions d'initiative politique et de contrôle de la Commission, et par une meilleure capacité exécutive du conseil des ministres et du conseil des chefs d'État et de gouvernement. Le principe de la majorité qualifiée, essentiel pour la cohésion européenne, doit s'appliquer à tous les actes importants en matière civique, sociale et environnementale.

Mais la question décisive reste le fédéralisme des institutions. Un État fédéral, fondé sur la citoyenneté européenne, donnerait à l'Europe la crédibilité politique qui lui manque. Après Sarajevo et avant d'autres catastrophes comme le Kosovo, il est temps de rompre avec les frigidités, de redonner à l'Europe une impulsion politique décisive. Pour réinventer l'Europe, il faut une Assemblée constituante européenne organisée autour du pouvoir d'un grand Parlement démocratiquement élu par tous les citoyens de l'Europe.

Le traité de Rome a fait son temps, celui d'Amsterdam est déjà dépassé avant d'être appliqué. Plus d'Europe, voilà la perspective, une Europe où chaque citoyen pourra intervenir pour faire valoir ses droits. Nous ne

contestons pas l'Europe comme nouvelle frontière, mais nous ne voulons pas une Europe sans colonne vertébrale politique, impuissante, et à la botte des marchés financiers.

Il ne peut y avoir d'Europe forte avec des institutions politiques faibles. Il faut rendre à l'Union une légitimité démocratique perdue. Nous devons nous approprier le projet de Constitution européenne, fondement d'une Europe de l'écologie et de la solidarité. La Constitution représente la solution alternative démocratique de révision du traité par rapport à la méthode de la négociation intergouvernementale.

Cette révolution démocratique européenne doit s'appuyer sur un socle organisé : le pôle civique et social européen, capable de faire entendre sa voix à Bruxelles et à Strasbourg. Parce que nous sommes européens, nous voterons pour le transfert de souveraineté, à l'Assemblée nationale puis au Congrès, mais nous voterons contre la ratification du traité d'Amsterdam.

**Daniel Cohn-Bendit** est député Vert européen. **André Aschieri, Marie-Hélène Aubert, Yves Cochet, Guy Hascoët, Noël Mamère, Jean-Michel Marchand** sont députés Verts à l'Assemblée nationale.

Investissez et profitez  
de vos avantages.

En achetant dès maintenant vos actions, vous avez une deuxième chance de devenir actionnaire de France Télécom.

Vous profiterez également des avantages liés à la mise sur le marché d'actions détenues par l'État soit :

- une réduction minimale de 10 F sur le dernier cours de clôture de l'action connu lors de la fixation du prix de l'OPV ;
- 1 action gratuite pour 10 achetées si vous les conservez pendant 18 mois (dans la limite de 30 000 F) ;
- une exonération des droits de garde pendant 18 mois ;
- la possibilité d'inscrire vos actions sur un PEA avec les avantages fiscaux qui s'y rattachent.

Prix maximum de l'action

**420 F**

Le prix définitif sera arrêté deux jours de Bourse au plus tard après la clôture de l'OPV.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la CGB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 10 10 et de France Télécom.

Plus que 2 jours  
pour acheter vos actions.

Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10\*

ou le 0 800 505 10 10 (appel gratuit)  
ou par Minitel 3614 ou 3623 (code 1010) 10 37 F/mn  
ou sur Internet <http://www.1010-francetelecom.fr>

Renseignez-vous en appelant le  
**10 10**  
appel gratuit 24h/24h

L'an 2000, c'est vous, c'est nous



France Telecom

## Pour que vive (enfin ?) la télévision publique

par Ange Casta

**D**IX ANS ! Il a fallu dix ans pour que remonte à la surface de l'actualité ce que nous avons dit, redit, rabâché de 1988 à 1990 : que l'on ne pourrait rien régler du sort de la télévision publique - en crise endémique depuis 1968 - tant que l'on ne répondrait pas à la question, pourtant simple bon sens : « Dis-moi qui te paie, je te dirai qui tu es ! » Notre réponse : la télévision publique doit renoncer à la publicité, abandonner ses recettes commerciales, qui seront compensées par une taxe sur l'ensemble du marché publicitaire. Lorsqu'on cède un fonds de commerce, il est d'usage d'en recevoir le prix. Nous étions six (Pierre Boudieu, Max Gallo, Claude Mard, Jean Martin, Christian Pierret et moi-même) à être d'accord sur le constat, l'analyse et la proposition raisonnable qui permettrait à la télévision publique de retrouver la voie et les missions de ses origines.

En France, la publicité a fait son entrée en octobre 1968, sur les écrans de la télévision publique, sur la pointe des pieds, alors qu'il n'existait pas de chaînes privées, qu'elle était donc en situation de monopole. Les chaînes commerciales sont nées à partir de 1985. Il y en avait quatre en 1988 - Canal Plus, TF1, La Cinq, M6 - résultats de pressions et de calculs politiques compliqués, bien réels, mais aujourd'hui dépassés.

Depuis trente ans, c'est l'incapacité - ou le refus - du pouvoir politique d'analyser clairement les deux fonctions contradictoires de la télévision et d'en tirer les conséquences, tant au plan du partage des espaces, public et privé, des structures, que du financement, qui sont à la source des confusions, des dérives de la télévision publique et de l'impasse dans laquelle elle s'est progressivement enfoncée.

Devenue objet de convoitises, elle s'est trouvée au centre d'enjeux financiers portant sur des dizaines de milliards de francs. Pis, s'épuisant dans une course éperdue, et perdue d'avance, pour engranger des recettes publicitaires, la télévision publique a renoncé à son identité et en a oublié les missions de service public qui l'ont fondée. Elle enlevait par là même sa signification à la redevance payée par chacun de nous.

Pour retrouver une identité claire, et donc une véritable liberté en matière de programme, la télévision publique doit renoncer à la publicité. Elle abandonne ses recettes commerciales (2,8 milliards de francs en 1991 - 6 milliards au-

jourd'hui), qui retournent sur le marché et sont récupérées par l'ensemble du marché de la publicité (40 milliards de francs en 1985, plus de 160 milliards aujourd'hui).

Mais attention ! Dominant, dominant ! En échange, la loi crée une contribution culturelle et communicationnelle, directement affectée au financement de la télévision publique, applicable à l'ensemble du marché de la publicité et modulée suivant les secteurs. Par ce biais, la télévision publique retrouve son potentiel de financement abandonné et, surtout, celui-ci est indexé sur l'évolution, en plus ou en moins, du marché de la publicité, et donc sur ses concurrents directs, les chaînes commerciales. L'identité des uns et des autres devient ainsi parfaitement claire.

De 1988 à 1990, par périodes, notre démarche a soulevé des remous, des prises de position enflammées. Un moment, nous avons cru avoir emporté la décision. Le directeur de cabinet de Michel Rocard nous a fait savoir que le premier ministre avait donné le feu vert au ministre de la communication, Catherine Tasca, pour développer cette option. Cela nous a été confirmé plus tard par M. Rocard lui-même. C'était sans compter avec l'environnement politico-médiatique de l'époque, dans lequel les hommes de publicité jouaient un rôle déterminant, aidés par une classe de jeunes technocrates fascinés par ce qu'ils appelaient la « modernité ». Ce qui concernait l'audiovisuel relevait directement de l'Elysée. Très vite, l'affaire s'est ensablée.

Une réforme de plus de l'audiovisuel public sera débattue, en décembre, devant le Parlement. Il est question de « diminuer de moitié » (sic) la durée des écrans publicitaires, et de compenser par une subvention budgétaire (?) la part de recettes publicitaires perdues et renvoyées sur le marché. Les patrons des chaînes commerciales se frottent déjà les mains à l'idée de ce qu'ils qualifient de « cadavre ». On ne s'interroge ni sur la pérennité, ni sur l'efficacité, ni sur le risque de voir l'État, avec quelques raisons, mettre à nouveau son nez dans les affaires de la télévision. Encore moins sur ce que doit être l'identité à reconstruire de la télévision publique. On ne sait plus s'il faut rire ou pleurer.

**Ange Casta** est auteur-réalisateur de télévision.



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90  
Internet: <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## L'Europe, sans précaution

A sept mois des élections européennes, la décision prise, le 23 novembre, par le conseil agricole européen de lever prochainement l'embargo qui, depuis mars 1996, frappe les exportations de viande de bœuf britannique en raison de la maladie de la « vache folle », risque d'apporter de l'eau au moulin des anti-européens. S'agissant d'un problème autant sanitaire qu'économique et politique, les opinions des pays de l'Union étaient, pour le moins, en droit d'attendre davantage de transparence et de concertation dans l'élaboration de la prise de décision.

Au lieu de cela, qu'a-t-on vu ? L'Allemagne a voté contre et la France, l'Autriche, l'Espagne et le Luxembourg se sont abstenus. Résultat: aucune majorité simple ne s'étant dégagée pour voter contre la proposition de la Commission de lever l'embargo, et aucune majorité qualifiée ne s'étant dégagée pour voter pour, c'est, selon les règles communautaires, à cette même commission qu'il revient de prendre une décision qu'elle avait elle-même proposée de prendre. Le manque de courage politique des gouvernements est, en l'espèce, stupéfiant.

Certes, les Britanniques ont tout lieu de se féliciter d'avoir vu chuter de 97 %, depuis 1992, le nombre annuel de cas de « vaches folles ». Pour autant, depuis le début de cette année, 1567 cas ont été déclarés et un millier sont encore attendus l'an prochain. Les scientifiques, largement consultés par Bruxelles au début de la crise, disent au-

jourd'hui ne pas savoir ce qu'il en est précisément des contrôles des abattoirs, de la traçabilité du bétail et de l'élimination des abats et déchets potentiellement dangereux de la chaîne alimentaire.

Dans ces conditions, et compte tenu des incertitudes qui planent encore sur l'issue sanitaire de cette crise, il aurait été préférable de s'en tenir à la ligne de conduite qui avait été fixée depuis mars 1996 par les Britanniques eux-mêmes, lorsqu'ils avaient fait état d'un possible lien entre l'encéphalopathie bovine spongiforme et l'apparition, chez l'homme, de quelques cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob.

A l'époque, tout le monde s'accordait pour penser que l'application du principe de précaution était la seule ligne directrice possible, les impératifs de santé publique devant prévaloir sur toute autre considération. Aujourd'hui, ces principes ne semblent plus de mise. Personne n'est capable d'expliquer pourquoi, en dépit de l'interdiction, en 1988, de nourrir les bovins britanniques avec des farines de viandes potentiellement contaminées, 37 000 animaux nés après cette date, ont contracté la maladie de la « vache folle ». Il est toujours impossible de repérer en routine l'agent responsable de l'ESB et, surtout, de prévoir s'il se produira ou non, dans quelques années, une épidémie de cas humains de maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Avant de se prononcer, l'Europe aurait donc dû se tourner vers les scientifiques afin qu'ils disent, dans la plus grande transparence, si la levée de l'embargo répond au principe de précaution.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeur: Jean-Marie Colombani (Directeur général)  
Directeur adjoint: Jean-Marie Colombani (Directeur général adjoint)  
Directeur de la rédaction: Edouard Bernès  
Directeurs adjoints de la rédaction: Thomas Perrenet, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnest  
Directeur artistique: Dominique Royette  
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment  
Rédacteurs en chef:  
Alain Fourment, Edouard Bernès (Rédacteur en chef adjoint)  
Laurent Gaudier (Supplément et cahiers spéciaux), Michel Kéroux (Dossier),  
Eric Le Bouché (International), Francis Jurek (Politique), Claire Baudin (Entreprises),  
Jacques Bouché (Aujourd'hui), Joëlle Savignat (Culture), Christian Marnot (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique: Eric Azan  
Médiateur: Robert Solé  
Directeur exécutif: Eric Pélissier; Directeur délégué: Anne Chateaubourg  
Conseiller de la direction: Alain Rollat; Directeur des relations internationales: Daniel Verest;  
Partenariats audiovisuels: Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance: Alain Méral, président; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982),  
André Laurens (1982-1995), André Fontaine (1995-1999), Jacques Lescaur (1999-1998)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Domicile de la société: 21 bis rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05  
Capital social: 985 000 F. Actionnaires: Société civile des Rédacteurs du Monde.  
Fonds commun de placement des personnes du Monde.  
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.  
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements.  
Le Monde Presse, Kina Presse, Le Monde Préimpression, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Réforme fiscale

APRÈS les votes d'hier, qui ont donné au ministère une majorité substantielle, les problèmes politiques devraient logiquement céder le pas pour quelque temps aux problèmes financiers. Le projet de réforme fiscale doit être présenté au Parlement le 10 décembre, et le budget devrait être voté avant la fin de l'année.

La commission de la réforme fiscale, qui s'est réunie hier pour la première fois, n'a pu prendre connaissance que des grandes lignes du projet gouvernemental. Il s'agit d'une refonte totale de notre système d'impôts directs. Cette réforme exigerait un examen long et minutieux, et pourtant il faut aller vite. Car elle ne peut pas rester sans influence sur les rentrées fiscales, et par conséquent elle commande l'établissement du budget, bien qu'on ait perdu l'habitude de fixer les dépenses suivant les re-

celtes. Même si la réforme fiscale ne devait pas alourdir la tâche du Parlement, il lui serait difficile de voter le budget en moins de quarante jours. Un conseil de cabinet doit se réunir samedi pour étudier la question, et les services du ministère des finances ont préparé les fascicules budgétaires, mais ceux-ci n'ont pas encore été envoyés à l'Assemblée.

On se souvient que l'an dernier, devant une difficulté analogue, pour éviter les douzièmes provisoires, le ministre Schuman avait fait recoudre en 1948 le budget de 1947. Mais il n'en avait pas moins fallu remanier sans cesse les crédits pour les adapter aux conditions nouvelles, si bien qu'en fait nous sommes restés sans budget jusqu'à la fin de septembre.

Marcel Tardif  
(26 novembre 1948.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique: 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde: 01-42-17-24-33

Le Monde sur CompuServe: GO LEMONDE  
Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province: 08-36-68-05-78

## L'atout des services publics pour des territoires vivants

À l'époque triomphante de l'aménagement du territoire, dans les années 70-80, toute politique tournait autour de l'implantation des usines, du lancement des grandes opérations de travaux publics, de la création de quartiers d'affaires. Il fallait puiser dans le réservoir parisien pour vivifier la province en emplois neufs, aménager des milliers d'hectares à Fos-sur-Mer, Dunkerque ou dans la plaine alluviale du Havre. Puis vint le temps où les mots-clés se resumaient à l'émulation « matière grise ». Les régions en retard ne réussiraient à émerger, les métropoles ne parviendraient à se hisser à un rang contrebalançant l'omnipotence de la capitale que si leur potentiel en centres de recherche de haut niveau, en laboratoires, en universités se renforçait. Le terme magique de « technopole » était lancé et fit florès.

Les leviers ou les attributs de l'emploi, du savoir, de l'intelligence et de l'innovation ne sont pas aujourd'hui négligés: on le voit bien avec les manifestations à Mordax, au Havre ou dans les villes touchées par les restructurations militaires, comme avec les préparatifs du plan Allègre sur les universités

du troisième millénaire. Mais le troisième âge de l'aménagement, en cette fin de siècle, est empreint d'une référence cardinale moins ambitieuse, peut-être, mais plus subtile et plus qualitative: la place des services.

Certes, la France doit se composer de territoires vivants où hommes et femmes peuvent tirer des revenus de leurs activités, se former, s'enrichir et créer - ou profiter - des flux de valeur ajoutée et des échanges. Mais il est non moins essentiel que ces territoires - régions, départements, agglomérations petites ou tentaculaires, pays ruraux -, qui se recomposent à l'image de la société ou du tissu économique, restent vivables. Grand maître de cette politique depuis trente-cinq ans, ouverte sur la prospective dans laquelle excellait son patron, Jean-Louis Guigou, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) vient d'ailleurs de publier une nouvelle carte de France, qu'il ignorait jusqu'à maintenant les atlas: celle des territoires « vécus ».

Il n'est, pour se convaincre de cette mutation, dont la prise de conscience est différente chez les

principaux ministres de Lionel Jospin, que de voir à quel point se mobilisent les maires et leurs concitoyens lorsqu'un plan gouvernemental, nécessairement centralisé, suggère la fermeture des services de la vie quotidienne.

On parle globalement des services publics, qui font la trame de l'organisation et le maillage des territoires, mais plus spécialement, maintenant, des services de proximité. La Bretagne centrale descend dans la rue lorsqu'un hôpital psychiatrique installé de longue date dans un canton est menacé de disparition, pour cause d'inefficacité économique ou de regroupement dans un Sud-Ouest ou en Bourgogne, ce sera une martellée de taille moyenne à laquelle la population s'accrochera bec et ongles.

### ÉQUITÉ DE TRAITEMENT

Périodiquement, des élus locaux, de leur échelon « monté » à la préfecture pour adjoindre les pouvoirs publics de ne pas fermer la gare ou supprimer les trains de voyageurs sur les lignes secondaires, au nom de l'égalité devant le service public. Bureaux de poste, perceptions, guichets d'organismes sociaux, classes primaires ou élémentaires, tribunaux de première instance sont visés. On n'accepte pas qu'ils soient rayés, parce qu'en termes d'emplois ce sont des points d'ancrage pour vivre et travailler au pays, mais aussi des signes tangibles d'une certaine équité de traitement entre tous les citoyens. Les services ne peuvent en effet répondre à la même logique « coûts-avantages » que les appareils de production de biens marchands.

Avec la généralisation du sentiment d'insécurité, voilà en outre que l'aménagement du territoire dévie nettement du domaine économique pour aborder celui du redéploiement des forces de l'ordre. La problématique de la répartition judicieuse des commissariats et des gendarmeries prend désormais la même importance que le fait de savoir quelles seront les répercussions des plans de réorganisation de Moultrieux, la fermeture de la raffinerie de Strasbourg ou l'impact de la construction de la nouvelle usine Toyota près de Valenciennes.

Cette discussion avait pris un tour très vif, y compris au sein de la majorité, à l'annonce du plan de redéploiement police-gendarmerie. La querelle va sans doute rebondir après les propos de Lionel Jospin au récent congrès de l'Association des maires de France (Le Monde du 19 novembre): le premier ministre a annoncé la fin du moratoire sur les fermetures de services publics en milieu rural décidé par Édouard Balladur en 1993 et la mise au point

d'un nouveau « dispositif de pilotage » tenant compte des « mouvements de population ». Or les élus ruraux reprochent déjà au gouvernement de privilégier la ville dans les projets de loi sur l'aménagement du territoire et le développement de l'intercommunalité.

Le débat récurrent sur l'avenir du service public s'enrichit ainsi de nouveaux volets, tandis que cette facette de l'« exception française » souffre, depuis une quinzaine d'années, de la « paupérisation de l'État », selon une formule fameuse de Michel Rocard, comme de l'offensive idéologique du libéralisme, relayée en partie par Bruxelles. Certes, le temps n'est plus où le mot « public », comme c'était le cas dans les années 80, finissait par avoir une connotation péjorative, au point de lancer, par exemple, les collectivités locales dans une course effrénée - dont beaucoup se mordent les doigts aujourd'hui - à la concession au secteur privé de leurs services d'eau ou d'assainissement. Mais le service public demeure fragilisé, alors même que la crise accroît la demande d'État: demande de sécurité, dont un premier ministre de gauche souligne qu'elle est « un droit fondamental du citoyen »; mais aussi demande d'État, pour l'assistance aux plus démunis, pour une meilleure efficacité de l'éducation nationale ou du système de santé.

Transporter des banlieusards dans des conditions correctes de confort et de prix, insérer des exclus aux structures psychologiques fragiles, dépasser par la course aux nouvelles technologies, assurer un service public d'hébergement d'urgence, maintenir une densité acceptable de services publics à la campagne ou dans les banlieues sont des activités à forte rentabilité sociale, mais qui, sur un strict plan économique, constituent l'inverse d'un gisement de profits. Cette contradiction n'est pas nouvelle, mais elle est plus aiguë que jamais. L'État, quelles que soient ses contraintes économiques, quelle que soit la pression exercée sur lui pour qu'il baïsse les prélèvements obligatoires, s'exposerait sans doute, en se désengageant d'avance, à un grave risque politique: celui de voir se creuser une « fracture civique » désormais corollaire de la « fracture sociale ».

Après les « grandes » années gaullistes, l'aménagement du territoire avait été un peu oublié, occulté par la véritable mutation que constituait la décentralisation. Aujourd'hui, ses nouveaux enjeux sont clairs: il s'agit, tout simplement, du maintien - ou plutôt de la restauration - de la cohésion sociale.

Jean-Louis Andrieu et François Grosrichard

### Les gens par Kerleroux



## Iran: le camp du président sur la défensive

LE MESSAGE est suffisamment clair pour que les interprétations convergent. Le meurtre, dimanche 22 novembre, à Téhéran, de Darius et Parvaneh Forouhar, respectivement chef et membre influent de la direction de l'une des deux formations politiques d'opposition tolérées en République islamique d'Iran (Le Monde du 24 novembre), est d'abord dirigé contre le président Mohammad Khatami; tout comme l'étaient, la veille, les jets de pierre contre un bus transportant des citoyens américains.

En montrant cruellement les limites de son pouvoir, l'une et l'autre affaires fragilisent M. Khatami à l'intérieur et aux yeux des pays étrangers de plus en plus nombreux à le soutenir. Le meurtre du couple Forouhar n'a pas été revendiqué. Bien qu'ils militaient tous deux, au sein du Parti de la nation iranienne, pour une démocratisation de la vie publique, la séparation de la religion et de l'État et le respect des droits de l'homme, Darius et Parvaneh Forouhar ne représentaient pas une véritable menace pour le régime. Ils n'ont jamais prôné la violence, et l'assise de leur mouvement n'avait pas une ampleur déstabilisatrice.

Paradoxalement, ils avaient survécu politiquement et physiquement - non sans être inquiétés ou menacés, il est vrai - aux années les plus dures de la répression impériale et les plus sombres de la République islamique. Aussi le choix du moment de leur meurtre ne paraît pas dû au hasard. Même

lorsqu'elles n'absolvaient pas le gouvernement de M. Khatami, leurs critiques apportaient de l'eau au moulin des partisans de l'ouverture et de la libéralisation de la vie politique. Leur élimination infligeait dès lors une valeur emblématique.

L'enquête dira - peut-être - quels en sont les auteurs, mais le meurtre est quasi signé. D'après les informations en provenance d'Iran, il ressemble presque point par point à l'assassinat, en août 1991, à Paris, de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiari, qui menaçait moins encore la République islamique que le couple Forouhar. La justice iranienne n'a pas établi de lien direct entre ce meurtre et le gouvernement ou quelque service iranien, mais nombre d'Iraniens ne croient guère en ce verdict, dont ils sont convaincus qu'il était éminemment politique.

### VAINE BONNE FOI

Le double meurtre de Téhéran risque fort de terroriser tous ceux qui, en Iran, continuaient à fonder des espoirs dans une évolution lente, certes, mais progressive du pays vers le droit à la différence. Les suspensions de journaux, les attaques, y compris physiques, dirigées contre certains membres de l'équipe ministérielle de M. Khatami, les vociférations des ultras, avaient déjà altéré leur foi. Après le double meurtre de Téhéran, la tétanie qui s'était emparée des élites vers la fin de 1996 et le début de 1997 - après le meurtre camouflé d'un certain nombre d'in-

tellectuels et les actes de violence des ultras du régime - a de fortes chances de reprendre le dessus. Et ce ne sont pas les promesses répétées d'instauration d'un État de droit faites par M. Khatami qui peuvent dissiper le malaise. Nul, ou presque, en Iran ne doute de la bonne foi du président. Mais plus personne n'est dupe des moyens dont il dispose pour agir.

La veille du meurtre du couple Forouhar, un bus transportant des touristes américains a été la cible de jets de pierre dans la partie nord de Téhéran. Un interlocuteur se réclamant du groupe des « fedayines de l'islam » a revendiqué cet acte dans un appel au correspondant en Iran du quotidien saoudien El Hayat. « Ce qui s'est passé est une leçon et un avertissement à ces espions et à d'autres », a-t-il averti.

Les « fedayines de l'islam » avaient menacé, deux semaines auparavant, de lancer des attaques suicides contre tout diplomate américain qui aurait fait partie du groupe pris en otage à l'ambassade des États-Unis en 1979 et qui s'avisait de revenir en touriste en Iran.

Des responsables gouvernementaux ont beau avoir présenté des excuses aux touristes molestés, l'incident prouve que le président et son équipe ne contrôlent pas réellement le pays et que la cacophonie iranienne n'est pas seulement verbale. Sur ce dernier registre, l'ayatollah Khamenei s'est livré, lundi, à une diatribe antiaméricaine qui ne tient aucun compte du souhait du président

Khatami de mettre du liant dans les relations entre Téhéran et Washington.

« L'ennemi numéro un de notre pays et de notre peuple est l'oppression, c'est-à-dire les États-Unis », a déclaré M. Khamenei, dans un discours devant plusieurs milliers de Gardiens de la révolution. Il a dénoncé ceux qui, en Iran, « cherchent à aliéner le peuple iranien en suggérant une normalisation avec les États-Unis ». « Tout cela est vide de sens et aucun homme sensé ne doit chercher à soumettre son pays et son peuple à une puissance oppressive telle que les États-Unis », a-t-il ajouté.

Les explications du ministre des affaires étrangères, Kamal Kharrazi, à propos de l'attaque contre le bus avaient, elles, quelque chose de décevant. Plutôt que de s'en prendre sans réserves aux auteurs de tels actes, quelles qu'en soient les cibles, M. Kharrazi a paru se justifier. « Aucun des membres du groupe [de touristes] n'était venu pour des raisons politiques », a-t-il dit au quotidien Iran-News. Il s'agissait d'« Américains et de non-Américains » venus faire du tourisme « et peut-être examiner les potentialités économiques du pays », a ajouté le ministre.

En Iran, comme dans l'opposition en exil, on guette à présent les commentaires qui pourraient faire les responsables de tous bords après le meurtre du couple Forouhar.

Mouna Naïm

CAPITAL Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

## Vincent Bolloré

Nouveau rebondissement  
Le patron

LE PACTE... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

Le pacte... Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, la dissolution de « résister le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se



15/11/98

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 26 NOVEMBRE 1998

**CAPITAL** Vincent Bolloré a annoncé, mercredi 25 novembre, sa décision de « résilier le pacte d'actionnaire avec Martin et Olivier Bouygues ». De leur côté, ceux-ci se

« se réjouissent de la décision de M. Bolloré » qui répond à leur demande. ● CHAQUE CAMP, désormais, retrouve sa liberté d'action. ● LE CHANGEMENT de tactique de Bolloré

semble dicté par le risque d'enlèvement judiciaire alors que le groupe Bouygues ne cesse de nouer des partenariats dans ces métiers. ● LE PATRON BRETON n'a pas dévoilé ses in-

tentions pour l'avenir. Il peut soit se renforcer, soit trouver des alliés, soit vendre, en fonction des circonstances. ● AVEC LA RUPTURE du pacte d'actionnaires, le groupe de

BTP et de communication redevient opérable. ● L'ISSUE de la bataille pour le contrôle de Bouygues pourrait dépendre de la solidité des alliances passées par chaque partie.

# Vincent Bolloré rompt le pacte d'actionnaires avec Martin Bouygues

Nouveau rebondissement dans la bataille qui oppose les deux principaux actionnaires du groupe de BTP et de communication. Le patron breton retrouve sa liberté et peut augmenter sa participation, trouver des alliés, ou vendre

LE PACTE d'actionnaires entre Martin Bouygues et Vincent Bolloré est mort. Mercredi 25 novembre, à l'ouverture de la Bourse, M. Bolloré a annoncé, dans un bref communiqué, que « le groupe Bolloré a décidé de reprendre sa liberté de manœuvre au sein du capital de Bouygues. En conséquence, il a résilié ce jour le pacte d'actionnaires qui le liait à MM. Martin et Olivier Bouygues ainsi qu'à la SCDM (la société des frères Bouygues) pour une durée de cinq ans et qui limitait sa participation au capital de Bouygues à 14 % ».

« Martin et Olivier Bouygues se réjouissent de cette décision de M. Bolloré, qui va dans le sens des demandes qu'ils ont formulées devant le Conseil des marchés financiers et le tribunal de commerce de Paris », a déclaré dans la foulée le groupe de BTP et de communication. Chaque camp retrouve sa liberté. Vincent Bolloré peut augmenter sa participation dans Bouygues, trouver d'autres alliés, ou vendre s'il le souhaite.

La volte-face était inattendue. Depuis juillet, Vincent Bolloré semblait plutôt sur la ligne d'un maintien à tout prix de cet accord, alors que les frères Bouygues voulaient s'en libérer. Il avait, à cet effet, entamé plusieurs procédures judiciaires pour faire confirmer les engagements du pacte. La semaine dernière encore, il avait entamé une action auprès de la cour d'appel de Paris pour faire infirmer la décision du conseil des marchés financiers (CMF), rendue le 13 no-

vembre. Le CMF avait déclaré qu'au vu des différends persistant entre les deux parties, il n'existait pas d'action de concert. Dans la foulée, le camp Bolloré avait demandé aussi un report des plaidoiries qui devaient se tenir le 3 décembre au tribunal de commerce de Paris sur la validité de l'accord. Toutes ces actions judiciaires sont devenues inutiles. Elles vont être interrompues, à l'exception de la demande d'expertise déposée par Vincent Bolloré auprès du tribunal de commerce de Versailles, pour étudier les conditions de vote de la dernière assemblée générale du groupe en juin.

Plus que le risque de perdre un procès, comme le pense le camp Bouygues, c'est la longueur même

des procédures judiciaires qui pourrait avoir pesé sur la décision de Vincent Bolloré et l'avoir conduit à changer de tactique. Au mieux, les tribunaux n'auraient tranché que dans quatre ou six mois. Pendant ce temps, M. Bolloré, bloqué par l'accord, n'avait aucun moyen de pression, au-delà d'un ministère de la parole, sur le camp Bouygues.

### RESEAU D'ALLIANCES

Martin Bouygues aurait pu poursuivre, en ignorant les remarques de son deuxième actionnaire, la stratégie d'alliance qu'il a déjà commencé à mettre en œuvre. Lundi, TF1 a ainsi annoncé un accord majeur avec Rupert Murdoch. La SAUR, la filiale de services aux

collectivités locales (eau, électricité) du groupe de BTP, étudie une association avec un grand partenaire. Les noms d'EDF, de l'américain Enron, de son concurrent GPU et de l'anglais Anglian Water ont été évoqués. L'opération de partenariat, construite par le biais d'une augmentation de capital de 40 % de la SAUR, devrait être réalisée d'ici à la fin de l'année, selon le souhait de Martin et Olivier Bouygues. Enfin, dans le téléphone, l'activité la plus contestée par Vincent Bolloré, un nouveau tour de table est en cours de constitution à l'occasion du rachat de la participation de 20 % de l'opérateur anglais Cable & Wireless.

A trop attendre, Vincent Bolloré risquait de voir Bouygues se trans-

former sans lui et pris dans des réseaux d'alliances puissants, plus difficiles à dénouer. Les actions Bouygues auraient aussi perdu beaucoup de leur caractère spéculatif. Elles l'ont retrouvé immédiatement après la dénonciation du pacte en gagnant, mercredi 25 novembre, 7,4 % en début de séance à la Bourse de Paris.

Bouygues redevient, comme avant décembre 1997, un groupe au capital mal contrôlé. Même s'il s'est doté, lors de sa dernière assemblée générale, de plusieurs dispositifs anti-OPA qui lui permettent de doubler le capital social, il est à nouveau opérable. Les spéculations sur l'attitude future de Vincent Bolloré vont se multiplier. Que va-t-il faire de sa liberté retrouvée ? Se renforcer dans le capital de Bouygues, trouver des alliés ou vendre ? Le patron breton se refuse à tout commentaire, au-delà de son communiqué d'explications. Sa décision de casser le pacte, comme le demandaient les frères Bouygues, peut cependant paraître moins comme un retrait que comme un nouvel assaut par d'autres voies.

Fort de la trésorerie tirée du groupe Rivaud et de ses possibilités de cession d'actifs immobiliers et bancaires, de plantations en Malaisie ou de participations comme dans Intertechnique, M. Bolloré dispose d'un trésor de guerre d'environ 2 milliards de francs. Son groupe, qui possède déjà 12,5 % du capital de Bouygues, pourrait utiliser ses ressources financières pour y monter aux alentours de 20 %.

Cette position lui permettrait d'ébranler encore plus le pouvoir de Martin Bouygues, qui n'en détiendrait, lui, que 14,5 %. Mais serait-ce suffisant pour le renverser ?

Avant de casser le pacte d'actionnaires avec Martin Bouygues, Vincent Bolloré s'est sans doute assuré quelques soutiens, notamment en faisant miroiter la perspective de leur céder rapidement l'activité de téléphone mobile, s'il prenait le pouvoir. Mais jusqu'où peuvent aller ces appuis ? Une bataille boursière pour s'emparer de Bouygues pourrait coûter très cher : la capitalisation boursière du groupe dépasse actuellement les 28 milliards de francs. S'arrêter sous le seuil des 33 % - au-delà le lancement d'une OPA (offre publique d'achat) est obligatoire - semble risqué. Beaucoup de groupes se sont engouffrés dans le passé, au cours de tentatives de prise de contrôle rampantes. Au cas où ces deux scénarios échoueraient, le patron breton a toujours la possibilité de vendre : au cours actuel, il réaliserait déjà une plus-value de l'ordre de 2,5 milliards de francs.

Choisissant de reprendre l'offensive sur le terrain boursier et non plus juridique, Vincent Bolloré a l'avantage de la surprise. L'issue de ce combat financier demeure cependant incertaine. Tout risque de dépendre de la solidité des alliances et des accords que les deux camps ont négocié dans la coulisse au cours des derniers mois.

Martine Orange

## « Des propositions interprétées comme des critiques »

VINCENT BOLLORÉ explique sa décision dans une déclaration écrite rendue publique mercredi 25 novembre au matin : « Nous avons signé, il y a maintenant près d'un an, un accord, à la demande de la famille Bouygues, qui avait pour objet de stabiliser le capital de l'entreprise pour le long

terme et permettre ainsi au management de développer le groupe. (...) Après avoir étudié en profon-

deur la situation de l'entreprise Bouygues (...), il nous est apparu que ce groupe n'avait pas les moyens de se développer dans tous les métiers. Il nous a semblé évident que c'était le téléphone qui représentait le plus de risques et en même temps la meilleure possibilité de prise de bénéfice. Ainsi le groupe Bouygues sortirait au meilleur moment d'un métier très coûteux, en faisant une considérable plus-value lui permettant de développer ses autres métiers où il détient des positions de leader : la construction, les services et l'audiovisuel (...). Les propositions émises par le groupe Bol-

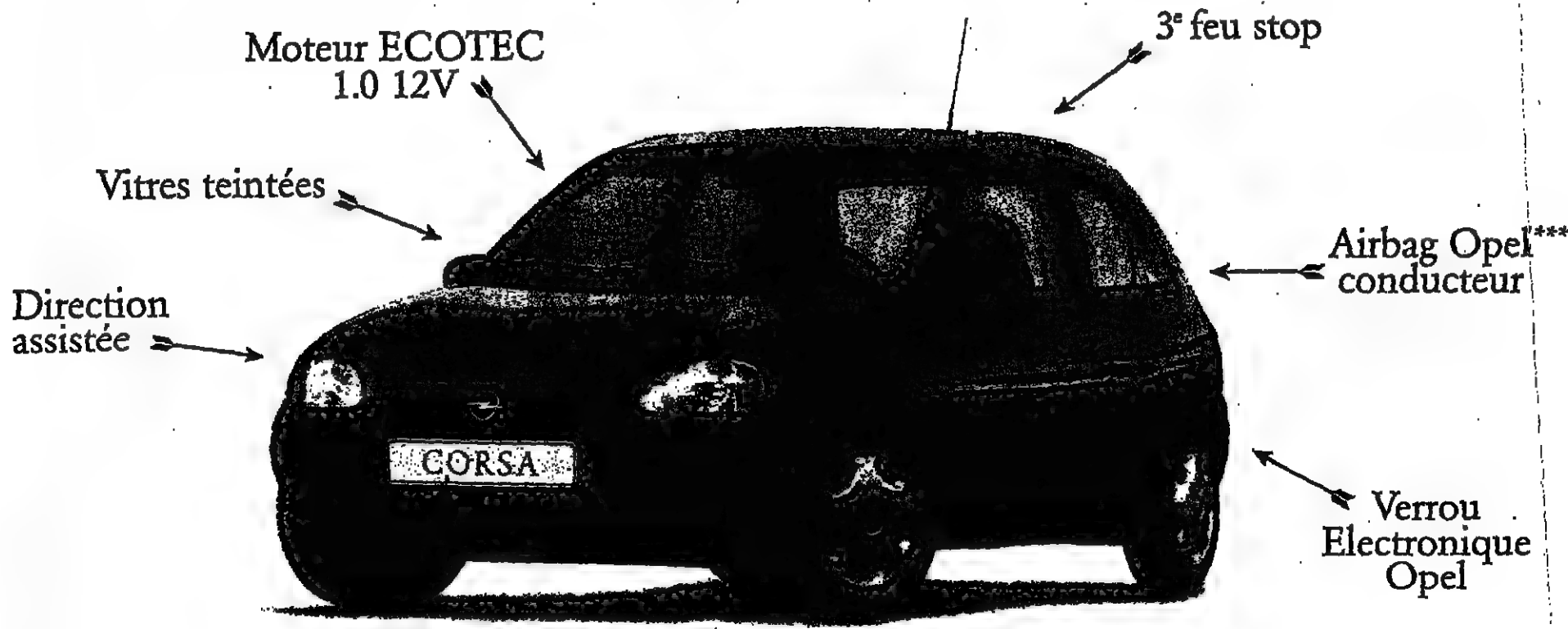
loré (...) ont été immédiatement interprétées comme des critiques inacceptables par le management, qui n'a cependant fourni aucun élément susceptible de remettre en cause cette analyse. En conséquence, le groupe Bolloré, qui était par accord limité à un maximum de 14 % du capital, soit au niveau équivalent de celui de la famille, et d'autre part bloqué pour cinq années sur les titres qu'il avait déjà acquis, a décidé de retrouver sa liberté de manœuvre, et pour cela a dénoncé ce jour le pacte qui le liait aux frères Martin et Olivier Bouygues. »



VERBATIM

## OPEL CORSA SIOUX : 49 950 F\*

### Jusqu'à 930 km\*\* avec un seul plein



OFFRE EXCEPTIONNELLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1998

\*Corsa Sioux 1.0 12V 3p. à partir de 49 950 F au lieu de 54 950 F (hors options). Offre Opel de 5 000 F déduite, non cumulable réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/12/98. Tarif au 27/07/98. AM 99. \*\*Consommation (l/100 km) extra urbaine : 4,9 (CE 93/116 : 7,7 / 4,9 / 5,9). \*\*\*Marque déposée, coussin gonflable de sécurité.

**OPEL**

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OPEL







## Havas et Bertelsmann garnissent séparément leur corbeille de mariage

Les négociations entre les deux groupes pour la création d'une joint-venture concernant la presse professionnelle, prévue avant la fin de l'année, sont compliquées par les acquisitions récentes de l'un et de l'autre. L'évaluation des forces des futurs partenaires en est modifiée

LES BANS du mariage sont publiés depuis plusieurs mois. La date de la cérémonie a été fixée aux alentours de Noël. Mais les deux fiancés ont du mal à s'entendre sur le lieu des épousailles et, surtout, sur la dot. « Les mariages les plus solides sont ceux qui se préparent le plus longtemps », commente Eric Licoys, PDG d'Havas. Alliés dans le multimédia, Havas et Bertelsmann ont souhaité poursuivre leurs bonnes relations dans un secteur où l'un et l'autre n'occupent pas une place suffisamment importante, face aux grands groupes anglo-saxons ou néerlandais, comme Wolters Kluwer, Reed-Elsevier ou Thomson.

Chacun des partenaires a multiplié les déclarations dans la presse, assurant de sa bonne volonté et de la bonne marche d'un rapprochement annoncé, tout en prenant parfois quelque distance. Dans le même temps, chacun a fait ses emplettes séparément, depuis l'achat en commun du groupe espagnol de presse médicale Doyma en juin. Havas a pris le contrôle d'un autre espagnol, Anaya, de L'Étudiant et de ses salons, puis tout récemment des éditions du Vidal. La branche professionnelle de Bertelsmann a,

de son côté, doublé de volume d'un seul coup en prenant le contrôle de l'éditeur spécialisé Springer-Verlag.

Ce secteur, qui était un peu le parent pauvre de Bertelsmann, a pris une nouvelle impulsion avec l'arrivée à sa tête, avant l'été, de Jürgen Richter, l'ancien patron du groupe Axel Springer - l'éditeur du *Bild Zeitung*, distinct du groupe spécialisé racheté par Bertelsmann. Le nouveau patron du géant allemand, Thomas Middelhoff, lui a rendu hommage dans un entretien à *Die Welt*, estimant que « le secteur de l'information spécialisée a atteint la bonne taille ». Le patron de Bertelsmann estime qu'il peut « se développer à l'étranger » dans l'édition scientifique, sans évoquer Havas.

**CALENDRIER MAINTIENU**  
Depuis quelques semaines, la situation s'est quelque peu tendue. Le directeur de la communication de Bertelsmann a déclaré à *La Tribune* du 20 novembre : « Une alliance avec Havas est concevable, mais rien n'est décidé, tout est ouvert et nous n'avons jamais encore vraiment négocié ». Le porte-parole de la branche professionnelle,

Hans-Rainer Greger, pondère aujourd'hui les propos : « Les discussions se poursuivent, nous voulons nous associer avec Havas. C'est très important pour nous. C'est bien l'une de nos priorités ».

Les deux groupes ont fait procéder à des évaluations de l'ensemble de leurs actifs, susceptibles de figurer dans leur corbeille de mariage. Les résultats de cette opération complexe étaient attendus pour fin novembre, et moins que l'absorption de Springer Verlag ne retarde les choses. « Cela

change la donne, a reconnu M. Licoys. Les parties doivent regarder différemment les conditions dans lesquelles elles doivent s'allier. » Le calendrier d'aboutissement des négociations, fixé à la fin de l'année, n'est pas remis en cause. Dans ce secteur de la presse professionnelle, Bertelsmann représente désormais 1,25 milliard de deutschemarks (environ 4,1 milliards de francs), soit pratiquement le même poids qu'Havas (4,23 milliards de francs).

Au début des discussions, le

poids de Bertelsmann était inférieur. Une association à 50/50 n'était possible qu'en échange d'une souche financière, et la direction de l'opération par Havas semblait aller de soi. Le réajustement change quelques données, même si Havas annonce une rentabilité de plus de 20 % dans la presse professionnelle, un taux que ne semble pas atteindre Bertelsmann. Au sein du groupe allemand, on se refuse à tout commentaire sur la question de la présidence de la joint-venture, à laquelle Jürgen Richter semble tenir.

En présentant le rachat de l'éditeur de logiciels américain Cendant Software, Jean-Marie Meslier, PDG de Vivendi, a averti : « Havas ne fera aucun accord qui ne tienne pas compte de sa force réelle ou de sa capacité managériale ». Le patron de la branche professionnelle d'Havas, Marc-Noël Vigier, précise : « On ira jusqu'au bout dans la recherche d'un accord avec Bertelsmann. Mais nous serons fermes, car nous avons la meilleure presse professionnelle du monde, avec des marques fortes comme *Le Moniteur* ou *O1 Informatique*, et que notre niveau de rentabilité est excellent ».

Les parties ne sont pas non plus d'accord sur le périmètre de la joint-venture. « Cela fait partie, comme la question de la présidence ou de la souche financière, du champ des négociations. Rien n'est décidé », déclare-t-on chez Havas. « La joint-venture porte sur la presse médicale, la construction, les transports, mais la presse informatique ne fait pas partie du périmètre », affirme-t-on chez Bertelsmann. Il s'agit du groupe Tests, qui réalise un chiffre d'affaires de 650 millions de francs et qui publie *O1 Informatique*, *Micro Hebdo*. Des discussions ont eu lieu en septembre avec le groupe néerlandais VNU, qui a repris Excelsior Informatique, pour envisager un rapprochement. Mais aucune entente n'a été possible. Et Havas ne veut pas exclure Tests de la corbeille de mariage.

« Si nous ne trouvons pas d'accord avec Bertelsmann, nous rechercherons d'autres solutions », constate Marc-Noël Vigier. Nous sommes très courtisés. Cela ne mettra pas en cause notre volonté de nous redéployer à l'international dans la presse spécialisée ».

Alain Sallès

### 6 milliards de cessions, 7 milliards d'acquisitions

Depuis la prise de contrôle par Vivendi (ex-Générale des eaux), Havas a totalement modifié son périmètre pour se concentrer sur l'écrit et le multimédia. Près de 6 milliards de francs d'actifs ont été cédés (*Le Point*, *Métrobus*, *IFJ*, *Jeux Nathan*, *Havas Voyages*, *ODA*, etc.). Cette stratégie doit continuer avec la cession de l'éditeur Avenir.

Depuis le printemps, Havas a déboursé environ 7 milliards de francs pour des acquisitions, principalement à l'international : *Le Quotidien du médecin* (environ 200 millions de francs) ; l'éditeur de presse médicale espagnol *Doyma* (avec Bertelsmann) ; le groupe espagnol, spécialisé dans l'éducation, *Anaya* (1,3 milliard de francs) ; le groupe *L'Étudiant* (175 millions de francs) ; l'éditeur de logiciel américain *Cendant* (4,5 milliards, avec une réévaluation possible d'un maximum 1 milliard de francs) ; *Le Vidal* (plus de 500 millions de francs). Le groupe a considérablement assis ses positions dans le domaine de l'éducation et de la médecine.

## Canal Plus dans le collimateur du gouvernement polonais

La chaîne cryptée envisage d'aller émettre hors du pays

### VARSOVIE

Les relations entre Canal Plus Pologne et les autorités de Varsovie se tendent. Au moment même où les responsables de la chaîne cryptée signalent, le 18 novembre, un accord consacrant la création d'une plate-forme numérique commune avec la télévision publique polonaise et plusieurs chaînes privées, le ministère polonais des télécommunications a envoyé au siège de Canal Plus Pologne des agents chargés de débrancher le transporteur, qui permettrait précisément la retransmission, sur la plate-forme numérique, des programmes des deux chaînes de la télévision publique.

Des arguments juridiques et techniques ont été avancés pour justifier cette décision surprenante : l'émetteur utilisé par Canal Plus ne serait pas homologué, et les statuts de la télévision polonaise ne l'autoriseraient pas à être retransmise par satellite par un tiers.

Mais au-delà de ces arguments - d'ailleurs contestés - se dessine une raison plus fondamentale. Canal Plus, tout comme la télévision polonaise, est dans le collimateur du gouvernement de centre droit au pouvoir depuis un an.

### DEMANDE DE RÉÉQUILIBRAGE

C'est particulièrement vrai pour la télévision publique, dont les principaux responsables ont été nommés par le précédent gouvernement (postcommuniste), et avaient activement participé à la

campagne électorale du président Alexandre Kwasniewski. Le gouvernement fait, depuis quelques semaines, énergiquement pression sur elle pour obtenir un réajustement de ses programmes jugés trop favorables à l'opposition, et de ses organes dirigeants.

### LE PROBLÈME WIZJA

Dans une certaine mesure, Canal Plus est aussi concerné. Il s'est installé en Pologne sous le gouvernement précédent, et est actuellement dirigé par Lew Rywlin, peu apprécié de certains responsables actuels pour ses liens, jadis, avec « l'ancien régime ». Mais Canal Plus Pologne (dont Canal Plus France, et à travers lui Vivendi, est actionnaire à 33 %) est en conflit avec les autorités polonaises sur un autre plan : la chaîne leur reproche leur laxisme à l'égard d'une chaîne cryptée concurrente (et américaine), *Wizja*, qui diffuse depuis l'étranger (Budapest), et n'est donc pas soumise aux contraintes auxquelles a dû consentir Canal Plus pour obtenir sa concession - en

particulier financier assez largement la production cinématographique polonaise.

*Wizja*, émanation de la société américaine Art Entertainment, a elle aussi mis en place une plate-forme numérique, alignant ainsi la concurrence avec Canal Plus, après une période où les deux rivaux avaient fait mine de vouloir coopérer.

Du coup, Canal Plus commence à laisser entendre, plus ou moins ouvertement, que le jeu n'était plus équitable. Il pourrait bien se retirer de Pologne pour émettre, lui aussi, de l'étranger. C'est déjà ce qu'il s'apprête à faire pour sa plate-forme numérique, mais, désormais, sans les chaînes publiques qui constituaient un de ses attraits majeurs. Rien ne dit pourtant que les mauvaises manières faites à Canal Plus soient définitives : dans ce secteur aussi mouvant que peu « transparent », un vaste marchandage n'est pas plus à exclure qu'une brouille durable.

Jan Krauze

## Le belge Roularta entre en Bourse

RICK DE NOLF, PDG du groupe de presse flamand Roularta, a annoncé, le 23 novembre, l'introduction à la Bourse de Bruxelles de 15 à 17 % du capital de ce groupe familial. L'opération devrait apporter 2 milliards de francs belges (environ 330 millions de francs) à cette entreprise qui cherche à se développer dans le secteur audiovisuel. Issu, dans les années 50, d'une petite imprimerie de Roulers, en Flandres, Roularta s'est peu à peu taillé une place dominante dans le marché des journaux gratuits et de la presse magazine régionale.

Le groupe contrôle notamment *Le Vif-L'Express*, principal hebdomadaire belge francophone, et la chaîne de télévision privée VTM, qui détient 35 % des parts de marché en Flandres. (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : les syndicats CGT, CFDT et SNJ de France 2 appellent les journalistes de la chaîne à cesser le travail à partir de jeudi 26 novembre. Cette décision fait suite à la grève des monteurs, qui se prolonge.

■ **ABATTEMENT FISCAL** : l'intersyndicale des journalistes (SNJ, CFDT, CGT, CFTC, CGC, FO-SJ) a estimé, le 23 novembre, que la « balle [était] dans le camp de l'Assemblée nationale et du gouvernement » après la décision du Sénat de rétablir, pour une année supplémentaire, les abattements fiscaux de soixante-quatorze professions, dont les journalistes. Un arrêt de travail de vingt-quatre heures minimum de l'ensemble de la profession est prévu le pour 1<sup>er</sup> décembre.

## Le désert de Lawrence d'Arabie en terrain de jeu télévisé

### AQABA

de notre envoyé spécial

Le mytique désert du Wadi Rum, où s'illustra Lawrence d'Arabie, va se transformer en terrain de jeu pour la télévision. Face aux « sept piliers de la sagesse », ces formations rocheuses dressées au milieu des sables aux couleurs changeantes, quatre candidats - deux femmes, deux hommes - devront résoudre des énigmes et surmonter des épreuves sportives qui leur permettront de pénétrer dans un palais construit en plein désert. Un candidat et une candidate atteindront les forges de ce palais afin d'y fondre deux masques qui constitueront leur trésor, aboutissement de ce jeu d'aventures baptisé « Les Forges du désert ».

### SUR LE MODÈLE DE « FORT BOYARD »

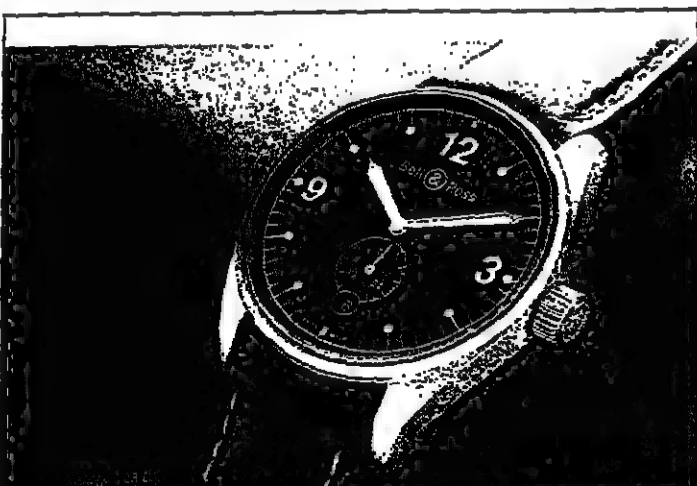
Le groupe Expand Images, déjà producteur à succès de « Fort Boyard » diffusé depuis huit ans sur France 2 et dans cinquante pays, en a eu l'idée. « Le concept des « Forges du désert » imaginé il y a près de quatre ans s'inscrit dans la continuité de « Fort Boyard », explique Denis Mermel, responsable des jeux chez Expand. C'est le même esprit d'aventure, avec un lieu de rêve et d'énormes difficultés de production qui nécessitent une créativité sans cesse renouvelée ».

Expand Images a choisi le désert de Wadi Rum « pour la diversité de ses paysages », mais surtout en raison du grand intérêt manifesté par le gouvernement jordanien, qui a vu tout de suite les bénéfices touristiques de ce jeu déjà prévenu à France 2, en Suède, au Danemark et en Norvège. Le 16 no-

vembre, pour la pose de la première pierre du palais, le prince Abdallah, fils aîné du roi Hussein, s'est déplacé dans le désert pour y rencontrer Dominique Ambiel, coprésident d'Expand Images, et Yves Blot, directeur de l'unité variétés, jeux et divertissements de France 2. Accompagné de son épouse, la princesse Rania, et de ses gardes du corps, le prince - chef des forces spéciales jordaniennes - a souligné qu'il « appuyait sans réserve ce projet qui permettra au monde entier de découvrir les beautés de cette région ». Malgré le classement du site, le gouvernement jordanien a délivré un permis de construire pour ce palais fabriqué pièce par pièce dans une petite usine de béton, à Aqaba. Il a aussi autorisé l'aménagement d'une piste de 9 kilomètres, qui permettra l'acheminement du matériel par camions. Assemblée comme un puzzle par des ouvriers locaux, l'édifice « travaillé » par les décorateurs devra « s'intégrer parfaitement » au paysage et préserver l'environnement.

Pour ce jeu d'aventures orientales hors du commun, Expand Images a investi près de 40 millions de francs. D'abord réticent, France 2 a pris une option sur quatre émissions (3 millions de francs l'unité) et devrait le diffuser à l'hiver 1999, après les pays scandinaves. De son côté, la télévision jordanienne espère bénéficier d'une version en arabe, malgré les difficultés posées par la participation de deux femmes à un jeu télévisé de type sportif. La présélection des candidats a commencé et le tournage devrait démarrer en mai 1999.

Daniel Psemny



**Bell & Ross**  
COLLECTION VINTAGE

Exposition Bell & Ross du 4 au 31 Décembre 1998  
chez CAPET-Joailier 64, rue Pierre Charron 75008 Paris

Bell & Ross 01 85 35 36 00, email : bellross@netcom.fr, website : www.bellross.com

**À force de vendre des téléphones, il était normal qu'on vous laisse notre numéro.**

ACTIONS, la lettre aux Actionnaires d'Alcatel, vient de paraître. Pour la recevoir, appelez-nous.

LIGNE DIRECTE ACTIONNAIRES

**0 800 354 354**

7 jours sur 7. 9h / 20h. Appel gratuit.

www.alcatel.com

ALCATEL



## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **BOUYGUES-BOLLORÉ**: Vincent Bolloré rompt le pacte d'actionnaires qui le liait à la famille Bouygues (lire p. 19).

● **DASA-BAE**: Dominique Strauss-Kahn, ministre des finances, a déclaré, mardi 24 novembre, que la conclusion d'un rapprochement entre British Aerospace et l'allemand DASA serait « peut-être plus simple pour la suite » des discussions européennes entre industriels de l'aéronautique et de la défense et que le gouvernement français « ne cherche pas forcément une parade » à cette fusion.

● **THOMSON**: des négociations pour un accord-cadre sur les conséquences sociales de la fusion entre Thomson-CSF RCF, Dassault-Electronique et Thomson Missile-Electronique (TME), se sont engagées, mardi, dans les trois entités, a indiqué la CFDT. La direction de Thomson-CSF envisage de supprimer 130 emplois sur les deux ans à venir.

● **BENETTON**: les autorités allemandes de la concurrence ont condamné mardi le groupe italien à une amende de 2,5 millions de marks (8,3 millions de francs), lui reprochant d'avoir imposé ses grossistes à l'ensemble des magasins français. Le fabricant de prêt-à-porter a fait appel.

● **SUEZ-LYONNAISE DES EAUX**: Gérard Mestrallet, président du directoire, a été élu manager de l'année par le jury du magazine *Le Nouvel Economiste*.

## SERVICES

● **STC**: le Syndicat des travailleurs corses a lancé mardi plusieurs appels à la grève à partir de mercredi, notamment dans les transports, pour protester contre l'incarcération de son secrétaire général, qui avait agité, jeudi 19 novembre, le directeur régional de la santé.

● **HILTON**: les actionnaires du groupe hôtelier et de jeux américain Hilton Hotels Corporation ont approuvé mardi la séparation de l'entreprise en deux entités, l'une pour les jeux et l'autre pour les hôtels.

● **ALITALIA**: le conseil d'administration d'Alitalia a approuvé mardi le principe d'un accord avec la compagnie aérienne KLM, accord qui pourrait également concerner la compagnie américaine Northwest Airlines. L'annonce officielle serait attendue pour vendredi.

● **ELECTRICITÉ DE STRASBOURG**: Hubert Haenel, sénateur RPR du Haut-Rhin et premier vice-président du Conseil régional d'Alsace, a suggéré mardi de privatiser l'électricité de Strasbourg pour trouver les 2 milliards de francs manquant au financement de la première phase du TGV-Est (Paris-Strasbourg).

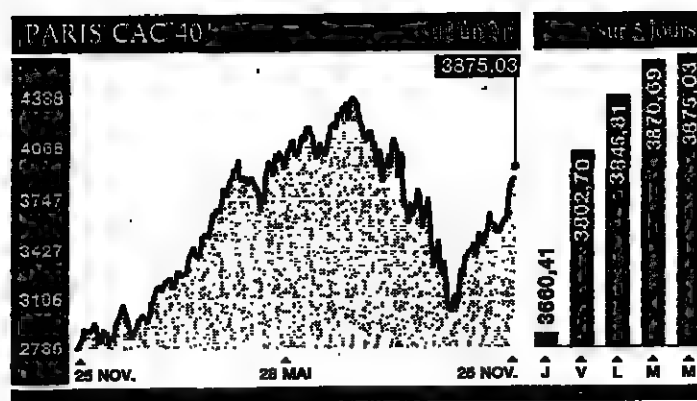
● **TÉLÉPHONE MOBILE**: les ventes de téléphones mobiles devraient atteindre 38,5 millions d'unités en Europe pour 1998, en hausse de 35 % par rapport à 1997, selon l'institut GfK.

## FINANCE

● **DEXIA**: le groupe bancaire franco-belge a annoncé, mardi, la prise de contrôle de la quatorzième banque italienne Credito, en portant sa participation de 40 % à 60 % du capital. Cette opération est valorisée à 1,3 milliard de francs.

● **BANQUE SAN PAOLO-IMI**: la première banque italienne renforce sa coopération avec la banque espagnole Banco di Santander en faisant l'acquisition de 1 % de son capital pour 380 milliards de lire (1,3 milliard de francs). Banco di Santander contrôle déjà 5 % du capital du San Paolo-IMI.

\* Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde »: [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausseurs	Cours 24/11	Var. %	Cours 24/11	Var. %
METALLURGIE	11,67	+11,67	BIS	-4,50
CHIMIE	7,81	+7,81	ALSTOM	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34
CHIMIE	7,81	+7,81	CHIMIE	-4,34

## LES PLACES BOURSINIÈRES

## PARIS

LA BOURSE DE PARIS, après des débuts hésitants, s'est reprise dans le courant de la matinée et affichait un gain de 0,77 % à 3 868,95 points à la mi-journée, mercredi 25 novembre. La stabilité du dollar légèrement au-dessus du niveau symbolique de 5,70 francs et les mouvements spéculatifs de certaines grandes valeurs permettaient à l'indice d'être favorablement orienté. Remy Coindreux voyait son titre caracolier en tête des progressions (+8 %) grâce aux rumeurs de cession de Krug, sa marque de champagne, qui laissaient entrevoir un rachat salubre pour un groupe fortement endetté par ailleurs. Le titre Sagem, recommandé à l'achat par certains analystes financiers, gagnait 8 % également. A la suite de la dénonciation par Vincent Bolloré du pacte d'actionnaires qui le liait à Martin Bouygues, l'action du leader mondial du BTP gagnait 8 % sur des mouvements spéculatifs.

## FRANCFORT

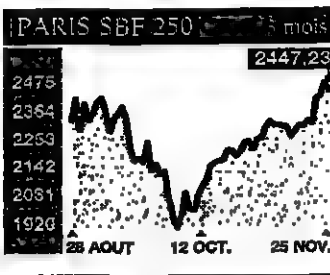
L'incertitude dominait en début de matinée à la Bourse de Francfort, mercredi 25 novembre. Après une ouverture en baisse de 0,27 %, l'indice DAX se ressaisissait quelques minutes plus tard pour afficher un gain de 0,62 %, à 4 985,2 points. Affecté par des prises de bénéfice, le titre Daimler-Chrysler était en chute de 2,7 %. Dresdner Bank (+2,1 %) et Deutsche Bank (+2 %) regagnaient une partie du terrain cédé la veille. Dans l'attente de la publication de son bénéfice au troisième trimestre, l'action Deutsche Telekom demeurait inchangée.

## LONDRES

La Bourse de Londres a terminé en baisse, mardi 24 novembre, l'indice FT100 cédant 0,86 %, à 5 798,3 points. Au diapason des autres places boursières internationales, le climat était dominé par des prises de bénéfice.

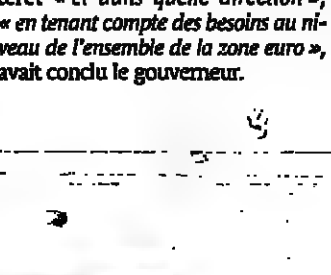
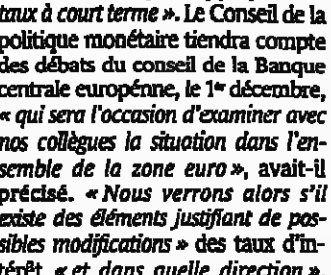
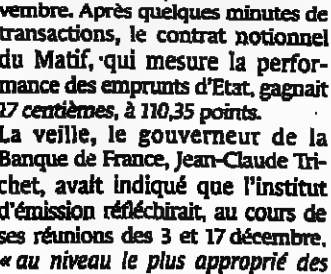
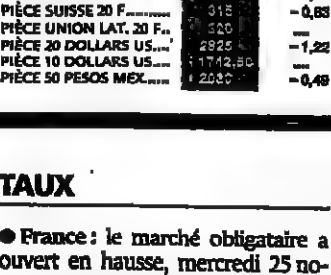
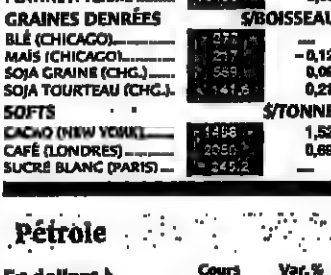
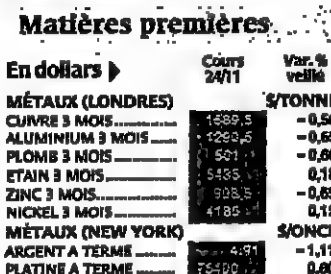
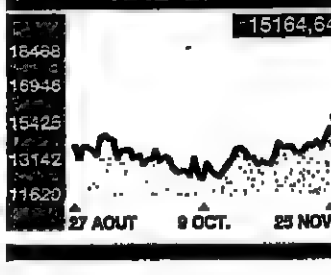
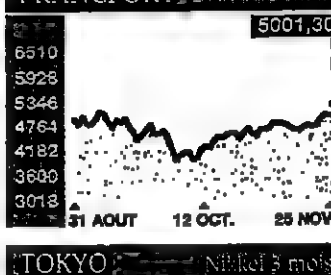
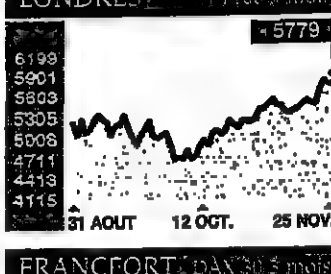
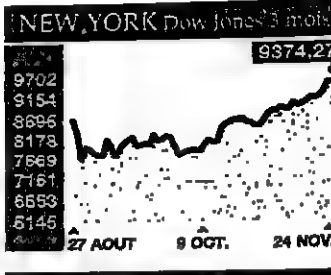
## Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 24/11	Var. %	Cours 24/11	Var. %
PARIS CAC 40	3868,95	+0,77	NEW YORK DJ	+0,24
SBF 120	2810,71	+0,87	SP 500	+0,24
SECOND MAR.	2147,25	+0,46	NASDAQ	+0,24
MIDCAP	1652,80	+0,05	BOVESPA	+0,24
LONDRES FT100	5779,00	-0,86	JOHANNESBURG	+0,24
AMSTERDAM AEX	1120,42	+0,36	MEXICO BOLSA	+0,24
BRUXELLES BEL	2147,25	+0,46	SANTO DOMINGO	+0,24
FRANCFORT DAX	4985,20	+0,62	SAO PAULO BOV	+0,24
MADRID IBEX35	3474,30	-0,05	TORONTO PSE 100	+0,24
MILAN MIB100	3224,40	+1,54	ASIE 10h15	+0,24
SUISSE SMI	2147,25	+0,46	BANGKOK SET	+0,24
EURO STOXX 30	3224,40	+1,54	HONGKONG HSI	+0,24
STOCK 600	2147,25	+0,46	SEOUL	+0,24
EURO STOXX 50	3224,40	+1,54	SINGAPOUR ST	+0,24
STOCK 50	2147,25	+0,46	SYDNEY ALL O	+0,24
EURO STOXX 50	3224,40	+1,54	TOKYO NIKKEI	+0,24



## Monde

Cours 24/11	Var. %	Cours 24/11	Var. %
NEW YORK DJ	+0,24	NEW YORK DJ	+0,24
SP 500	+0,24	SP 500	+0,24
NASDAQ	+0,24	NASDAQ	+0,24
BOVESPA	+0,24	BOVESPA	+0,24
JOHANNESBURG	+0,24	JOHANNESBURG	+0,24
MEXICO BOLSA	+0,24	MEXICO BOLSA	+0,24
SANTO DOMINGO	+0,24	SANTO DOMINGO	+0,24
SAO PAULO BOV	+0,24	SAO PAULO BOV	+0,24
TORONTO PSE 100	+0,24	TORONTO PSE 100	+0,24
ASIE 10h15	+0,24	ASIE 10h15	+0,24
BANGKOK SET	+0,24	BANGKOK SET	+0,24
HONGKONG HSI	+0,24	HONGKONG HSI	+0,24
SEOUL	+0,24	SEOUL	+0,24
SINGAPOUR ST	+0,24	SINGAPOUR ST	+0,24
SYDNEY ALL O	+0,24	SYDNEY ALL O	+0,24
TOKYO NIKKEI	+0,24	TOKYO NIKKEI	+0,24



## ÉCONOMIE

## Jacques Delors favorable à un grand emprunt européen

A L'OCCASION de la présentation, mardi 24 novembre, d'un rapport, réalisé par l'association Notre Europe, qu'il préside, et le Centro Europa Ricerche de Rome, sur les effets de la crise financière actuelle pour l'économie européenne, l'ancien président de la Commission, Jacques Delors, a soutenu l'idée d'un grand emprunt pour financer des investissements dans les nouvelles technologies. M. Delors a par ailleurs souligné que la représentation de la Commission dans les instances internationales, comme les réunions du G7 financier, « est un point de principe, pas un point d'opportunité ». « S'il en était autrement, la Commission devrait aller devant la Cour européenne de justice », a-t-il ajouté.

■ **ÉTATS-UNIS**: la collecte nette des fonds de placement américains en actions s'est élevée à 2,35 milliards de dollars en octobre, après 6,32 milliards de dollars en septembre.

■ **Le produit intérieur brut (PIB)** américain a progressé en rythme annuel de 3,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre 1998, contre une première estimation de 3,3 %, a indiqué mardi le département du commerce.

■ **L'indice de confiance** des consommateurs dans les conditions présentes et les perspectives de l'économie américaine a regagné 6,7 points en novembre, inversant une tendance négative qui avait fait perdre près de 20 points à ce baromètre.

■ **CANADA**: les États-Unis ont créé plus d'emplois au cours de la dernière décennie que le Canada, en raison d'une fiscalité moins élevée sur les salaires, selon un rapport officiel publié mardi. De même, la qualité des emplois créés aux États-Unis est plus élevée qu'au Canada, conclut le rapport de l'organisme gouvernemental, Statistique Canada.

■ **FRANCE**: le premier ministre Lionel Jospin a déclaré, mardi, que « l'idée de bonus-malus » pour limiter le recours au travail précaire faisait partie d'un éventail de mesures possibles ».

■ **M. Jospin a estimé** mardi que « le plus grave de la crise financière internationale est maintenant jugulé ». « En 1999, nous espérons bien faire 2,7 % de croissance, a ajouté le premier ministre. Affirmer une perspective, si elle est raisonnable, mais en même temps si elle est un peu volontariste, c'est aussi se donner plus de chances de l'atteindre ».

■ **FRANCE-ITALIE**: la création d'un comité d'experts franco-italien, destiné à régler dans le détail les relations économiques et financières entre les deux pays au sein de l'Union européenne, a été décidée mardi à Paris, au cours de la rencontre entre MM. Jospin et D'Alema, a annoncé le chef du gouvernement italien.

■ **ITALIE**: l'inflation provisoire a augmenté de 1,5 % en novembre en Italie, en rythme annuel, après 1,8 % en octobre, sur la base de données fournies par onze villes considérées comme représentatives au niveau national.

■ **CORÉE DU SUD**: l'économie sud-coréenne s'est contractée de 6,8 % en glissement annuel au cours du troisième trimestre, soit son plus net repli depuis quarante-cinq ans, a indiqué mercredi la Banque centrale de Corée. Cette forte baisse du PIB intervient après une chute de 3,9 % au premier trimestre et de 6,8 % au second trimestre. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le PIB a subi une contraction de 5,9 % en glissement annuel.

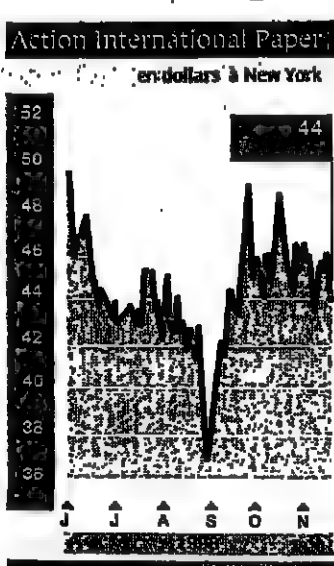
■ **BANGLADESH**: la Banque mondiale a accordé un prêt de 200 millions de dollars (1,4 milliard de francs) à l'Etat du Bangladesh pour soutenir son économie. Ce financement aidera le Bangladesh « à maintenir sa stabilité macroéconomique en participant aux coûts d'importations nécessaires à la restauration d'infrastructures, au maintien du niveau de production et au maintien des stocks de grains », précise la Banque mondiale.

## Valeur du jour : International Paper s'offre Union Camp

LE MOUVEMENT DE FUSIONS qui anime Wall Street ne concerne pas seulement les valeurs de la haute technologie et de la finance. Mardi 24 novembre, le papeterier américain International Paper (IP) a annoncé qu'il allait racheter le papeterier français Union Camp. Le montant de l'opération s'élève à 6,6 milliards de dollars (plus de 37 milliards de francs), soit plus que le total des actions échangées pour le rachat de Netscape par America Online.

Pour les actionnaires d'Union Camp, l'opération est une bonne affaire. IP va leur offrir 71 dollars pour chacun de leur titre, 45 % de plus que le cours de clôture de lundi. En revanche, à l'annonce de cette acquisition, l'action International Paper a reculé, mardi, de près de 4 %, à 44 dollars. Les investisseurs s'attendent que la rentabilité par action du papeterier baisse à court terme, car ce rapprochement va accroître son endettement, qui devrait atteindre 9,85 milliards de dollars.

Cette fusion va toutefois améliorer les parts de marché d'International Paper. En 1997, la société totalisait 20,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires, tandis que les ventes d'Union Camp s'élevaient à 4,5 milliards de dollars. Le nouvel ensemble peut espérer atteindre une part de marché du papier de bureaux et de l'emballage en carton outre-Atlantique très supérieure à 20 %.



contre seulement 12 % pour International Paper. Avec ce rachat, IP va conforter son premier rang mondial. Les analystes espèrent que le nouveau groupe pourra réaliser des économies d'échelle et améliorer sa rentabilité. L'entreprise pense ainsi économiser 200 millions de dollars en réduisant son personnel administratif et en regroupant des bureaux.

Au troisième trimestre, International Paper a vu son résultat net fondre à 21 millions de dollars, contre 102 millions au cours de la même période de 1997. Cette chute des bénéfices s'explique en grande partie par les provisions passées au titre d'un vaste programme de restructuration incluant notamment la suppression de 1 500 emplois (sur 80 000). Pour améliorer ses résultats, IP avait déjà annoncé cet été des cessions d'actifs pour un montant d'environ 2 milliards de dollars.

La course à la rentabilité dans le secteur de l'industrie papetière s'est intensifiée ces derniers mois. Après le rachat d'Avenor par Bowater au printemps, le groupe irlandais Smurfit a acquis la semaine dernière l'américain Stone Container et les observateurs s'attendent à d'autres opérations d'ici la fin de l'année.

Joël Morio

## MONNAIES

● **Dollar**: le billet vert s'inscrivait en légère baisse, mercredi matin 25 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,7040 mark et 5,7133 francs. La monnaie américaine était pénalisée par le repli de Wall Street, la veille, et par des prises de bénéfices après sa forte hausse des jours précédents.

Selon les analystes, le dollar devrait toutefois continuer à faire preuve de fermeté au cours des prochaines semaines, compte tenu à la fois du dynamisme toujours grand de l'économie américaine - confirmé mardi par les chiffres de croissance au troisième trimestre et par le rebond de la confiance des consommateurs - et des anticipations d'un assouplissement de la politique monétaire en Europe.

Karl-Otto Pöhl, ancien président de la Bundesbank, a estimé mardi qu'il y a « de la marge pour des taux encore plus bas » en Europe.

## Cours de change

25/11 12h30	Cours 24/11	Var. %	Cours 24/11	Var. %
FRANCE	5,70	+0,01	FRANCE	+0,01
DM	1,7040	+0,01	DM	+0,01
LIRE (100)	193,84	+0,01	LIRE (100)	+0,01
YEN (100)	120,88	+0,01	YEN (100)	+0,01
FLORIN	1,92	+0,01	FLORIN	+0,01
FR. S.	1,92	+0,01	FR. S.	+0,01
LIVRE	0,60	+0,01	LIVRE	+0,01
ECU	0,88	+0,01	ECU	+0,01
DOLLAR	0,88	+0,01	DOLLAR	+0,01

## Taux d'intérêt (%)

Taux 24/11	Taux 24/11	Taux 24/11	Taux 24/11
FRANCE	5,70	FRANCE	5,70
ALLEMAGNE (100)	5,70	ALLEMAGNE (100)	5,70
GDE-BRETAGNE (100)	5,70	GDE-BRETAGNE (100)	5,70
ITALIE (100)	5,70	ITALIE (100)	5,70
JAPON (100)	5,70	JAPON (100)	5,70
ÉTATS-UNIS (100)	5,70	ÉTATS-UNIS (100)	5,70
SUISSE (100)	5,70	SUISSE (100)	5,70
PAYS-BAS (100)	5,70	PAYS-BAS (100)	5,70

## Marché des changes

Devises 17h35	Cours 24/11	Var. %	Cours 24/11	Var. %
ALLEMAGNE (100)	5,70	+0,01	ALLEMAGNE (100)	+0,01
AUTRICHE (100)	5,70	+0,01	AUTRICHE (100)	+0,01
BELGIQUE (100)	5,70	+0,01	BELGIQUE (100)	+0,01
CANADA	5,70	+0,01	CANADA	+0,01
DANEMARK (100)	5,70	+0,01	DANEMARK (100)	+0,01
ESPAGNE (100)	5,70	+0,01	ESPAGNE (100)	+0,01
ÉTATS-UNIS	5,70	+0,01	ÉTATS-UNIS	+0,01
FINLANDE (100)	5,70	+0,01	FINLANDE (100)	+0,01
GDE-BRETAGNE (100)	5,70	+0,01	GDE-BRETAGNE (100)	+0,01
GRÈCE (100)	5,70	+0,01	GRÈCE (100)	+0,01
IRLANDE	5,70	+0,01	IRLANDE	+0,01
ITALIE (100)	5,70	+0,01	ITALIE (100)	+0,01
JAPON (100)	5,70	+0,01	JAPON (100)	+0,01
NORVÈGE (100)	5,70	+0,01	NORVÈGE (100)	+0,01
PAYS-BAS (100)	5,70	+0,01	PAYS-BAS (100)	+0,01
PORTUGAL (100)	5,70	+0,01	PORTUGAL (100)	+0,01
SUISSE (100)	5,70	+0,01	SUISSE (100)	+0,01
SUISSE (100)	5,70	+0,01	SUISSE (100)	+0,01

## Cours 12h30

Volume 24/11	Volume 24/11	Volume 24/11	Volume 24/11
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17
Notional 525	110,17	Notional 525	110,17

## RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 25 NOVEMBRE  
Liquidation du 25 novembre  
Taux de report: 1,5 %  
Cours relevés à 12h30

## VALEURS FRANÇAISES

Code	Libellé	Cours	Diff.
1101	ALSTOM	140,00	-0,71
1102	ALSTOM	140,00	-0,71
1103	ALSTOM	140,00	-0,71
1104	ALSTOM	140,00	-0,71
1105	ALSTOM	140,00	-0,71
1106	ALSTOM	140,00	-0,71
1107	ALSTOM	140,00	-0,71
1108	ALSTOM	140,00	-0,71
1109	ALSTOM	140,00	-0,71
1110	ALSTOM	140,00	-0,71
1111	ALSTOM	140,00	-0,71
1112	ALSTOM	140,00	-0,71
1113	ALSTOM	140,00	-0,71
1114	ALSTOM	140,00	-0,71
1115	ALSTOM	140,00	-0,71
1116	ALSTOM	140,00	-0,71
1117	ALSTOM	140,00	-0,71
1118	ALSTOM	140,00	-0,71
1119	ALSTOM	140,00	-0,71
1120	ALSTOM	140,00	-0,71



ECONOMIE

Les taux de l'économie  
Le grand emprunt

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 / 23

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 25 NOVEMBRE  
Liquidation : 23 décembre  
Taux de report : 3,63  
Coures relevés à 12h30

CAC 40  
+0,72 %  
CAC 40  
3867,07

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like BNP, Caisse d'Epargne, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like ABN-Amro, Aegion, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 25 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Obligations, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Nat. Bp, Caisse d'Epargne, etc.

ACTIONS

Une sélection Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 25 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Actions, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Publicité for VW Lupo. Text: "LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE".

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 25 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

SECTORIEL

Une sélection Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 25 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 24 novembre

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

CDP

Une sélection Cours de clôture le 24 novembre

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Étrangères, Cours, Derniers cours, % Variation. Includes companies like Air Liquide, Alcatel, etc.



**SCIENCES** Une réunion internationale, tenue récemment à Guayaquil, en Equateur, sous l'égide de l'ONU, a permis de faire un premier bilan des dégâts provoqués par le

dernier El Niño. ● **LES PRÉLIMINAIRES** de ce phénomène climatique, caractérisé par le déplacement d'ouest en est d'une énorme masse d'eau chaude dans le Pacifique tropical, avaient

été repérées par les instruments, mais les modèles des climatologues n'ont pas pu prévoir son caractère exceptionnel. ● **LA NIÑA**, phénomène contraire à celui d'El Niño,

vient de se mettre en place et devrait se manifester jusqu'en 1999. Elle pourrait provoquer des inondations dévastatrices, notamment en Asie du Sud-Est et en Indonésie.

● **LES SCIENTIFIQUES** disposent néanmoins de peu d'éléments pour se prononcer avec certitude : depuis 1972, ils ont pu observer six Niños, mais seulement deux Niñas.

## El Niño a fait 21 700 morts et 33,9 milliards de dollars de dégâts

Ce phénomène climatique périodique a dépassé, par la violence des inondations et des incendies qu'il a provoqués, le « record » enregistré en 1982-1983. En dépit du progrès des techniques d'observation, aucun modèle n'a su prévoir à temps la rapidité de son arrivée et sa virulence

PENDANT plus d'un an, entre avril 1997 et juin 1998, le phénomène El Niño s'est déchaîné sur la planète et a entraîné des perturbations climatiques sur les régions tropicales ainsi que sur le continent nord-américain. Déclenchant un triste catalogue de la Prévert, il a provoqué des incendies gigantesques qui ont duré plusieurs mois en Indonésie et dans le nord du Brésil et des inondations catastrophiques sur la côte occidentale de l'Amérique latine et l'est du continent africain. Il a aussi amené des tempêtes d'une rare ampleur en Californie et en Floride et des pluies glacées importantes sur le Canada.

Considéré comme le plus violent du siècle, il dépasse par sa virulence celui de 1982-1983, qui pourtant avait provoqué des dégâts évalués à 13 milliards de dollars de l'époque. Le Niño de 1997-1998 s'est terminé en juin dernier, avec un refroidissement brutal des eaux de surface à l'ouest et au centre du Pacifique. Ces anomalies froides se sont accentuées depuis, et tout indique que la Niña (« petite fille » en espagnol) – la version froide d'El Niño – est maintenant en place, et devrait continuer à se manifester jusqu'en mars 1999.

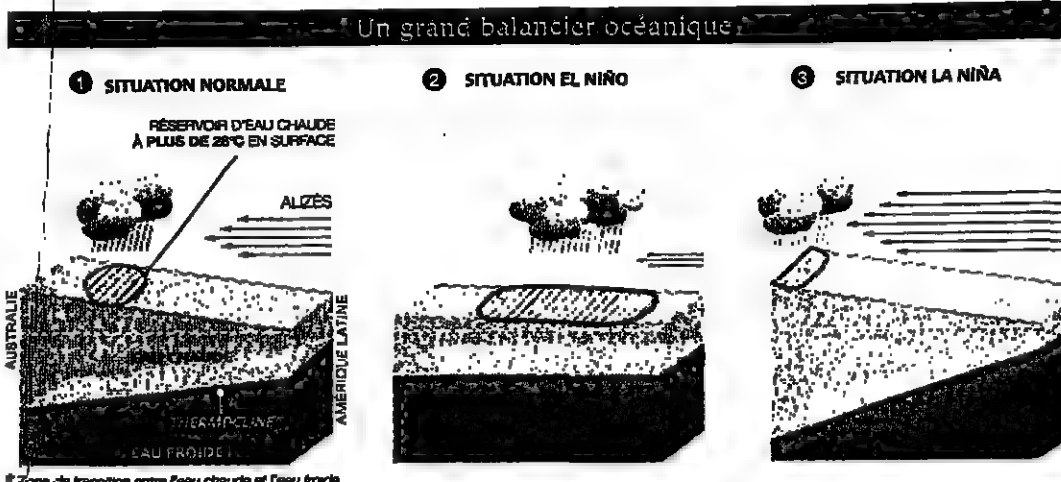
Avec la fin d'El Niño arrivent les premiers bilans. Comme on pouvait s'y attendre, ils sont éloquentes. Une estimation a été présentée à Guayaquil, en Equateur, à l'occasion d'une réunion intergouvernementale qui a réuni, sous l'égide de l'ONU, 450 experts de 27 pays du 9 au 13 novembre, dans le cadre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. 21 700 personnes sont mortes dans les incendies et inondations induits par le phénomène climatique, 541 000 sont atteintes de maladies liées à l'eau (choléra et paludisme) et 117 millions ont été blessés ou souffrent de malnutrition à la suite des dégâts provoqués dans les pays touchés.

### « PAUVRETÉ ACCRUE »

Le coût global des effets du dernier El Niño peut être évalué à 14 milliards de dollars si l'on compte seulement les dégâts

### 3,5 millions d'hectares de forêt dévastés

Selon les dernières estimations fournies par l'Agence pour l'environnement indonésienne, les terribles incendies qui ont dévasté le sud de l'île de Bornéo et l'île de Sumatra fin 1997 à début 1998 ont détruit, au total, plus de 3,5 millions d'hectares de forêts. Les études ont confirmé que la plupart des dégâts de feu, dont la propagation a été favorisée par une sécheresse exceptionnelle due à El Niño, ont eu lieu principalement dans les zones destinées aux plantations agro-industrielles – ce qui confirme leur caractère intentionnel – et non chez les petits cultivateurs. Le Fonds mondial de la nature a chiffré les pertes provoquées par ces incendies à 1 milliard de dollars pour la seule Indonésie. Mais les pays voisins, Malaisie et Singapour, ont également souffert de l'énorme nuage de fumée qui a recouvert la région à la suite des incendies. Pour eux, les dégâts sont évalués respectivement à 300 millions de dollars et 60 millions de dollars, en raison, notamment, de la chute des revenus touristiques.



Un grand balancier océanique. 1. SITUATION NORMALE. 2. SITUATION EL NIÑO. 3. SITUATION LA NIÑA. Les vents alizés poussent le réservoir d'eau chaude vers l'ouest du Pacifique, ainsi que les pluies. Pendant El Niño, les alizés faiblissent et le réservoir se décale vers le centre et l'est du Pacifique. Pendant La Niña, les alizés sont plus importants et repoussent l'eau chaude vers l'extrême ouest du Pacifique.

structuraux et à 33,9 milliards de dollars si l'on prend aussi en compte les impacts socio-économiques. Les pertes les plus importantes touchent l'Amérique centrale et du Sud : 13 milliards. Viennent ensuite l'Amérique du Nord (6,64 milliards), l'Indonésie et l'Australie (5,33 milliards), l'Asie (3,8 milliards) et enfin l'Afrique (118 millions). Les effets du cyclone Mitch ne sont pas comptabilisés dans ce bilan.

La colère d'El Niño a frappé des pays à l'économie vulnérable. Ses effets ont « imposé une pauvreté accrue sur des populations et retardé le développement dans de nombreux endroits du globe », expliquent les délégués dans une déclaration finale. « Une coopération internationale est nécessaire, incluant des projets multilatéraux de coopération scientifique et de

transfert de technologie, pour remettre en état les infrastructures urbaines et les zones agricoles afin de diminuer les impacts négatifs d'El Niño. »

Pourtant, la communauté scientifique internationale avait plus de moyens qu'en 1983-1984 pour prévoir l'événement. Dès la fin de 1996 l'augmentation de la température du Pacifique ouest tropical était détectée vers 150 mètres de profondeur par le réseau de bouées qui y est installé, et le satellite franco-américain Topex-Poseidon indiquait un gonflement important des eaux dans le Pacifique central. Mais les systèmes de prévision climatique n'ont pas suivi. Le dernier El Niño a malheureusement « démontré que les modèles disponibles avaient une aptitude de prévision limitée. Ils ont eu du mal à percevoir son démar-

rage. Et, quand il s'est installé, aucun n'a prévu correctement son amplitude, ni la transition extrêmement rapide vers le refroidissement de juin dernier », explique Pascale Delécluse, responsable de l'équipe de modélisation du climat au Laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie (Lodyc) du CNRS à Paris.

### UNE APPROCHE COMPLEXE

Même des centres de prévision américains importants comme l'International Research Institute for Climate Prediction et le National Center for Environmental Prediction (NCEP) ont failli à la tâche. Le premier n'a « tout simplement pas vu le démarrage du Niño 1997-1998, alors qu'il utilise une approche complexe à base de plusieurs modèles. Le second, en revanche, l'a prévu, mais tardivement ». Le Centre européen pour la recherche à moyen terme de Reading, en Grande-Bretagne, semble mieux armé : il a réussi les meilleures « prévisions », mais dans le cadre de recherches, en reproduisant les conditions d'octobre 1996 en janvier 1997, ajoute la

scientifique française, qui revient d'une réunion internationale tenue sur le sujet aux Etats-Unis.

Les autres systèmes de prévision ont également révélé leurs limites, car ils utilisent « des modèles simplifiés de perturbation océan-atmosphère. Certains comportent des « biais chauds » et ont tendance à prédire plus d'El Niño que nécessaire. D'autres, au contraire, ont des « biais froids ». Enfin, la plupart des modèles n'ont pas pris en compte un élément qui pourrait jouer un rôle important : l'oscillation atmosphérique Madden-Julian. Ce phénomène, qui dure entre quatre et six semaines, est une onde qui se propage dans l'atmosphère de l'océan Indien vers l'océan Pacifique. Quand elle atteint le Pacifique, elle provoque en surface une succession de vents d'ouest violents qui pourraient accélérer le déclenchement d'El Niño.

La communauté scientifique doit maintenant s'efforcer de comprendre les mécanismes d'instabilité de ses modèles de prévision globaux, pour arriver, dans un deuxième temps, à fournir aux différents pays de la planète des informations au niveau régional. Ainsi, elle pourra répondre au souhait exprimé par les délégués présents à Guayaquil, qui réclament avec insistance « le développement et la mise en œuvre de nouveaux systèmes de prévision précoce au niveau régional ».

Les chercheurs ont accumulé une masse d'informations considérable sur les interactions océan-atmosphère grâce au programme international Toga (Tropical ocean and global atmosphere) lancé en 1985 et qui a duré dix ans. Il leur reste néanmoins à fournir encore beaucoup d'efforts pour prédire avec certitude l'arrivée et la virulence d'un phénomène qui s'étend en hiver jusqu'en Amérique du Nord et pourrait – mais cela reste encore à démontrer – avoir une action sur le climat européen.

Christiane Galus

## La « petite fille du Pacifique » est installée.

LES AVIS divergent selon les scientifiques. Les uns considèrent que la version froide d'El Niño, la Niña (« petite fille » en espagnol), parfois également appelée El Viejo (« le vieux »), s'est déclarée en juin lorsque la température à la surface du Pacifique central s'est refroidie brusquement, et on serait actuellement au maximum du phénomène. Pour d'autres, le refroidissement de juin n'aurait été qu'un précurseur, et la Niña commencerait tout juste à s'installer pour atteindre un pic à la fin de l'année. Peu importe. Tous sont d'accord pour dire que la « petite fille » est là et que ses effets se feront sentir jusqu'en mars 1999.

Alors qu'El Niño résulte du déplacement vers l'est du Pacifique d'un formidable réservoir d'eau chaude grand comme les Etats-Unis qui génère des pluies importantes, la Niña est son contraire. Elle est provoquée par le déplacement de cette masse d'eau chaude poussée par des alizés importants vers l'extrême ouest du Pacifique, l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie et l'Australie. Un des révélateurs de ce phénomène concerne la position de la thermocline, couche centrale de transition qui sépare les eaux chaudes de surface des eaux froides plus profondes. Habituellement, elle est toujours plus profonde à l'ouest du Pacifique qu'à l'est. « Ainsi, elle apparaît vers

150 mètres de profondeur près de l'Australie, alors qu'à proximité de l'Amérique latine on la trouve par 40 mètres de profondeur », explique Yves Penhoat, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, anciennement Orstom).

« Quand El Niño s'installe, la surface de la mer et la thermocline sont presque horizontales, et le niveau de la thermocline est quasi semblable : 100 mètres de profondeur à l'ouest et 100 mètres à l'est. » Mais quand se manifeste La Niña, le niveau de la thermocline varie à nouveau, comme c'est le cas actuellement. « Il se situe aujourd'hui à une profondeur de 200 mètres à l'ouest, et seulement à 20 mètres à l'est. Elle est très proche de la surface, ce qui signifie qu'il y a des eaux froides disponibles pour refroidir de plus en plus l'océan Pacifique et installer La Niña. »

En principe, La Niña a moins d'effets climatiques qu'El Niño. « Elle amplifie simplement l'état normal », assure Yves Penhoat. Pour cette raison, l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie, le nord de l'Australie, l'Afrique du Sud, le nord de l'Amérique du Sud, Brésil inclus, et l'Amérique centrale devraient être soumis à un régime plus humide qu'à l'ordinaire avec à la clé des risques d'inondations. Comme la plupart de ces régions ont, du fait d'El Niño, connu une sécheresse qui

a durci les sols, l'impact de pluies importantes pourrait être dévastateur.

En revanche, des conditions plus sèches que d'habitude devraient régner sur les îles équatoriales du centre du Pacifique, l'Afrique de l'Est, l'Amérique du Nord, le long du golfe du Mexique, et le nord du Mexique. Les Etats-Unis sont également concernés par La Niña. La région des grandes plaines, au centre du pays, devrait connaître aussi la sécheresse pendant l'automne et celle du Sud-Est pendant l'hiver. Durant la même période, la partie nord-ouest des Etats-Unis pourrait être plus humide. Autre inquiétude : le comportement du Mississippi, dont on redoute qu'il ait des crues aussi importantes qu'en 1989, année où il y eut un épisode Niña très important.

Ce ne sont là que des prévisions. Les scientifiques ne disposent pas encore de suffisamment d'informations sur La Niña pour trancher. « Depuis 1972, précise Pascale Delécluse, du Laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie (CNRS-Paris), il ne s'est en effet produit que deux Niños (1974 et 1989). Alors que dans le même temps, se sont manifestés six Niños : 1972, 1976, 1982, 1986, 1991 et 1997. »

C. Ga.

## Le pollen trahit les auteurs d'un massacre vieux d'un demi-siècle

C'ÉTAIT un châtiment mystérieux, découvert en février 1994 dans la ville allemande de Magdebourg. Trente-deux squelettes, sans aucun indice pour comprendre comment ils étaient arrivés là. Les os et l'ADN parlèrent un peu : il s'agissait de jeunes hommes. Les historiens émettent deux hypothèses pour expliquer la présence de ces morts sans nom, dans une ville contrôlée par les nazis jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich avant de se retrouver en RDA.

Il pouvait s'agir de victimes de la Gestapo exécutées peu avant la débâcle, au printemps 1945, ou bien de soldats du pacte de Varsovie tués par la police secrète soviétique pour avoir refusé de briser le soulèvement ouvrier de juin 1953. Déclenchées après l'annonce du relèvement de 10 % des normes de travail dans l'industrie sans augmentation de sa-

laire, émeutes et grèves avaient été écrasées dans le sang. La seconde hypothèse avait la faveur des historiens, mais aucune preuve ne venait l'étayer. La datation au carbone 14, pratique pour les objets anciens, s'avère par trop imprécise dans une affaire contemporaine.

### UNE ENIGME ÉTAIT RÉSOUE

Il a donc fallu attendre qu'une équipe de chercheurs de l'université de Magdebourg ait l'idée originale de regarder dans les cavités nasales des crânes déterrés pour voir quels pollens y avaient trouvé refuge du vivant de leurs propriétaires.

Extrêmement résistants aux attaques du temps, ces grains microscopiques peuvent constituer un marqueur saisonnier intéressant, comme l'a récemment rapporté la revue *Nature*. En Europe centrale,

les pollens de plantes comme l'aulne, le noisetier, le saule ou le genévrier dominent les mois de printemps, alors que l'été se signale par les herbacées et des arbres comme le tilleul. Résultat des analyses menées sur vingt et un des anonymes de Magdebourg : plantain, tilleul et seigle. L'hypothèse préliminaire impliquant la Gestapo était donc écartée au profit du massacre estival de 1953. Une énigme historique était résolue. Comme le précise Philippe Emmanuel Coiffait, directeur du laboratoire de police scientifique de Marseille, l'utilisation du pollen lors des enquêtes est rarissime et ne concerne que « deux ou trois affaires » sur les 3 500 dossiers qui arrivent chaque année dans son service. Récemment, son laboratoire y a eu recours pour déterminer si une valise était ouï ou non partie en

Afrique. Après examen, les experts ont décelé des pollens de plantes tropicales typiques du continent noir.

Cependant, de manière générale, M. Coiffait, naturaliste de formation, constate que « toutes les méthodes biologiques sont laminées par les méthodes biochimiques et les tests génétiques », de plus en plus utilisés lors des enquêtes. Pour ne pas délaisser les techniques traditionnelles faisant appel à l'observation, le laboratoire de police scientifique de Marseille va prochainement se doter d'un groupe qui s'occupera des traces naturelles comme le pollen, les fibres végétales, les insectes, le bois ou le papier. Car c'est parfois de biens apparemment négligeables que s'extraient la vérité.

Pierre Barthélémy

## Un débat européen sur les OGM est réclamé par la France

« UN DÉBAT SUR LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS » de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) en agriculture « devrait être mené sans délai au niveau européen », a déclaré, lundi 23 novembre, le ministre français de l'Agriculture, Jean Glavany, devant le Conseil agricole européen. Selon lui, ce débat est d'autant plus important que plusieurs textes européens sur les OGM sont en cours de préparation, comme la directive sur la dissémination des OGM dans l'environnement ou la révision des directives « semences ». Or, estime le ministre, l'impact global des OGM dans l'agriculture « n'a jamais été véritablement évalué » au niveau européen car, à chaque fois, l'homologation de tel ou tel OGM ne fait l'objet que de discussions sectorielles. — (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **RÉFORME** : l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche vient d'adresser une lettre ouverte au premier ministre, Lionel Jospin, auquel elle demande de « retirer tous les projets de loi portant sur la réforme du système de recherche », en particulier du CNRS, et de « reporter les prochains comités interministériels qui y sont consacrés ». Elle l'invite aussi à « tenir compte des résultats du débat national qui s'engage dans les établissements, associant l'ensemble de la communauté scientifique ». Les syndicats de chercheurs appellent à une nouvelle journée nationale de manifestations, le 3 décembre.

■ **BIOLOGIE** : des botanistes britanniques ont bousculé la classification traditionnelle des familles de plantes en se basant sur leur ADN et non leur apparence. Cette technique oblige les scientifiques à revoir la vision traditionnelle des liens entre les plantes. Ainsi, le cousin le plus proche du lotus ne serait pas le nénuphar, comme on le croyait jusqu'ici, mais le platane. De même, selon cette étude qui sera publiée en décembre, le papayer serait proche du chou, la rose de l'ortie et du figuier. Une centaine de scientifiques ont travaillé pendant sept ans pour obtenir cette nouvelle classification. Ils ont comparé trois genres de chacun des 565 représentants des familles des plantes à fleurs. — (AFP)

■ **ARCHÉOLOGIE** : des laiteries existaient dès l'âge de fer outre-Manche. Deux chercheurs de l'université de Bristol l'ont prouvé, à partir de l'analyse isotopique des résidus graisseux récupérés sur des poteries de cette époque. Jusqu'à présent, l'ancienneté de l'exploitation laitière ne pouvait être établie qu'indirectement, par des fresques décrivant des scènes de traite il y a six mille ans, au Sahara, et des céramiques vieilles de six mille cinq cents ans évoquant des faisselles, retrouvées en Grande-Bretagne. (Science du 20 novembre).

## Le choc et relance la

Onze avertissements et deux ex

L'olympique de Marseille a pris une option sur les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA grâce à son résultat nul (2-2) à Monaco à l'issue d'un

MONACO

Dans un passé récent, Monaco se

déroulait dans une

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de



مكتبة من الكتب

## Le choc entre Monaco et Marseille relance la polémique sur l'arbitrage

Onze avertissements et deux expulsions ont terni ce premier duel européen entre clubs français

L'Olympique de Marseille a pris une option sur les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA grâce à son résultat nul (2-2) à Monaco à l'issue d'un

match très rugueux. Robert Pires et Titi Camara ont marqué pour l'OM, alors que David Trezeguet et Ludovic Giuly ont répliqué pour l'ASM.

Le match retour, le 8 décembre, s'annonce explosif. Lyon, face au FC Bruges (1-0), et Bordeaux, à Zurich (3-3), ont préservé leurs chances.

**MONACO**  
de notre envoyé spécial

Dans un passé récent certaines rencontres entre clubs français se déroulaient presque systématiquement dans une atmosphère violente par les mauvais coups échangés et s'achevaient par une désolante litanie de cartons jaunes ou rouges. Ces chocs sans tendresse ressemblaient aux prises olympiques de Marseille. Girondins de Bordeaux et le Paris-Saint-Germain. A cette liste de matches traditionnellement musclés, il convient désormais d'ajouter la face-à-face entre Marseillais et Monégasques.



FOOTBALL

Pendant des années les confrontations entre ces deux formations n'ont pourtant pas débouché sur des actes particulièrement répréhensibles. Les relations entre l'OM et l'AS Monaco semblaient empreintes de respect mutuel. Le début des hostilités remonte à novembre 1996, à l'occasion d'une rencontre de championnat disputée à Marseille entre les deux clubs, qui s'est déroulée sous un déluge de gestes défendus. « Nous nous étions fait marcher sur la tête », répond Thierry Henry en évoquant cette soirée particulière qui avait vu l'OM l'emporter 3-1.

Depuis, toutes les oppositions entre Marseillais et Monégasques ont été émaillées d'incidents. Le bilan chiffré des six derniers matches entre les deux clubs est édifiant : 31 cartons jaunes (18 pour Monaco, 13 pour l'OM), 3 expulsions (2 Monégasques, 1 Marseillais). Mardi 24 novembre, à l'occasion du premier face-à-face franco-français de l'histoire des coupes d'Europe, ce triste bilan s'est encore alourdi avec la distribution par l'arbitre belge, M. Ancion, de 11 cartons jaunes et 2 rouges.

Avant le choc, Jean Tigana, l'entraîneur monégasque, avait pourtant mis en garde ses joueurs : « L'arbitrage, en Coupe d'Europe, n'a rien à voir avec celui pratiqué en championnat de France. Les consignes de l'UEFA (l'Union européenne de football) sont très sévères et les joueurs sont prévenus que le moindre geste déplacé est immédiatement sanctionné. » Ce conseil n'a pourtant pas suffi à empêcher ce match débridé de dégénérer. A l'issue d'une première période assez largement dominée par les Marseillais, M. Ancion avait déjà averti quatre joueurs (le Marseillais Florian Maurice et les Monégasques Martin Dietou, Franck Dumas et Willy Sagnol).

Le pire était à venir dès l'entame de la seconde période avec le cinquième carton jaune de la soirée, adressé au Marseillais Patrick Blondeau, et surtout l'exclusion très sévère de Florian Maurice alors que les deux équipes étaient à égalité (2-2). A la 62<sup>e</sup> minute de jeu, l'attaquant de l'OM file au but et se heurte à Fabien Barthez. M. Ancion estime que le choc est intentionnel et expulse Maurice, déjà sous le coup d'un avertissement. S'en suit un début de bagarre générale, un

nouvel avertissement distribué cette fois à Laurent Blanc, coupable d'avoir protesté trop énergiquement. La nervosité gagne soudain tous les acteurs de ce Monaco-OM européen. Peu après, c'est au tour de Franck Dumas d'être expulsé. Sa faute ? Avoir bousculé Titi Camara après que ce dernier eut heurté Fabien Barthez.

A dix contre dix, cette rencontre prometteuse s'annonce très tendue, les maladresses techniques alternant avec les décisions contestables de l'arbitre belge, visiblement

insister sur la naïveté de sa jeune équipe, estimant désormais les chances de qualification de l'AS Monaco à 30 % après ce match nul. Plus loquace, Roland Courbis allait aborder le délicat problème de l'arbitrage à sa manière, autrement dit droit au but. « Les matches de haut niveau sont de plus en plus difficiles à arbitrer. Tant qu'il n'y aura qu'un seul arbitre sur le terrain, on assistera à des erreurs en série. La tâche du directeur de jeu est impossible, il ne peut être partout, ni tout voir. Il faut absolument réformer le système actuel d'arbitrage et que les arbitres assistants fassent vraiment leur travail, sans se cacher comme ce fut le cas ce soir. »

Visiblement surpris par certaines décisions de M. Ancion, le technicien marseillais conclut cette soirée remarquée par une attaque en règle : « Depuis quelques semaines je remarque que Robert Pires, Titi Camara, Fabrizio Roncellini et Christian Dugary sont systématiquement marqués par leurs adversaires. Pourquoi les arbitres attendent-ils la quatrième intervention illicite sur eux pour avertir les fouteurs ? » En attendant le match retour du 8 décembre entre Marseillais et Monégasques, qui s'annonce particulièrement chaud, le problème de l'arbitrage se pose à nouveau.

Les dirigeants de la Fédération internationale de football (FIFA) et de l'UEFA insistent pour que les arbitres appellent à diriger des matches internationaux appliquent avec la plus grande sévérité les consignes. Cette politique répressive a permis d'éradiquer une partie des gestes les plus dangereux, comme le tackle par derrière. Mais cette sévérité conduit également à certains excès, comme ce mardi soir à Monaco. La question de la nécessaire modernisation de l'arbitrage est plus que jamais d'actualité.

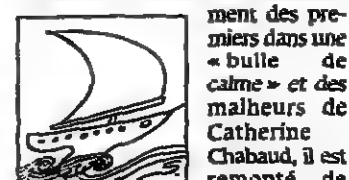
Alain Constant

## Dans la Route du rhum, Raphaël Dinelli est remonté aux avant-postes

Le miraculé du Vendée Globe est 2<sup>e</sup> des monocoques

**POINTE-À-PITRE**  
de notre envoyé spécial

Raphaël Dinelli termine sa première Route du rhum en trombe et en silence. Profitant du ralentissement des premiers dans une « bulle de calme » et des malheurs de Catherine Chabaud, il est remonté de mille part jusqu'à la deuxième place de la catégorie monocoques.



VOILE

A part son proche entourage, nul n'a de ses nouvelles. Son téléphone-satellite est en panne et son dernier et laconique téléx au PC-course date du 20 novembre : « Gros problème d'énergie, dernier fax, désolé, moteur HS, RDV à l'arrivée. » Le moteur en question fonctionne en réalité à 50 % de ses possibilités, mais le navigateur arcachonnais économise la moindre parcelle de l'énergie qu'il lui procure pour recharger son pilote automatique plutôt que de laisser branché en permanence son système de communication écrite.

« La communication du bord ne

avait découvert la quille et le mât. Les qualifications ont été laborieuses. Un problème électrique a empêché le monocoque de parcourir les 500 milles réglementaires du premier coup. Raphaël Dinelli a fini par les boucler par plus de 35 nœuds de vent. Mais l'ébullition qui régnait encore sur le pont, dans la soirée précédant le départ du bassin Vauban à Saint-Malo, en disait long sur le retard accumulé. Pour couronner le tout, les écumeurs malouins en visite avaient surnommé « pizza flottante » l'embarcation aux couleurs criardes.

S'appuyant sur la mésaventure du monocoque de 60 pieds *Petit Navire* - qui, avec un concept identique, vient d'essayer un démarrage en borie et due forme -, on ne donnait pas cher de la tenue du mât-alle « basculant » de Sodebo. Avec la dépression annoncée d'entrée, on pouvait craindre de le voir faire route droit vers son port d'attache vendéen pour procéder à de vrais réglages, une fois passé Ouessant. Bref, l'affaire s'annonçait délicate.

LE MIRACULÉ ASSAGI  
Mais, chez Dinelli, l'entêtement est une seconde nature. La balagnade forcée qui a failli lui coûter la vie dans l'océan indien lors du dernier Vendée Globe, avant l'arrivée à la rescousse du Britannique Pete Goss, lui a donné le sentiment d'être indestructible, et a renforcé une énergie déjà hors du commun. Pour prouver qu'il est rentré dans le rang, l'ex-« pirate » âgé de trente ans réclamait au dernier briefing, la veille du départ, l'intervention du comité de course pour fixer des plombages supplémentaires sur Sodebo en respect du règlement.

Après quelques jours passés à râler sur ses problèmes de voiles d'avant, il clamait dès la sortie de la Manche qu'avec trois mois de préparation supplémentaires il aurait laissé tous ses concurrents sur place tant son voilier est performant. « Il est parti avec un bateau qu'il ne connaissait pas », explique Stéphane Hervé, alors il est allé doucement. Très vite, il s'est aussi trouvé privé de génies (voile d'avant déchirée), et donc incapable de faire marcher le bateau à son véritable potentiel au près. Il perdait même du terrain sur un monocoque de 50 pieds moins puissant, mais, depuis, il a retrouvé des vents portants et rattrapé le temps perdu.

Son équipe ne s'inquiète plus guère. « Le plus grave, c'est le génie déchiré, ça l'embêtera peut-être lorsqu'il devra faire le tour de l'île, mais il va bien, il s'est reposé, son "gnac". Il commence à exploiter le bateau au maximum. »

Grâce à une option ouest, et sauf avarie grave, Thomas Coville (Aquitaine-Innovations) semble cependant hors de portée. Il devance Dinelli d'une centaine de milles (180 km environ) et est attendu à Pointe-à-Pitre jeudi 26 novembre. Le vrai souci de Raphaël se nomme Jean-Luc Van den Heede (Algimouss), qui reste virtuellement au contact de Sodebo.

Patricia Jolly

■ François-René Carlier a franchi la ligne d'arrivée en 8<sup>e</sup> position avec un temps de 16 jours 2 heures 33 min et 20 s sur son multicoque *Laillerie-de-Saint-Malo-Défi-Malouin*. « Je suis content », a déclaré l'étudiant en droit rennais, qui se considère « à sa place » compte tenu du potentiel actuel de son bateau. « Je n'aurais pu compter que sur la casse de mes camarades pour faire mieux. »

Or c'est au baptême d'une coque totalement nue, bariolée de rouge, jaune et vert aux couleurs du sponsor qu'a assisté la presse stupéfaite, fin septembre, aux Sables-d'Olonne. Plus loin, au chantier, on

## Campagne d'information et de prévention sur le dopage

MARIE-GEORGE BUFFET, la ministre de la jeunesse et des sports, et Henri Sérandour, le président du Comité national olympique et sportif français (Cnosf), ont présenté conjointement, mardi 24 novembre, une « mallette de prévention sportive et de lutte contre le dopage » destinée en priorité aux dirigeants et éducateurs. La mallette de prévention, réalisée à 10 000 exemplaires, contient notamment un film vidéo de 10 minutes (dans lequel un jeune champion expose comment il a sombré dans le dopage et est parvenu à s'en sortir), un guide de prévention, une cassette audio intitulée *Le Corps entend* et une brochure, *Pour un sport net*, qui s'adresse aux adolescents. La ministre a aussi mis en place un numéro vert Ecoute dopage (08-00-15-20-00, du lundi au vendredi). Des médecins et des psychologues pourront répondre aux questions des 13 millions de licenciés, mais aussi du grand public.

## Les lois sur le sport en panne

LA SURCHARGE des calendriers de Matignon et du Parlement n'épargne pas le grand chantier législatif du ministère de la jeunesse et des sports. Le projet de loi sur le dopage, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, jeudi 19 novembre, doit être examiné en deuxième lecture au Sénat le 23 décembre, puis repasser devant les députés, pas avant mars 1999, ce qui provoque une certaine impatience au ministère. Par ailleurs, l'examen en conseil des ministres du projet de loi relatif à l'organisation, au développement et à la démocratisation des activités physiques et sportives (dit projet de loi sur le sport) a été repoussé sine die, après plusieurs reports. D'où les trépidations des clubs professionnels, notamment de football : leur éventuelle transformation en société anonyme - pour pouvoir courtoiser de nouveaux actionnaires - est donc toujours en suspens.

## DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : les trois premiers du championnat de France disputent la Ligue des champions en 1999-2000. La France bénéficiera également de trois places en coupe de l'UEFA, pour le quatrième du championnat et les vainqueurs des coupes de France et de la Ligue.

■ **TENNIS** : le Chilien Marcelo Ríos s'est incliné (5-7, 1-6) face au Britannique Tim Henman, mardi 24 novembre, pour son premier match des Masters à Hanovre (Allemagne). Pete Sampras (Etats-Unis) a dominé le Russe Evgeny Kafelnikov (6-2, 6-4). L'Espagnol Carlos Moya a battu le Slovaque Karol Kucera (6-7 [5/7], 7-5, 6-3).

## Bordeaux et Lyon ont souffert pour préserver leurs chances

POUR AVOIR OUBLIÉ les consignes de leur entraîneur, Elie Baup, les Bordelais ont eu une soirée délicate à Zurich, mardi 24 novembre. Sur une pelouse gelée en profondeur par un froid polaire, il convenait de simplifier à l'extrême le jeu en dégageant sans artifice le ballon pour ses attaquants sur cette patinoire peu propice aux arabesques. Un début de match de rêve avec deux buts de Sylvain Wiltord (6<sup>e</sup> minute) et de Johan Micoud (20<sup>e</sup>) a donné aux Français l'illusion que leur supériorité technique les dispensait d'une adaptation à la surface.

« Nous nous sommes enflammés après nos deux premiers buts », reconnaît tout pensif Wiltord à l'issue de la rencontre. Entre-temps, le Grasshopper Zurich a profité de la condescendance des Bordelais pour se réconcilier avec son maigre public (7 200 spectateurs). Le Géorgien Michael Kavelashvili s'offre un lob payant du gauche (21<sup>e</sup>) bien-tôt suivi par l'égalisation de Kubilay Turkylmaz à la suite d'un cafouillage devant le but d'Ulrich Ramé (33<sup>e</sup>). La belle assurance initiale des Girondins s'est alors évanouie. « Se faire remonter deux buts, ce n'est pas bon pour le moral », se désolait Ramé à la mi-temps.

Elie Baup a tenté alors de ramener la troupe en rappelant

chacun à ses objectifs et à ses devoirs, mais les oreilles n'ont pas dû assez siffler puisque les « sauterelles » suisses ont poursuivi leur show glacé en prenant l'avantage grâce à Alexandre Comisetti (53<sup>e</sup>). Le match s'est achevé par une leçon de réalisme des Bordelais quand Wiltord égalise à 3-3 d'une frappe fouettée (73<sup>e</sup>) tandis que les attaquants zurichois ratent plusieurs occasions devant l'excellent Ramé. Lilian Laslandes a tiré la morale de l'histoire : « Nous avons joué avec le feu tout en préservant nos chances de qualification. »

L'Olympique lyonnais s'est lui aussi compliqué la vie devant le FC Bruges. Après une entame dominée par le champion de Belgique, les Français ont bénéficié d'un coup de pouce du destin en ouvrant le score juste avant la mi-temps à la suite d'un corner repris de la tête par le défenseur polonais Jacek Bak. Juste avant, l'avant-centre suisse de l'OL, Marco Grassi, avait été exclu pour un geste stupide sur le défenseur belge Lesniak. Du coup, les Lyonnais passeront la seconde mi-temps à défendre leur maigre acquis. « Grassi a commis une faute professionnelle, mais j'estime nos chances de qualification à 60 % », affirmait, optimiste, le président de l'OL, Jean-Michel Aulas. Verdict le 8 décembre.

marque plus, mais, pour nous, c'est plutôt rassurant, dit l'un des préparateurs de son voilier, Stéphane Hervé. C'est autant de temps qu'il ne passe pas à discuter avec les journalistes, et il peut se concentrer sur la marche du bateau. » Pour le jeune naufragé du dernier Vendée Globe, d'un naturel plutôt communicatif, mieux valait de toute façon jouer profil bas jusqu'à ces jours derniers.

Un mois avant le départ, son monocoque de 60 pieds, *Sodebo-Savours-la-vie*, gisait encore au chantier, sur le dos, dépourvu de quille. L'objectif principal du programme de quatre ans - signé avec un fabricant de produits alimentaires - est certes le Vendée Globe de l'an 2000, mais les courses précédentes devaient servir de banc d'essai.

Or c'est au baptême d'une coque totalement nue, bariolée de rouge, jaune et vert aux couleurs du sponsor qu'a assisté la presse stupéfaite, fin septembre, aux Sables-d'Olonne. Plus loin, au chantier, on

## Il faut peu de vacances aux Suisses. Pourquoi ?

Vous le saurez tout de suite en feuilletant notre nouveau catalogue d'hiver. Vous découvrirez la magie d'un monde alpin, naturellement reposant. Ski, snowboard, luge, fitness et vacances en famille : la Suisse a tout à vous offrir. A des prix surprenants. N'hésitez pas à appeler Suisse Tourisme pour demander le catalogue d'hiver : 01 44 51 63 51. Vous pouvez aussi taper [www.suissevacances.ch](http://www.suissevacances.ch) ou 3615 Suisse. Enfin les vacances. A vous la Suisse.





## Voyages à la portugaise

De la première « révolution verte » à la lusophonie, cinq cents ans de discrets périples botaniques et linguistiques ont changé la face des continents

### LISBONNE

On en apprend des choses au Musée national du zellige (azulejo) à Lisbonne, en écoutant la vieille demoiselle anglo-lusitane qui guide les visiteurs anglophones. Devant deux simples carreaux de faïence blanc et bleu dessinant un homme et une femme à cheveux longs qui sont Charles II d'Angleterre et son épouse Catherine de Portugal, la guide explique que cette princesse, non contente d'apporter en dot à son mari l'Angleterre et son empire, introduisit en Grande-Bretagne le five o'clock tea, l'umbrella, qui d'ombrelle devint parapluie, et la marmalade dans laquelle le coing fut bientôt remplacé par l'orange amère à l'initiative des Anglais. Ces derniers remercièrent leur reine libérée en baptisant Queens l'un des principaux quartiers new-yorkais.

Inventeurs de la pâte de coing, les Portugais n'étaient apparemment pas innocents pour autant des migrations de l'orange (dont le nom français vient du sanscrit *nagaranga*) de Chine et de Cochinchine vers l'Europe et l'Afrique du Nord, du moins à en croire les Arabes qui nommèrent ce fruit *bortokali* (l'alphabet arabe ignore le « p ») et parfois aussi *china*, autre terme lusophone. Le français populaire méditerranéen réserve le qualificatif de « chinois » à une orange piquante grosse comme un amandou et que les restaurants asiatiques nomment plus savamment *kumquat*.

À la Fondation Gulbenkian, à Paris, une exposition actuelle, modeste et sérieuse, c'est-à-dire assez typiquement portugaise, va plus loin que ces anecdotes végétales, montrant, à l'aide de soixante panneaux illustrés et de cinq ou six vitrines, « l'énorme brassage mondial des flores » (Lucien Febvre et Fernand Braudel, 1940) et la première « révolution verte » à échelle planétaire (Jean Meyer, 1996) pilotés jadis par les Portugais, sans bruit mais rapidement. Ce fut en quelques décennies un renouveau botanique quasi universel sur lequel d'immenses contrées vivent encore, ainsi l'Afrique noire dont le manioc brésilien devint l'aliment de base.

### NOUVELLE FIGUE

Certes d'autres peuples d'Europe ou d'Orient participèrent peu ou prou à ces bouleversements de la nature, ouverts par les grandes découvertes territoriales des deux États ibériques, mais ce qui frappe dans le rôle portugais c'est qu'il fut joué par un royaume minuscule, comptant moins d'un million d'âmes au XV<sup>e</sup> siècle. Peut-être est-ce, pour compenser sa petitesse que cette nation se mit à transporter racines et noyaux à travers les océans avec une sorte de frénésie, comme pour marquer à jamais le vaste monde ?

La banane d'Inde et d'Insulinde, lentement répandue par les Arabes en Afrique orientale – où Vasco de Gama découvrit avec ravissement cette « nouvelle

figue » – fut propagée sans perdre une minute vers les Amériques, sautant de comptoirs maritimes en îles perdues (São-Tomé, Madère, etc.) dès que des mains lustrées surent transplanter un bananier. Et ainsi de suite pour le maïs américain, importé d'Espagne par les Portugais mais semé par ceux-ci en Afrique et de là gagnant l'Océanie ; pour le tournesol, d'abord planté d'ornement dont les Russes lancèrent ensuite la culture utile ; pour le fruit de la passion, le cajou, la cannelle de Ceylan voire l'humble mais toxique purgère du Brésil. Ce *Jatropha curcas*, rejeté par les chrétiens, devint *ipso facto* la baie idéale de l'archipel du Cap-Vert et des autres possessions équatoriales de Lisbonne puis de territoires voisins.

Et dire, à en croire José Mendes Ferrao, de l'Institut portugais de recherche scientifique tropicale, que les *descobrimentos* et autres conquêtes et invasions exotiques du Portugal commencèrent au Maroc « fertile en pain » (il en reste Ceuta, de nos jours encore port espagnol du Rif, repris jadis au Portugal à la faveur d'un jeu dynastique), avant de se poursuivre beaucoup plus loin « toujours en quête, du moins au début, de terres où planter tout simplement du blé dont la métropole n'était pas autosuffisante... »

### CAMOENS ET SARAGAMO

Un adage euro-colonial, dont on ne sait plus s'il se voulait aimable ou ironique pour les découvreurs lusitans, disposa que « les Français apprirent le droit aux indigènes de leurs colonies, les Anglo-Saxons la comptabilité, les Portugais se contentant de les associer à leurs débauches... ». Il conviendrait d'ajouter qu'outre leurs mœurs et le goût pour le tapioca, l'ananas ou le froment, les Portugais sans plus de tapage diffusèrent aussi durablement leur langue au gré de périples et établissements.

On redécouvre ce fait aujourd'hui avec la récente constitution – mise en lumière notamment dans *La Gazette de la presse francophone* par le jeune journaliste franco-portugais Noé da Silva – de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), alias « Lusophonie » : un ensemble de cent quatre-vingt-cinq millions de locuteurs dans la langue de Camoens et du Nobel 1998 de littérature, José Saramago : un ensemble pluricontinental composé comme si on égrenait les anciennes escalas, les premiers jardins ultramarins des Portugais : Angola, Brésil, Cabinda, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao-Tomé-et-Principe, « en attendant Macao, Timor et Goa ». Sans oublier la matrice portugaise et ses deux relais essentiels de Madère et des Açores.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



### Carte de route

● Exposition. « L'aventure des plantes et les découvertes portugaises » au Centre culturel Calouste-Gulbenkian, Institut Camoens, 51, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 01-53-23-93-93. Jusqu'au 30 novembre tous les jours de 9 à 18 heures. Samedi et dimanche à partir de 11 heures. L'entrée et le catalogue en français (68 p.) sont gratuits.

● Sites. À Lisbonne, deux jardins botaniques, celui du Musée des sciences, créé au XVIII<sup>e</sup> siècle par Pombal, le reconstruit de la capitale portugaise et celui d'Alameda, fondé dès la Renaissance et devenu aujourd'hui une jungle de poche aux portes de la ville.

● Livres. *Origines des plantes cultivées*, du botaniste suisse Adolphe de Candolle, 1883, réédité par Larfite Reprints, Marseille, 377 p. ; *L'Europe et la conquête du monde*, de Jean Meyer, Armand Colin, 1996, 367 p. ; *La Relation du premier voyage aux Indes 1497-1499*, effectué par Vasco de Gama, traduit du portugais par Paul Teyssier, Chandeigne, 1998, 123 p.

## Pour les fêtes de fin d'année des séjours tous azimuts

UNE NAPPE blanche, des bougies, un feu qui pétile, des traîneaux glissant entre les sapins : choisir, du plus proche au plus lointain, les prix croissant avec la distance, ou le luxe. En sachant que le plus beau séjour n'est pas le plus cher mais le plus authentique. Deux critères : les ressources de la ville et le charme de la demeure.

■ **SOLITUDE.** Amoureux, fuyez sur une île ! Calme, embruns et ruine des flots à l'hôtel Bellevue (tél. : 02-96-20-00-05), sur l'île de Bréhat dans les Côtes d'Armor (3 nuits et petits déjeuners, 210 F, réveil, 1 860 F), ou à l'hôtel de la Marine (tél. : 02-97-86-80-05), au cœur du bourg, sur l'île de Groix dans le Morbihan (3 jours en demi-pension, réveil, 1 350 F). Liste complète auprès d'Hotels (tél. : 02-97-56-52-57).

■ **Pour le chant grégorien,** voyez Saint-Benoît-sur-Loire et son abbaye romane. Dîner au restaurant de la Madeleine (85 ou 120 F), veille avec les moines, nuit à l'hôtel Le Labrador (350 F la chambre double). Autops du Service loisirs-accueil du Loiret (tél. : 02-38-62-98-37).

■ **Pour une soirée « comme à la maison »,** le Manoir du Lys (tél. : 02-33-37-80-69) : feu dans les cheminées, repas traditionnel, biches et chevreuils dans la forêt voisine, palades à bicyclette ou à cheval (3 jours, demi-pension, réveil, 1 265 F ; Noël, 1 265 F ; Nouvel An, 1 965 F). Caractère et accent du Sud-Ouest à Carcassonne la rouge, luxe de l'hôtel de la Cité, du groupe Orient-Express (3 nuits, réveil, 1 000 F, Nouvel An, 4 550 F). Autops de VEA Voyages (tél. : 01-47-42-83-00).

■ **Tradition provençale** – trois nappes blanches, treize desserts – à la ferme-auberge Le Bas Chalais (tél. : 04-93-75-05-67), près de Forcalquier (4 nuits en pension complète, « gros souper », ronde des crèches, 1 860 F). A Saint-Rémy-de-Provence, cérémonie du « passage » (offrande de l'agneau par les bergers) à la collégiale (3 nuits, réveil, 1 590 F). Réservation au 04-90-59-49-36. Avec la Provence Verte (tél. : 04-94-59-01-31), pastorale en provençal (4 jours, 1 115 F).

■ **VILLES D'ART.** Trois villes pour le Nouvel An, à prix Reducteur (3615 RT ou Internet : [www.reducteur.fr](http://www.reducteur.fr)). Rome, dans un deux-étoiles proche des jardins de la Villa Borghese (vois, 4 nuits et petits déjeuners, 2 400 F) ; Florence, au Montebello Splendid, une villa XIX<sup>e</sup> (3 nuits et petits déjeuners, 2 550 F) ; Saint-Petersbourg, à l'hôtel Fontanka, sur le quai du canal de même nom (vois, 4 jours/3 nuits, pension complète, réveil, 4 400 F). Avec Euro Pauli (tél. : 01-42-86-97-04), compter environ 1 000 F de plus pour les villes italiennes et 3 650 F pour Prague.

■ **MILAN.** Pour le Nouvel An, Korté Voyages (tél. : 01-53-42-12-24) a réservé des places à la Scala : *Le Crépuscule des dieux*, de Wagner, dirigé par Riccardo Muti, *Cendrillon*, de Prokofiev, et, au Piccolo Teatro, *Don Giovanni*, mis en scène par Peter Brook. Vois, 3 nuits et petits déjeuners dans un 4 étoiles proche de la Scala, soupers, réveil, places de première catégorie, une journée à Bergame, 12 900 F. Alternative, un Budapest très soigné (5 jours, 10 850 F).

■ **VIENNE.** La Fugue (tél. : 01-43-59-10-14) convie au concert de la Saint-Silvestre, dirigé par Loris Maazel, au Musikverein. Réveil et bal au palais Schwarzenberg. A l'Opéra, *Ernani*, de Verdi, dirigé par Seiji Ozawa et *La Flûte enchantée*, de Mozart. Vois, 5 nuits et petits déjeuners au Bristol, hôtel de luxe voisin de l'Opéra, 2 déjeuners, 3 dîners, spectacles, 24 700 F. Autre version, Budapest (4 jours, 16 700 F).

■ **LAUSANNE.** Sur le lac Léman, le Beau-Rivage se donne un cadre oriental (2 nuits, dîner et déjeuner de Noël, 4 469 F pour 2 personnes ; formule similaire pour le Nouvel An, 5 740 F). Réservations au 0-800-136-136. Pour un Paris-Lausanne en train, compter 730 F A/R.

■ **BERLIN.** En version luxe à l'Adlon (tél. : 00-49-30-226-11-111), hôtel historique rénové : 3 nuits et petits déjeuners, dîner de réveil, déjeuner de Noël, places de concert ou d'opéra, 11 000 F environ la chambre double (formule similaire pour le Nouvel An).

■ **PROCHE DE SALZBOURG.** Charme du Schloss Fuschl (XV<sup>e</sup>), sur le lac de même nom : 3 nuits et petits déjeuners, entre le 19 et le 29 décembre, 2 415 F environ ; entre le 29 décembre et le 3 janvier 1999, 4 048 F, dîner de Nouvel An inclus. Réservations au 0-800-136-136.

■ **SAINT-PETERSBOURG.** Houppelandes, canaux gelés et Nouvel An au palais Youssoufov, qui vit le meurtre de Raspoutine, sur le canal de la Molka : soirée de réveil avec concert, cocktail russe, spectacle de ballet et bal, 5 jours en pension complète au Grand Hôtel Europe (cinq étoiles), à partir de 13 750 F, vois inclus. Réservations Transvols au 01-53-24-34-00. Jet Tours (tél. : 01-45-15-70-12) préfère l'hôtel Astoria (4 étoiles luxe), et, pour la soirée de réveil, le palais Bezborodko, résidence d'un favori de Catherine II (vois, 6 jours en pension complète dont un dîner dans une isba, 12 150 F).

■ **IRLANDE.** Dans le Connemara, l'Abbeyglenn Castle Hotel (4 étoiles) prépare des fêtes comme les aime la verte Erin. Du 24 au 27 décembre, avec dîner aux chandelles, chants de Noël, chasse au trésor, ping-pong, golf et danse. Puis du 30 décembre au 2 janvier. Environ 3 000 F. Dans la brochure « Festive Breaks » de l'Office national du tourisme irlandais (tél. : 01-53-43-12-12).

■ **CANADA.** A Québec, l'imposant Château Frontenac, monument de l'architecture nord-américaine, contemple le Saint-Laurent : 2 nuits et réveil, 3 186 F pour 2 personnes à Noël, 2 662 F pour le Nouvel An. Réservations au 0-800-05-00-11. Vois Paris-Montréal à partir de 3 870 F A/R avec Air Canada (tél. : 01-44-50-20-20). Non loin de Montréal, le Château Montebello, « la plus grande construction en rondins au monde », dans un parc boisé, Jetset (tél. : 01-53-67-13-00) y passe les fêtes : vois, transferts, 3 nuits, excursion en traîneau à chiens, demi-pension, réveil, brunch, 9 870 F (Noël), 8 825 F (Nouvel An). Autres forfaits à Québec et Montréal (auberge de charme ou grand hôtel) au 01-44-77-87-87.

■ **Sur l'île de Vancouver,** à la Wickaninnish Inn, on contemple la tempête sur l'océan Pacifique de la salle à manger, de sa chambre, de son bain même. Epicurisme, élégance rustique et haute gastronomie. Forfait 2 nuits, vois de Vancouver inclus, 1 700 F environ. Dîner de Noël, 170 F, réveil de Nouvel An, 350 F. Réservations Relais et Châteaux au 01-45-72-96-50.

■ **ÉTATS-UNIS.** Pour des fêtes à la mode américaine on retiendra New-York (8 jours au Time Square Crown Plaza, 4 étoiles, 14 250 F, Havas Voyages Vacances au 01-01-06-41-23), Las Vegas (4 nuits en 4 étoiles, 7 125 F, Vacances Fabuleuses au 01-53-67-60-00), ou, vraiment original, dans un ranch du Wyoming (7 nuits, 14 995 F, Jet Set au 01-53-67-13-00). Sauf mention contraire, tous ces prix s'entendent par personne en chambre double.

Consulter également les brochures Clio (tél. : 01-53-68-82-82), Joubert Voyages (tél. : 01-42-81-32-00), Bennett, Kuoni (agences de voyages), les hôtels Concorde (tél. : 0-800-05-00-11) et les Relais et Châteaux (tél. : 01-45-72-96-50).

Danielle Tramard

## Souvent nuageux, léger

JEUDI, la météo... vers le pays d'ouest... progressivement... sur l'Atlantique... présents sur la plupart... le matin des chutes... ou plus végétation... par endroits... plus faibles... le plus au nord...

Bretagne, pays de l'ouest... Normandie... Centre, Haute-Normandie... Nord-Picardie, Ile-de-France... Champagne, Lorraine... Alsace...

### PRÉVISIONS POUR LE 26 NOVEMBRE 1998

FRANCE métropole	FRANCE outre-mer
PARIS	PARIS
LYON	LYON
MARSEILLE	MARSEILLE
NANTES	NANTES
BRETAGNE	BRETAGNE
ALPES	ALPES
PYRÉNÉES	PYRÉNÉES
CORSE	CORSE
DOMS	DOMS
INDOCHINE	INDOCHINE
AFRIQUE	AFRIQUE
Océan Indien	Océan Indien
Océan Pacifique	Océan Pacifique

### JARDINAGE

LE GRAND... propriétés... volée de... Lorsque la... depuis un... plus délicate... au moins... coupes... les quelques... La tonte... peut être... aussi comm... de coupe... préférence... dominer... que dans la... Prenez, les... chaudières... toutes les... notamment... Ne les rem... Privé tous... de bon se... idéal, sans... d'un volume... de réveil...

ALORS... naitre, le... 20 % par... plus de 10... seules... fabrique... principe... nombre... can... Certains... tout le... naitre à l'... tre la p... des jardins...

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME	1	2	3	4	5	6	7	8
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

### HORIZONTALEMENT

I Dans une gourmandise à l'... lence. II. Prise de force. Extr... se faire entendre. Exercice de style... aux fonds, elles ne peuvent... Parfois la salade. Conjonction... VII. Sans aucune fantaisie. A... être appris. L'américain... VII. Touche sans jouer. Fit la... pléide. IX. Chez la fille. Taquinée...

### VERTICALEMENT

I. Tous les... passé. Repr... d'accrocs... 3 succès en... France - 4... tam dans l'ar... tatami. L'and... parti. - 6. M... absorbée. Se...



etes de fin d'année  
rs tous azimuts

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 / 27

1998 / 5

## Souvent nuageux, léger redoux

**JEUDI.** La perturbation qui a traversé le pays d'ouest en est s'évacue progressivement. L'anticyclone centré sur l'Atlantique reprend de la vigueur. Néanmoins les nuages seront présents sur la plupart des régions. Le matin des chutes de neige faibles ou pluies verglaçantes se produiront par endroits sur la moitié est. Des pluies faibles abonderont les régions les plus au nord en cours d'après-midi.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Le matin, le ciel sera très nuageux, des brouillards seront parfois présents et quelques averses se produiront près des côtes de Manche. L'après-midi quelques éclaircies se développeront. Il fera entre 8 et 11 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Après dissipation des brumes et de brouillards matinaux le ciel restera nuageux et des pluies gagneront Nord-Picardie en cours d'après-midi. Il fera 5 à 8 degrés l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** La journée sera maussade avec un ciel couvert, quelques pluies verglaçantes et des chutes de neige faibles le matin. Il fera 2 ou 3 degrés l'après-midi.

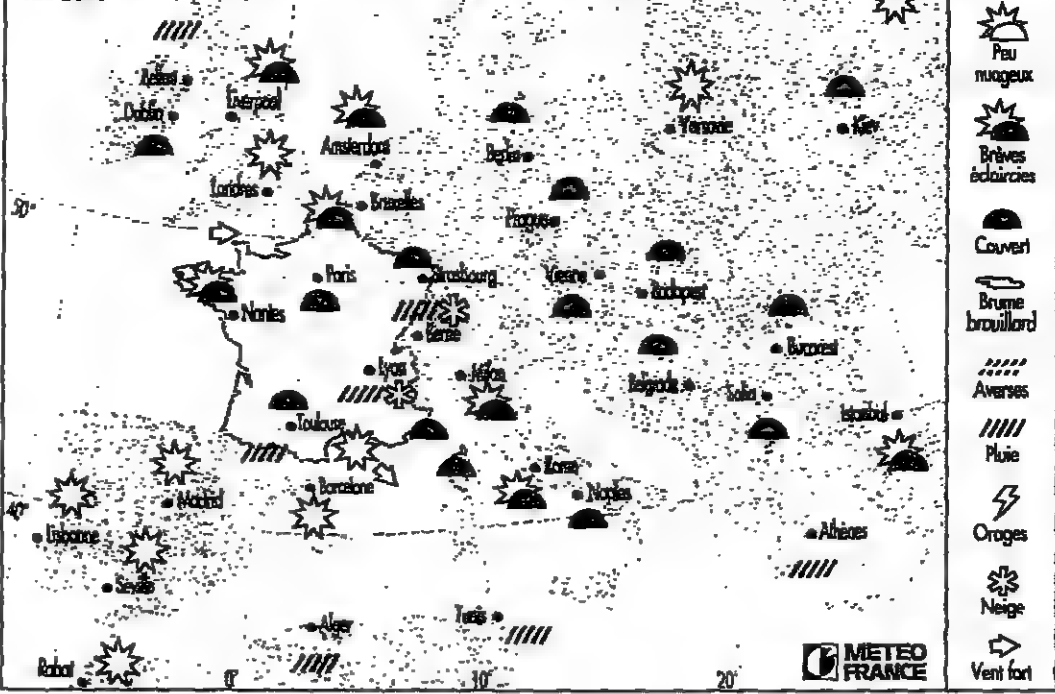
**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Malgré quelques éclaircies, le ciel restera nuageux. Sur les Pyrénées le ciel sera couvert et quelques gouttes d'eau tomberont le matin. Il fera au maximum 8 à 11 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Sur le Limousin, soleil et nuages se partageront le ciel. Sur Auvergne et Rhône-Alpes, le matin des chutes de neige faibles ou des pluies verglaçantes tomberont par endroits. Celles-ci s'atténueront dans l'après-midi. Il fera 2 à 6 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur la Côte d'Azur et la Corse le ciel sera chargé et des pluies faibles tomberont le matin. Sur les autres régions il y aura du vent mais le soleil brillera. Les températures atteindront 8 à 12 degrés.

26 NOVEMBRE 1998

Prévisions  
max 12000



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**ALLEMAGNE.** La compagnie aérienne allemande Lufthansa vient de remporter le Globe d'or 1998 des vols européens. Cette récompense, décernée après une enquête qualitative menée auprès de voyageurs d'affaires, pour le baromètre Havas Voyages-American Express, tient compte de critères de ponctualité, de fréquence des départs et de confort à bord.

**TURQUIE.** Le nouvel aéroport international Nevsehir-Tuzköy, situé à 10 km de Gülşehir et à 30 km du centre de Nevsehir, la ville la plus importante de Cappadoce, permet l'accès direct à l'une des régions les plus visitées du pays.

**HOTELS.** L'annuaire 1999 du groupe des Hôtels Concorde, qui regroupe 70 établissements dans 20 pays, dont le Crillon à Paris, l'Hôtel du Palais à Biarritz ou La Mamounia à Marrakech, est disponible dans les Hôtels Concorde ou en téléphonant au 01-40-71-21-70.

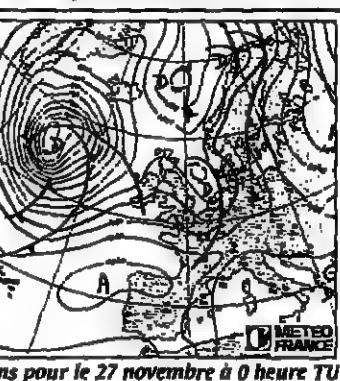
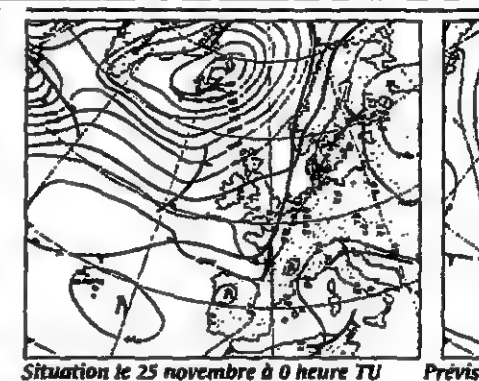
**PRÉVISIONS POUR LE 26 NOVEMBRE 1998**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole		NANCY
ALGER	3/13 C	NANTES
BIARRITZ	5/11 P	NICE
BORDEAUX	1/10 C	PARIS
BOURGES	-2/7 C	PAU
BREST	4/9 N	PERPIGNAN
CAEN	0/7 N	RENNES
CHERBOURG	1/10 N	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	-2/5 *	STRASBOURG
DIJON	-2/4 *	TOULOUSE
GRENOBLE	-1/4 P	TOURS
LILLE	1/8 N	FRANCE outre-mer
LIMOGES	-2/7 C	CAYENNE
LYON	-1/4 *	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	2/8 S	NOUMEA

PAPEETE	24/30 P
POINTE-A-PIT.	23/29 S
ST-DENIS-RE.	23/29 S
AMSTERDAM	2/6 N
ATHENES	14/16 P
BARCELONE	5/14 S
BELFAST	3/11 P
BELGRADE	0/2 C
BERLIN	-4/2 C
BERNE	-3/0 C
BRUXELLES	0/5 N
BUCAREST	-3/1 C
BUDAPEST	-4/1 C
COPENHAGUE	1/2 C
DUBLIN	4/11 C
FRANCFORT	3/9 C
GENEVE	-2/0 C
HELSINKI	-3/0 S
ISTANBUL	12/14 N

KIEV	-8/-6 C
LISBONNE	10/16 S
LIVERPOOL	5/11 N
LONDRES	3/9 S
LUXEMBOURG	-3/1 N
MADRID	0/14 S
MILAN	2/7 N
MOSCOW	-12/-9 S
MUNICH	-7/-3 C
NAPLES	9/13 C
OSLO	-3/1 C
PALMA DE M.	8/13 S
PRAGUE	-4/4 C
ROME	7/11 N
SEVILLE	9/18 S
SOFIA	1/4 C
ST-PETERSB.	-6/-1 S
STOCKHOLM	-2/1 C
TENERIFE	14/20 S
VARSOVIE	-12/-7 S

VENISE	4/8 S
VIENNE	-4/2 C
AMSTERDAM	19/25 P
BRASILIA	13/28 S
CARACAS	23/29 S
CHICAGO	4/11 N
LIMA	18/22 C
LOS ANGELES	12/20 S
MEXICO	11/18 C
MONTREAL	3/6 P
NEW YORK	7/11 P
SAN FRANCISCO	11/16 N
SANTIAGO	11/27 S
TORONTO	3/7 C
WASHINGTON	9/15 N
AFRICA	10/15 S
SINGAPOUR	26/31 P
SYDNEY	15/20 S
TOKYO	5/12 S



## JARDINAGE

## Protéger bassin, mare ou étang lorsque l'hiver arrive

**LE GRAND** problème hivernal des propriétaires de bassins ou de mares, voire de petits étangs, c'est le gel. Lorsque le froid arrive, ses effets sont dévastateurs sur les centaines de milliers de points d'eau d'agrément que compte aujourd'hui la France que sur les quelques dizaines de milliers qui vivaient il y a deux siècles à peine.

La transformation de l'eau en glace peut en effet dégrader les rives. Elle peut aussi accidentellement tuer les poissons si elle occupe toute la surface et gagne en profondeur. Il est bien connu que ces derniers se portent mieux dans l'eau que dans la glace.

Pourtant, les poissons, qui prospèrent déjà 250 millions d'années avant les dinosaures et qui ont su s'adapter à toutes les époques, supportent presque tout, du moment que c'est progressif - notamment en matière de température. Ne les rentrez surtout pas pour l'hiver, vous leur feriez plus de mal que de bien : le stress des captures, ajouté au choc thermique, est presque toujours fatal, sans compter qu'il faut disposer d'un volume d'eau équivalent, à l'intérieur !

De vieilles recettes restent valables, à commencer par l'aménagement d'une fosse profonde lors de la conception du bassin. Pour être tranquille, il faut prévoir 60 à 80 centimètres au sud de la Loire et 1 mètre à 1,20 mètre au nord, selon la rigueur des grands froids. Juste avant l'hiver, sans laisser tomber des aras de feuilles mortes dont la décomposition risquerait d'asphyxier les poissons, laissez un peu de vase à l'endroit le plus profond. Sa décomposition, très ralentie au froid, sera suffisante pour maintenir les couches profondes de l'eau à quelques degrés au-dessus de zéro.

Pour protéger le bassin lui-même, les anciens immergeaient un fagot. Pourquoi ne pas pratiquer cette vieille méthode mais en faisant attention aux pollutions. Moins élégantes mais plus neutres, des bouteilles de plastique vides, lestées d'une poignée de petits cailloux et réparties sur la surface, encaisseront l'essentiel des transformations. Des manchons de mousse de polyuréthane destinés à l'isolation des tuyaux, lestés eux aussi, peuvent remplir le même office, de façon plus discrète.

Si la surface est entièrement gelée, il faut décaler une portion d'eau libre. Sans casser la glace, surtout ! Vos poissons ne mourraient pas gelés, mais asphyxiés ! Un litre d'eau chaude suffit à faire un trou. Vérifiez que la glace a laissé une lame d'air de quelques centimètres au-dessus de la surface. Sinon, poncez ou siphonnez un peu d'eau pour former cet indispensable coussin de sécurité.

**POMPER POUR NE PAS GELER.** D'autres solutions apparaissent actuellement, chez les rares spécialistes qui commencent à émerger, comme par exemple la jardinerie Truffaut de Servon (Seine-et-Marne). Le responsable, Stéphane Neveu, passionné par les bassins de jardin, préconise une circulation d'eau permanente, pour maintenir hors gel au moins une partie du bassin. Les pompes actuelles, immergées ou protégées, peuvent fonctionner toute l'année sans problème.

« J'ai même vu, ajoute ce spécialiste, à l'époque où tout cela n'était pas très organisé, des bassins de jardin tourner toute l'année avec des pompes de machines à laver ! » En revanche, les propriétaires de bassin reculent aujourd'hui devant l'achat d'une bonne pompe, qui assurera aussi bien la protection contre le gel qu'une filtration efficace toute l'année. Il y a quelques années, en effet, les bassins formés d'une simple bache étanche posée sur un trou ne comptaient pas parmi les plus solides. Il fallait investir dans une structure en plastique thermofusé pour avoir quelque chose de solide. Un bon bassin venait à environ 6 000 francs, et l'achat d'une pompe à 2 000 francs ou plus, et entraînait dans une certaine logique de prix.

Aujourd'hui, le succès des bassins a fait apparaître de véritables liners, comme pour les piscines, de 0,5 à 1 mm d'épaisseur (voire de 1,5 à 2 mm en Allemagne), aussi résistants et plus souples que des bacs rigides. Grâce à ces « baches » (comme on les appelle aussi), le prix d'un bon bassin est tombé autour de 2 000 francs, alors que celui des pompes, qui n'a pas changé, paraît disproportionné.

Pourtant de cet argument « psychologique », quelques fournisseurs avisés proposent un « anneau » économique, en montent une petite pompe d'aquarium de 1 200 litres/heure de débit (ou une pompe à air), 30 à 40 cm sous la surface, qui renvoie l'eau sous une cloche de polyex. L'ensemble garanti, pour 300 à 450 francs, un hiver sans problème pour le « jardin d'eau » et ses pensionnaires.

Aussi discret et silencieux que ses pensionnaires, le bassin de jardin progresse de 10 % à 20 % par an. Vitakraft enregistre par exemple plus de 10 % par an d'augmentation sur les seules ventes de nourriture. En fait, si chaque fabricant ou distributeur mesure facilement sa propre progression, personne ne connaît le nombre exact de bassins dans les jardins français.

Certains parlent d'un million. Mais l'évaluation la plus sérieuse émane de Celloplast, qui fournit à lui seul 25 % du marché total et estime la pénétration actuelle entre 3 % et 5 % des jardins, ce qui correspond à une fourchette de 500 000 à 700 000 bassins. Cette filiale d'Elf fabrique des liners (PVC ou polyéthylène), des pompes, toutes sortes de filtres, etc. « C'est encore un petit marché, qui va représenter 230 millions de francs en 1998 », observe Gilles Laborde, responsable du Club jardin créé par Celloplast dès 1993, qui regroupe près de 20 000 membres, réunis quasiment sans publicité.

Il semble bien qu'au-delà de son importance actuelle ce soient la spontanéité de ce marché, son retard comparé aux pays voisins (20 % des jardins ont leur bassin en Grande-Bretagne, et 25 % en Allemagne) et surtout la constance de

sa progression qui amènent les différents intervenants à s'y intéresser de plus en plus, avec une question préalable pour le moins insolite : le bassin relève-t-il de l'animalerie ou de la jardinerie ? C'est peut-être à cause de cette incertitude que la demande a constamment précédé l'offre depuis presque dix ans.

★ Club Bassin, 13, route de Préau, 53340 Ballée. La cotisation annuelle de 100 F permet de recevoir trois numéros par an de la revue du club. Une cassette vidéo, réalisée avec Peter Cole, spécialiste de la carpe koï, est également disponible (50 minutes, 69 F port inclus).

Entre 3 % et 5 % des jardins français possèdent un bassin

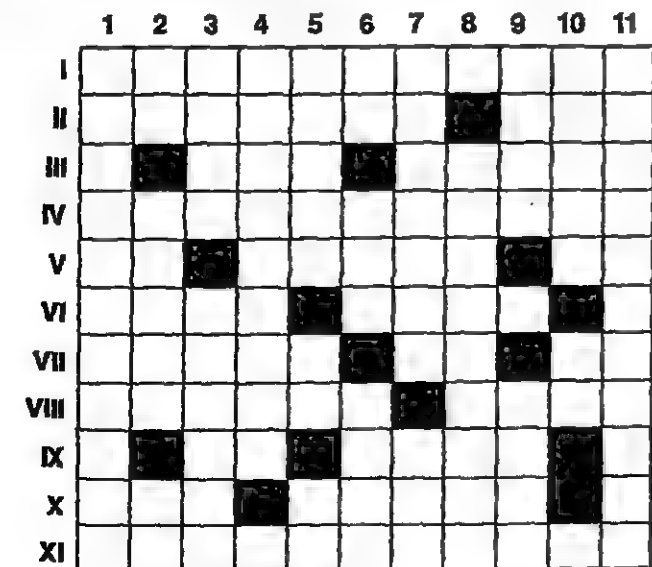
Entre 3 % et 5 % des jardins français possèdent un bassin

Entre 3 % et 5 % des jardins français possèdent un bassin

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98282

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

1. Dans une gourmandise à l'italienne. - II. Prise de force. Expression sur le coup. - III. Répété pour se faire entendre. Exercice de style pour l'artiste. - IV. Bien que travaillant aux fonds, elles ne peuvent plonger. - V. Ruminante et aimée. Parfume la salade. Conjonction. - VI. Suit la voie. Ouverture sur l'extérieur. - VII. Sans aucune fantaisie. A dû être apprêté. L'américain. - VIII. Touche sans jouer. Fit la planche. - IX. Chez la fille. Taquinée

### VERTICALEMENT

1. Tous les autres. - 2. Héritage du passé. Reprise où il y a un risque d'accrocs. Colporte la rumeur. - 3. Succès en boîte. Ont un goût de Provence. - 4. On le trouve en montant dans l'arbre. - 5. Décisif sur le tamarin. L'andinoïde. Partit dans le parti. - 6. Métal. Mesure de dose absorbée. Ses petites ailes l'em-

pechent de prendre l'air. - 7. Inutiles dans l'article. Ses petites ailes lui permettent de prendre l'air. - 8. Mise en valeur sur la toile. - 9. Désert indo-pakistanaï. Suit de près les particules. - 10. Qui a pris un coup de vieux. D'un auxiliaire. - 11. Dépasse ce que l'on peut imaginer.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 98281

HORIZONTALEMENT  
1. Gréco-romain. - II. Libéralité. - III. Adressent. - IV. CEA. Fermé. - V. Ils. Imitait. - VI. Océ. Léa. Cité. - VII. Le. Plançon. - VIII. Fientai. - IX. Gaie. OVNI. - X. Unetère. Eao. - XI. Etre. Edison.

VERTICALEMENT  
1. Glaciologue. - 2. Ridelle. Art. - 3. Ebrase. Fier. - 4. CEE. Piété. - 5. Orseille. - 6. Ras. Méandre. - 7. Olféant. Ed. - 8. Minet. Cao. - 9. Attractives. - 10. le. Milo. Nao. - 11. Détection.

## BRIDGE

PROBLÈME N° 1816

**LE GRAND ART**  
Lors des Olympiades de Genève, il y a eu, entre autres, un championnat de dames préparées, qui en comportait douze. Voici l'une d'elles.

♠ 43  
♥ 1074  
♦ 9  
♣ A V 10 9 8 7 4  
R 109762  
D V 9  
R 754  
-  
N  
O  
S  
E  
D 8  
♥ 8653  
♦ D V 106  
♣ D 65  
A V 5  
A R 2  
A 832  
R 32  
Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est  
1 ♠ 2 ♠ 5 ♠  
6 ♠ passe passe

Ouest ayant entamé la Dame de Cœur pour le 5 d'Est, comment Sud doit-il jouer pour gagner le PETIT CHELEM À TRÈFLE contre toute défense ?

**Réponse**  
Si Ouest a le Valet de Cœur, comme l'indique l'entame, on peut trouver une douzième levée en mettant Ouest en main à Pique s'il a Roi et Dame pour l'obliger à jouer Cœur, mais il faut bien compter la distribution.

Est peut, cependant, avoir un gros honneur second à Pique. Alors, auparavant, il faudra battre tout en commençant par l'As de Trèfle est, s'il y a une chicane, elle sera en Ouest (qui a promis six Piques) ; ensuite, on devra terminer par cette superbe fin de coup :

♠ 4 C 10 7 A N  
R 10 9 7 5  
A V 5 A 2  
D 9 5 3

Sud joue le 10 de Trèfle. Est défait un Cœur, Sud le 2 de Cœur, et Ouest est squeleté : s'il jette un Pique, Sud joue le 4 de Pique pour arracher le Valet, et, si Ouest jette un Cœur, Sud tire l'As de Cœur sec et joue le 5 de Pique ; si Ouest met le Roi, il doit rejouer le 10 de Pique pour le Valet de Sud ; si Ouest fournit le 10 de Pique, Est prend et doit donner au mort le 10 de Cœur devenu maître.

Si Ouest a Roi et Dame de Pique, le résultat est le même. Pour arriver à la position finale, il faut éliminer les Carreaux et jouer tout : Roi de Cœur, As de Carreau, 2 de Carreau coupé, As de Trèfle, Valet de Trèfle non couvert, Roi de Trèfle, 3 de Carreau coupé, As de Pique (garder l'As de Cœur), 8 de Carreau coupé et le septième atout du diagramme final.

**L'HAMEÇON DE JAÏS**  
Pierre Jaïs a été un brillant théoricien, dont la plus grande force était sa psychologie. On peut publier des dizaines de données où il est arrivé à « rouler dans la farine » ses adversaires.

♠ V 82  
♥ A 8  
♦ R D 8 6 4 2  
♣ 8 3  
A 6 5 3  
♥ D 9 5  
♦ 10 7 3  
♣ A 10 6 5  
N  
O  
S  
E  
A 9 7 4  
♥ R 6 4 3  
♦ 5  
♣ D V 9 7

R D 10  
♥ V 10 7 2  
♦ A V 9  
♣ R 4 2

Ann. : O. don. E-O. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
passe passe passe 1 ♠  
passe 2 ♣ passe 3 SA...

Ouest a entamé le 5 de Cœur pour le 8 et le Roi d'Est, qui a continué Cœur. Jaïs, en Sud, ayant pris avec l'As du mort, comment a-t-il joué la suite du coup pour gagner le contrat de TROIS SANS ATOUT qui était infaisable ?

**Note sur les enchères**  
Le saut de Nord à « 2 Carreaux », après son « passe » initial, montrait six belles cartes à Carreau dans un jeu d'une dizaine de points.

Philippe Brugnol



**CINÉMA** Dépendants de leur financement par les télévisions, de plus en plus de films semblent adapter l'intrigue et la forme aux impératifs de la retransmission sur le petit écran. Deux

réalisations illustrent cette semaine cette logique. ● **EN PLEIN CŒUR**, de Pierre Jolivet, apparaît comme un remake d'*En cas de malheur*, film de 1957 dû à Claude Autant-Lara, qui

adaptait le même roman de Simenon, avec Jean Gabin et Brigitte Bardot. ● **HORS-JEU**, de Karim Dridi, accompagne d'abord deux comédiens en liberté, conquérant par leur seule présence l'attention du public. Mais ces

deux se lancent dans un mauvais film lorsqu'ils montent une abracadabrante prise d'otages qui transforme le petit film *in situ* en sitcom convenue.

● **LE MARIAGE** d'intérêts entre cinéma et petit écran doit être renégocié en 1999, alors que la directive européenne libéralisant, entre autres, les retransmissions entrera en application.

## Deux films français au risque du scénario-télé

Dépendantes de leur financement par les chaînes, de plus en plus de réalisations semblent adapter l'intrigue et la forme aux impératifs de la retransmission sur le petit écran

**EN PLEIN CŒUR.** Film français de Pierre Jolivet. Avec Gérard Lanvin, Virginie Ledoyen, Carole Bouquet, Guillaume Canet. (1 h 40.)

**HORS-JEU.** Film français de Karim Dridi. Avec Philippe Ambrosini, Rossy de Palma, Arielle Dombasle, Michel Galabru, Mimi-Mimi, Patrick Bruel, Clotilde Courau. (1 h 31.)

D'abord on se pince, on regarde son voisin (qui vous regarde, lui aussi perplexe) puis, renouant à suivre sur l'écran une aussi indigente réalisation d'une aussi lamentable histoire, on s'interroge. D'où a pu naître l'idée de tourner un remake de *En cas de malheur*, film déjà cacochyme en 1957 lorsque Claude Autant-Lara, adaptant Simenon, bêtonnait un suspense psycho-sociologique avec Jean Gabin et Brigitte Bardot ? Quarante ans plus tard, ce pâle reflet d'un grand malade sent franchement le cadavre, étant jusqu'à l'envie de rire des émois de Lanvin en riche avocat saisi du démon de midi quand la loubarde Ledoyen déboule dans son cabinet, plaquant la pauvre Bouquet qui se console dans les beaux-arts tandis qu'un zonard à moto s'en vient jouer les

anges noirs... Au secours ! On ne peut qu'observer avec compassion le vaillant combat mené par les comédiens pour sauver non leur personnage - il faudrait qu'il y ait des personnages -, mais eux-mêmes, pour survivre à ce naufrage.

Avant que la lumière ne se rallume, on aura deviné la réponse à l'angoissante question : mais qui a voulu ça ? Si le film nommé *En plein cœur* n'est ni fait ni à faire, le concept du même nom était, lui, parfaitement profilé pour obtenir le feu vert d'un fort investissement des chaînes de télévision. En l'occurrence, c'est un vrai défilé : 9,5 millions de francs de France 3, 3,7 millions de TF1 International, 16 millions de Canal Plus, auxquels s'ajoutent 5,5 millions de deux Sofica, organismes financiers dont la logique d'intervention est la même.

### POUR LE « PREMIER TOUR »

Le remake de *En cas de malheur* avec Lanvin dans le rôle de Gabin et Virginie Ledoyen dans celui de Bardot est un emballage qui a toutes les chances d'enregistrer un bon score en *prime time*, et qui en tout cas évite d'avoir à se poser la moindre question de cinéma, pour se cantonner à une simple logique de produit. On voit le résultat.



Philippe Ambrosini et Rossy de Palma dans « Hors-Jeu ».

Un autre film distribué aujourd'hui témoigne de façon plus exemplaire, pour être moins caricaturale, des effets du financement du cinéma par la télévision, y compris du « cinéma d'auteur » : *Hors-Jeu*, le troisième long métrage de Karim

Dridi, fort attendu après la réussite de *Bye-bye il y a trois ans*. Et la première partie du film semble tenir ses promesses, accompagnant deux comédiens en liberté, conquérant par leur seule présence l'attention

riche ou émue du public. Que se passe-t-il ? Presque rien : Philippe Ambrosini et Rossy de Palma, corps étranges lâchés dans Paris, hantent la ville de leurs mots, de leurs gestes et de leurs rêves, de l'amour qui les rapproche tandis que l'un et l'autre galèrent pour devenir ac-

teurs. Refusés par les castings, ils se lancent dans ce qui est, hélas, doublement un mauvais film : celui que les personnages se jouent, et celui auquel nous voilà nous aussi contraints d'assister.

Ce mauvais film est tout entier le produit d'un impératif catégorique du scénario reprenant ses droits, pour monter une abracadabrante prise d'otages dans le salon d'Arielle Dombasle recevant à dîner Michel Galabru, Patrick Bruel, Mimi-Mimi et Clotilde Courau, tous dans leur propre rôle. Voilà le petit film *in situ* devenu sitcom de prestige lorgnant vers une dénoûment convenu de la société du spectacle.

Voilà *Hors-Jeu* qui pile et rompt sous le poids d'un « concept » là aussi trop lourd et appliqué. Au-delà de leurs différences, les réalisations de Pierre Jolivet et de Karim Dridi témoignent d'une dérive trop fréquente : quand la télévision est le principal bailleur de fonds, il est naturel qu'elle impose, même inconsciemment, sa logique. Et, surtout, quand le financement du cinéma vient de l'extérieur du cinéma, il est naturel que celui-ci doive donner des gages, rassurer en fonction de critères qui eux aussi lui restent extérieurs.

J.-M. F.

## Les promesses d'un jeune cinéaste au charbon

Une minute de silence. Ce film noir souffre de l'insertion d'une deuxième intrigue dans la description d'un monde de morts-vivants

**Film français de Florent Emilio Siri.** Avec Benoît Magimel, Bruno Putzulu, Rüdiger Vogler, André Marcon. (1 h 28.)

La minute de silence qui donne son nom à ce premier film de Florent Emilio Siri, c'est celle qu'il faut accorder aux différents personnages d'un film dont on sait qu'ils vont disparaître, à l'écran et dans la vie. C'est donc un film qui porte le deuil, mais à sa manière, celle choisie par le jeune cinéaste, toute particulière. Il se contente d'enregistrer avec monotonie le quotidien de deux mineurs en Lorraine, à la frontière franco-allemande. L'un, Marek (Benoît Magimel), est polonais ; le second, Mimmo (Bruno Putzulu), est originaire de Sardaigne. Ils sont jeunes, inséparables, portent leur héritage familial et ethnique comme un fardeau trop lourd, et comprennent que leur avenir ne sera pas le même que celui de leurs parents.

Deux acteurs épatants, et l'intelligence de dominer la dimension politique du sujet

Une minute de silence a une manière d'aborder son sujet qui échappe à tout ce qu'on a pu voir dans d'autres films sur le Nord et l'industrie du charbon. Ici, pas de scènes de mineurs au travail, à l'exception d'une, au début ; pas de coup de grisou ; pas d'interminables travellings sur des wagonnets remplis, à force de sueur, de blocs de charbon, mais uniquement des travailleurs respirant l'air froid du dehors, un bonnet sur les oreilles, leurs blousons soigneusement boutonnés.

Si cet air est différent, la lumière est toujours la même : « noire ». Pas,

seulement parce que le film se déroule presque uniquement la nuit, mais parce que, comme dans les films fantastiques, les morts semblent sortir de leurs tombes à ce moment-là. Le monde de morts-vivants de Florent Emilio Siri se compose d'un insupportable respiratoire que des années passées au fond de la mine ont laissé dépendant de son tube à air, d'un oncle à moitié fou, d'un propriétaire d'un snack mité, ancien mineur, devenu borgne à la suite d'un coup donné par un CRS lors d'une manifestation. Or une grève qui s'organise et dont le déroulement s'annonce des plus délicats, la rumeur d'une fermeture du puits et la fin probable de toute l'industrie minière projettent leurs menaces non seulement sur les individus, mais aussi sur cette nuit qui les entoure et dans laquelle ils baignent avec une certaine insouciance. Et logiquement, dans une belle cohérence qui ne doit rien à un quelconque scénario mais à des choix de mise en scène parfaitement assumés, le film s'interrompt au moment où la nuit cesse.

Si *Une minute de silence* ne bénéficiait pas de ces deux acteurs épatants que sont Benoît Magimel et Bruno Putzulu, si Florent Emilio Siri n'avait pas eu l'intelligence de ne pas se laisser noyer par la dimension politique de son sujet pour se concentrer sur une histoire plus intime, apparemment plus insignifiante, son film ne retiendrait guère l'attention. D'autant qu'on ne peut pas oublier durant la projection que l'on visionne un premier film. Par des choix esthétiques - une scène dans une boîte de nuit inéluctablement filmée au ralenti - et narratifs maladroits, *Une minute de silence* n'est, au bout du compte, qu'une promesse. En insérant une seconde intrigue inutile, tournant autour d'un trafic de prostituées originaires des pays de l'Est, au détriment du traitement des personnages secondaires, Florent Emilio Siri affiche un manque de confiance en un sujet qu'il ne croit pas assez fort pour le laisser pleinement s'épanouir.

Samuel Blumenfeld

## Un point limite atteint à l'heure d'échéances cruciales

LES EXEMPLES de *En plein cœur* et de *Hors-Jeu*, dans une moindre mesure de *Une minute de silence*, suggèrent qu'un point limite est en passe d'être atteint dans les conséquences de la dépendance du cinéma envers la télévision. L'expres-

### ANALYSE

Le cinéma doit en 1999 renégocier ses liens financiers avec Canal Plus et les nouveaux bouquets de programmes

sion « noble » de ce mariage d'intérêt a été depuis une bonne décennie l'inflation du discours sur le scénario, la proclamation répétée du caractère crucial du scénario « en béton », hors duquel il n'y aurait point de salut. Qu'est-ce donc qu'un bon scénario ? La matrice d'un futur bon film ? Non. C'est un document qui rassure les investisseurs télé, une sorte de contrat de confiance déclinant, avant le tournage et selon une logique qui a peu à voir avec l'art cinématographique, la manne coproductrice. Tout naturellement, ce contrat tend à devenir un contrat-type : l'application d'une formule.

Celle-ci, élaborée à Hollywood, s'inspire et s'exécute, des experts et autres *scripts doctors* en vérifiant et, le cas échéant, en rectifiant l'orthodoxie. C'est cette formule qu'on promet par exemple à Equinoxe, institution patronnée par Jeanne Moreau, logiquement financée par Canal Plus et les Américains, et qu'ambitionne de concurrencer l'Université internationale d'été dont Jack Lang et Gérard Depardieu viennent d'annoncer la création (*Le Monde* du 24 no-

vembre). Le résultat est nécessairement un produit industriel. En France, où le cinéma prétend encore à un statut plus singulier, les « produits » restent fondamentalement destinés à la télévision - dussent-ils passer par le grand écran pour collecter label culturel et subventions *ad hoc*.

Cette situation, où le cinéma, se reliant pour obtenir des subsides, est au moins aussi critique que la télévision, contrainte par la loi d'investir dans un art qui la méprise, est en passe d'évoluer, avec notamment l'arrivée de bouquets satellites. L'un, CanalSatellite, remplacerait Canal Plus dans le rôle central que joue cette dernière dans le financement du cinéma français, mais en contrepartie du maintien du monopole dont la chaîne cryptée bénéficiait depuis quatorze ans. Or ce monopole est mis en cause par l'autre bouquet, TPS, rival issu des chaînes hertziennes publiques et privées, et qui devient demandeur de programmes tout en voulant échapper aux mêmes obligations de financement. Ce bouleversement majeur intervient alors que la directive Télévision sans frontières retirera à l'Etat, dès le 1<sup>er</sup> janvier, la possibilité de réglementer la chronologie de la diffusion des films sur les différents médias, laissant producteurs pots de terre et diffuseurs pots de fer face à face pour des contrats ponctuels qu'en principe ne viendrait encadrer aucune règle.

### BLOC CONTRE BLOC

Cette nouvelle donne résulte de la libéralisation progressive du secteur voulue par Bruxelles - à rebours des principes qui inspirent la politique française en la matière depuis au moins un demi-siècle. Elle fragilise la position du cinéma alors que deux confrontations cruciales se pro-

filent. D'une part, la renégociation, fin 1999, du contrat qui lie Canal Plus au cinéma. La chaîne cryptée menace de réduire sa contribution en raison de la perte de sa situation de monopole. D'autre part, la mise en place d'un nouveau financement issu des chaînes satellite qui diffusent des films. Hors de la possibilité pour le cinéma de se financer seul (et sans oublier que, du temps qu'il le pouvait, il ne produisait pas que des chefs-d'œuvre), la multiplication des « guichets » est la meilleure manière de desserrer la pression de la télévision. Mais pour que le cinéma français puisse, comme dans le passé (et à la différence de la plupart de ses semblables européens), bénéficier des développements de l'audiovisuel, il faut, toute l'histoire en témoigne, la conjonction de deux facteurs.

D'abord une unité solide des professionnels. Or c'est précisément l'occasion qu'a choisie la profession pour se diviser, le BLOC (Bureau de liaison des organisations cinématographiques) s'étant détaché du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques). Celui-ci a entrebâillé la porte de négociations avec les chaînes quand celui-là réclame de l'Etat une intervention globale sur tous les dossiers (y compris ceux que la directive bruxelloise exclut désormais de son champ d'action). Précisément, l'autre clé d'une modification bénéfique des rapports cinéma-télévision est un volontarisme sans faille de la puissance publique pour l'imposer à des diffuseurs aujourd'hui plus puissants que jamais. On ne peut pas dire que le comportement de l'actuel ministère de la culture et de la communication incite à cet égard à un optimisme éphémère.

Jean-Michel Frodon

## L'univers érotique de Tatsumi Kumashiro

Une sélection de ses films montre la liberté du cinéaste au sein des règles d'un genre commercial

Sept films de Tatsumi Kumashiro, Maison de la culture du Japon, 101 bis, quai Branly, 75015 Paris. M<sup>rs</sup> Bir-Hakeim. Jusqu'au samedi 28 novembre, séances à 14, 17 et 20 heures. Entrée 20 F par séance. Renseignements : 01-44-37-95-00.

Tatsumi Kumashiro réalisa treize films de 1968 à sa mort en 1995. Cinéaste quasi inconnu en France, où un seul de ses films (*La Rue de la joie*) a connu une distribution commerciale, Kumashiro est considéré comme l'un des grands spécialistes du genre érotique au Japon, l'un de ceux qui surent transformer en cinéma d'auteur les productions à petit budget dont on leur passait commande. Il réussit à tirer parti des contraintes d'un genre mercantile pour les métamorphoser en style personnel.

Le cinéma japonais a une tradition bien établie de films érotiques, genre en expansion dans les années 60, destiné en tout premier lieu à un public masculin, lecteurs de bandes dessinées érotiques ou consommateurs des divers lieux de plaisir. Il s'y mêlait parfois la revendication radicale d'une liberté sexuelle en lien étroit avec l'excitation politique des utopies qui fleurissaient alors. Koji Wakamatsu fut le meilleur spécialiste de cette tendance.

Tatsumi Kumashiro appartient à la génération suivante, celle qui s'est affirmée à partir du début des années 70 avec la naissance du « roman-porno » (contraction de romantisme et d'érotisme), catégorie destinée à concurrencer les productions pornographiques soft classiques. Afin d'échapper à la faillite, une des victimes de la crise économique qui frappa les grands studios,

la société Nikkatsu, se lança dans la production de séries B érotiques à tout petit budget. Le succès, immédiat, entraîna une vague de films licencieux et un combat incessant avec la censure. Il y eut, en 1972, des poursuites pour obscénité entamées par le procureur général de Tokyo contre quatre films produits par la Nikkatsu.

### L'ÉNERGIE DES COMÉDIENNES

Peinture du monde des prostituées (*La Rue de la joie*), des strip-teaseuses (*Désirs humides*), évocation de relations amoureuses passionnelles et morbides (*Le Rideau de Fusuma*, *La Femme aux cheveux rouges*, *Les Amants mouillés*), les films de Kumashiro frappent par leur liberté formelle. La satisfaction des règles du genre (l'obligation de filmer des séquences dénudées et des scènes d'accouplement torrides) permettant diverses innovations

dans la narration ou dans la restitution stylisée comme en témoignent, par exemple, les mécanismes de distanciation utilisés pour reconstruire les grands événements de la fin des années 10 dans *Le Rideau de Fusuma*. Il est difficile de ne pas sentir chez ce cinéaste, comme chez tant d'autres de ses contemporains, une influence du cinéma de Godard. Mais c'est surtout en privilégiant les plans uniques dans les scènes érotiques que Kumashiro exalte l'énergie de ses comédiennes, en particulier des actrices dont il sait capter, avec une rare acuité, la sensualité. Avec une œuvre consacrée à l'affirmation par les femmes d'un désir conquérant, Kumashiro peut se placer sans rougir du côté des artistes qui ont cherché à atteindre la représentation la plus intime du plaisir féminin. Du côté du cinéma moderne, donc.

Jean-François Rauger









**SORTIR**

moment, avec Eric Echampard à la batterie et Claude Tchamitchian à la contrebasse, dont le disque *Jardins ouvriers* (Evidence) vient de recevoir un « Choc de l'année » du mensuel *Jazzman*.

transpose idéalement dans le langage du cinéma, et de la seule manière qui vaille : en une très lente et très profonde commotion. Une sublime ouverture en plan-séquence l'inaugure : la caméra fixe la façade lépreuse d'un immeuble, puis amorce vers la gauche un mouvement descendant extrêmement lent qui la conduit jusqu'à la surface fumante d'un fleuve immobile, depuis lequel elle commence à se mouvoir latéralement, le long des immeubles. Des bribes de conversation, des bruits d'arrière-cour, d'étranges grincements bizarres, résonnent cependant hors champ, deux mouettes blanches traversent la forme flu-

viale et une couleur incertaine imprègne ce tableau d'une moisissure monochrome oscillant entre le gris et vert.

A la minéralité aqueuse, embrumée, de cette scène stupéfiante succèdent quelques tableaux humains qui se laissent deviner dans la pénombre, comme vems d'un monde lointain, enfoui, damné. C'est la misère d'un homme qui mendie son pain, c'est la violence exercée sur le même, qu'on roue de coups. L'humiliation apparaît dans le film en même temps que l'humain. La déréliction suivra, au rythme de ces panoramiques qui se heurtent inexorablement aux murs en cherchant l'horizon, et la

commiseration aussi, sur le visage renversant d'une jeune fille pâle et blonde, que le regard ne saurait approcher sans risquer le flou. Chez le cinéaste qu'est Sokorou, le mystère de la virginité, c'est une impossible mise au point. La réalité elle-même, qui semble exprimer l'homme dans l'inexorabilité de son destin, ne peut être saisie qu'à travers d'insensibles flottements, d'étranges anamorphoses, en un perpétuel vacillement de l'être et du monde.

« Au bout du voyage, le héros n'a plus qu'à s'allonger, sous les téné-  
tines d'une lionne statufiée, pour  
y boire le pierreux calice de son  
sacrifice. Il y a belle lurette, alors,  
que le film est devenu un objet à  
part entière, comme le suggère  
Sokourou lui-même : « Mon film  
commence où le droit de l'écrivain  
s'achève. » L'ambition de *Pages  
cachées* consiste moins à citer  
telle page, ou tel livre de la litté-  
rature russe, qu'à se pénétrer de  
celle-ci, et plus particulièrement  
de l'esprit de son art. Par l'impur-  
reté des moyens qu'il met en  
œuvre (fixation par la photo, ins-  
erts de peintures, pointes de  
l'eau-forte, reliefs de la sculpture,  
contrepoint musical...), le cinéma,  
invention du XX<sup>e</sup> siècle, capte de  
la sorte le génie scriptural du  
XIX<sup>e</sup> siècle et atteint à son univer-  
salité.

**Stéphane Kochoyan Trio**  
 Pianiste du Sud (Nîmes, Arles, etc.), Stéphane Kochoyan a le goût des mélodies voyageuses, mélancoliques ou joyeuses, le sens du lyrique qui le fait explorer l'ensemble du clavier. Son nouvel album *Hongkong express* (Abalone Musique) a été enregistré en public en Chine, à Taïwan, en Corée ou en Thaïlande avec Louis Moutin à la batterie et Jean-Philippe Viret à la contrebasse.

**François Corneloup Trio**  
François Corneloup est un saxophoniste (baryton et soprano en particulier) exigeant pour lui-même et pour les autres, profondément original dans ses compositions, qui ouvrent mille possibilités pour l'improvisation. Il se concentre d'ordinaire sur son trio. L'un des plus pertinents du

moment, avec Eric Echampard à la batterie et Claude Tchamitchian à la contrebasse, dont le disque *Jardins ouvriers* (Evidence) vient de recevoir un « Choc de l'année » du mensuel *Jazzman*.

**Instants Chavanes, 7 rue**  
**Richard-Lenoir, 93 Montreuil.**  
**M Robespierre, Le 25, à 20 h 30.**  
**Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.**  
**Cheb Mami**  
Absent de la soirée *Un, deux, trois soisels* pour des raisons contractuelles, le chanteur originaire de Salda est pourtant un ténor du rai, un genre qu'il n'hésite pas à mêler au rap ou aux musiques traditionnelles. Après le *Zénith* en janvier, Cheb Mami vient défendre dans une salle plus chaleureuse les chansons de son dernier album *Mel Meli*. Il sera entouré de Cheb Aïssa (en première partie), d'un bagad et d'invités comme K-Mel, d'Alliance Ethnik, et Idir.

**La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, 18<sup>e</sup> M Pigalle.** Les 25, 26, 27 et 28, à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-99, 143 F.

La partie orientale de l'Europe est à l'affiche du Festival d'automne. Cap donc vers l'ex-empire soviétique. Les deux premiers réalisateurs, Alexei Guerman et Alexandre Sokourov, sont russes, le troisième est kazakh. Quinze films de Sokourov (pour la plupart inédits) sont programmés, ainsi que *La Vérification* (1972), *Vingt jours sans guerre* (1976), *Mon ami Ivan Lapchine* (1982) et *Khroutaïlov, ma voiture* 1, d'Alexei Guerman, un cinéaste tardivement porté aux nues (censure oblige). Présenté en avant-première, *Khroutaïlov*, quatrième long métrage de cet auteur, est un bilan-maëlström du stalinisme après la chute de la sécheresse officielle du Festival de Cannes 1988, sous le regard curieux d'Estelle.

★ Jusqu'au 8 décembre à L'Arlequin, 76, rue de Rennes, 6<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Saint-Placide. Tél. : 01-45-44-28-80.

Ne serait-ce qu'à ce titre, *Pages cachées* est une parfaite réussite. L'infinie beauté, l'infinie violence, l'infinie tristesse de la littérature russe, cette manière si particulière qui est la sienne d'accoler à l'horizon le ciel et la fange, l'abjection et la sainteté, tout cela, le film le

*Jacques Mandelbaum*

Le Festival d'Automne à Paris et Les Cahiers du cinéma  
présentent

du 18 nov. au 8 déc.  
au cinéma l'Arlequin

ALEXANDRE SOKOUROV  
ALEXEI GUERMAN  
DAREJAN OMIRBAEV  
ET LA NOUVELLE VAGUE KAZAKH

01 53 45 17 00  
http://www.festival-automne.com

## ENTRÉES IMMÉDIATES

**La Kiosque Théâtre:** les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Crème et châtiment  
de Fodor Dostoevski, mise en scène de Chantal Morel.  
**Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Château-de-Vincennes.** De 25 à 19 h 30. Tél.: 01-43-29-36-36. De 50 F à 110 F.

**De retour, Monsieur l'ingénieur**  
d'après Fernando Pessoa, par Miguel Yeco, avec Norma Silva (piano).  
**Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, 3<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Rambuteau.** De 25, à 21 heures. Tél.: 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.

**Le retour par le Gertrude Théâtre, avec Yael Farber et Révital Arieli.** Dans le cadre de « Israël au miroir des artistes » et de la saison du Théâtre de la Maitronnette à Paris.

**Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 6<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Saint-Paul.** De 25, à 20 h 30. Tél.: 01-45-44-41-22. De 50 F à 110 F.

**Le Barbatas, mise en scène de l'auteur.**

**Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaures, 93 Aubervilliers.** 19<sup>e</sup> M<sup>e</sup> For d'Aubervilliers. De 25, à 20 h 30. Tél.: 01-49-87-59-59. 145 F et 240 F.

**Le Yassine**  
Compagnie Les Arts Sauts (Onze tra-

20 heures. Tél.: 01-45-61-65-69. De 80 F à 290 F.

**Akosh S.**  
**Guinguette Pirate, qual de la Gare, 13<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 01-53-82-02-04.

**Yves Lesman Quartet.**  
**Le Villa, 25, rue Jacob, 6<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés.** Le 25, à 22 h 30. Tél.: 01-43-26-00-00. De 120 F à 150 F.

**Suprême NTM**  
**Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, 19<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin.** Le 25, à 22 heures. Tél.: 01-42-08-60-00. 134 F.

**Colette Renard**  
**Théâtre de Dix Heures, 35, boulevard de Clichy, 18<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Pigalle.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 01-46-06-10-17. 150 F.

**Paolo Costa**  
**Olympia, 26<sup>e</sup> M<sup>e</sup> boulevard des Capucines, 10<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Opéra.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

**Lynda Lemay**  
**L'Européen, 3, rue Biot, 17<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Place-de-Clichy.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 01-43-87-97-13. 125 F.

**Ariane Dubillard**  
**Théâtre des Déchargeurs-La Bohème, 3, rue des Déchargeurs, 18<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Châtelet.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 01-49-97-27-78. De 60 F à 80 F.

**Angélique Ionatos**  
**Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Bastille.** Le 25, à 19 h 30. Tél.: 01-47-00-57-53. 140 F.

**Angélique Kidjo**  
**Cabaret Sauvage, parc de la Villette, 19<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Porte-de-la-Ville.** Le 25, à 20 h 30. Tél.: 08-03-07-50-75. 120 F.

## RÉSERVATIONS

**L'Espece**, 10<sup>e</sup>. *M<sup>e</sup> Porte de la Villette.* Le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> à 20 h 30. Tél.: 08-03-07-50-75. 15 F et 140 F.  
**Spirale de Caroline**, 15 bis Grandville : Instantané provinciaire.  
**Les Abbesses (Théâtre de la Ville)**, 1<sup>er</sup>, rue des Abbesses, 18<sup>e</sup>. *M<sup>e</sup> Abbés.* Les 25, à 20 h 30. Tél.: 01-42-42-22-77, 95 F.  
**Franco Bermani**, 16 m'appelle Elmi Sturmweiser, et moi c'est Maryvonne von Suedelver.  
**Pipipi du Centre Georges-Pompidou**, rue Rambuteau, 4<sup>e</sup>. *M<sup>e</sup> Rambuteau.* Les 25, à 19 h 30. Tél.: 01-44-78-13-15. Le 40 F à 50 F.  
**Les somnambules**  
Dyptique d'après Hermann Broch, mise en scène de Kyrzian Lupa, avec la troupe du State Teatr de Cracovie. 1903, Esch ou l'anarchie (1)<sup>a</sup>; 1918, Huguenot ou le réalisme (2).  
Théâtre national de l'Odon, 3<sup>e</sup>, place Paul-Claudel, 8<sup>e</sup>. (1) du 2 au 8 décembre. (2) du 8 au 12 décembre. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 170 F. Dyptique 200 F et 250 F.  
**Golden Gata Quartet**  
à l'occasion de la Journée mondiale contre le sida.  
**New Morning**, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10<sup>e</sup>. Le 4 décembre, à 20 h 30. Tél.: 01-45-23-51-41. 150 F.

## DERNIERS JOURS

28 novembre :  
Boucliers tribaux d'Afrique,  
d'Asie du Sud-Est et d'Océanie  
Mona Bismarck Foundation, 34, avenue  
de New-York, 19<sup>e</sup>. Tél. : 01-47-  
23-38-88. Entrée libre.  
Le Décaméron des femmes  
de Julia Voznesenskaya, mise en  
scène de Julie Brochen.  
Théâtre national de l'Odéon, 1,  
place Paul-Clouet, 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-  
21-35-36. 50 F et 70 F.  
21 novembre :  
Glenn Aldechini  
Galerie nationale du Jeu de Paume,  
1, place de la Concorde, 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-  
42-60-63-63, 38 F.

PUIS-JE ÊTRE JOINT  
 PARTOUT ?  
 PUIS-JE TÉLÉPHONER DE  
 N'IMPORTE OÙ ?  
 INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS  
 COMME À L'EXTÉRIEUR ?  
 ES LE PREMIER ESSAI ?  
 À MER, À LA MONTAGNE,  
 À LA CAMPAGNE ?  
 FRANCE ? À L'ÉTRANGER ?  
 TOUT LE TEMPS ?

National depuis 2 ans, digital depuis 5 ans,  
le réseau SFR couvre aujourd'hui 95% de la population française.  
Pour nous, un téléphone portable n'a de sens que si l'on peut  
émettre et recevoir des appels partout, quel que soit l'endroit où  
l'on se trouve, à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments.  
Et pour vous ?

**ON EN REPARLE DEMAIN.**

SFR est une marque de  Aegion

# SER

La presse britannique fait un large  
Ces demi

**LES FRANÇAIS** ont-ils le droit de se plaindre ? On ne peut pas leur reprocher d'être déçus. Ils ont voulu que la France soit une grande nation, et ils ont eu raison. Mais ils ont voulu que la France soit une nation libre, et ils ont eu tort. Ils ont voulu que la France soit une nation libre, et ils ont eu tort. Ils ont voulu que la France soit une nation libre, et ils ont eu tort.

**LA PRESSE**

[illegible]

## SUR LA TOILE

[illegible]

Amour, gloire et député

[illegible]



## Nouvelle éruption francophobe au Royaume-Uni

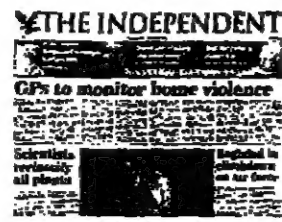
La presse britannique fait un large écho à une enquête du « Figaro » sur la faible consommation de savon par les Français. Ces derniers ont peut-être même trahi l'alliance contre Saddam Hussein

« LES FRANÇAIS sentent mauvais. » « Les Français sont indignes de confiance. » Sale temps, la semaine dernière, pour les citoyens de la République, au royaume de l'understatement et du bon goût journalistique. À l'origine de cette nouvelle éruption de gallophobie, une maladie récurrente outre-Manche, on trouve trois histoires sans rapport entre elles : « couvertes » avec des délices par la presse de Londres.

La palme du raffinement est remportée haut la main par la correspondante du Times à Paris, Susan Bell, pour un papier délicatement titré sur quatre colonnes : « C'est

vrai : les Français sont vraiment les gens les plus nauséabonds d'Europe. » Une étude « financée par le gouvernement le démontre », écrit l'envoyée spéciale du journal le plus sérieux de la galaxie Murdoch, « la nation des adorateurs de l'ail est bien la plus sale d'Europe ». À l'origine du scoop international du Times, un article sur la consommation hexagonale limitée de savon et de dentifrice, publié dans le Figaro du 20 novembre.

Une mine d'or, cet article, pour nos excellents confrères britanniques, ainsi d'ailleurs, comme le souligne The Independent, que pour



« tous les francophobes » de la planète. A Londres, ladite étude du Figaro a été traitée comme il se doit, c'est-à-dire souvent en première page ou en très bonne place à l'intérieur des quotidiens.

Plus magnanime que ses confrères, et s'appuyant sur son « expérience personnelle » dans les métros respectifs de Paris et Londres, le correspondant de The Independent a bien tenté d'expliquer à ses lecteurs que « les Britanniques sentent plus souvent mauvais que les Français ». Son confrère du Guardian n'est pas d'accord. Il le déplore, « les Français sont élégants, spirituels, sophistiqués, certes, mais ils sont sales ». Pire, relève l'envoyée spéciale permanente du Daily Telegraph à Paris, « la prétention » qu'ils ont, « contre l'évidence », à se dire propres est peut-être bien « un sale

mensonge », puisque « un peu moins de la moitié seulement d'entre eux » affirment se doucher chaque jour. Statistique à combiner « déprimante pour qui doit passer plusieurs heures par jour pressé contre d'autres corps dans le métro parisien ». Mais la baroudeuse du Telegraph note néanmoins « une amélioration : dans les années 80, 36 % seulement » des « frenchies » disaient fréquenter quotidiennement la salle d'eau.

Ce n'est pas suffisant en tout cas pour laver les Français du soupçon de trahison qui s'est abattu sur eux durant la semaine. Passe encore qu'un tribunal parisien ait refusé d'extrader David Shayler, un transfuge anglais du MI 5, réfugié en France après avoir vendu les secrets de son service à un tabloïd londonien. Seul, pour l'instant, un commentateur de The Independent s'attend à « une prochaine vague britannique outragée contre la perfidie française ». En attendant, The Sun, fleuron populaire du groupe de Rupert Murdoch, a trouvé une autre occasion de s'en prendre aux mangeurs d'ail. Amplifiant un soupçon émis par un obscur sénateur américain de l'Arizona, John McCain, le quotidien s'interroge dans un éditorial : « Qui a averti Saddam Hussein dix minutes avant le bombardement qui devait l'effacer ? » « Si ce sont les Français, conclut le Sun, indiquant tout de même qu'ils démentent avec colère, ils devraient avoir honte. » Le conditionnel est assez rare dans les colonnes de ce tabloïd pour être apprécié à sa juste valeur.

Patrice Claude

### DANS LA PRESSE

#### LCI

Pierre Luc Séguillon

Lionel Jospin a choisi d'être porté en même temps sur le sujet des sans-papiers par deux allées contraires, celui de la gauche qui lui souffle la tolérance, celui de la droite qui l'incline à l'intransigeance.

Le résultat est non seulement aujourd'hui qu'il paraît pris au piège d'une erreur de navigation, en panne, et contraint de godailler mais qu'il semble à la merci d'un accident : une grève de la faim qui se terminerait mal, une évacuation qui tournerait à l'affrontement, une reconduite aux frontières par trop musclée. On peut être bon marin, reconnaître son erreur et changer de cap. C'est ce qu'a fait, mais trop tard, un grand

skipper, Loïc Perron. C'est peut-être ce que devrait faire, avant qu'il ne soit trop tard, le capitaine Jospin.

#### RFI

Dominique Burg

■ Les sans-papiers n'ébranleront pas ses convictions, les sans-papiers ne feront pas exploser sa majorité, les sans-papiers ne seront pas sa mauvaise conscience, encore moins le prétexte à gauche sa politique. Lionel Jospin reste intransigeant.

Ce dossier est empoisonné, et empoisonne la vie de son gouvernement depuis un an et demi, et ça va durer : qu'à cela ne tienne, il en fait et il en fera le symbole de sa détermination, de son attachement aux principes, de son souci de la responsabilité en politique. Le débat est donc clos, en tout cas pour ce qui le concerne.

#### LES ECHOS

Favilla

■ Jusqu'alors et à quelques exceptions près, le gouvernement avait géré sa politique avec pas mal d'habileté. Les sondages en témoignaient, en dépit d'ambiguïtés dans les actions entreprises et de critiques appuyées de l'opposition. Une certaine modération se construisait cahin-caha. Depuis quelques semaines pourtant, le doute regagne du terrain.

#### THE WALL STREET JOURNAL

■ Si l'on en juge par ce qui se passe depuis deux ans, la question de savoir qui a tué Galina Starovoïtova restera sans réponse. Elle est le sixième député du parlement russe assassiné depuis 1993, et le troisième haut responsable politique tué à Saint-Petersbourg en deux mois.

Le commanditaire d'un meurtre commis par un tueur à gages est rarement découvert en Russie. Et le fait que le président Boris Eltsine, qui s'était personnellement engagé à résoudre cette affaire, ait été hospitalisé peu après en raison d'une pneumonie augure mal de l'enquête en cours. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que tant de Russes éprouvent un sentiment d'impuissance et de désespoir face à l'assassinat de la femme politique la plus célèbre du pays.

Le gouvernement russe, composé de technocrates et non de leaders, est aussi incapable d'empêcher ou de punir ces assassinats que d'arrêter la dégringolade vertigineuse de l'économie russe. La criminalité prospère sans mal dans le vide ainsi créé. La chasse est ouverte aux réformateurs, aux journalistes et aux juifs.

### SUR LA TOILE

#### INFOS LYONNAISES

■ La chaîne de télévision locale Télé Lyon Métropole (TLM) a lancé un bulletin quotidien distribué par courrier électronique, destiné aux habitants de la région et aux « Lyonnais expatriés ». Il propose notamment les titres du journal télévisé de TLM de 19 h 30, la météo, un éphéméride et un agenda. On s'abonne gratuitement en envoyant un message à l'adresse club-info@tlm.fr

#### TÉLÉTHON

■ Le Téléthon 1998 diffuse sur son site informations et reportages. On pourra y faire des promesses de dons à partir du 1<sup>er</sup> décembre. www.telethon.fr

#### VOITURES D'OCCASION

■ La société e-Annonces a ouvert un site de petites annonces d'automobiles d'occasion pour la France entière. La consultation et l'affichage sont gratuits pour les particuliers. Un moteur de recherche multicritère permet de trier les annonces en fonction du kilométrage, du prix, de la marque, de la région ou de la catégorie recherchée. Une rubrique « Motos » doit être créée prochainement. www.e-annonces.fr

### EN S'INSTALLANT

sur Internet, le Musée du Prado n'a pas voulu simplement proposer une visite virtuelle de ses collections. « Pour prétendre se mesurer à une œuvre d'art et l'apprécier à sa juste valeur, il faut au préalable savoir regarder, lire un tableau. » Antonio Navarro, coordinateur du site du musée madrilène, a décidé, il y a un peu plus d'un an, d'utiliser le Web pour éduquer l'œil des internautes. Il a confié cette mission à Alicia Quintana, responsable du service éducation du musée. À partir de l'analyse méthodique et minutieuse des œuvres les plus représentatives des principaux courants artistiques représentés dans les galeries du musée, l'équipe d'Alicia Quintana élabore des fiches « destinées en premier lieu, compte tenu de leur approche scientifique, à des étudiants en art, mais suffisamment pédagogiques pour intéresser un vaste public ». De La lutte de saint Georges avec le dragon de Rubens, à La Fable d'Aracné, de Velázquez, une quinzaine de tableaux ont déjà été archivés sur le site. Selon la formule « une œuvre, un ar-

www.museoprado.mcu.es

Chaque mois, un tableau est disséqué et analysé par une équipe du Musée du Prado



tiste », après une rapide présentation du peintre et de l'école qu'il incarne, la toile est disséquée, analysée dans les moindres détails. L'internaute apprendra, par exemple, que dans l'Adoration des bergers, de Dhimotikos Theotokopoulos, alias « El Greco », « l'illumination de la scène provient de la figure de l'Enfant qui, en se transformant en un foyer de lumière symbolique, irradie plus ou moins intensément les autres personnages ». Et que « la brève référence architectonique, rare dans ce type d'œuvres religieuses du Greco, ouvre l'espace

vers l'intérieur de la toile, et sert de point d'union entre la terre et le ciel ». Pour les non-initiés au vocabulaire des professionnels de l'art, Alicia Quintana a pris le soin d'accompagner ses commentaires les plus techniques de schémas ou d'illustrations. Elle n'entend laisser aucun point d'ombre sur les œuvres analysées. Le tableau doit-il être regardé de bas en haut ou de gauche à droite ? Comment se compose-t-il ? Que représente-t-il ? Que symbolise-t-il ? A quel courant pictural fait-il référence ? Comment l'artiste joue-t-il de la lumière, des couleurs, de la perspective ? Et dans quelle intention ? En quoi le cadre est-il le prolongement de la toile ?

Un nouveau tableau est présenté chaque mois. En octobre, l'internaute a pu entraîner son œil sur le Retable de la vie de la Vierge et de San Francisco, du maître espagnol Nicolas Francés. En novembre, il peut poursuivre son apprentissage avec l'Annonciation, du peintre italien Fra Angelico.

Stéphane Mandard

Christian Colombani

## Amour, gloire et députés

par Alain Rollat

LA CHAMBRE des députés était jadis l'égale de la Comédie-Française. La représentation nationale y donnait des représentations qui valaient celles de l'Opéra Garnier. « La fièvre des passions politiques, qui brûlait en ces temps-là les veines de la France, me donna le goût des spectacles », écrivait Romain Rolland. Je fus un abonné assidu des grandes séances de la Chambre. Je complétais là mes expériences de théâtre populaire. Le Palais-Bourbon était le premier théâtre de Paris. Sa troupe était hors pair. Le public s'attachait alors les discours des témoins, les journaux en remplissaient leurs colonnes, on les affichait aux murs des maisons. Dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, le cœur de la nation battait au rythme des harangues. Il n'y avait ni ordre du jour prioritaire, ni limitation des temps de parole. Ni absentéisme. La République cultivait l'éloquence, le verbe avait force de

loi, la renommée des élus était proportionnelle à la force de leurs écrits.

Qui lit encore les discours des députés ? Qui les écoute ? Qui les imprime ? Selon un expert en images, Laurent Fabius, qui l'a dit à Mireille Dumas, mardi soir, sur France 2, la faute en incombe à l'Ecole nationale d'administration : « L'ENA a tué l'éloquence. » N'est-ce pas surtout parce que l'image a tué le verbe ? Les députés ne haranguent plus, ils communiquent. Le cœur de la nation bat désormais au salon des Quatre-Colonnes, cette antichambre où les élus du peuple se prosternent devant les caméras, qui méprisent les derniers plumitifs. La représentation nationale ne se met plus en scène, elle se donne en spectacle, une ou deux fois par semaine, de 15 heures à 16 heures, sur France 3. Les députés ne débattent plus, ils s'affichent. « C'est important de se

montrer, disent-ils, parce que les électeurs sont contents de nous voir... » Le plus malheureux est donc cet ancien mécano de Saint-Gobain, Patrice Carvalho, qui siège sur les bancs du groupe communiste : « Je n'ai pas de chance. Mon fauteuil est au premier rang, à gauche, en entrant dans l'hémicycle. Les caméras ne peuvent pas me voir. Il faut que je monte de deux ou trois rangs, sinon il y a des dames qui demandent pourquoi on ne me voit jamais à la télé... » Diagnostic du docteur Fabius : « Le petit écran rend les gens un peu fous... »

Que retiendrait d'autre de ce psychoportage de Mireille Dumas ? Ah ! si, deux choses : en séance de nuit, Michel Péricard ne boit que du tilleul et, le matin, Roselyne Bachelot ne circule jamais en peignoir parce que les douches des dames sont trop éloignées de leurs chambres. L'Assemblée nationale est aujourd'hui un soap opera.

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
**360 F**  
d'économie  
soit  
**7 semaines**  
de lecture  
**GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET  
DEVENEZ LECTEUR  
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 066 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

\* Prix de vente au numéro (hors taxes) en France métropolitaine uniquement

Je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MQ 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 190 F 2 960 F

3 mois 585 F 790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélève-

ment automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers,

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze

93046 Charenty Cedex







## Européennes : « profession de foi » commune de LO et de la LCR

C'ÉTAIT le « test du programme commun », disaient en riant les observateurs de la gauche « plurielle ». L'épreuve du feu pour vérifier que Lutte ouvrière souhaitait réellement faire liste commune avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) pour le scrutin européen du 13 juin 1999 et que la volonté affichée d'Arlette Laguiller de faire « ticket » commun avec Alain Krivine n'était pas seulement une manœuvre tactique. Après de nombreux rendez-vous et rencontres de leurs délégations respectives, après moult réécritures et amendements, le texte a finalement été achevé sans histoires. Les hebdomadaires Lutte ouvrière et Rouge s'approprient à publier, jeudi 26 novembre, la « profession de foi » de leurs organisations respectives : « Pour l'Europe, des mesures radicales contre le chômage ! »

Le style fleurit bon la prose des amis d'Arlette Laguiller : « Leur Europe est celle de l'exploitation, une forteresse des multinationales, des Elf, Shell, Bouygues, Thomson, Siemens, Alcatel ». Il n'y a pas d'exemple. Ou encore, dans l'appel final : « En votant pour la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, vous pouvez être (...) des femmes et des hommes qui défendront les intérêts des travailleurs, seront fidèles à leurs engagements et serviront à vos côtés pour préparer les luttes collectives de demain. » Le texte mêle la dénonciation générale du capitalisme et les revendications pour des mesures de contrôle et d'expropriation chères à LO aux mots d'ordre plus concrets de la LCR : « avortement libre et gratuit partout », droit de vote pour tous en Europe, régularisation de tous les sans-papiers, annulation de la dette du tiers-monde, et même... la « sortie du tout nucléaire ».

Le texte commun dénonce les traités de Maastricht et d'Amsterdam, au nom d'une Europe « des droits démocratiques et égaux » : en 1992, LO n'avait pas appelé à voter « non » à Maastricht, jugeant que ce débat n'était qu'une « diversion » pour les travailleurs. De même, le texte réclame un salaire minimum européen, la défense et l'extension des services publics, et le passage vers les 35 heures, avant « les 30 heures ».

### « VOTER LE PLUS À GAUCHE »

La plate-forme de la liste trotskiste, créée sept mois avant les élections, de plus de 5 % des voix dans la plupart des sondages, affiche enfin clairement « son opposition déterminée à la politique menée par le gouvernement ». « Il n'est pas sérieux de prétendre "réorienter l'Europe", comme le fait le Parti communiste, en haussant le ton, juste le temps d'une élection, mais sans s'y opposer vraiment. La liste - qui alternera membres de LO et de la LCR, mais réservera, derrière le « ticket », de tête, quatre places à des femmes - s'adresse à ceux qui veulent « voter le plus à gauche possible ».

Les deux organisations valideront séparément le texte et la liste les 16 et 17 janvier 1999, avant de mener une vingtaine de meetings communs. LO a trouvé là le moyen de dépasser la « barre » des 5 % de voix nécessaire pour compter des élus au Parlement européen. Ses dirigeants, et notamment « Hardy », son leader clandestin, jugent la période favorable à l'extrême gauche. A la tête de la LCR, Daniel Bensaid et Alain Krivine, qui précisent qu'il s'agit d'une « stricte alliance électorale », ont mené le même raisonnement. Ils devraient rallier leur parti lors de la conférence nationale de janvier : certains dirigeants du bureau politique, comme Rémi Barroux, animateur de Ras l'Front, Maya Surduts, de la Cadac, Christian Picquet, chargé des relations avec les autres partis, l'historien Jacques Kergoat, et des militants déplorent en effet un « virage » après la ligne d'ouverture du dernier Congrès de la LCR, en janvier 1998.

Ariane Chemin

## Les organisations de consommateurs critiquent la levée de l'embargo sur le bœuf britannique

Lors du vote des ministres européens de l'agriculture, la France s'est abstenue

L'ABSTENTION de la France, lundi 23 novembre, lors du vote du Conseil des ministres de l'agriculture européens sur la levée de l'embargo sur le bœuf britannique, n'a pas manqué de susciter réserves et critiques dans le pays. La Fédération nationale bovine (FNB) juge cette décision prochaine « prématurée ». « Nous n'avons pas la preuve que les garanties demandées à la Grande-Bretagne sont réunies car les contrôles de la Commission européenne n'ont pas encore eu lieu », fait valoir Claude Allo, directeur de la FNB.

« On est très furieux, cela va semer le doute », ajoute de son côté Pierre Chevalier, secrétaire général et président de l'Office interprofessionnel des viandes (Oliv) qui annonce que la FNB va lancer dans les deux mois une campagne d'étiquetage avec le Centre d'information des viandes (CIV). Cet organisme a mis en garde les pouvoirs publics contre les réactions des consommateurs : « On prend le risque de recréer une crise de confiance à l'égard de la viande bovine », s'inquiète Louis Orenge, directeur du CIV.

Les professionnels de la filière font effectivement valoir que la consommation de bœuf en France était presque revenue à son niveau précédent la crise de la vache folle déclenchée en mars 1996. La Coordination rurale a vivement réagi au « larmisme des ministres européens de

l'agriculture ». Si « par malheur », l'embargo est levé, « les consommateurs devront ouvrir l'œil et adiger de bien connaître la provenance de la viande qui leur est proposée », ajoute le syndicat.

Les réactions les plus critiques sont venues des organisations de consommateurs. L'UFC-Que Choisir considère qu'une fois encore Bruxelles place les intérêts économiques avant la santé des consommateurs. L'association estime que la décision est d'autant plus prématurée que la Grande-Bretagne a encore enregistré 2 000 cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 1998.

### « DE PLUS EN PLUS INQUIETS »

Mais surtout c'est l'attitude de retrait des pouvoirs publics français qui heurte les associations : « Comment le ministre de l'agriculture français peut-il laisser à la Commission européenne la responsabilité politique de ce dossier ? Une telle démission n'est pas de nature à rassurer les consommateurs de plus en plus inquiets devant le contenu de leur assiette », estime Christian Huard, responsable de l'Adéic-FEN, Association de consommateurs de la Fédération de l'éducation nationale. La chaîne d'hypermarchés Conditon a quant à elle immédiatement annoncé qu'elle s'engageait à ne vendre que de la viande bovine française.

L'ancien ministre de l'agriculture

Philippe Vasseur a fait part de ses « réserves » : « À titre personnel, je n'aurais probablement pas pris cette décision », a déclaré le député (DL) du Pas-de-Calais, qui avait pris la décision d'embargo sur la viande britannique. Même souci de prudence chez les Verts : « La situation n'est pas complètement clarifiée. S'il reste des risques, c'est le principe de précaution qui doit prévaloir », nous a déclaré Denis Baupin, porte-parole.

Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche, a tenté de justifier devant les députés, mardi 24 novembre, l'abstention de la France. Paris a obtenu que les ministres de l'agriculture soient « informés en temps réel » des contrôles de la Commission et qu'ils puissent donner leur avis sur les résultats de ces contrôles, a-t-il déclaré.

Le seul organisme qui officiellement s'est prononcé en faveur de la levée de l'embargo est le Comité permanent des syndicats agricoles européens (COPA). « Il n'y a pas de raisons d'être contre la levée de l'embargo si toutes les analyses scientifiques montrent qu'il n'y a plus de problème », a-t-il fait savoir à Bruxelles, dès lundi 23 novembre, par la bouche de son président, Luc Guyau, par ailleurs président de la FNSEA. Il a ajouté : « Il y a ça et là quelques interrogations mais elles sont plus politiques que techniques. »

Sylvia Zappi

## Les scientifiques s'étonnent de la décision de Bruxelles

JUSTIFIANT, mardi 24 novembre, à l'Assemblée nationale, la position française sur ce « très délicat dossier », qu'est celui de la « vache folle », Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, a expliqué que la France avait demandé à Bruxelles qu'il soit possible de « suspendre la décision » de levée de l'embargo « si toute nouvelle information devait intervenir dans le processus scientifique et juridique ».

Pour leur part, les experts en charge de ce dossier interrogés par Le Monde - qui souhaitent tous garder l'anonymat - rappellent qu'aucune nouvelle donnée médicale et scientifique ne permet de justifier la décision de lever l'embargo qui, depuis la fin mars 1996, frappait les viandes bovines britanniques. Selon eux, la décision du conseil agricole européen (Le Monde du 25 novembre) ne correspond à aucune logique. Rien, disent-ils, ne permet, d'un strict point de vue scientifique, de justifier une telle mesure qui à l'évidence, selon eux, a été prise au vu de données diplomatiques et économiques.

Cet embargo avait été initialement décidé par la France, rapidement suivi par la Commission européenne, après l'annonce faite le 20 mars 1996 par le gouvernement britannique devant la Chambre des Communes : l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») avait, contre toute attente, franchi la « barrière d'espèces » et atteint l'homme chez qui il peut provoquer une forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ).

Une dizaine de cas avaient alors été identifiés par les scientifiques britanniques et, informé, le gouvernement

de John Major avait estimé ne plus pouvoir ignorer le risque de transmission de l'agent pathogène à l'homme par voie alimentaire. Évoquant officiellement cette hypothèse, le premier ministre anglais avait, du même coup, déclenché une crise internationale sans précédent.

Aujourd'hui, alors qu'une trentaine de cas de la nouvelle forme de MCJ ont été recensés (tous en Grande-Bretagne, sauf un en France), rien ou presque n'a changé dans l'équation scientifique. Rien, comme tenu des incertitudes demeurant dans le domaine des maladies à prions et de la longueur des périodes d'incubation, ne permet de prévoir quel sera le nombre à venir des victimes de cette nouvelle affection. Depuis 1996, divers travaux ont apporté la preuve du lien entre les maladies bovines et humaines et des interrogations demeurent quant à la possible transmission, en Grande-Bretagne, de l'agent de la « vache folle » au mouton.

On observe, d'autre part, qu'en dépit des différents avis formulés par les comités d'experts officiellement commis dans ce dossier, aucune harmonisation n'a pu être mise en œuvre dans l'Union européenne quant aux processus de fabrication des farines de viandes et d'os, substances à l'origine de l'épidémie de l'ESB. Aujourd'hui, les principaux experts scientifiques du dossier se demandent s'ils n'ont pas servi d'alibi dans la gestion de cette crise.

Jean-Yves Nau

Lire aussi notre éditorial page 18

## La croissance de l'économie américaine reste forte

L'ÉCONOMIE américaine affiche une santé insolente. Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 3,9 % en rythme annuel au troisième trimestre de 1998, a indiqué, mardi 24 novembre, le département du commerce à Washington, corrigeant à la hausse l'estimation antérieure de 3,3 %. Ce rythme de croissance est deux fois plus important que celui enregistré au deuxième trimestre (+1,8 %). Malgré les effets de la crise financière internationale, les ménages américains continuent de consommer, le déficit commercial est moins important que prévu et l'inflation reste basse. Cet « acquis de croissance » devrait permettre aux États-Unis d'éviter un recul trop prononcé de l'activité en 1999, après une croissance pour 1998 qui devrait être située autour de +3,5 %, selon les chiffres de l'OCDE.

Rien n'indique pour l'instant que la période de croissance américaine inaugurée en avril 1991 devrait s'arrêter, même si tous les économistes s'attendent à un « atterrissage en douceur » en 1999 (le consensus des économistes prévoit une croissance de +2 %). L'inflation basse (+0,8 % en augmentation annuelle au troisième

trimestre) a permis à la Réserve fédérale de baisser ses taux à trois reprises au cours des dernières semaines pour éviter une pénurie de liquidités et soutenir la croissance. C'est la consommation des ménages qui explique avant tout la bonne santé de l'économie. L'indice de confiance des consommateurs dans les perspectives de l'économie américaine a regagné 6,7 points en novembre, inversant une tendance négative qui avait fait perdre près de 20 points à ce baromètre au cours de l'été.

### OPTIMISME BOURSIER

« Des conditions économiques plus favorables et un regain d'optimisme dans les perspectives de croissance aux États-Unis dans les six prochains mois ont redonné un coup de fouet au moral des consommateurs américains », explique Lynn Franco, directeur adjoint du service de recherche sur la consommation du Conference Board, un institut privé de conjoncture proche des milieux industriels. Les dépenses de consommation sont le principal moteur de la croissance aux États-Unis (elles représentent 70 % du PIB).

Si inquiétude il y a, elle concerne l'évolution des bénéfices des en-

treprises, qui ne suivent pas le mouvement de la croissance. Au troisième trimestre, les bénéfices après impôts des entreprises ont reculé de 6,2 % en glissement annuel, la plus faible performance en une décennie. Ces mauvais indices témoignent des difficultés persistantes de l'industrie manufacturière, plus touchée par la crise asiatique que les services.

Du coup, le regain d'optimisme boursier des dernières semaines pourrait s'avérer excessif. Les entreprises américaines commencent à réduire leurs dépenses d'investissement et leur masse salariale, ce qui devrait à présent affecter négativement la demande des ménages. Certains économistes, comme Steve Roach, de la banque Morgan Stanley, voient une « double bulle » se mettre en place aux États-Unis : une bulle de la consommation (le taux d'épargne vient de passer en dessous de zéro, ce qui signifie que les ménages s'endettent pour consommer) et une bulle sur le marché des actions, avec un indice Dow Jones qui a manifesté une reprise vigoureuse au cours des dernières semaines.

Lucas Delattre

## Commentateurs-nés

par Pierre Georges

IL NE PUT être journaliste. Il fut espion. Il faut lire d'urgence en page 15 l'enquête consacrée à David Shayler, l'espion « rebelle » de Sa Majesté. L'affaire est grave certes. Mais le personnage est croquignolet, hilarant, bouffon. A se demander s'il n'a pas obtenu, d'abord, l'asile politique dans les bistrots de France.

Donc les autorités anglaises ont demandé vainement l'extradition de cet espion, ou contre-espion, au motif que ce personnage étrange, dépositaire de plein d'innombrables secrets du MI 5, les racontait à qui veut les entendre. C'est un travers fort connu, chez l'espion défrôqué, que d'aller à confesse. Et pour peu qu'il ait un coup dans le nez, les secrets d'Etat deviennent vite des brèves de comptoir.

David Shayler, pas un agent pour rire nonobstant, savait plein de choses sur les errements des services secrets britanniques. Il en fait état dans des révélations de nature à mettre nettement en péril son pays et la réputation desdits services, ordinairement royaux servis par leur propre légende. Ce n'est certes pas au cinéma qu'on verrait un agent comme celui-là, James Bond revisité « beajoupif » nouveau.

Au point qu'on se demande ce qui l'a emporté dans la demande d'extradition anglaise : la nécessité de mettre un terme aux agissements d'un traître à la cause de la Couronne ? Ou l'urgence de se prémunir contre un éclat de rire continental ? Car, d'évidence, il y eut une faille dans le système de recrutement du MI 5. Et il doit y avoir bien des turbulences au département ressources humaines de la centrale : comment a-t-on pu embaucher un citoyen pareil ? Comment a-t-on pu ne pas se

méfier dès lors que l'espionnage n'était pour lui qu'une vocation de substitution à une carrière journalistique entravée ? Autrement dit, dès lors qu'on ne disposait sur son compte, que des renseignements les plus alarmants.

Car c'est un fait établi, de ce côté-ci de la Manche. Les aspirants-journalistes ou journalistes aspirés sont des gens parfaitement dangereux. Quand ils ont un secret ou une information, ils le ou la racontent. Quand ils n'en ont pas, ils le ou la racontent aussi. Et dans tous les cas, ils commentent. Les journalistes sont des commentateurs-nés ! C'est plus fort qu'eux. Ils commentent comme David Shayler raconte. A tort et à travers. Toujours le mot qui tue dans l'impatience du moment.

Les journalistes sont les mouches zébrées et folles de l'impatience. Incapables de respecter le pas tranquille et conjugué des gouvernements... des peuples sondés. Le coche politique passe, selon la méthode jospinienne infallible et sereine du pas après l'autre - et du surplace quand celui-ci s'impose aux carrefours dangereux d'un « gouvernement au long cours » - la patte à l'journaliste vaticine !

Le peste soit des espions anglais trop bavards et des journalistes français trop impatients ! Qu'on les extrade tous, hors le pays serein des gauches plurielles. Qu'il soit dit et écrit que tout va bien, tout va mieux, tout va à son rythme pour le bien du mieux, au doux pays des roses résolutions. Le peuple aime le gouvernement. Le gouvernement aime le peuple. Ainsi soit-il. Ainsi sera-t-il. Si j'avions su, j'aurais fait espion !

## L'Iran et la Russie signent un accord de coopération nucléaire

À TÉHÉRAN, l'Iran et la Russie ont signé, mardi 24 novembre, un accord prévoyant l'« accélération » des travaux de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr et des études pour de nouvelles centrales, malgré l'opposition des États-Unis et d'Israël à toute coopération avec Téhéran dans ce domaine. L'accord a été signé par le ministre de l'énergie atomique russe, Evgueni Adamov, et le vice-président iranien et directeur de l'Organisation de l'énergie atomique, Gholamreza Aghazadeh. Les travaux de la première phase de la centrale de Bouchehr, sur le Golfe, avaient pris du retard pour des raisons financières et techniques. Ils seront achevés en 52 mois au lieu des 55 prévus. Une commission mixte sera chargée d'examiner « les questions économiques » relatives « à l'achèvement de la seconde phase ». Trois cents ingénieurs russes participeront aux travaux de la centrale de Bouchehr. L'Iran a toujours affirmé que son programme nucléaire était exclusivement civil. - (APR)

■ JUSTICE : le juge des référés rendra sa décision mardi 1<sup>er</sup> décembre sur la demande de retrait du livre *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin* (Le Monde du 25 novembre), plaidée mardi 24 novembre par M<sup>re</sup> Alain Lévy, au nom de Lili Mété, mise en cause dans l'ouvrage. M<sup>re</sup> Dominique de Leusse, pour l'éditeur (Seuil), et M<sup>re</sup> Thierry Lévy, pour l'auteur, Jacques Baynac, ont estimé « infondée » cette demande. Le substitut, écartant la saisie, a proposé l'interdiction d'une « diffusion complémentaire ou d'une réimpression éventuelle ».

Tirage du Monde daté mercredi 25 novembre 1998 : 492 286 exemplaires

## COSTUME PIERRE CARDIN 1990 F

Modèle droit ou croisé  
Gris anthracite - Pure Laine  
Toutes tailles

"LE MAGASIN DE L'ÉLÉGANCE  
MASCULINE"

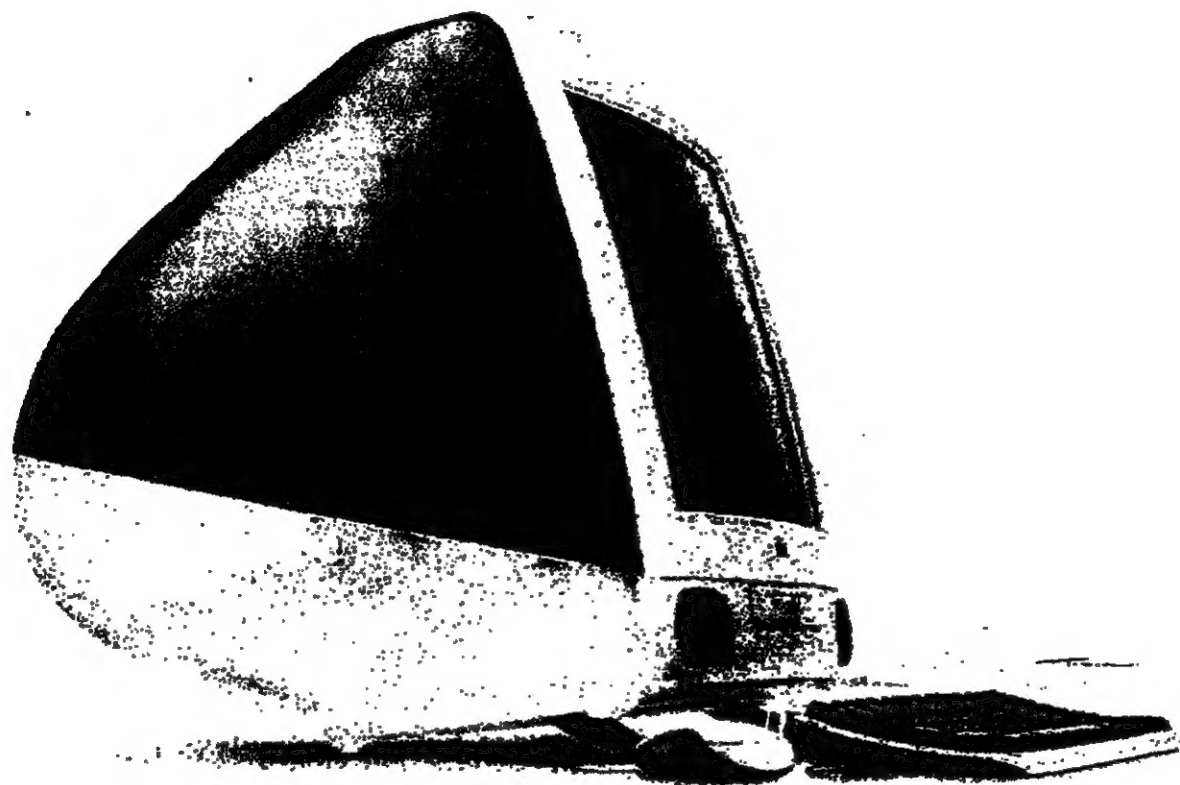
Détaxe

LA VOGUE

38, Bd des Italiens - 75009 PARIS  
et Centre Commercial VÉLIZY 2



Simple à admirer.  
Simple à utiliser. Et maintenant,  
simple à acheter.



290 FF par mois.\*

Tout le monde en parle. iMac a déjà créé la sensation grâce à sa simplicité et à son design étonnants. Aujourd'hui, il devient aussi simple à acheter qu'à utiliser. Pour 290 FF par mois, vous ramenez iMac chez vous et ouvrez à votre famille un nouveau monde d'opportunités. Découvrez immédiatement toute cette simplicité chez votre revendeur Apple le plus proche participant à l'opération ou téléphonez au 08 03 05 90 50.



Think different.

\* Un crédit facile : Du 31 octobre au 31 décembre 1998, achetez votre iMac pour 9990 francs au comptant ou en 48 mensualités de 290 francs à un TEG hors assurance facultative de 13,404% annuel soit 1,117% mensuel. Coût total du crédit : 3930 francs, prime d'assurance facultative : 959,52 francs, coût total de l'achat à crédit : 13920 francs. Après acceptation du dossier de crédit par SOFINCO. \* assurance facultative incluse. Un crédit souple : Si vous le souhaitez, vous pourrez solder votre dossier par anticipation, à tout moment et sans pénalités. © 1998 Apple Computer, Inc. Tous droits réservés. Apple, le logo Apple et iMac sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc., enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays.



#### Les Français et Vichy

59 % des Français ont déclaré avoir eu une attitude de collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale. La déclaration de la loi sur la responsabilité des collaborateurs est entrée en vigueur.

#### Fusion géante dans le pétrole

Les ministères de l'Énergie et de l'Industrie ont annoncé la fusion de deux géants du pétrole français, Elf et Total, pour créer une nouvelle entité.

#### M. Kabila à Paris

Le président de la République congolaise, Joseph Kabila, est arrivé à Paris pour une visite officielle.

#### La France réchauffée

Le réchauffement climatique a entraîné une hausse des températures en France, avec des records battus.



#### Urbanisme pékinois

Pékin a connu une croissance urbaine spectaculaire, avec de nouvelles zones d'habitat et de commerce.

#### 35 heures dans les services publics

Les agents des services publics ont obtenu une réduction de leur temps de travail à 35 heures par semaine.

#### Traité d'Amsterdam

Les députés ont terminé l'examen du projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam.

#### M. Gaudin face aux architectes

L'ordre des architectes de Marseille a décidé de se séparer des chantiers lancés par la municipalité, accusée de corruption.

0147-1127-7.50 F



مكتبة جامعة القاهرة